VERS LA GLOIRE [1]

DEUXIÈME PARTIE (2)

LE TOMBEAU DE NARCISSA

VIII

Michel poursuivait ses études avec une ardeur singulière. Depuis trois mois, l'axe de son esprit avait sensiblement changé de place ; ses idées étaient moins arrêtées, ses partis pris moins absolus. Il commençait à se convaincre qu'avant de se faire une philosophie de la vie, un homme de vingt-trois ans, si mûr qu'il soit déjà, doit écouter beaucoup de voix diverses, comparer beaucoup d'opinions en lutte. Il était arrivé à Montpellier avec un schéma tout tracé et qu'il s'était fait lui-même ; maintenant il élargissait ses vues, il prenait du champ. Comment eût-il pu en être autrement d'ailleurs ? Ses maîtres, chaque jour, exposaient devant sa raison des théories tout à fait contraires, selon la doctrine scientifique à laquelle ils appartenaient ; car maintenant l'unité avait cessé d'exister entre eux. Il y avait l'ancienne École, spiritualiste et dogmatique, celle du « vitalisme hippocratique, » qui, jusqu'au siècle dernier, avait été seule en vigueur à l'Université de Montpellier; puis la nouvelle, celle des « Organiciens, » apportée du dehors et qui s'efforçait de trouver dans l'anatomie des organes les raisons de tous les phénomènes qui se passent dans l'être humain; l'une cherchait les causes, toutes les causes, aussi

(2) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

bien les invisibles que les visibles ; l'autre ne s'occupait que des matérielles et négligeait l'inaccessible. Michel n'avait pas tardé à s'apercevoir que ces deux doctrines s'incarnaient, avec une autorité presque égale, dans deux de ses maîtres que, parmi tous les autres, il aimait le plus à entendre : le docteur Dubail et le docteur Pellier ; elles se faisaient vivantes à ses yeux, se disputaient ses préférences ; l'une après l'autre, elles le sollicitaient, le tentaient... Mais il ne prenait pas parti encore ; il trouvait un plaisir meilleur à se réserver pour plus tard, pour l'heure des définitives synthèses. En attendant, il travaillait toujours davantage ; il passait souvent des nuits, courbé sur ses gros livres, alors qu'il avait passé ses journées penché sur un traumatisme ou sur une expérience de laboratoire.

Trois fois par semaine, il se rendait à l'Institut de Botanique, guettant là aussi le mystère de l'être et se passionnant pour la recherche de la vérité, que l'axiome de Bernard Palissy lui rappelait sans cesse : « La vérité se donne à qui la cherche ; mais il faut, pour la trouver, être veuillant, agile et laborieux. » A l'aller et au retour, il traversait le Jardin Royal, et c'était à peu près la seule promenade qu'il s'accordât. Ce jardin si vaste gardait en toute saison un charme délicieux et secret. Ses grands arbres, parés de leur feuillage, versaient une ombre bleuâtre sur les allées profondes, mêlées de ciel. Et toujours cette odeur des essences, chauffée par le soleil, multipliée par le vent... Michel s'arrêtait parfois pour humer cette odeur de miel et d'encens, de poivre et de cinnamome, qui lui donnait soif, une soif intense de quelque volupté plus forte, plus complète que celles qu'il avait connues jusqu'alors. Il ouvrait les bras et renversait la tête en arrière. Il aspirait par le nez, par la bouche, ces effluves salubres qui purgeaient ses poumons de la puanteur de l'hôpital et de l'amphithéâtre. Puis il continuait sa route.

Un après-midi, — c'était le jeudi qui avait suivi le premier jour de l'an, — il avait trouvé l'Institut fermé. Cette courte période de vacances durait encore ; il l'avait oublié ! Cependant il ne voulait pas perdre sa journée ; il se dirigea vers le Nord du jardin, où l'on cultivait les plantes officinales. Le lieu était retiré, presque désertique ; ainsi que l'avait dit Sébastien Lepic à Michel, il n'y avait guère que les étudians étrangers qui profitaient des admirables collections réunies là depuis des siècles et savamment classifiées ; mais, aujourd'hui, personne ne

s'avisait de leur venir rendre visite. Michel avait pris par l'une des allées majestueuses qui devaient aboutir à cet endroit ; il marchait rapidement, n'étant préoccupé que de son but. Ce but, toujours le même, il le voyait maintenant plus précis devant ses yeux ; chaque pas qu'il faisait, chaque effort qu'il accomplissait, l'en rapprochait davantage. Et il ne regrettait aucun des sacrifices que lui coûtait sa volonté de parvenir. Il souriait, — il souriait à la Gloire ; aucun visage de femme n'aurait pu exercer sur lui cette séduction, cette attirance directe. Il aimait la Gloire, comme un mystique aime Dieu, — sans discussion et sans partage, — et, de même qu'un mystique tend à la possession du ciel, il tendait à la possession de ce qu'il considérait comme le point le plus élevé de son ascension terrestre.

Un gros bouquet de violettes dans les mains, Énimie se dirigeait vers cette même partie du Jardin Royal. Il la rencontra, comme il venait de quitter la grande allée et de s'engager dans un sentier étroit que bordait une double rangée de saxifrages déjà en fleurs. Eût-il voulu se dérober, qu'il n'en eût plus trouvé le temps. Mais il n'avait aucune raison de fuir la femme du docteur Pellier ; sans être devenu un intime de la maison, il avait eu l'occasion d'aller plusieurs fois chez elle, et toujours elle lui était apparue maternelle et douce, comme le premier soir où il l'avait vue au gala des étudians. Elle était toujours la même ; l'expression de ses traits ne changeait point ; sa face longue et pensive de madone paraissait sculptée dans un marbre lisse ; ses paupières lourdes battaient toujours sur des prunelles aussi transparentes. En ce moment, éclairée par un rayon de soleil, qui venait auréoler son front et mettait autour de ses cheveux un éparpillement de flèches d'or, elle était semblable à quelque *Pietà* florentine peinte par un pieux primitif, qui aurait eu souci surtout de faire surgir sur ses traits son âme. Michel la salua très bas. Puis, sans qu'il l'eût fait exprès, son regard glissa sur les violettes aux larges pétales qu'elle tenait entre ses mains. Elle surprit ce regard et simplement :

— Elles sont belles, n'est-ce pas ? Je les porte sur une tombe.

Michel s'étonnait que, dans ce vaste jardin fleuri, on pût s'occuper de la mort. Ici, au contraire, tout parlait de la vie,

tout s'exaltait dans l'universelle montée des sèves. Énimie elle-même, dans ses vêtemens clairs et ce frais bouquet entre les mains, évoquait une vie splendide, arrivée presque à sa maturité, mais glorieuse et verdissante encore. Il dit, en posant les yeux sur elle :

— Vous n'avez pas eu de deuil récent ?

— Non ! et je n'ai même pas connu la petite morte à qui je dédie cet hommage. C'est une pauvre petite morte bien oubliée...

Cette fois, Michel ne put dissimuler qu'il était curieux d'en connaître davantage. Quel pouvait être ce mystère ?

Énimie sourit doucement :

— Venez avec moi !

En deux minutes, ils furent à l'extrémité septentrionale du jardin. Il y avait là une voûte adossée aux anciennes fortifications de la ville, — une sorte de grotte encombrée de plantes grimpantes et de feuillages et que fermait une grille surmontée d'une plaque de marbre où se lisait cette inscription :

Placandis Narcissæ mânibus.

Énimie avait attaché son bouquet à la grille, puis elle se pencha un peu sur l'épaule de Michel :

— Vous avez lu ? C'est ici le tombeau de Narcissa, la fille du poète Young, morte à dix-huit ans, et que son père enterra de ses propres mains dans cet endroit écarté.

Et, comme Michel l'écoutait avec le reflet d'un doute dans ses yeux bleu sombre, elle s'anima :

— Il est impossible que vous ignoriez entièrement les *Nuits* de Young, ce chef-d'œuvre de la littérature anglaise, l'une des plus profondes méditations de l'esprit humain. Il les écrivit, ces poèmes des *Nuits*, en souvenir de Narcissa, et il y raconte, en plusieurs endroits, cette douloureuse aventure. Presque vieux déjà et pasteur protestant dans le Hertfordshire, il épousa la veuve du colonel Lee qui avait deux enfans, dont cette Narcissa, pour laquelle il se sentit pris tout de suite d'une tendresse aussi vive que s'il eût été son propre père, — plus vive même peut-être ! Comme elle était d'une santé fragile, et qu'elle toussait fréquemment, il résolut de l'enlever au climat brumeux de l'Angleterre pour l'emmener dans le Midi de la France. Il choisit Montpellier, avec l'espoir pro-

bable de consulter les médecins de cette Faculté, depuis longtemps célèbre. Mais ni la science, ni le soleil ne purent guérir la jeune malade. Elle mourut à dix-huit ans, et là commença un second drame plus poignant encore que le premier : Narcissa étant protestante, la sépulture lui fut refusée dans le cimetière catholique. Alors Young, désolé, affolé, pris aussi sans doute d'une idée romanesque de poète, gagna la complicité d'un gardien et vint nuitamment apporter le corps de sa fille dans cette grotte. Plus tard, le grand acteur Talma, en représentations à Montpellier, s'émut de l'abandon où on laissait ce triste tombeau, et, de concert avec Candolle qui était à cette époque directeur du Jardin Royal, il fit poser cette grille et cette plaque commémorative... Mais qui donc maintenant songe à Young et à la pauvre Narcissa?

Michel se sentait remué; cette histoire, si invraisemblable qu'elle pût lui paraître, plaisait à son imagination soudain éveillée; puis l'accent, la conviction d'Énimie ne laissaient pas que de l'impressionner. Il demanda :

— Vous venez souvent apporter des fleurs sur ce tombeau?

— Souvent, oui ! C'est pour moi une occupation très douce. Je reste quelquefois longtemps à méditer devant cette inscription funèbre...

Elle reprit :

— Il y a tant de solitude dans la journée d'une femme ! Puis, j'ai une autre raison, ou, si vous le voulez, une autre excuse. J'ai eu, moi aussi, une fille qui est morte toute jeune, et qui maintenant aurait à peu près l'âge de celle qui repose ici. Elle s'appelait Cecilia. C'était une belle petite fille. Elle est morte en une nuit. Nous n'avons rien pu contre le mal subit et traître qui l'a emportée comme un loup emporte un agneau... Oh ! mon cher enfant, vous ne savez pas ce que c'est que le cœur d'une mère !

Pourquoi Michel avait-il des larmes aux yeux? Était-ce l'aventure tragique du poète anglais, ou la fin précoce de Cecilia? Mais non ! C'était cette femme jeune et palpitante, qui venait de l'appeler : « Mon cher enfant. » — Depuis si longtemps, personne ne l'avait appelé ainsi!... Et cela lui faisait passer un petit frissonnement dans le cœur, une secousse dans ses nerfs tendus par un travail excessif.

Il dit quelques mots sans suite et s'éloigna.

IX

Gabriel d'Artissac élaborait quelque original poème, entre une dissertation de droit et une étude physiologique, lorsque Michel frappa à la porte de sa « tour d'ivoire. » En réalité, le logement de l'étudiant périgourdin, situé au plus haut d'une maison qui était une sorte de cité ouvrière dans un quartier populeux, entre le canal du Verdanson et la place de l'Abattoir, n'avait rien de particulièrement biblique ; il se composait d'un vaste atelier où était son lit, et d'un belvédère qui dominait le panorama de la ville et des faubourgs enclos de touffus jardins. Il y avait de tout dans ce studio arrangé à la façon artiste : des fleurs et des livres, des instrumens de musique et des panoplies d'armes, des dessins non encadrés épinglés au mur, des masques japonais grimaçans et des photographies d'hommes célèbres. Michel traversa l'atelier et se rendit tout droit dans le belvédère, où son ancien camarade de collège avait installé une table de travail.

— Je te dérange ?

— Naturellement ! J'étais en conversation intime avec la Muse. Mais c'est une aimable personne ; elle reviendra au premier signe. — Tandis que toi, tu es plutôt rare...

— Tu sais bien que je ne m'accorde aucun loisir ; je travaille ; je voudrais doubler les minutes...

— Oui, c'est la période de grande activité cérébrale ; nous avons tous passé par là, — plus ou moins ! Mais cela ne dure pas toujours ; l'homme n'est pas seulement un cerveau. Assieds-toi, et raconte ce qui t'amène.

Michel ne se fit pas prier ; il arrivait chargé d'une curiosité exigeante et inquiète. Mais, cette fois, ce n'était pas un problème scientifique qui l'agitait. Il demanda, sans préambule :

— Dis-moi, mon ami, qu'est-ce que c'est donc que cette histoire de la fille du poète Young qui aurait été enterrée au Jardin Royal ?

Un léger rire secoua les épaules de Gabriel d'Artissac :

— Toi aussi ! Tu vas devenir amoureux de la blanche Narcissa ? Tu vas faire du roman avec cette aventure douteuse ? Attends au moins de connaître les pièces du procès !

— Alors, ce serait une pure légende ?

— Je ne soutiens pas cela; il y a le pour et le contre : si la crédulité est un défaut regrettable, l'acharnement à tout nier, qui est une caractéristique de notre temps, est peut-être plus à déplorer encore. Mais le cas de la fille de Young est un de ceux qui prêtent le plus aux divagations de l'esprit; et la preuve en est dans l'extraordinaire mouvement passionnel qu'il souleva, à l'époque du romantisme, parmi plusieurs générations de jeunes hommes; à cette époque, tous les étudians s'occupaient de Narcissa; il y eut des duels entre ceux qui croyaient à la véritable sépulture dans la grotte du Jardin Royal et ceux qui n'y croyaient point. Puis cette effervescence s'est calmée peu à peu; aujourd'hui, il n'y a guère que les nouveaux venus, comme toi, qui s'attachent à chercher le mot de l'énigme.

— Mais, insista Michel, quel a été le point de départ de tout ceci?

— D'abord le récit de Young lui-même; — et, à moins de le traiter d'halluciné... Puis ceci encore : quelque temps avant la Révolution, on avait fouillé à cette place et on y avait bien trouvé en effet un squelette de jeune fille. Mais il y eut des gens pour prétendre que c'étaient les étudians en médecine qui, par mystification, l'y avaient apporté... Ce fut précisément pour empêcher de nouvelles profanations qu'une trentaine d'années plus tard Talma et Candolle firent poser une grille devant cette tombe avec l'inscription touchante : « *Placandis Narcissæ mânibus.* » — Que les mânes de Narcissa soient apaisés!... La pauvre fille! Elle a bien gagné le repos éternel.

Michel, debout devant son ami, semblait attendre un surcroît d'informations; mais Gabriel d'Artissac se leva, fit le tour de la table et dit avec un peu d'ironie :

— C'est tout. Je ne sais rien de plus! Nous pourrions peut-être parler d'autre chose?

— Encore un mot! Possèdes-tu les *Nuits* de Young? Je confesse, à ma honte, que je ne les ai jamais lues, pas même dans la traduction française.

— Décidément, cela tourne à l'idée fixe, ce qu'en médecine nous appelons l'obsession pathologique. Je vais te prêter le bouquin, mais tu me laisseras tranquille. Tu vas me jurer de ne remettre les pieds ici que lorsque tu seras définitivement libéré.

Tout en plaisantant, il était allé prendre dans l'atelier, au

milieu d'un tas de vieux livres rangés en pyramide, un volume relié d'un cuir vert à filets d'or qui sentait le règne de Louis XVI. Il l'ouvrit et le tendit à Michel :

— Voilà ! Il y a même des gravures du temps assez curieuses : tu verras le poète agenouillé, déposant le corps de sa fille dans la fosse qu'il a fait creuser pour elle. Regarde cette petite tête fine et glabre de lord anglais, coiffée d'un turban. Délecte-toi à lire ses aspirations vers l'infini. En voici une qui n'est pas sans beauté et qui paraphrase assez élégamment le *Sunt lacrymæ rerum* de Virgile, qu'il a pris pour épigraphe : « Savez-vous, ô Lorenzo, le prix d'un soupir? Avez-vous jamais étudié la philosophie des larmes? Ce n'est pas dans les écoles qu'elle s'apprend. La science n'est pas la sagesse. » Et celle-ci qui rappelle les centons funèbres de l'anthologie grecque, — je l'ai marquée d'un signet : « Chère Narcissa, tu es fraîche et pure comme la rosée du matin; tu n'as brillé comme elle que l'espace d'une aurore. Comme elle, tu es montée de la terre dans le ciel aux premiers rayons du jour. O ma fille, ton père en cheveux blancs est devenu ton disciple; que ta jeunesse et ta mort prématurée l'instruisent! »

Michel avait saisi le livre et le feuilletait à son tour. Doucement, Gabriel d'Artissac, qui s'était ému une minute, le poussa par les épaules :

— Et maintenant, bonsoir! Ma Muse à moi s'impatiente; je l'entends qui tape aux carreaux du belvédère. Peut-être es-tu cause que l'humanité sera privée d'un nouveau chef-d'œuvre.

Il avait repris le mode ironique.

— Bonsoir, vieux! dit Michel en lui serrant la main.

Il était pressé de regagner la maison; il coupa au plus court par les étroites rues vieillottes, de façon à ne rencontrer personne. Mais il lui fallait bien quand même franchir l'une des longues avenues nouvelles qui fermaient le centre de la ville. Comme il allait traverser le boulevard Pasteur, il aperçut le professeur Dubail, qui devait, lui aussi, rentrer chez lui. Arlata l'accompagnait. Elle marchait à côté de son père, du même pas; mais ce pas semblait plus alerte et avait quelque chose d'immatériel et d'aérien. Ils s'éloignèrent. Cependant, Michel avait eu le temps de remarquer qu'elle portait à la ceinture un gros bouquet de ces violettes à larges pétales, pareilles

à celles qu'Énimie avait déposées sur le tombeau de Narcissa. Cette coïncidence le troubla un instant; puis il se gronda d'être devenu si sensible. Toutes les femmes ne chérissent-elles pas également les fleurs, les unes pour les offrir aux autels ou aux cimetières, les autres pour en parer leur beauté? Arlata laissait derrière elle comme un sillage lumineux; son éclatante jeunesse paraissait défier la souffrance et la mort... Peut-être demain serait-elle fauchée à son tour par cette mort impitoyable qui aimait à choisir ses victimes parmi les plus belles vies de la terre? Michel se la figurait déjà, comme Narcissa, comme Cecilia, couchée dans un étroit sépulcre et « belle encore dans les bras de la mort, » comme avait dit le poète. Ces trois vierges charmantes auraient-elles le même destin? Une telle pensée lui était insupportable. Il marchait vite, pour essayer d'y échapper. Arrivé rue du Four-Saint-Éloi, il monta en courant les deux étages de la maison et s'enferma dans son cabinet. Là peut-être serait-il tranquille? Il allait retrouver d'autres images, d'autres idées, et alimenter son esprit avec des réalités plus saines. Le volume de Young était dans sa poche; il le posa sur la table sans le rouvrir; il redoutait l'obsession que lui avait prédite son camarade d'Artissac. Il comprenait que, quoi qu'il fit, cette journée marquerait dans son existence; il y a ainsi de ces hasards, — malencontreux ou heureux, — qui vous guettent, vous empoignent et vous tirent hors de votre chemin.

Que de rêves il avait déjà faits dans ce silencieux cabinet de travail, dont il avait bloqué la fenêtre pour empêcher que le bruit du dehors parvînt jusqu'à lui! Tous les rêves qu'un homme peut faire, il les avait faits, sauf celui de l'amour. L'amour n'était jamais entré ici, même à l'état d'illusion... Il l'avait toujours tenu à l'écart, comme un gêneur dont on redoute la présence. Mais que savait-il de cette force qui soulève les mondes? Que connaissait-il de la femme? S'imaginait-il avoir tout compris de l'une et de l'autre par les quelques aventures banales qu'il avait eues à Paris? En réalité, il en était encore à redouter le coup de foudre d'une première passion pour un objet qni vraiment en vaudrait la peine. La vraie femme, il l'ignorait totalement, celle que l'on désire autrement que pour la satisfaction d'un instant, et que l'on possède sans rien avilir de son âme; une vraie femme, une pure jeune fille, une de ces vierges charmantes comme devait être Narcissa...

Mais était-ce possible? Est-ce que l'idée de la mort l'aurait conduit à l'idée de l'amour? Est-ce que l'amour serait entré par fraude aujourd'hui dans cette demeure, porté sur les ailes blanches de la poésie et de la mort? Et d'où venait qu'il ne se rebellait plus?...

X

Le docteur Pellier, suivi des internes, des infirmières et de la longue file de ses élèves, venait d'achever sa visite à l'hôpital suburbain, quand il fit dire à Michel de le rejoindre vers la sortie. Débarrassé de l'austère blouse blanche, et. la cape de feutre sur la tête, il reprenait, dès le service fini, cet air d'élégance, de bravoure et de hardiesse qui le faisait ressembler à un Maure d'Espagne. Les façons cordiales qu'il affectait à l'égard des étudians se nuançaient pour Michel Sorguier de quelque chose de plus personnel; car il avait déjà aperçu en lui les deux qualités maîtresses, qui, lorsqu'elles sont réunies chez un même sujet, le mènent presque toujours au succès définitif : la souplesse de l'intelligence et l'assiduité au travail.

Dehors, il lui tendit la main :

— Je vous félicite. Vous avez enlevé brillamment votre examen de pathologie expérimentale, l'un des plus difficiles. Maintenant, vous n'avez qu'à suivre la filière. Dans deux ou trois ans, vous pourrez retourner à Paris avec le bonnet carré du docteur.

Michel éprouva de ce compliment une fierté légitime; mais, presque aussitôt, il se souvint que son autre maître, son premier « patron, » le professeur Dubail, l'adjurait sans cesse de ne point se presser et de joindre à ses études indispensables d'autres branches adjacentes. Il répondit :

— J'ai l'intention de poursuivre aussi l'agrégation en sciences naturelles.

— Bravo! cela ne peut pas faire de mal! Mais croyez-moi : la clinique d'abord, la clinique avant tout! Faites-vous un répertoire de tous les cas intéressans qui passeront sous vos yeux... Un bon praticien n'a jamais assez d'observations dans son sac.

Il s'était mis en marche le long de l'avenue qui reliait entre eux les deux grands hôpitaux de la ville. Michel s'avançait à sa

gauche, heureux de cette bonne fortune qui lui permettait de causer familièrement avec un des hommes les plus considérables de la Faculté. Bien qu'il n'acceptât pas tout de ses théories nettement « organiciennes, » il subissait quand même l'ascendant, le prestige, que le mari d'Énimie exerçait sur la jeunesse, sur les femmes, sur les gens du monde, et sur les patiens les plus éprouvés. Un sentiment fait de curiosité et d'admiration le subordonnait à ce grand seigneur de la Médecine, qui « gagnait ce qu'il voulait » comme un chanteur à la mode, et se donnait plus volontiers les allures d'un artiste que celles d'un savant. « Nous sommes des artistes, répétait le docteur Pellier de sa voix vibrante, des virtuoses de la vie humaine, et nous avons deux cordes à notre luth : le diagnostic et le traitement. Que ferions-nous de la science pure au chevet d'un homme qui souffre? Le soulager, lui insuffler l'espoir et la volonté de guérir, voilà ce qui importe. — Le reste est vanité! »

Tout à coup il s'arrêta et posa sa main sur le bras de Michel, de ce geste péremptoire qui lui était fréquent.

— Vous savez, je compte sur vous à notre prochain dîner des thérapeutes. Chaque mois, j'invite, avec plusieurs de mes confrères, deux ou trois de nos futurs Esculapes. C'est votre tour. Lepic viendra aussi. Je tiens à ce que tous les âges soient représentés.

— Vous me faites beaucoup d'honneur, balbutia Michel, qui se sentait à la fois content et gêné un peu.

— Alors, c'est convenu : jeudi prochain, à sept heures et demie. Ne mettez pas votre habit, c'est inutile; nous serons entre hommes, — exclusivement!

La table était ornée avec somptuosité de vaisselles à décors polychromes et de fleurs arrangées par grosses touffes sur une nappe à entre-deux de guipure. D'ailleurs, dans l'hôtel privé du docteur Pellier, le luxe était partout, et il se manifestait même avec une abondance excessive. Trop de bronzes, — qui tous n'étaient pas du meilleur style, — trop de glaces, trop de dorures, et surtout trop d'effigies du maître placées aux bons endroits et sollicitant le regard. Ces ostentations n'éblouissaient pas Michel, habitué à de plus sobres élégances : n'avait-il pas grandi auprès d'un père qui, par goût et par métier, vivait au milieu des œuvres d'art? — Avant le dîner, il avait à peine prêté une

attention distraite aux tableaux exposés sur les murs du grand salon; cependant un portrait d'Énimie, accroché modestement dans un angle sous une marine de Ziem, lui avait souri tout à coup, de ce sourire doux et maternel qui plus d'une fois déjà avait réconforté son âme. Et cela lui avait fait plaisir. Puis on avait passé dans la salle à manger, éclairée à profusion d'ampoules électriques, et où séjournait une vague odeur d'épices, de fruits exotiques et de vins précieux. Et tout de suite, bruyante, saccadée, la conversation s'était établie entre ces hommes d'âge différent, mais de profession semblable, et qui tous apportaient avec eux les mêmes préoccupations ou les mêmes ambitions. Michel, assis à l'un des bouts de la table, — Sébastien Lepic lui faisait vis-à-vis à l'autre bout, — avait d'abord éprouvé une sorte de repliement sur soi-même; mais il s'était vite mis à l'unisson. Le menu, placé à la portée de sa main, l'amusait par son aspect archaïque; il était composé sur une feuille de parchemin et portait en lettres onciales la liste « des victuailles et de la beuverie. » On ne pouvait douter que l'ombre du plus illustre parmi les illustres médecins de la Faculté de Montpellier ne planât sur ces agapes. En effet, dès que le potage eut été enlevé, le docteur Pellier, avant de vider son verre, salua la mémoire

Du bon Rabelais qui buvait
Toujours, ce pendant qu'il vivait.

Ce toast était d'usage à chacun de ces dîners pantagruéliques, et c'était comme le signal d'une plus grande levée de saillies et d'anecdotes grivoises; on jetait loin de soi le masque gênant des conventions officielles, et l'on ne résistait plus au naturel plaisir de laisser monter à la surface la lie profonde de l'être, détente conforme aux traditions de l'École de Salerne et aux lois salutaires de l'hygiène. Les plus âgés parmi les convives étaient les plus désinvoltes dans leurs propos, les plus convulsifs dans leurs rires, les plus pressés de cueillir le jour; — tel le vieillard d'Anacréon qui se couronnait de roses et dansait au son des flûtes obliques avant que de retourner dans l'Hadès. Ainsi de service en service, et à mesure que passaient les viandes et les vins, la gaîté montait, se propageait comme une contagion foudroyante. Quelqu'un qui fût entré dans cette salle surchauffée et pleine d'un incessant tumulte eût cru sans

doute se trouver au milieu d'une assemblée de démens; mais les sages étaient peut-être ceux-là mêmes qui noyaient en cette heure brève les inévitables dégoûts d'une existence vouée au soulagement de la misère humaine. Ce fut l'opinion qu'émit en termes élégans l'un des invités notoires du docteur Pellier; et, comme preuve à l'appui, il fit le tableau de ce qu'il avait vu, entendu, touché depuis le matin... Ce récit véridique fut accueilli par d'unanimes bravos. On but davantage. Le piquepoul et le vin de Lunel arrosèrent les gosiers excités. On cita de nouveaux passages de *Pantagruel* et de *Gargantua :* — « Et tout pour la tripe! » cria une voix claironnante. C'était celle d'un spécialiste pour les maladies d'estomac, célèbre par la sévérité des régimes qu'il imposait à ses cliens. « Tout pour la tripe! » Debout et avec un art consommé, il déclamait l'apostrophe fameuse qu'il savait par cœur, et dont il faisait ressortir les multiples beautés, pierres précieuses et éclatantes incrustées dans le plomb vil d'un réalisme outrancier : « Et tout pour la tripe! Pour servir Messer Gaster tout le monde est empêché, tout le monde laboure; les bêtes les plus dénuées de ressources font des prodiges pour atteindre la nourriture dont va se repaître leur ventre affamé : « Même aux animaux brutaux, il apprend actes déniés par Nature. Les poissons tant de mer que d'eau douce, baleines et monstres marins, sortir il fait des bas abîmes; les loups jette hors des bois; les ours hors des roches, les renards hors des tanières... Les aigles, gerfauts, faucons, oiseaux agnards, essors rapineux, sauvages, il domestique et apprivoise, de telle façon que les abandonnant en pleine liberté du ciel, quand bon lui semble, tant haut qu'il voudra, tant qu'il lui plaît, les tient suspens, errans, volans, planans au-dessus des nuées... et soudain les fait du ciel en terre fondre... Et tout pour la tripe!... »

Cette fois le délire était à son comble. Toutes les mains applaudissaient.

— C'est aussi beau qu'une page d'Homère! cria le docteur Pellier en congratulant son convive.

L'idée de cette comparaison, si burlesque qu'elle parût d'abord, ne lui appartenait pas en propre; elle avait été reprise souvent, depuis que dans le *Mercure galant* un écrivain du XVIIIe siècle l'avait osée le premier. Cependant on discuta; on fit valoir le pour et le contre. Si le monument social qu'avait

établi Rabelais était par certains côtés tellement différent de l'œuvre d'Homère, c'était que les époques du monde où ces prodigieux esprits avaient vu le jour différaient de même, sensiblement. Mais n'avaient-ils pas l'un et l'autre l'abondance magnifique du style, l'amour du détail précis, l'imagination créatrice et le sens profond de la Nature ? Oui, on pouvait sans manquer de respect au plus grand des poètes grecs lui comparer le plus lyrique des prosateurs français. On se mit d'accord en allumant des cigares.

Dans le salon où l'on était retourné, la conversation prit un tour plus trépidant encore. On était entre hommes. On pouvait aborder tous les sujets. On les aborda. Et comme l'esprit et la verve gauloise ne manquaient point à ces personnages cultivés et de mentalité libre, ce fut un feu d'artifice aux fusées étincelantes. Le rire homérique, le rire rabelaisien, montait jusqu'au plafond, faisait frémir les frêles ampoules de cristal, où le filon électrique émettait une intarissable lumière. Michel plaçait son mot et s'égayait aux franches saillies ; tout à coup il se contint : le portrait d'Enimie venait de nouveau de lui sourire, et son image, — la vraie, — s'imposait de nouveau à lui. Sans doute, la femme de son hôte, qui avait dîné à l'écart, entendait cette immense gaîté masculine, cette gaîté débridée et sans gêne, qui se répandait autour d'elle et insultait à sa solitude. Comme elle devait les trouver grossiers, tous, et les mépriser dans le secret de son cœur, elle si délicate, si subtilement sensible, et de qui la vie intérieure devait être si nuancée et si profonde ! Michel se sentit mal à l'aise ; il n'écouta plus que d'une oreille indifférente ces hilarans propos. Son second cigare achevé, comme onze heures venaient de sonner à un cartel Louis XV, placé au-dessus de la cheminée, il jugea qu'il pouvait décemment prendre congé, et il alla furtivement serrer la main du docteur Pellier.

Dans l'antichambre, Sébastien Lepic se hâta de le rejoindre.

— On étouffe ici ! Sortons !

Ensemble ils descendirent l'escalier et gagnèrent le dehors. Le vent pur et frais leur causa une ivresse bienfaisante, qui dissipa les fumées de ce copieux repas. Certes, on n'y avait point dépassé les limites de la bienséance, et, ni l'un ni l'autre, ils ne pouvaient se montrer choqués de l'honnête gaîté de leurs maîtres. Mais leur jeunesse gardait encore, malgré tout, à tra-

vers tout, ce pollen léger, cette étamine, cette fleur de l'âme qui ne se dissipe que plus tard au frottement répété de la vie brutale. Alors ils avaient besoin de grand air; ils étaient heureux de s'en aller côte à côte vers les hauteurs, là où plus d'espace, plus de ciel, plus de clarté se révèle aux regards inquiets des apôtres du lendemain.

Ils s'étaient dirigés vers le plateau du Peyrou; la grille de la terrasse supérieure était depuis longtemps fermée. Ce leur fut un jeu de l'escalader. Ils étaient souples et forts, entraînés normalement aux exercices des muscles. Le terre-plein gagné, ils continuèrent leur marche le long de ce promenoir admirable jusqu'à l'aqueduc qui amenait au cœur de la cité les eaux abondantes du Lez; puis ils revinrent sur leurs pas. La nuit était assez lumineuse pour que le paysage, dans ses grandes lignes, dans son étendue profonde, se révélât à leurs yeux. La Méditerranée, au ras de l'horizon, formait une tache sombre sous le scintillement des étoiles; et, vers l'Occident, les Cévennes toutes blanches, comme une suite de temples aux architectures cyclopéennes, s'étageaient sous un firmament plus clair, qu'elles semblaient soulever de leurs épaules de marbre.

Sébastien se tourna de ce côté :

— C'est la région de l'enchantement et du mystère. Vous doutez-vous que, dans les grottes qui s'ouvrent aux flancs de ces montagnes, on pratique encore le culte des fées et qu'il y a là des hommes de notre âge qui croient aux sortilèges des esprits ?

— Pourquoi pas? dit tranquillement Michel.

En ce moment, cela ne lui paraissait pas si absurde. Il acceptait le merveilleux comme un contrepoids nécessaire à l'entraînement de la matière aveugle et lourde. Mais Sébastien reprenait avec plus de force :

— J'ai passé une partie de mon enfance à courir dans ces causses et dans ces garrigues désertes, peuplées de maigres farigoules. Ce pic du Saint-Loup, qui domine les autres hauteurs et qui n'est qu'un volcan éteint, je l'ai pratiqué en tous sens. Dans ce temps-là, moi aussi, je croyais aux fées, aux miracles, à tout ce que l'imagination crée et abolit tour à tour. Comme on change, cependant!

Il s'était arrêté, et promenait ses regards sur ce panorama grandiose, d'où accouraient vers lui tant de souvenirs. Michel le sonda de ses yeux investigateurs :

— Cela vous revient encore parfois, avouez-le? On ne se débarrasse jamais tout à fait du passé!

Mais Sébastien hocha la tête, et l'expression mâle de son visage s'affermit davantage, tandis qu'il disait :

— Non, mon cher, tout cela est fini, tout cela est éteint, comme la lave refroidie de ce volcan. Je ne crois plus qu'aux choses positives.

Et il ajouta de la voix nette dont il eût exposé le résultat d'une équation géométrique :

— Le but de la vie, c'est la vie.

Ils redescendirent ensemble vers la ville.

XI

En rentrant, Michel fut surpris de ne pas voir du dehors la faible lumière qui aurait dû à cette heure éclairer le cabinet de travail de son oncle. Les douze coups de minuit n'avaient pas encore sonné, et c'était un événement presque incroyable que l'oncle Cléophas eût changé quelque chose à des habitudes qui formaient le réseau étroit de sa vie. Tout en mettant le passe-partout dans la serrure, il eut un léger frisson d'inquiétude : — tandis qu'il se récréait au festin pantagruélique du docteur Pellier, le malheur, subrepticement, se serait-il introduit dans la maison? Mais non! Le calme régnait du haut en bas de l'escalier sombre; aucun bruit suspect, aucune allée et venue des serviteurs... Il monta sur la pointe des pieds, et, comme il passait devant le palier du premier étage, il entendit la voix de l'oncle Cléophas qui scandait les deux syllabes de son nom :

— Michel!

Alors il pénétra dans la chambre.

L'oncle était couché. Sa tête aux lignes classiques reposait à plat sur le traversin de crin dur; il avait mauvaise mine, les joues ternes, les yeux trop brillans. C'était la première fois que Michel le voyait au lit, et il en éprouva une sorte d'étonnement pénible. Un tel homme semblait fait pour vivre debout, et, comme ces philosophes stoïciens qu'il s'était donnés pour modèles, la mort même devait le surprendre dans cette attitude énergique, le corps soumis à l'esprit, l'esprit tendu vers la recherche de la vérité.

Cependant, le vieillard expliquait doucement que c'était là un incident dont il ne convenait pas de s'alarmer. Durant la soirée, comme il mettait de l'ordre dans ses notes, il s'était senti pris de vertige ; et, tout à coup, il avait éprouvé une douleur violente dans le côté droit de l'encéphale. Alors, il avait achevé le travail commencé, éteint sa lampe, et il s'était allé coucher ainsi que les autres soirs, s'abandonnant à la volonté directrice qui gouverne chaque destinée.

Inquiet, Michel s'était penché sur lui :

— Vous souffrez encore? Voulez-vous que j'aille demander à votre vieil ami, le docteur Dubail, de venir vous voir?

— Il sera sans doute temps demain, dit Cléophas Sorguier, laissant un sourire passer sur ses lèvres minces. J'ai voulu seulement te prévenir, afin que, si la vie m'échappait brusquement, tu saches comment agir sans précipitation et sans trouble. Cette maison t'appartiendra; elle te revient de droit. Mes autres dispositions sont écrites sur un papier que tu trouveras dans le tiroir de ma table.

— Ne parlons pas de cela. Avez-vous de la fièvre?

Il lui avait pris le poignet; et, attentif, exercé déjà dans la pratique du coup d'œil médical, il examinait les signes par quoi la nature se trahit.

— Je pense que cela ne sera rien, déclara-t-il; avec quelques soins, vous serez vite remis de cette secousse.

— Merci, mon garçon. Va te reposer maintenant. Et surtout, ne te laisse pas abattre, quoi qu'il arrive. Que sommes-nous, chacun dans notre vie individuelle, depuis l'heure de notre naissance jusqu'à celle de notre mort? — Que sommes-nous? Le plus puissant d'entre nous, qu'est-il? Le philosophe l'a dit : *Une petite âme portant un cadavre.*

Michel, cependant, voulait rester là dans un fauteuil; il y serait fort bien, assurait-il. Mais l'oncle Cléophas déclara que ce serait le désobliger. Maintenant, il voulait dormir. Avait-il vraiment sommeil? ou feignait-il cette disposition pour que Michel allât prendre quelque repos? Celui-ci céda enfin et doucement remonta chez lui.

Il fut longtemps avant de s'assoupir; cette soirée brillante se précipitait dans l'inquiétude. Certes, l'indisposition de l'oncle ne présentait aucun caractère de gravité. — Mais sait-on jamais quelle tournure peut prendre le mal chez un homme qui a déjà

posé un pied sur le seuil de la vieillesse? Et puis il y avait ce détachement de la vie, ce désintéressement, cette sérénité qui constituent un état peu favorable aux utiles réactions. Michel n'était pas tranquille; il écoutait, souhaitant qu'un bruit, un indice léger lui permissent de redescendre. Le grand silence qui emplissait la maison l'oppressait. Il lui tardait d'être au lendemain pour aller chercher le docteur Dubail et fortifier son jugement de celui de ce savant éprouvé.

Arlata s'était constituée la gardienne du malade, obligé pour quelque temps à un sévère repos. Sa présence dans cette maison privée de femmes créait une atmosphère d'élégance et de joie. Elle venait aux heures où Michel était obligé de sortir pour assister à ses cours. Souvent elle laissait son ouvrage, ou quelque lecture commencée. Une émanation d'elle restait dans la chambre, dans le cabinet de travail, partout où elle avait passé. Parfois, elle mettait une fleur fraîche dans un vase, ou bien, parmi les livres empilés elle déposait ses gants de peau fine qui fleuraient l'indéfinissable parfum de ses dix-huit ans. Michel, en rentrant, retrouvait ces féminins effluves; il se souvenait de les avoir respirés jadis, chaque fois qu'il ouvrait une ancienne boîte en laque incrustée d'ivoire qui avait appartenu à sa mère. Cette boîte, longtemps, avait été pour lui une relique, quelque chose d'intime et de sacré, où il aimait réfugier son âme: puis peu à peu il avait délaissé ce pieux souvenir; — tout ne s'oublie-t-il pas, petit à petit? Tout ne meurt-il pas une seconde fois par l'oubli, les choses comme les êtres? Arlata rapportait ici ces subtils émois du passé. Elle était pure, harmonieuse et douce. Elle savait demeurer silencieuse, ou répondre avec adresse quand il le fallait. Les *Pensées* de Marc-Aurèle étaient là, toujours, à portée de la main du convalescent; c'était son livre de chevet, sa Bible, son Évangile; il y trouvait tout ce qui lui était nécessaire pour rêver ou pour méditer... Arlata eût voulu l'incliner vers une doctrine plus nettement chrétienne; mais elle était séduite elle-même par cette philosophie si large, si sereine, où l'idée du divin planait comme une colombe aux ailes mystiques au-dessus des abîmes de la conscience.

Le jour de Pâques, l'oncle Cléophas avait déjeuné à table avec son neveu; il était tiré d'affaire; il pouvait reprendre

toutes ses habitudes. Pourquoi ce repas, qui aurait dû être gai, se passa-t-il dans une atmosphère assez morne? Les cloches sonnaient l'Alleluia de la Résurrection; elles semblaient répandre, avec leurs tintemens prolongés, l'immense joie de la terre qui se reprenait à l'espoir. On eût dit que ce jour-là le soleil se fût levé plus glorieux, que l'air fût plus doux à respirer... Cependant, les deux hommes, assis en face l'un de l'autre, ne trouvaient à échanger que d'insignifians monosyllabes. Tout à coup, l'oncle exprima ce qui leur manquait :

— Sais-tu, Michel? Je regrette de n'avoir pas invité Dubail et sa fille à venir déjeuner avec nous ce matin.

Et Michel s'empressa de répondre :

— En effet, c'eût été une manière heureuse de les remercier de toutes leurs sollicitudes envers vous.

Il y eut un silence, et l'oncle reprit :

— Je suis sûr qu'ils sont allés à la grand'messe, à l'église Notre-Dame-des-Tables. Dubail n'est pas fervent catholique, mais c'est un spiritualiste convaincu. Quant à Arlata, elle garde la piété angélique de son enfance; les études un peu desséchantes qu'elle poursuit auprès de son père ne lui ont rien enlevé de la fraîcheur de ses sentimens.

— Oui, approuva Michel; c'est une de ces âmes au fond desquelles il semble qu'une source limpide doive couler.

Ils se turent. Le repas, rapidement conduit, touchait à sa fin. Dans la pièce voisine, où ils se transportèrent, une fenêtre ouverte laissait entrer toute la claire vivacité de ce dimanche d'avril.

— Que fais-tu aujourd'hui? demanda l'oncle.

— Je reste avec vous, dit Michel, mû par un élan spontané d'affection pour ce vieillard qui était devenu pour lui un second père.

— Brave garçon! Je ne suis pourtant pas une compagnie bien agréable... Mais je ne veux pas faire de toi un prisonnier. Sortons! Voilà bien des semaines que je n'ai pas respiré l'air du dehors.

— Ne craignez-vous pas que ce ne soit un peu imprudent?

— Non! Je me sens assez solide pour aller au moins jusque chez Dubail. Je lui dois bien ma première visite. Prends ton chapeau, et donne-moi ton bras.

Le trajet était court; ils le firent à petits pas coordonnés. Michel se sentait des ailes aux talons: sa jeunesse prenait les

devans; mais, respectueux et circonspect, il supportait le poids de cette vie déclinante qui s'appuyait à la sienne. Quand ils furent introduits dans le salon vert aux lourdes tentures, où Michel avait été reçu pour la première fois par le Maître, l'oncle s'assit et dit à voix basse :

— Ils sont encore à table. Nous les dérangeons...

Presque aussitôt Arlata parut. Brillante comme ce jour de printemps, elle avait orné ses cheveux roux d'une grappe de lilas. Elle souriait, insouciante, heureuse.

— Quelle surprise charmante!

C'était à l'oncle qu'elle s'adressait, paraissant à peine s'apercevoir que Michel était là et attendait sans doute qu'elle lui tendît la main. Elle lui fit un petit signe de la tête et continua :

— Il ne faut pas rester ici. C'est trop solennel! Père me fait l'amitié de prendre le café aujourd'hui dans mon petit salon intime.

Elle les précéda à travers la vaste antichambre. Puis elle ouvrit une porte et les fit passer devant elle dans ce petit salon intime, qui était le lieu où elle se tenait d'ordinaire quand elle était seule. Là, plus de coquetterie, plus d'élégance imprévue,... des meubles d'art agréablement choisis, quelques jolies estampes coloriées du XVIIIe siècle, des draperies de soie de Chine; tout cela se composant dans une gamme claire, caressante aux yeux. Au milieu de ce petit temple, Arlata, sa grappe de lilas dans la chevelure, se révélait comme une jeune déesse du printemps, comme une Flore nouvelle en qui l'effort contenu des sèves eût trouvé sa parfaite réalisation. Ce fut du moins ainsi qu'elle apparut à Michel dans l'éclair de cette minute rapide. Mais déjà le docteur Dubail, avec son grand air simple et doux, accueillait ses visiteurs. Il félicitait son vieil ami de sa guérison et l'invitait à prendre place à côté de lui sur une bergère qui semblait faite pour d'aimables confidences.

Presque tendre, il ajouta à voix basse :

— Je puis te le dire maintenant : tu nous as fait une rude peur. — N'est-ce pas, Arlata?

Elle sourit :

— Moi, je savais que monsieur Sorguier guérirait rapidement. Je l'avais placé sous la protection de son saint patron. Et, vous voyez, c'est précisément en ce jour de Pâques, où l'on faisait autrefois la procession de Saint Cléophas, qu'il a pu

sortir, venir ici, et constater que toutes ses forces lui étaient rendues.

— Voilà! conclut le docteur Dubail, et si tu n'étais pas un ingrat, tu irais t'agenouiller devant la châsse en laquelle on conserve les restes de ce puissant thaumaturge, — l'un de ses bras au moins, qu'à l'époque des Croisades, le comte Guilhem V rapporta de Jérusalem à Montpellier, où il fut l'objet d'un culte touchant et fidèle. Ah! nous sommes traditionalistes ici! Nous conservons le respect des vieilles coutumes, alors même qu'elles sont abolies! — Quel spectacle pittoresque devait être cette procession de la châsse de « Monseigneur Saint Cléophas, » défilant à travers nos vieilles rues gothiques, ménétriers en tête, tandis que les consuls, les officiers municipaux et les notables de la ville portaient des torches et des bannières dont les vives couleurs flottaient dans le rutilement du soleil. S'imagine-t-on la joie du peuple, l'exaltation des esprits, surtout dans un jour comme celui de Pâques, où les moins croyans d'entre nous éprouvent comme un petit renouveau de foi et un besoin de mystère ?

— Oui, dit l'oncle Cléophas, ce fut ainsi de tout temps : de tout temps, les hommes ont aimé à illustrer leur idéal de formes tangibles; bien peu se contentent de le fêter dans le secret de leur vie intérieure et de lui tisser là les plus immortelles couronnes.

Tandis qu'ils échangeaient ces propos sur la bergère Louis XV où voisinaient leurs têtes grises, Michel, penché sur Arlata, l'interrogeait avec plus de curiosité qu'il n'en manifestait d'habitude pour les particularités locales.

— Figurez-vous! J'ai longtemps ri de ce prénom de mon oncle Sorguier; je ne concevais pas que l'on pût s'appeler ainsi; cela me paraissait d'un provincialisme outré. — Mais, que faisait-il donc dans le monde, ce saint Cléophas, auquel on conserve une si grande vénération ?

Arlata le considéra avec surprise :

— Vous n'avez donc jamais lu l'Évangile? Peut-être du moins connaissez-vous saint Luc, qui est le patron de tous les médecins? Eh bien, Cléophas était son ami, et tous deux étaient disciples du Christ.

Elle réfléchit un instant; une flamme claire voltigeait dans ses yeux.

— Et l'histoire des pèlerins d'Emmaüs, vous ne la connaissez pas non plus ? Ce fut précisément à Cléophas et à Luc qu'elle arriva. Ils cheminaient sur la route après la mort de Jésus, et ils causaient de la douleur qu'ils ressentaient d'avoir perdu le divin maître, — cette grande douleur que l'on doit ressentir lorsqu'on a perdu quelqu'un que l'on aime plus que tout au monde. — Je suppose que leur marche était pénible et pesante, et qu'ils devaient se heurter les pieds aux durs cailloux de cette route de Judée. Tout à coup un homme les rejoignit, qui se mit à leur parler de choses familières et communes ; ainsi il les accompagna jusqu'au bourg d'Emmaüs où ils se rendaient, et ensemble ils entrèrent dans une auberge ; alors l'étranger rompit le pain avec eux, puis aussitôt il disparut. — Mais Cléophas et son compagnon avaient senti leur tristesse se muer en une immense joie, car ils avaient reconnu dans cet étranger Jésus de Nazareth, leur doux maître ; et ils se disaient l'un à l'autre, — il me semble que j'entends d'ici leurs voix, — ils se disaient l'un à l'autre : « C'était lui, c'était lui-même ! Notre cœur n'était-il pas embrasé d'amour lorsqu'il nous parlait dans le chemin ? »

Arlata s'était tue, et Michel la regardait, l'écoutait encore ; il lui trouvait maintenant une autre sorte de beauté, une beauté spirituelle et secrète, qui de son âme montait à ses traits. Elle ajouta, en levant les yeux sur lui :

— N'est-ce pas une très belle histoire ?

Puis elle s'éloigna de son pas léger.

Les cloches recommençaient à tinter avec ce fracas qui semblait vouloir forcer la porte des cœurs. Et le docteur Dubail continuait à expliquer à son vieil ami :

— Il n'y a pas grand'chose de changé depuis l'époque des Croisades. Malgré tant de réformes apparentes, je gage que si un bouleversement venait à se produire, un de ces cataclysmes que l'on ne peut prévoir mais qui sont dans l'ordre historique des nations, on verrait autant de monde derrière la châsse du bienheureux qu'au temps où on allait la prendre à l'église Saint-Firmin pour la porter en grande pompe au faubourg de la Saunerie.

Cléophas Sorguier cherchait quelque argument optimiste.

— Pourtant le monde marche ; il ne peut faire machine en arrière. Ce serait nier le progrès humain...

— Eh! eh! dit doucement le docteur Dubail, secouant sa belle tête pythagoricienne; on ne recule pas, c'est entendu; on tourne en rond seulement. Et l'antique adage qui compare l'humanité à un serpent qui se mord la queue me paraît être, toujours, ce qui exprime le mieux notre condition terrestre.

XII

Le Jardin Royal avait gagné de ce printemps une nouvelle splendeur; autour du tombeau de Narcissa, c'était un fouillis délicieux de tendres verdures et de jeunes pousses où se cachaient encore des milliers de fleurs à naître. Michel manquait rarement de passer par là, en sortant de l'Institut de Botanique. Jamais, autant que cette année, il n'avait éprouvé l'ivresse de la nature et le charme troublant de cette explosion des sèves.

Presque chaque fois, dans ce rapide pèlerinage, il rencontrait Énimie; assise près de la grille, que la piété de deux hommes illustres avait placée là pour protéger les mânes de la fille de Young, elle brodait ou lisait, toujours repliée sur elle-même, dans cette attitude recueillie qui imposait le respect et empêchait qu'on vînt troubler sa méditation. Cependant Michel s'approchait d'elle, et ils échangeaient quelques mots; c'était le plus souvent de Narcissa qu'ils parlaient, car Michel n'ignorait point qu'ils évoquaient, en même temps que cette mémoire, celle de la petite Cecilia que cette mère affligée venait pleurer jusqu'ici. Cela créait entre eux une intimité sereine et douce, un genre d'affection à part dont l'un et l'autre savaient tout le prix. Michel pressentait que, si un jour il avait un chagrin, une déception, quelque blessure trop douloureuse, il ne saurait mieux faire que de les confier au cœur indulgent d'Énimie; et sans doute comprenait-elle à son tour quelle salutaire influence elle pourrait exercer sur cet orphelin à la fois raisonnable et exalté et encore ignorant de soi-même.

Quand il la quittait, il se retrouvait meilleur et plus fort, plus calme aussi dans les profondeurs insondables de son être. Il se hâtait de retourner au travail, avec l'impérieux désir de ne rien laisser dissiper des valeurs qui étaient en lui. S'il apercevait un camarade, généralement il l'évitait... Cependant, comme il sortait du jardin, le dernier jour de cette semaine de Pâques, il

se rencontra face à face avec Béhémond, qui bondit sur lui, les mains tendues :

— On ne vous voit plus, mon cher. C'est ridicule! Plus jamais le soir à la Brasserie! Vous vous isolez.

Michel allégua la maladie de son oncle, qui l'avait contraint à garder la maison le plus possible depuis quelque temps. Mais Béhémond, peu convaincu, roulait ses yeux ronds dans sa face obscure :

— C'est fini, maintenant, cette maladie! La preuve, c'est que vous ne vous privez pas de flâner sous ces ombrages. Je vous tiens cette fois, je ne vous lâche plus. Justement cet après-midi, nous fêtons ma huitième inscription. Je vous emmène avec moi.

Michel sentit qu'il serait inutile de protester. La poigne de l'étudiant exotique ne le lâchait plus. Puis il savait que, Parisien, on l'avait déjà accusé quelquefois de faire bande à part, de dédaigner les plaisirs un peu trop tapageurs de cette jeunesse méridionale en laquelle d'autres élémens tout aussi tumultueux venaient se fondre. Il ne voulut pas se donner des allures revêches qui n'étaient ni dans son caractère, ni dans ses sentimens.

— Allons! dit-il. Je vous appartiens.

Ils passèrent ensemble devant la Faculté de Médecine et contournèrent le porche de la Cathédrale. Béhémond, loquace et impétueux, ne regardait rien autour de soi et s'animait à raconter les aventures de l'un ou l'autre de ses camarades. Il était au courant de tout ce qui se passait dans l'Université; et même les faits et gestes des autres étudians de Droit ou de Lettres qui frayaient peu avec les carabins, il les connaissait dans le détail. Mais c'étaient les femmes qui tenaient la plus large place dans ses préoccupations. Il s'était promis de les avoir toutes, — toutes celles, ajoutait-il, dont les cœurs ne sont par farouches, — et il se vantait d'en être déjà à sa quatre-vingt-dix-neuvième bonne fortune. Ces confidences impatientaient Michel, qui les trouvait indiscrètes et offensantes pour celles qui en étaient l'objet. Il y a peu de temps encore, il en aurait ri; il savait bien, parbleu! qu'avec de l'or, — et le Guadeloupien était riche, — on parvenait aisément à conquérir les faveurs de ces créatures faciles qui tournent autour de la jeunesse des Écoles dans tous les pays du monde, et passent avec la même désinvolture d'une intrigue galante à une autre selon les hasards

de leur précaire existence. Mais Béhémond, malgré l'élégance de sa tenue et le soin qu'il avait de lui-même, exhalait une odeur insupportable, cette odeur *sui generis* des hommes de couleur qui rappelle presque toujours l'huile du cocotier natal. La délicatesse raffinée de Michel s'offensait à la pensée de ce contact que, seuls, les brillans cadeaux dont Béhémond était prodigue pouvaient faire accepter aux « friches dames, » ses victimes passagères. « Pouah ! se disait Michel, mieux vaut encore s'abstenir que de prendre la succession du nègre ; » et ce lui était une raison de plus, parmi tant d'autres, de raffermir sa sagesse.

A la Brasserie, il fut accueilli par des huées de reproches, sous lesquelles perçait aisément la sympathie. On l'aimait. On le savait capable d'obliger discrètement un camarade dans l'embarras; et on avait aussi pour lui cette sorte d'estime qu'inspire parmi les jeunes gens voués aux mêmes études une mentalité au-dessus du niveau moyen. Béhémond le fit asseoir près de lui, et aussitôt la bière commença de couler ; à la troisième tournée, Sébastien Lepic, qui, jusque-là, avait tenu presque à lui seul les dés de la conversation avec cette faculté oratoire qui lui était naturelle, se leva et sortit. Il devait retourner à l'hôpital prendre son tour de garde, et il se préoccupait d'autant plus d'être exact que, dans la salle où il était affecté, se trouvaient plusieurs malades graves qui sans doute auraient besoin de son secours. Personne ne s'étonna. Chacun, dans son for intérieur, pouvait se rendre cette justice qu'il eût fait de même, simplement. Cependant, quand la haute silhouette de Sébastien se fut éloignée sur l'Esplanade, on le dénigra, par habitude, par esprit d'ironie :

— Quel ambitieux, ce Lepic ! Il s'arrange de façon à se mettre bien avec tous les chefs de service. Il n'y en a pas un dont il ne conquière les faveurs.

— Oui, il soigne son prochain examen d'internat, c'est visible. Après cela, la grande clientèle, l'agrégation, le professorat. La richesse et les honneurs tout ensemble. Tels sont ses desseins, dont l'épais réalisme saute aux regards.

Michel, spontanément, défendit l'absent :

— L'ambition n'est pas un défaut. Ambitieux, nous le sommes tous. C'est le meilleur moyen que nous ayons de nous tirer de notre faiblesse pour nous élever plus haut.

Avec autorité, Bernard Dureval, qui de plus en plus

s'engageait dans les idées humanitaires, lui coupa la parole :

— Et le devoir social, qu'en faites-vous? Ce n'est pas pour soi seulement que l'on travaille, c'est pour la collectivité tout entière. Nous ne sommes que des rouages dans l'ensemble d'une machine, qui doit fonctionner toujours mieux, toujours plus parfaitement.

— Allons donc! Il n'y a de force que dans l'individualisme, soutint Albéric Gouvion, le « futur grand chirurgien, » dont l'opinion était écoutée. Il faut se développer pour soi d'abord, se cultiver soi, se préoccuper de se faire soi-même sa place au soleil, qui, dit-on, luit pour tout le monde. Après cela, si l'on peut se rendre utile, tant mieux! Mais, en fait de devoir social, j'estime que le plus pressant est de ne pas trop compter sur les autres, et, sous prétexte de solidarité, de ne pas laisser ses contemporains s'accrocher sans cesse à vos trousses.

Bernard Dureval lui jeta un regard de mépris :

— Vous ne serez jamais un vrai bienfaiteur de l'humanité!

— Je m'en fiche! cria Albéric Gouvion en enflant la voix. On nous a assez fatigués avec cette balançoire! Les vrais bienfaiteurs de l'humanité sont avant tout les bienfaiteurs d'eux-mêmes. S'il en existe de véritablement désintéressés, de volontairement anonymes, faites-les-moi connaître, que j'aille leur baiser les mains.

Pierre Brizuela avait assisté à la discussion, en tiraillant sa fine moustache; il essaya de concilier les deux adversaires :

— La science est un métier comme un autre, il y a longtemps qu'on l'a dit, et pour moi, je n'y vois pas d'inconvénient...

Mais des interruptions bruyantes lui imposèrent silence; il avait dépassé le but en mettant tout le monde d'accord.

— La science, un métier comme les autres! Jamais de la vie! Quel est le crétin qui a pu dire cela le premier? Alors, entre un épicier et un savant illustre, vous ne faites pas de différence?

— Pardon! répliqua l'Aragonais sans se troubler; il y a cette différence que le premier, on ne lui élève pas de statue, et qu'on ne le fait pas de son vivant entrer dans l'immortalité. Il n'y a pas d'Académie d'épiciers.

Cette boutade et le ton innocent dont elle fut dite soulevèrent les rires. Aussi bien elle répondait aux tendances secrètes de tous ces jeunes amoureux de la Gloire qui, plus que la

richesse insipide, prisaient l'amère odeur des lauriers. Béhémond saisit la parole à son tour :

— Il est donc convenu que nous ne jetterons plus la pierre à notre camarade pour ce qui est de son légitime désir de parvenir. Et même je vous invite, afin de racheter nos fâcheux propos de tout à l'heure, à boire au succès de son futur établissement.

Michel, étonné, posa la chope qu'il tenait dans sa main.

— Comment! Sébastien Lepic se marie?

— Pas tout de suite! Ce n'est qu'un projet d'avenir, duquel d'ailleurs il ne fait aucun mystère. Si vous ne viviez pas aussi à l'écart, vous en seriez informé comme nous tous.

— Sans doute! et, ou je me trompe fort, ou il a dû fixer judicieusement son choix.

— Mais oui, judicieusement... S'il parvient à se faire agréer, on pourra dire qu'il aura mis là une jolie corde à son arc : jeune fille charmante, dot appréciable et, par-dessus tout, milieu exactement approprié à ce qu'il rêve d'accomplir plus tard.

Les chopes vidées, une quatrième tournée fut commandée. Albéric Gouvion dit, sans y apporter de malice :

— Je donnerais ma meilleure pipe pour savoir si Lepic est amoureux une fois de plus, ou si c'est seulement par ambition pure qu'il a jeté les yeux sur la fille du professeur Dubail.

— Un peu l'un et un peu l'autre sans doute, suggéra Pierre Brizuela, avec ses façons de n'y pas toucher.

Michel tout à coup avait changé de visage ; il restait immobile et comme pétrifié par la surprise.

Cependant Béhémond, brutalement, ajoutait :

— Après tout, on peut croire que l'amour y est pour quelque chose. Elle n'est pas mal, cette petite. C'est un assez friand morceau...

Il s'arrêta, car une main menaçante se levait devant sa bouche :

— Insolent! On ne parle pas ainsi d'une fille honnête.

— Quoi donc? fit Béhémond, étourdi par la promptitude du geste. Où prenez-vous le droit de m'imposer silence? Je suis libre de parler comme il me plaît.

— Et moi, je vous défends de continuer sur ce ton.

— C'est bien! dit le mulâtre, les yeux injectés de sang. Nous nous retrouverons. Aujourd'hui, vous êtes mon invité...

Je prie seulement ces messieurs de constater que la provocation vient de vous.

— A votre disposition quand vous voudrez; dès demain, si vous voulez; le plus tôt ne sera que le mieux.

Ils se regardaient avec une agitation excessive. Évidemment ils avaient envie de se prendre à la gorge et de vider tout de suite leur querelle. Albéric Gouvion et Bernard Dureval intervinrent. Était-il possible que deux excellens camarades, qui ne devaient avoir que de l'estime l'un pour l'autre, songeassent à s'aligner sur le terrain, comme des écoliers dans *le Pré-aux-Clercs?* Déjà l'offensé, débonnaire, tendait la main à Michel; mais celui-ci hésitait à la prendre; une rancune demeurait au fond de son âme. Il se leva, salua tout le monde, et dit à Béhémond, en passant devant lui :

— Alors, il est entendu que cet incident est clos; mais ayez soin une autre fois de mieux respecter les femmes de chez nous.

Et il sortit sans lui avoir serré la main.

Directement, il rentra à la maison. Il marchait si vite que ses genoux en tremblaient. Maintenant il avait peur de rencontrer Arlata au bras de son père, ou quelque autre personne de leur entourage. Que leur eût-il dit et quelle figure leur aurait-il faite? Il était encore soulevé par toutes sortes de remous véhémens, qu'il ne cherchait même pas à analyser. Avant de reprendre son sang-froid, il lui faudrait user ce reste de frémissement qui était en lui; et cela serait long sans doute. Il s'enferma dans son cabinet de travail et se mit à déambuler à grands pas en élevant les bras rythmiquement, comme il en avait l'habitude lorsque, après un travail prolongé, il ressentait le besoin de remettre ses muscles en place. Qu'éprouvait-il donc? Sa querelle avec Béhémond le secouait-elle à ce point, lui qui n'était ni vindicatif, ni batailleur, et qui volontiers oubliait les dissentimens inévitables entre camarades? Il y avait autre chose; une grande colère, un agacement dont il commençait à comprendre la cause : que Sébastien eût la prétention d'épouser Arlata, cela lui semblait dépasser les limites des hardiesses permises. Ces deux êtres devaient être dans l'impossibilité de se comprendre; ils se tournaient le dos moralement, — elle si pure, si liliale, fraîche comme une aube, et l'âme toute pleine d'émerveillemens; lui si résolument ennemi de toute sentimentalité, et repoussant

avec obstination les moindres velléités de mysticisme. Cependant ce mariage aurait lieu très probablement, car Sébastien était assez éloquent et assez habile pour faire triompher sa cause; il appartenait exactement à cette catégorie d'hommes qui règnent sur le cœur des femmes; et les plus simples, les plus candides d'entre elles devaient être celles-là mêmes qui se laissent le mieux subjuguer. Si la fille du professeur Dubail devenait M[me] Sébastien Lepic, à qui en serait la faute, et à quel titre Michel en serait-il responsable?... Il s'arrêta net et sentit une chaleur lui monter aux tempes : Avait-il oublié le roman qu'il s'était forgé à lui-même quelque temps après son arrivée à Montpellier? L'oncle Cléophas l'appelant ici avec des vues matrimoniales, et lui faisant connaître Arlata, afin de le retenir dans cette ville, et de le forcer à y renouer la tradition d'une paisible existence provinciale, dans la maison natale des Sorguier. Ah! comme il s'était rebellé contre ce complot dont maintenant il comprenait l'inanité! Est-ce que l'oncle Cléophas avait jamais songé à cela? Est-ce qu'Arlata avait jamais fait attention à lui? Peut-être aimait-elle déjà Sébastien, et alors tout s'arrangerait par la force surnaturelle de l'amour. Et lui, Michel, n'aurait qu'à ne pas s'occuper des affaires des autres et à suivre tout droit son chemin, le beau chemin qu'il s'était tracé...

Pourtant quelques sursauts l'agitaient encore. Il était mécontent, inquiet; il avait l'impression d'un grand vide ouvert devant lui; et il continuait à marcher autour de l'étroite pièce, sans rien trouver à s'offrir pour endiguer le désordre de son imagination. Puis il pensa que le lendemain serait le jour de son cours à l'Institut de Botanique, et qu'en sortant, il irait retrouver Énimie auprès du tombeau de Narcissa. Et cette pensée le calma soudain.

XIII

« Heureux l'homme qui, dégoûté des factices plaisirs d'un monde tumultueux et de tous les vains objets qui s'interposent entre son âme et la Vérité, s'enfonce de son plein gré sous l'ombre silencieuse des cyprès, visite les voûtes sépulcrales que le flambeau du trépas éclaire, interroge les épitaphes des morts, pèse leur poussière et se plaît au milieu des tombeaux... Suis-moi, Lorenzo! Allons ensemble lire sur la pierre qui

recouvre le corps de Narcissa. Quel traité de morale sublime s'y trouve inscrit! Que son langage muet est pathétique! Demandons-lui si la beauté, si la jeunesse, si tout ce qui nous charme, dure... Homme, ose donc désormais compter sur la vie : à peine peux-tu rencontrer un tombeau qui ne te crie : « Viens! » — et, dans le monde entier, que trouverais-tu qui te rappelle et t'attache?... »

Cette méditation de la cinquième *Nuit* de Young, — le Remède contre la crainte de la mort, — avait paru à Michel de la plus sublime beauté; il y trouvait des accens qui répondaient à la lassitude momentanée de son âme. Et il se proposait de la relire avec Énimie, lorsque tout à l'heure il irait la rejoindre au Jardin Royal.

Le volume sous le bras, — ce beau volume relié de vert que lui avait prêté Gabriel d'Artissac, — il était sorti plus tôt que d'habitude; il avait l'espoir de rencontrer Énimie, avant d'entrer à l'Institut de Botanique pour son cours; il était pressé de la revoir. En s'éveillant le matin, c'était à cela qu'il avait pensé d'abord, et le souvenir de sa querelle avec Béhémond ne s'était présenté qu'ensuite à son esprit. Il avait travaillé nerveusement, puis il avait ouvert le livre de Young, et là encore il avait cherché à se rapprocher d'elle, à se mettre au même niveau moral, afin que leur causerie eût un caractère d'intimité plus étroite. Il se rendait cette justice que, s'il nourrissait en lui une méfiance hostile contre l'amour, il avait toujours aimé et respecté l'amitié; il la regardait comme la meilleure certitude sur laquelle un cœur inquiet pût se reposer; — et quelle amitié plus noble, plus belle que celle de cette femme vertueuse et sensible qui voulait bien se pencher sur lui et lui communiquer un peu de sa vaillance intérieure?... Il courait vers elle avec une confiance toujours grandissante; mais jamais, autant qu'aujourd'hui, il n'avait eu besoin de son secours.

Cependant, Énimie n'était pas encore à sa place accoutumée, et Michel en éprouva une déception très vive; au lieu de se rendre au devoir qui l'attendait, il resta là debout devant la grille du tombeau, dont machinalement il lisait et relisait l'inscription : « *Placandis Narcissæ mânibus.* » Il ne songeait même pas à se demander si, au fond de son âme, il croyait réellement que la fille de Young fût enterrée là; il se berçait de

cette romanesque histoire, et, comme tant d'autres, il venait chercher dans ce lieu délicieusement évocateur la parcelle d'idéal et de poésie nécessaire à tous ceux qui n'acceptent pas de vivre seulement avec les sèches matérialités du siècle ; et il se surprenait à rêver de cette Narcissa, blonde et douce, à qui un destin si douloureux avait été dévolu ; il écoutait les sanglots du poète et ses cris déchirans qui, à travers les siècles, avaient encore des échos dans les âmes : « O Narcissa, plaie récente de mon cœur, tous mes chagrins passés se sont abîmés dans le sentiment de ta perte ; ni mes larmes ni celles de mes amis ne peuvent suffire ; je communiquerai ma tristesse à l'univers ; je t'obtiendrai les pleurs du genre humain. Partout où mes vers rediront ta mort funeste, tu recevras les soupirs des cœurs sensibles ; le jeune homme dans la fougue de l'âge et des plaisirs suspendra sa joie pour s'attendrir sur ton sort ; il ira, mélancolique et pensif, rêver à toi, au milieu des Ombres. »

Michel referma le livre qu'il tenait ouvert : une robe de femme rasait le sable de l'allée voisine ; il reconnaissait cette robe d'une couleur gris-perle si douce aux regards ; et bien que l'ombrelle ouverte lui cachât encore le visage de celle qui la portait, il était sûr de voir Énimie apparaître dans un instant, et déjà il croyait l'entendre répondre à son salut par les mots dont elle se servait d'habitude :

— Bonjour, mon cher enfant!

Cela fut ainsi.

Mais Énimie elle-même paraissait aujourd'hui triste ou inquiète. Michel remarqua qu'elle avait dû pleurer, et tout de suite il oublia l'indéfinissable angoisse qui pesait sur lui, pour ne plus penser qu'à ce qui avait pu la faire souffrir. Il s'en doutait bien un peu... N'était-il pas au courant, comme tout le monde, des frasques extra-conjugales du docteur Pellier? Il était impossible que sa femme, si résignée qu'elle fût, n'en eût pas le cœur abreuvé d'amertume, et que cette coupe trop pleine ne vint à déborder parfois sous l'irruption de quelque nouvelle offense. Probablement Énimie, se croyant seule encore pour quelques momens, n'avait pas pris la peine de changer l'expression de sa physionomie ; il la surprenait telle qu'elle était dans son particulier, lorsque personne ne se trouvait là pour pénétrer le douloureux secret qu'elle cachait en soi. Ainsi cette

sérénité, cette résignation n'existaient que dans l'apparence. Énimie éprouvait plus profondément peut-être que toute autre épouse dédaignée la douleur de ce dédain dont elle ne semblait pas tenir compte.

Mais peut-être était-ce seulement le souvenir de Cecilia qui avait ainsi rougi ses paupières? Une mère se console-t-elle jamais de la perte de son enfant? Surtout lorsque, comme celle-ci, elle n'a aucune compensation, rien qui vienne atténuer sa longue détresse. Car enfin, qu'avait-elle dans sa vie, cette créature d'élite? Avec quoi réussissait-elle à se soutenir parmi le néant de ce foyer vide? La foi sans doute, l'espoir en Dieu?... Michel se disait que ce miracle de vertu, fréquent aux époques de grande exaltation religieuse, devenait bien problématique en cette treizième année du xxe siècle, où tant d'attraits positifs, tant de jouissances concrètes sollicitaient les êtres à se jeter dans le plaisir lorsqu'ils n'avaient pas rencontré le bonheur. Et il n'en respectait que davantage cette femme au pur visage de Madone qui maintenant lui souriait doucement.

Elle avait deviné que, s'il était venu l'attendre bien avant l'heure à laquelle il passait par là ordinairement, c'était qu'il devait avoir quelque ennui, quelque trouble furtif à lui confesser comme un enfant au cœur pusillanime, — l'enfant qui survit dans chaque homme longtemps après l'adolescence. — Il était un peu pâle, et ne portait plus sur lui cet air d'insouciance heureuse qui seyait si bien à sa jeunesse; et, au lieu de lui parler simplement, il restait en face d'elle, contrit et muet. Alors elle l'interrogea :

— Qu'avez-vous? que se passe-t-il en vous? On dirait que vous êtes sous le coup d'une révélation extraordinaire.

— En effet, répondit Michel. J'ai compris aujourd'hui pour la première fois le charme que l'on peut trouver dans l'idée prochaine de la mort.

Elle le regarda; sans doute exagérait-il son mal pour se faire plaindre et consoler davantage. Elle se disposait à lui sourire... Mais il reprit avec un grand geste égaré :

— Comment ne pas songer à la mort près de ce tombeau, fût-il vide, et lorsqu'on a devant son esprit l'image défaillante de Narcissa?

— Les autres jours, remarqua Énimie, vous ne portiez pas ici de pareilles pensées.

— C'est vrai; mais elles existaient quand même au fond de ma conscience. Voyez-vous, malgré notre parti pris d'insouciance, nous sommes une génération de tristes, moi et les jeunes gens de mon âge. Nous ne sommes pas venus trop tard dans un monde trop vieux, comme les contemporains de Rolla; mais il nous manque trop de choses pour être heureux; nous avons été imprégnés de cette philosophie à la mode, de cette philosophie désolante que l'on respire partout, qui nous vient de je ne sais où et qui nous déprime au lieu de nous exalter. Ah! j'envie souvent mon oncle Sorguier, qui s'en tient à l'exacte pratique du stoïcisme; lui, du moins, il est impassible devant les taquineries du Destin ; il sait qu'on ne doit pas compter sur grand'chose dans ce pauvre monde où nous vivons.

— Il a tort. Nous avons beaucoup de choses à attendre de la vie. Il faut l'aimer. Il faut souhaiter qu'elle vienne à nous les mains pleines. Et la plus grande leçon que nous tirions de la mort, c'est précisément d'apprendre à faire un bon usage de la vie.

— Ah! dit Michel en l'enveloppant d'un regard scrutateur, est-ce donc pour cela que vous venez, vous aussi, méditer devant cette tombe ?

Elle accepta sans se fâcher qu'il osât la dévisager ainsi, et reprit maternellement :

— Ce n'est point de moi qu'il faut s'inquiéter, mais de vous. Moi, je ne suis ni stoïcienne ni pessimiste, et ma philosophie est beaucoup plus simple que tout cela. Mais vous! Vous en êtes à la période d'incertitude où l'intelligence ne s'est pas polarisée encore, et où il importe de ne pas la laisser s'égarer en de vains flottemens. Je vous croyais la volonté assez ferme pour vous tenir à l'abri de ces fluctuations dangereuses. Me serais-je trompée ?

— Non! avoua tout bas Michel. Je ne sais pourquoi, en vérité, je traverse cette crise de découragement stupide.

Son orgueil viril le redressait tout à coup; il eut honte d'avoir montré tant de faiblesse devant cette femme plus sage, plus énergique, que lui. Il voulut s'éloigner; elle le retint :

— Allons! dit-elle avec ce ton d'autorité douce qui la rendait si séduisante ; allons! mon cher enfant, videz votre cœur, cela vaudra mieux. Parlez-moi comme vous parleriez à votre maman, si Dieu ne vous l'avait pas reprise trop vite.

Une place restait à côté d'elle sur le banc où elle s'était

assise; Michel s'y laissa doucement glisser. Il sentait combien lui serait bon ce moment de confidence qu'il avait si ardemment souhaité, et qu'un scrupule de respect humain avait failli lui faire perdre; il redevenait petit; il se sentait humble et soumis d'avance, état délicieux que les plus intrépides parmi les hommes ont cherché au milieu des tempêtes de leurs âmes: — obéir au lieu de commander, trouver, comme Dante, son guide qui vous mène par la main vers les célestes clartés... Cependant Michel s'abandonnait à cette douceur nouvelle pour lui de se raconter soi-même; — il disait, sans en rien omettre, les incidens de la veille, sa querelle avec Béhémond et les propos qui l'avaient suivie. Ce fut à peine si sa voix s'émut un peu quand il parla des audacieux projets de Sébastien Lepic. Puis il se tut.

Énimie, la tête inclinée, les mains croisées sur sa robe, l'écoutait encore. Enfin, elle dit :

— Je connais depuis longtemps Arlata Dubail, et je serais bien surprise si, lorsque le moment sera venu pour elle de prendre un mari, elle ne restait pas maîtresse absolue de son choix. C'est une jeune fille qui, sous des dehors enjoués et faciles, garde une sensibilité peu accessible. Auprès de son père, elle s'est habituée à cette indépendance morale, qui est bien notre plus grande noblesse lorsqu'elle s'associe à l'intégrité de la conscience.

Elle leva les yeux sur Michel. Maintenant, il se sentait libéré de toute vaine inquiétude; il s'étonnait même d'avoir pu éprouver une agitation si vive, alors que rien dans ses sentimens ne la justifiait. Avait-il cédé à un obscur mouvement de jalousie envers un camarade brillant, séduisant et dans lequel il avait cru un instant trouver un rival pour l'avenir? Mais, pour cela, il eût fallu qu'il nourrît les mêmes projets que Sébastien Lepic. Et, certes, il en était loin, très loin... Que s'était-il donc passé en lui?...

Quoi qu'il en fût, Michel se sentait délivré du tourment de vouloir expliquer l'inexplicable mystère de sa psychologie. La paix était faite dans son âme; une fraîcheur y coulait, une sensation d'eau limpide et torrentielle emportant les dernières irritations cuisantes. Il s'était laissé tomber aux genoux d'Énimie et il lui couvrait les mains de petits baisers rapides. Maternelle, indulgente, elle le laissait faire en souriant. Quand

il se releva, il s'aperçut que l'heure de son cours à l'Institut de Botanique était depuis longtemps passée; c'était la première fois qu'un pareil manque d'exactitude se produisait dans son existence laborieuse, et, en d'autres circonstances, il en eût été morfondu; mais aujourd'hui, il n'en éprouvait aucun ennui, au contraire. Pour des momens comme celui qu'il venait de vivre, il eût donné beaucoup plus; — il eût donné ce qu'il possédait de force, d'intelligence et de sourde et tenace ambition.

XIV

Michel venait d'achever sa toilette; tout en replaçant ses flacons dans l'ordre méticuleux où il les rangeait chaque jour, il fredonnait. Il s'était levé avec un rayon de soleil dans le cœur; il fredonnait de sa voix de baryton légère un vieux refrain qui, de très loin, lui revenait à la mémoire.

Sans qu'il eût entendu frapper, la porte s'ouvrit, et Gabriel d'Artissac pénétra jusqu'au milieu de la chambre.

— Bonjour! Tu es bien gai, ce matin! Je suis heureux de te voir si gai.

— Je n'ai aucune raison de m'affliger, dit Michel en lui serrant la main.

Et il ajouta sur le mode ironique dont ils avaient gardé l'habitude entre eux :

— Qu'est-ce qui me vaut l'honneur de ta visite?

C'était la première fois, en effet, que son ancien condisciple de Rollin venait dans la maison depuis son désaccord avec l'oncle Sorguier. Le jeune gentilhomme périgourdin avait l'épiderme sensible et, jusqu'ici, il avait évité une rencontre qui aurait pu renouveler ses rancunes.

— Assieds-toi, dit Michel. Veux-tu une cigarette?

— Merci! Je ne fume pas.

— C'est vrai! Tu n'as aucun défaut : pas de tabac, pas de liaisons dangereuses; et buveur d'eau par-dessus le marché. — A propos, ta ligue? As-tu fait beaucoup d'adeptes?

— Les temps ne sont pas encore révolus, déclara Gabriel prophétiquement.

Il s'était assis, et, sans y prendre garde, il avait posé sa main sur la reliure verte du volume de Young qui se trouvait sur la table. Tout de suite, il la retira :

— Tu dois en avoir fini avec ce bouquin? Les méditations des *Nuits*, le Tombeau de Narcissa, tout cela. mon cher, pourrait t'avoir conduit un peu trop loin...

Michel s'agitait déjà ; il sentait dans la voix de son ami un blâme qui ne cherchait qu'à prendre corps et, bien que sa conscience ne lui reprochât rien, — absolument rien, — il redoutait quelque explication délicate.

— Que veux-tu dire?

— Rien que tu ne saches mieux que moi! Mais ce que tu ignores sans doute, c'est qu'on jase déjà sur ton aventure sentimentale, et qu'il serait grand temps d'y mettre une sourdine.

Cette fois, Michel avait pâli. Il voyait vaguement s'esquisser devant ses yeux une chose formidable et qui lui paraissait impossible. Cependant il essaya de garder son sang-froid.

— Je ne comprends pas du tout!

— Chérubin! dit Gabriel d'Artissac avec un peu d'agacement. Es-tu donc si innocent? Tu ne comprends pas que le premier devoir d'un homme d'honneur est de ne pas compromettre une femme, lorsqu'il a eu la chance heureuse de lui plaire?

— Gabriel, qu'est-ce que cela signifie? Es-tu fou? ou bien est-ce moi qui le deviens?

— Ni l'un ni l'autre. Tâche de m'écouter sans bondir. Notre amitié est assez éprouvée pour que je puisse me risquer à t'ouvrir les yeux. C'est une de ces opérations, peu agréables, mais nécessaires, pour lesquelles il faut d'abord l'immobilité complète du patient.

Il regarda Michel et lui vit une face si tragique que tout à coup il en eut pitié.

— Tu l'aimes donc à ce point?

Il s'attendait à quelque vague protestation, comme il en eût fait lui-même en pareil cas; mais Michel l'avait saisi aux poignets et lui criait douloureusement :

— De qui veux-tu parler? Ce n'est pas de Madame Pellier, je suppose? Ce serait absurde! Ce serait inimaginable! As-tu songé à tout ce qui nous sépare? Son âge d'abord : elle pourrai presque être ma mère.

— Je te répondrai quand tu m'auras lâché les mains, assura Gabriel avec douceur.

Il donna à son ami le temps de se remettre et dit ensuite :

— L'âge en ces matières n'empêche rien; — on en a de

nombreux exemples : et, sans vouloir te comparer à Jean-Jacques Rousseau, je pourrai te rappeler ce que fut son intimité avec Mme de Warens, que ce sentimental impénitent appelait : « Maman, » et auprès de qui il goûta des joies qui n'étaient pas toutes filiales. D'ailleurs, la femme du professeur Pellier, — la vertueuse Énimie, comme nous la nommions jusqu'à ce jour, — n'a guère plus de trente-six ans, et je me demande par quel prodige de la nature elle aurait pu te mettre au monde... Mais je n'offenserai pas tes frilosités d'âme : ce qui se passe entre elle et toi ne me regarde point; il ne s'agit pas en ce moment du fond, mais de la forme; et là tu seras bien obligé de convenir que tu as agi avec une imprudence assez regrettable. — Il y a certaines sortes de confidences qu'on n'échange pas en plein air; on ne s'agenouille pas devant une femme dans un lieu public, fût-ce dans un endroit aussi romantique que cette grotte du Tombeau de Narcissa où, d'après certains bruits qui courent, vous poursuivez vos doux entretiens...

— Ah ! dit Michel en frappant du pied, tu te fais l'écho de propos indignes ! Tu ajoutes foi à des commérages de brasserie ! Je n'aurais pas cru cela de toi, mon vieux camarade d'enfance, mon meilleur ami ! Le mal que tu viens de me faire, jamais je ne pourrai l'oublier.

— Tu aurais tort ; je ne pouvais au contraire te donner une preuve plus sincère de mon attachement. J'ai rempli un devoir pénible en essayant de t'empêcher d'aller plus loin dans ton déplorable aveuglement. Tu feras maintenant ce que tu voudras. J'ajouterai seulement un bon conseil : quand on ne peut absolument se passer de ces épanchemens naturels dans le sein des femmes, il vaut mieux s'adresser à celles dont la réputation n'a plus rien à perdre. C'est mon système. Je m'en suis toujours bien trouvé.

Il sortit, comprenant que son ami devait avoir besoin d'être seul.

Cette journée avait été intolérable à Michel. Il l'avait usée en longues courses dans les faubourgs de la ville. Travailler lui eût été impossible ; à peine réussissait-il à suivre les bonds de sa pensée frémissante. Le soir, il avait pris le prétexte d'un mal à la tête subit, pour ne pas dîner en face des yeux clairvoyans de l'oncle Cléophas ; puis il s'était retiré à son étage, et, cédant à

une irrésistible impulsion, il s'était mis à écrire à Énimie.

Ne fallait-il pas qu'il la prévînt? Il lui devait trop pour ne pas lui devoir aussi la vérité tout entière. Puisqu'il était décidé à ne retourner jamais plus auprès du Tombeau de Narcissa, puisque jamais plus il n'aurait avec elle ces lumineuses interlocutions d'âme à âme, il était nécessaire qu'elle sût au moins les raisons de son sacrifice. Il ne se disait pas qu'une telle lettre était un tour de force d'une réalisation terriblement périlleuse; qu'un homme aussi jeune et aussi inexpérimenté que lui ne pouvait le tenter sans risquer de blesser ce qu'il y a de plus vulnérable dans le cœur féminin. Il avait pris la plume et la laissait courir sur le papier; et à chaque phrase jetée ainsi, comme on parle sans reprendre haleine, il éprouvait un indicible soulagement.

Quand ce fut fini, il se relut avec curiosité. Savait-il seulement ce que contenaient ces lignes, tracées dans un tel élan de sincérité éperdue?

« Madame,

« Je viens simplement vous dire adieu. Ce n'est point que je quitte cette ville, où j'ai maintenant la certitude d'avoir été amené par un destin jaloux de me faire faire l'expérience des pires désillusions qui peuvent confondre le cœur d'un homme. Mais je dois vous dire adieu, — et je dois aussi vous demander pardon.

« Je n'avais pas le sentiment d'avoir été coupable à votre égard; je l'ai été cependant, non point d'après le code de la morale éternelle, auquel seul nous devrions obéir, mais d'après les conventions de cette morale hypocrite du monde, qui tolère le mal pourvu qu'il se cache, et qui n'accepte pas que ce qui est beau, incorruptible et pur s'étale au grand jour. En allant respirer auprès de vous, en de rapides haltes parmi mes journées d'étudiant laborieux, l'atmosphère sereine qui s'exhale de votre âme, en essayant de devenir meilleur à votre contact, je ne pensais pas mal faire. Je me trompais; et je voudrais laver de tout mon sang l'odieux soupçon qui pèse sur ces innocentes rencontres.

« Ce que vous avez été pour moi, vous ne pouvez pas le savoir; je ne m'en doutais pas moi-même jusqu'à aujourd'hui. Il faudrait, pour bien le comprendre, connaître le désert aride

et brûlant qui s'étendait dans les profondeurs de ma vie. J'étais un enfant sans mère! Tout petit, je n'ai eu d'autre désir, d'autre ambition que d'atteindre à ces sommets nus et abrupts où l'intelligence établit peu à peu son règne. Dans cet effort, ma sensibilité se desséchait, le meilleur de moi se flétrissait! Mais je vous ai vue, j'ai entendu votre voix, musique céleste; vous m'avez souri; — et ce désir d'ambition et de gloire est devenu un grand songe peuplé d'images tendres et consolatrices...

« Il faut renoncer à cette douceur; je marcherai seul, tout seul désormais, sur mon chemin, et je ne me retournerai pas, de peur de faiblir en apercevant le reflet de cette grande lumière perdue. Le glaive de l'ange est sur mes épaules; j'en ai senti le froid glacial et coupant; oui, j'ai senti peser sur moi une malédiction que je n'ai point méritée. — Peut-être ai-je commis le péché d'orgueil des adolescens avides, qui les prive durant leur vie entière des autres joies promises aux humbles et aux simples... Alors je n'ai qu'à m'obstiner dans mon péché, à vouloir escalader toujours plus haut le sommet abrupt où l'air est rare aux poitrines, et où le souffle humain s'épuise en de courts halètemens.

« Que serai-je demain? Je ne veux pas envisager les hypothèses du mystère. « L'avenir est un enfant qui dort sur les genoux des dieux. »

Michel avait achevé la lecture de cette lettre mal écrite, dont tous les mots se heurtaient, dont quelques-uns tremblaient de colère. « Jamais je n'oserai lui envoyer cela, » se dit-il. Il froissa le papier entre ses mains.

La nuit était venue; il ouvrit la fenêtre de sa chambre, où si souvent il s'était accoudé pour méditer ou rêver dans l'exaltation magnifique de sa jeunesse. Et il pleura devant les étoiles.

JEAN BERTHEROY.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES DERNIÈRES ANNÉES
DE
LA DICTATURE DE BISMARCK

(NOTES ET SOUVENIRS)

1890-1898

IV (1)

APRÈS LA CHUTE

I

Après avoir suivi le prince de Bismarck, à travers les multiples péripéties de la fin de sa dictature, il est de toute nécessité, sous peine de laisser inachevée l'étude que nous lui avons consacrée, de l'accompagner dans sa retraite et aux diverses étapes qui le séparent de la mort. Elles s'espacent sur huit années durant lesquelles il conservera une attitude militante et, dans le rôle nouveau qui lui est dévolu par sa volonté, se révélera violemment haineux et aussi combatif que lorsque, au sommet du pouvoir, il avait à se défendre contre des ennemis acharnés. Si, dans son existence nouvelle, il avait fait litière de ses vieilles rancunes, s'il se fût soumis et résigné à son destin et condamné au silence, il eût, à ce moment, échappé à l'histoire; elle n'aurait plus eu à s'occuper de lui. Mais tel qu'il a été, il lui appartient ; l'historien manquerait à son devoir s'il fermait les yeux sur des épisodes dont l'Allemagne et l'Europe ne pouvaient se désintéresser et où le personnage nous apparaît avec une figure d'opposant et de révolté, lui qui, durant sa longue car-

(1) Voyez la *Revue* des 1er septembre, 15 octobre et 15 novembre.

rière, a maté toutes les oppositions et déjoué toutes les révoltes.

Dans sa retraite et son isolement, il est la victime de la sourde colère dont son âme est gonflée; elle lui fait perdre le souci de sa dignité. A toute heure, on constate qu'il est uniquement possédé du désir d'assouvir cette colère et de se venger de l'impérial disciple auquel il doit sa déchéance. Il ne conserve plus aucune illusion quant à l'avenir; il sait qu'il ne reviendra pas au pouvoir. Entre l'Empereur et lui, des paroles irréparables ont été échangées; le souverain a coupé court à leurs querelles par une sentence sans appel : — Je veux désormais gouverner seul.

Bismarck ne peut donc attendre des jours qui vont suivre d'autre satisfaction que celle de la vengeance, et c'est à se la procurer qu'il se donnera tout entier.

Il semble cependant que la cruelle épreuve qu'il venait de subir aurait dû éveiller en lui des réflexions salutaires sur certains actes de son bruyant passé. On ne serait pas surpris de voir, à cette aube de sa vie nouvelle, s'élever au-dessus de la haine qui sera désormais le mobile de toute ses actions, des remords, ou tout au moins des regrets, et, pour tout dire, des velléités de repentir. On en serait d'autant moins surpris que, treize ans avant, alors qu'il jouissait du brillant éclat de sa gloire et qu'il pouvait se flatter d'être le maître de l'Europe, un cri significatif s'est échappé de sa conscience et l'a révélé tout à coup accessible à ce repentir qui, s'il ne répare pas les fautes, les condamne par la bouche même de celui qui les a commises. Il n'est pas inutile de rappeler ce souvenir; il ajoute un trait nouveau à la physionomie du personnage.

C'est en 1877, au château de Varzin, où le chancelier est venu passer quelques jours après avoir fait une cure à Gastein. Plusieurs de ses familiers se sont réunis autour de lui, afin d'égayer sa solitude et les journées se passent, agrémentées pour eux par les récits qu'il se plaît à leur faire des événemens sensationnels auxquels il a été mêlé. Ce matin-là, ses courtisans sont réunis dans le grand salon autour de la cheminée monumentale que surmonte la devise des Bismarck : *In trinitate robur*, avec au-dessus, sur champ d'or, l'aigle du nouvel empire d'Allemagne et un buste en plâtre de l'empereur Guillaume Ier. Ceux-ci sont en train de deviser en l'attendant, lorsque tout à coup il apparaît. Ils sont frappés par le caractère mélancolique de sa physionomie. Est-ce que quelque lugubre pressentiment

hante son esprit ou bien est-ce qu'il serait fatigué et énervé comme cela lui arrive souvent, nul ne saurait le dire. Mais ce qui est certain, c'est qu'ils ne l'ont jamais vu en un pareil état d'abattement, avec un regard aussi sombre et une voix aussi plaintive. Leurs regards l'interrogent. Comme s'il obéissait à un entraînement impérieux, il leur répond :

— Je me sens l'âme triste. Je n'ai jamais dans ma longue vie rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même. J'ai fait du mal, beaucoup de mal. Je suis la cause de trois grandes guerres ; j'ai fait tuer sur les champs de bataille quatre-vingt mille hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs veuves ! Mais tout cela, c'est affaire entre moi seul et Dieu. Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je m'en sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée.

Cette confession inattendue, que souligne une larme qui roule sur la joue du chancelier, tombe dans le silence. Ce n'est qu'au bout d'un moment que lui-même, sans insister sur ce sujet, ranime la conversation.

Quoique, avec ces grands acteurs, on ne sache jamais très exactement à quoi s'en tenir, il paraît difficile de ne pas croire à la sincérité de ce cri spontané d'une conscience aux abois. On ne voit pas quel intérêt aurait eu Bismarck à jouer devant ses familiers la comédie du repentir. Il est cependant permis de supposer que ce repentir a été accidentel et passager, car, quelques jours plus tard, le chancelier s'en montre tout à fait libéré. Parlant des guerres qui ont assuré le triomphe de ses plans politiques, ce n'est plus à lui qu'il en impute la responsabilité, mais à la presse dont il déplore la puissance en raison du mal qu'elle peut faire.

— Elle a été, dit-il, la cause de trois grandes guerres : c'est la presse danoise qui a forcé le roi de Prusse à annexer le Schleswig-Holstein ; c'est la presse autrichienne qui nous a conduits à Sadova, et c'est la presse française qui a contribué à prolonger la campagne de France.

A peine est-il besoin de faire remarquer combien sont menteurs ces propos, et il serait aisé de le prouver en lui empruntant à lui-même les divers démentis que par avance il leur avait infligés. Mais il est autrement intéressant de constater qu'au moment où il les tient, ce n'est plus lui qu'il accuse.

Par la suite, parmi ceux qu'il a tenus à ses confidens, on ne retrouve plus un écho de ceux qu'ils ont entendus à Varzin au mois d'octobre 1877. Si, ce jour-là, des remords ont hanté sa conscience, il n'en reste plus rien lorsque, treize ans plus tard, commence pour lui l'exil de Friedrichsruhe.

Durant les semaines qui s'écoulent après son arrivée dans cette résidence où il a résolu de se fixer définitivement, il se consacre aux soins de son installation et au classement de ses papiers. Il songe à écrire ses Mémoires. A cet effet il a amené avec lui son secrétaire ordinaire le fidèle Bücher, ainsi qu'un jeune professeur, qui écrira sous sa dictée ou copiera ses manuscrits. Il compte en outre faire appel à son historiographe Maurice Busch, à qui il accorde une confiance illimitée. Quoique absorbé par ces occupations, il ne perd aucune occasion d'exhiber son ressentiment. Il tient à faire comprendre à l'Empereur qu'il ne désarmera pas. N'osant s'en prendre directement à lui, c'est contre le général de Caprivi, son successeur à la chancellerie, qu'il excite les journaux à ses gages. Mais sous cette forme indirecte c'est l'Empereur qu'il vise.

A la suite d'un discours prononcé le 15 avril au Reichstag par le nouveau chancelier, il inspire au journal *Hamburger Nachrichten* un article d'une extrême violence, qui soulève de toutes parts la plus vive indignation : « C'est une véritable infamie, écrit Hohenlohe ; car il n'est pas dirigé contre Caprivi mais contre l'Empereur lui-même. » Après l'avoir lu, Guillaume II déclare à ses intimes que Bismarck l'a gravement offensé. Mais il se contient et, affectant de dédaigner l'attaque, il se refuse à croiser le fer et même à sévir. Ce sera son attitude jusqu'à la fin du conflit auquel seule la mort de Bismarck mettra un terme.

— Je me garderai bien de le poursuivre, dit-il, ni d'user de rigueur envers lui. Je ne veux pas en faire un martyr. S'il était emprisonné à Spandau ou ailleurs, sa prison deviendrait bientôt un but de pèlerinage. Et il ajoute avec amertume : — Les méfaits du comte d'Arnim à qui il les a fait si cruellement expier ne sont rien à côté des siens.

Nous ne savons si ces propos révélateurs de la colère impériale arrivèrent jusqu'à Bismarck. Mais, s'il les connut, ils ne pouvaient changer son attitude malveillante et irritée. A la même époque, on en eut la preuve dans le langage qu'il tint au grand-duc de Bade, son vieux complice de la guerre de 1870. Ce

prince étant allé le voir, l'aborda en lui disant qu'il venait prendre congé de lui, car il se souviendrait toujours avec reconnaissance du temps où ils avaient travaillé ensemble au bien de l'Allemagne.

A ces paroles amicales Bismarck répondit par des reproches.

— C'est bien par votre faute que je m'en vais maintenant, fit-il avec humeur. En appuyant les lois ouvrières auprès de l'Empereur, vous avez contribué à me brouiller avec lui.

Le grand-duc protesta en rappelant que, si le différend avait dégénéré en rupture, c'était par suite des affaires prussiennes dont il ne s'était jamais mêlé. Bismarck s'emporta et devint si grossier que son interlocuteur arrêta l'entretien, « sa dignité lui défendant d'en entendre davantage : »

— Je veux me séparer de vous en paix, déclara-t-il, et je m'en vais sur ce vœu auquel vous ne manquerez pas de vous associer : Vive l'Empereur et vive l'Empire.

Ainsi, à tout instant et de tous côtés, la Cour de Berlin recueillait des témoignages de l'inimitié dont l'Empereur était l'objet de la part de Bismarck. En se les communiquant, on les exagérait et on les envenimait dans l'espoir de déterminer le souverain à châtier les intrigues de son détracteur. Mais Guillaume II, nous l'avons dit, était résolu à ne pas se départir de son apparente impassibilité, soit dédain, soit crainte de blesser l'opinion nationale en sévissant contre l'auteur de l'unité allemande.

Vers le même temps, on constatait que l'ex-chancelier invitait fréquemment à venir le voir divers personnages avec lesquels il avait toujours entretenu des relations amicales. Dans le nombre se trouvait le comte Schouwalof, ambassadeur de Russie à Berlin. Intimement lié avec Bismarck, il lui avait promis sa visite antérieurement à la chute et peut-être maintenant regrettait-il de s'être engagé, craignant de déplaire à l'Empereur en allant à Friedrichsruhe. Il se décida néanmoins à tenir sa promesse. Lorsque, à la Cour, on apprit qu'il était parti, on attendit avec impatience son retour, les courtisans étant convaincus que, durant son séjour à Friedrichsruhe, il recevrait les confidences de son amphitryon et qu'ensuite ,il ne se ferait pas faute de les répéter.

Mais cette attente fut trompée. Rentré à Berlin, l'ambassadeur russe resta impénétrable jusque dans son entourage le plus familier. Quand on l'interrogeait, il répondait en parlant

avec enthousiasme d'un certain vin de Champagne, d'une marque qui précédemment lui était inconnue, que l'ex-chancelier lui avait fait boire et il se montrait surtout préoccupé de savoir si cette marque existait dans les restaurans berlinois. On a raconté dans les milieux diplomatiques qu'ayant fini par la découvrir, il avait invité les secrétaires et attachés de son ambassade à venir déguster ce fameux vin en cabinet particulier.

— C'est tout ce qu'il nous a raconté de son voyage à Friedrichsruhe, avouait l'un des convives.

La curiosité des personnages de la Cour était donc déçue et l'on en était réduit aux conjectures en ce qui touchait les desseins de l'ex-chancelier. Du reste, à Berlin, un esprit nouveau semblait s'être emparé du monde officiel. Depuis le départ de Bismarck, on y respirait plus librement.

« Je suis frappé de deux choses, écrivait dans son journal le prince de Hohenlohe : premièrement, c'est que personne n'a de loisirs et l'on vit dans une agitation inconnue auparavant; deuxièmement, les individus sont imbus d'eux-mêmes. Chacun se sent un personnage, tandis qu'auparavant les individus étaient rapetissés et comprimés par l'influence indiscutée de Bismarck. Ils se gonflent maintenant comme des éponges trempées dans l'eau. »

Non seulement ils se gonflaient, mais ceux-là mêmes qui s'étaient particulièrement signalés par leur platitude et leur servilité devant le tout-puissant chancelier semblaient tirer orgueil d'avoir oublié les services dont ils lui étaient redevables et d'afficher leur ingratitude comme s'ils espéraient y trouver profit. Elle se manifestait à tout instant, tantôt par l'hostilité venimeuse de leurs propos où ils reprochaient à Bismarck les faveurs dont il avait comblé ses fils, l'aîné surtout qui, sans talent au-dessus de la moyenne, était à trente-huit ans secrétaire d'État aux Affaires étrangères et morigénait ses collègues, tantôt, par des procédés de goujat, comme par exemple lorsque, au mois d'août, Herbert de Bismarck étant revenu à Berlin et voulant prendre congé des principaux de ses anciens subordonnés, les invitait à un dîner d'adieu. Quatre d'entre eux qui lui devaient leur avancement, refusaient son invitation, et un cinquième n'y répondait même pas. Mais c'est au grand-duc de Bade qu'était réservé l'honneur de lui donner le coup de pied de l'âne. En causant avec l'Empereur, il

lui révèle que l'ex-chancelier est morphinomane et que telle est la cause de l'affaiblissement de ses facultés. L'Empereur tombe des nues ; il reste incrédule. Néanmoins, il s'informe et il trouve un homme, ancien collaborateur de Bismarck, plus reconnaissant que ses collègues et assez courageux pour lui déclarer que ceux qui ont tenu ces propos « ne peuvent être que des gales. »

Des incidens analogues se multiplient durant les mois qui s'écoulent après que Bismarck a été renversé. Voici, cependant que vers la fin de 1891, on signale l'existence d'une coterie qui s'est formée à la Cour et qui se donne comme objectif de le ramener au pouvoir. Toutefois, ce n'est pas dans l'intérêt du chancelier d'hier qu'elle s'agite ; c'est pour renverser son successeur le général de Caprivi. Ceux qui avaient convoité la succession de Bismarck sont maintenant ligués contre Caprivi, non pas seulement par jalousie et par envie, mais aussi parce qu'il apporte dans l'exercice de ses hautes fonctions une rectitude, une droiture et une loyauté auxquelles Bismarck, coutumier de la ruse, de l'intrigue et du mensonge, ne les avait pas accoutumés. Quoique docile à l'excès à la volonté du maître, Caprivi est un honnête homme, et à ce point que lorsque, pour obéir, il est tenu de dissimuler, c'est en se faisant violence qu'il s'y résigne. Un trait de lui nous donne la mesure de sa probité.

Le bruit s'était répandu qu'une atténuation allait être apportée aux sévérités auxquelles étaient soumises les populations d'Alsace-Lorraine, et notamment que la formalité des passeports allait être supprimée. Ayant eu vent de ces rumeurs et désirant savoir si elles étaient fondées, l'ambassadeur de France crut devoir en entretenir le chancelier. Il allait partir pour Paris et eût été heureux de communiquer à son gouvernement la bonne nouvelle. Il interroge donc Caprivi, mais celui-ci répond par une fin de non-recevoir.

— On vous a trompé, dit-il, l'heure n'est pas venue de changer ce qui est. Pour le moment, il n'y a rien à faire.

Quelques jours plus tard, en l'absence de l'ambassadeur de France, il fait appeler le conseiller de l'ambassade désigné comme chargé d'affaires et lui annonce que les provinces annexées vont enfin jouir d'un traitement moins rigoureux.

— Vous m'excuserez auprès de votre chef, ajoute-t-il, de ne lui avoir pas annoncé, quand il est venu me voir, ce que je vous apprends, bien que déjà tout fût décidé par l'Empereur. C'est en

allant à Francfort où je l'accompagnais que Sa Majesté m'avait fait part de sa volonté, mais il m'était défendu d'en parler sans son ordre ; j'étais engagé par serment. J'ai donc été obligé de mentir, et à mon grand regret. Je n'aime pas à ne pas dire la vérité.

Il est bien évident qu'un homme qui professait de tels principes ne pouvait conserver bien longtemps le pouvoir, et c'est en effet pour avoir trop souvent dit la vérité et pour avoir voulu gouverner loyalement qu'un peu plus tard, Caprivi devait succomber sous les intrigues déchaînées contre lui. Mais l'heure de sa chute n'était pas venue. L'Empereur, bien que sollicité par les amis de Bismarck, devenus les ennemis de Caprivi, de se réconcilier avec l'ex-chancelier, s'y refusait, ne voulant pas que la réconciliation s'opérât au détriment du chancelier en exercice. Puis, comme les sollicitations devenaient plus pressantes, il déclarait « qu'il ne demandait pas mieux, mais que ce n'était pas à lui de faire le premier pas, » réponse astucieuse, car il savait bien que ce premier pas, Bismarck se refuserait à le faire. Celui-ci, en effet, était bien loin d'y être disposé ; il devenait de plus en plus agressif, et d'ailleurs, il se préparait à rendre éclatant et public son ressentiment, à la faveur d'une circonstance qui allait lui en fournir l'occasion. En attendant, confiné à Friedrichsruhe et en même temps qu'il dictait ses Mémoires, il y recevait fréquemment des politiciens de bas étage, des journalistes plus ou moins obscurs, voire des financiers véreux, pêcheurs en eau trouble, personnel peu recommandable auquel il confiait ses griefs en le chargeant de les répandre.

Dans son entourage le plus intime, on déplorait cette attitude. Maurice Busch écrivait :

« Les journaux publient un grand nombre de choses sur Friedrichsruhe, que je ne trouve guère agréables à lire. Elles ne concordent pas avec la conception que je me suis faite de la randeur et de la supériorité du caractère du p rince, ni même avec les opinions qu'il a eu maintes fois l'occasion d'exprimer devant moi. Il permet à n'importe qui de l'approcher, il parle sans faire attention à qui l'écoute, et pour le plus grand plaisir de la Cour et de ses adversaires. Il reçoit un tas d'écouteurs et d'espions et se confie à eux comme s'ils étaient les plus intimes de ses amis. »

Le secrétaire particulier Bücher n'était pas plus satisfait de

la conduite du chef; il constatait avec regret l'affaiblissement de ses facultés intellectuelles :

« Il mange de bon appétit et dort toute la nuit, mais sa mémoire s'en va par morceaux. Il ne peut plus concentrer ses idées, il ne se souvient pas exactement des détails. Il raconte un jour une histoire et la raconte le lendemain tout différemment. On ne peut avoir aucune confiance dans ses récits, parce qu'il croit souvent qu'il a dit ou fait une chose, alors qu'il a eu simplement l'intention de la dire ou de la faire. Il continue à vouloir donner des avertissemens et des leçons et il choisit des sujets qui n'ont rien à faire avec sa propre vie et que, parfois, il ne connaît même pas du tout. Il devient de moins en moins prudent dans ses confidences aux journaux. Son attitude vis-à-vis de la Cour n'est pas assez digne et il laisse trop percer son ressentiment. Il passe tout son temps à lire les journaux. A part cela, il est devenu apathique, indifférent et comme rassasié de tout. »

On ne saurait méconnaître l'importance de ces révélations où nous pouvons voir s'accuser de jour en jour la déchéance morale, qui a été pour Bismarck la conséquence de la chute et de l'exil et qui lui a fait considérer la vengeance comme le but définitif de sa vie. Ce n'est plus en effet que pour se venger que nous allons le voir retrouver parfois encore son ancienne énergie et la perfide ingéniosité de ses combinaisons ténébreuses.

II

Au mois de mai 1892, le bruit se répandait à Berlin, dans le monde de la Cour, qu'Herbert de Bismarck allait se marier. Bientôt après, lui-même écrivait à l'Empereur pour lui annoncer ses fiançailles : il épousait une riche héritière, la jeune comtesse Hoyos dont la famille résidait à Fiume en Autriche. Guillaume II répondit à cette communication par un télégramme empreint de cordialité et que le destinataire ne se fit pas faute de faire lire à ses amis. Les journaux en ayant eu connaissance signalèrent l'amabilité du langage impérial comme un signe avant-coureur de la rentrée en grâce des Bismarck, et laissèrent entendre que l'ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères allait être de nouveau pourvu d'un grand poste. Ce fut dit et répété avec tant d'insistance qu'un personnage de la Cour, voulant en avoir le cœur net, osa interroger l'Empereur et lui de-

mander ce qu'il y avait de vrai dans ces bruits. On a raconté que Guillaume II haussa les épaules et répondit d'un ton d'impatience : « Nous n'avons jamais été, Bismarck et moi, plus éloignés d'une réconciliation. »

C'était vrai pour lui et ce n'était pas moins vrai pour le solitaire de Friedrichsruhe. Sa vieille colère le possédait toujours, et la réponse de l'Empereur, à supposer qu'il l'eût connue, n'était pas faite pour l'apaiser. Elle s'accrut encore par suite d'un procédé discourtois dont il fut l'objet, qui le blessa profondément dans son intraitable orgueil.

Le parti national wurtembergeois, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa constitution, avait adressé des dépêches de fidélité à Guillaume II, au roi de Wurtemberg et au prince de Bismarck. Mention fut faite des deux premières dans le *Journal officiel de l'Empire;* mais on passa sous silence celle qu'avait reçue l'ex-chancelier. Donnant carrière à son irritation, il démentit brutalement, dans les *Nouvelles de Hambourg*, ce qui avait été dit sur son fils. Le rédacteur de cette note s'indignait qu'on eût osé insinuer que, dans les circonstances présentes, un Bismarck avait sollicité un emploi.

Il est piquant de constater que le démenti ne convainquit personne. Durant un certain temps encore, le bruit persista d'une réconciliation prochaine, que consacrerait une visite solennelle de Bismarck à Berlin. On ajoutait, il est vrai, que pour s'y prêter, l'Empereur exigeait une lettre de soumission et que Bismarck se refusait à l'écrire. Mais ce n'étaient là que propos et commentaires de courtisans, ou, pour mieux dire, de tous ceux qui s'étaient coalisés pour essayer de renverser Caprivi. Tout ce qu'ils faisaient et tout ce qu'ils firent par la suite pour rapprocher Bismarck de l'Empereur était dirigé contre le nouveau chancelier, à qui d'ailleurs son prédécesseur ne pardonnait pas de l'avoir remplacé. On eut même ce singulier spectacle de Bismarck s'unissant à ses ennemis d'hier et notamment au général de Waldersee pour précipiter la chute de son successeur, ce en quoi il se montrait aussi injuste que malhabile, puisque, au même moment, Caprivi plaidait auprès de Guillaume II la nécessité d'une réconciliation. En réalité, les cancans qui circulaient à la Cour étaient aussi dépourvus de fondemens que de vraisemblance; on allait en avoir la preuve : c'est Bismarck lui-même qui se préparait à la donner en profitant du mariage de son fils.

En bonne règle, la cérémonie aurait dû être célébrée à Fiume, résidence de la fiancée. On apprenait tout à coup qu'elle aurait lieu à Vienne et qu'à cette occasion, Bismarck s'y rendrait ainsi qu'à Dresde et à Munich. Étant donné ses dispositions, il n'était pas douteux qu'au cours de son voyage, il prononcerait des paroles agressives. C'en était assez pour provoquer dans le monde officiel la plus vive agitation. Les amis de l'ex-chancelier s'étaient émus déjà, dès le mois de mai, du projet qu'on lui prêtait; ils redoutaient que l'Empereur ne se laissât entraîner à quelque mesure contre lui. Sur ce point, ils se trompaient. L'Empereur avait déjà compris que sévir serait une faute, peut-être même un danger. Le prestige que Bismarck exerçait encore sur les masses était trop grand pour qu'on pût le frapper sans s'exposer à accroître sa popularité.

Néanmoins, l'un de ses amis, le banquier Bleichrœder qui, tout en lui restant fidèle, était bien en Cour, partit pour Friedrichsruhe, afin de le dissuader d'aller à Vienne. Il lui montra les périls auxquels il s'exposait en rendant public son ressentiment; il lui apprit que deux circulaires étaient parties de la chancellerie, l'une en date du 23 mai, envoyée à toutes les ambassades de l'empire, dénonçant la campagne que Bismarck menait dans la presse; l'autre en date du 5 juin, destinée aux agens diplomatiques de Saxe, de Bavière et d'Autriche et leur prescrivant l'attitude qu'ils devaient observer pendant la visite de l'ex-chancelier dans les villes où ils étaient accrédités. Il leur était ordonné de ne pas le recevoir et d'éviter, dussent-ils s'absenter momentanément, de se rencontrer avec lui. Mais les objurgations de Bleichrœder laissèrent insensible le rageur et entêté vieillard : « Mon parti est pris, déclara-t-il. Herbert m'a informé que l'empereur d'Autriche me recevrait et j'entends donner cette satisfaction à ma belle-fille et à ses parens. »

Il se déchaîna ensuite contre Caprivi auquel il imputait sans raison les plus noirs griefs. Bleichrœder emporta la conviction que toutes les démarches, qui auraient pour but de ramener le châtelain de Friedrichsruhe à une notion plus juste de ses intérêts et de ses devoirs, resteraient vaines.

Le 18 juin, Bismarck se mettait en route pour Dresde. Un espion chargé de l'observer annonçait télégraphiquement son départ au ministre de l'Intérieur. Comme le train par lequel il partait devait traverser Berlin et faire une halte de vingt

minutes à la gare d'Anhalt, la police évitait de laisser propager la nouvelle et prenait des mesures pour empêcher les rassemblemens. Néanmoins, la nouvelle se répandait et une foule considérable se portait à la rencontre du train. Elle accourait de tous côtés, voire des quartiers les plus lointains, forçait les grilles, envahissait les quais. Il y avait là des gens de toutes les conditions et une multitude d'officiers en uniforme. Bousculés et débordés, les agens appelaient des renforts. Mais il n'était plus temps d'empêcher la manifestation. Elle prenait en quelques minutes des proportions formidables. Lorsque le train entrait en gare, une immense acclamation s'élevait et saluait le voyageur. Le wagon, dans lequel il se trouvait avec sa femme, était assailli par des gens qui se pressaient pour voir et pour être vus. Au-dessus des têtes, des mains crispées brandissaient des bouquets et, bientôt, les tapis du wagon étaient jonchés de fleurs, Debout, à la portière, violemment ému et les yeux en larmes, Bismarck saluait à droite et à gauche, bégayait des remerciemens, auxquels la foule répondait en entonnant des chants patriotiques, qui étaient interrompus par des cris : « Vive Bismarck! »

On le vit soudain se retourner et interroger la princesse, qui sanglotait derrière lui.

— Faut-il que je parle? demandait-il et, sans attendre la réponse, il reprenait en s'adressant à ceux qui l'acclamaient : — Non, mon devoir est de me taire.

Alors, les interpellations se croisaient.

— Vous ne voulez pas parler; cela ne fait rien, les pierres parlent pour vous.

— Le peuple n'est pas comme les princes, il n'oublie pas.

Les hourrahs reprenaient de plus belle jusqu'au moment où le train se remettait en marche; et la foule de crier :

— Revenez! revenez!

Cette imposante manifestation avait-elle été spontanée ou n'était-elle que le résultat des efforts faits par les amis de l'ex-chancelier à l'effet de la provoquer? Il est difficile de se prononcer. Mais, telle qu'elle s'était produite, elle constituait un acte significatif d'opposition à la politique personnelle de l'Empereur.

Ce qui s'était passé à Berlin allait se répéter à Dresde où l'opinion publique pouvait s'exprimer avec plus d'indépendance et où elle était d'accord avec celle du souverain saxon, le roi Albert.

Quoiqu'il eût affecté de rester neutre afin de n'avoir pas l'air de critiquer les actes de Guillaume II, on lui prêtait ce propos :

— Je veux que Bismarck soit convaincu qu'il est toujours pour nous le Vieux, « der Alte. »

Aux abords de la gare de Bohême, le long de la rue de Prague et jusqu'à l'hôtel Bellevue où Bismarck devait descendre, on avait dressé des tribunes sur lesquelles se balançaient des drapeaux et des guirlandes et où s'entassaient les spectateurs. A l'entrée de la ville, le bourgmestre l'attendait et lui adressa une allocution. Il lui rappelait qu'en 1871, la ville de Dresde l'avait nommé citoyen d'honneur. « Depuis cette époque, vingt ans se sont passés. Quels changemens depuis! 1871-1892! » Pour finir, il lui exprimait la reconnaissance de l'Allemagne.

A Berlin, Bismarck avait gardé le silence; mais, à Dresde, les raisons qui le lui avaient imposé, n'existaient plus. Aussi ne se fit-il pas faute de répondre, d'abord par des remerciemens et, ensuite, par des paroles qui trahissaient le fond de son âme : « On m'a préparé, il est vrai, bien des pilules amères; mais cela me réconforte de me voir d'aussi nombreux amis. » C'était comme le prologue des récriminations, des critiques et des plaintes qu'il devait faire entendre dans la suite de son voyage. Il termina en disant que la seule chose qui pouvait l'intéresser, c'était la prospérité de sa patrie.

Les hommages dont il était l'objet se renouvelèrent dans la matinée du lendemain jusqu'au moment de son départ, mais n'empêchèrent pas les personnes qui purent l'approcher de remarquer qu'il avait beaucoup vieilli et qu'il était très abattu. Aussi, ne s'étonnait-on pas de l'entendre dire, avec des larmes dans la voix, que son rôle était terminé et qu'il savait bien que jamais plus, il ne remplirait de fonctions publiques. Il le répéta dans sa dernière harangue en rappelant que, depuis son arrivée aux affaires, l'Allemagne était devenue un grand pays, l'égal de la France, de l'Angleterre et de la Russie. « Mais, pour cela, nous avons lutté, lutté ensemble, et je n'oublierai jamais l'aide que m'a donnée le roi de Saxe. » On s'attendait à ce qu'avant de quitter Dresde, il rendît hommage à l'Empereur. Mais il s'était promis de ne pas parler de lui. Lorsque, au bout de quelques jours, après avoir passé à Vienne et à Munich, il rentrait à Friedrichsruhe, il se vantait malicieusement de n'avoir pas prononcé son nom.

Il avait quitté Dresde dans la matinée du 18 juin, et, quelques heures plus tard, il arrivait à Vienne, principale étape du voyage triomphal qu'il préparait depuis trois mois. Il voulait des ovations; elles ne lui manquèrent pas. Son séjour dans la capitale autrichienne se résume en une longue et bruyante acclamation. Elle commence à la gare, bien qu'aucune société constituée n'y eût été admise; elle se continue sur le chemin qui le conduit au palais Pallfy, où l'attend une hospitalité somptueuse et où il doit recevoir les hommages de l'aristocratie hongroise. De toutes parts, sur son passage, s'élèvent des « hoch! » bruyans et prolongés et il ne pourra se montrer nulle part, là même où il n'est pas attendu, sans être l'objet du même enthousiasme. Il en sera ainsi à l'Exposition de théâtre et de musique, aussi bien qu'aux abords de l'église où, le lendemain, est célébré le mariage de son fils. Il salue à droite et à gauche avec des airs de souverain, il vide des verres de bière, il répond aux allocutions, il savoure avec volupté l'accueil qui lui est fait.

Les organisateurs de ces manifestations appartenaient au parti national allemand hostile à l'Autriche et surtout antisémitique, si bien qu'aux cris de : « Vive Bismarck ! » se mêlaient ceux de : « A bas les juifs! » Parmi les manifestans, les étudians de l'Université se faisaient remarquer par la violence de leurs clameurs, visiblement hostiles à Guillaume II, aussi bien qu'à l'Autriche, qui, dans sa propre capitale, semblait être l'objet d'une véritable animadversion. « Personne, écrit un témoin, n'a paru penser à elle, à son souverain, à son passé, à son avenir, à son drapeau. Le scandale a été tel qu'un officier en retraite, interpellant la foule, s'est écrié : « — Mais souvenez-vous donc que vous êtes Autrichiens! »

En réalité, c'était la Hongrie, alors hostile à l'Autriche, qui faisait à Bismarck les honneurs de Vienne. Il résidait chez le comte Pallfy, les Zichy ne le quittaient pas, et la comtesse Andrassy donnait pour lui une soirée où tout Vienne fut invité, ce qui ne laissa pas de mettre dans l'embarras le monde diplomatique et le monde de la Cour. Le comte Nigra, ambassadeur d'Italie, et sir A. Paget, ambassadeur d'Angleterre, y firent une apparition. Mais l'ambassadeur de Turquie, Zia-Bey, invité comme eux, resta chez lui. Le premier ministre, comte Kalnocky, n'ayant pas cru pouvoir décliner l'invitation, manœuvra de manière à n'échanger avec Bismarck que des politesses

banales. La veille, il avait eu soin de ne pas se trouver au Ballplatz lorsque Bismarck y était venu, et de lui rendre sa visite à un moment où le flot des visiteurs rendait impossible toute conversation confidentielle. Du reste, en apprenant que Bismarck devait venir à Vienne, il avait dit :

— Il se fait de grandes illusions, s'il croit qu'il pourra être reçu ici par le monde officiel et tourner le dos à son souverain.

La prédiction se réalisait; dans le milieu qui touchait à la Cour, Bismarck ne rencontrait qu'éloignement et froideur.

L'ambassade d'Allemagne à Vienne était alors occupée par le prince de Reuss, personnage de haute naissance, mais réduit à une honorable pauvreté, ce qui l'avait obligé d'accepter ce poste. Il avait reçu de Berlin l'ordre d'ignorer le voyageur pendant son séjour à Vienne. Défense lui était faite de le recevoir et d'assister à la noce. Lié de vieille date avec lui, il s'était décidé, pour se tirer d'une situation difficile, à quitter Vienne momentanément. Mais, prêt à partir, il s'était trouvé souffrant, et, Bismarck s'étant présenté à l'ambassade, il n'avait pas voulu lui fermer sa porte. Ne pouvant lui rendre sa visite, il avait envoyé sa femme à sa place. Lorsque, quelques jours plus tard, la chancellerie de Berlin lui demanda des explications sur sa conduite, il refusa fièrement d'en rendre compte, en alléguant que, comme ambassadeur d'Allemagne, il avait rempli son devoir et que, comme particulier, il ne devait obéissance à personne. L'incident n'eut pas de suites : la princesse de Reuss était la fille de la duchesse régnante de Saxe-Weimar ; elle avait rang d'Altesse, et il convenait d'user de ménagement envers son mari.

Les détails qui précèdent permettent de mesurer à quelles agitations donnait lieu la présence de Bismarck à Vienne. Mais il semblait les avoir prévues et y rester complètement insensible, soucieux surtout de jouir de sa popularité. Cependant une cruelle déception lui était réservée. Son fils l'ayant informé, avant qu'il ne quittât Friedrichsruhe, que l'empereur François-Joseph le recevrait, il avait, en arrivant à Vienne, demandé une audience. En réponse à sa demande, il reçut un refus net et péremptoire, dicté au souverain par la conduite de Bismarck, et plus encore par une lettre de Guillaume II, lui demandant, comme un service personnel, de s'abstenir de tout rapport avec l'ex-chancelier. La vassalité de l'Autriche, sous le joug de l'Al-

lemagne, s'affirmait ainsi. Ce n'était pas la première fois et ce ne devait pas être la dernière.

Dans les circonstances que nous venons de résumer, Bismarck avait fait preuve de plus de ténacité dans ses desseins que de prudence dans leur exécution. Un dernier trait allait mettre en lumière sa maladresse et son audace. A la veille de son départ, et sous prétexte de remercier la population viennoise de l'accueil qu'elle lui avait fait, il convoquait les directeurs des principaux journaux de Vienne et leur faisait entendre les paroles les plus extravagantes et les plus contraires à la vérité. C'est ainsi qu'il prédisait au rédacteur de la *Neue freie Presse* une guerre prochaine entre la France et l'Allemagne : « Elle est inévitable ; il suffit toujours d'une pincée de poudre pour faire bouillonner ce pays comme un verre d'eau ; c'est là un événement que l'Allemagne évitera à peine dans le cours de l'année. » Il profitait de l'occasion pour attaquer Caprivi. Il lui reprochait d'être un incapable, d'avoir renoncé à la politique d'équilibre et de bascule que lui-même, quand il était chancelier, n'avait cessé de faire prévaloir, et d'avoir aigri les rapports de l'Allemagne avec la Russie. Ces reproches, qui visaient également l'Empereur sans le nommer, ne laissaient pas d'être injustes, et, dans la circonstance, Bismarck imputait à autrui ses propres fautes. Dès le lendemain, les journaux qui avaient accueilli et publié ses confidences les critiquaient avec vivacité. L'un d'eux résumait son jugement, en disant : *Ein grosser Mann, doch kleiner Mench.* (Un grand homme et pourtant un petit homme.)

En quittant Vienne, il se rendit à Munich. Dans la capitale de la Bavière, l'accueil revêtit un caractère encore plus enthousiaste que celui de la réception faite peu de temps avant à Guillaume II. Le monde officiel s'effaça; mais le peuple témoigna bruyamment de son antipathie pour la Prusse. Bismarck s'en montra heureux. Il savait que chaque vivat bavarois était un coup de poignard pour Guillaume. Néanmoins, le voyage se terminait sans lui avoir fait honneur; il ne faisait honneur à personne et avait eu pour résultat de rendre plus éclatante la haine dont étaient animés l'un contre l'autre ces deux irréconciliables adversaires.

III

C'est au retour de Bismarck à Friedrichsruhe qu'on voit surgir autour de lui un nouveau personnage, le pamphlétaire Maximilien Harden. Cet ancien acteur ambulant, n'ayant pas réussi sur les planches, s'était jeté dans le journalisme. Au delà de sa trentième année, il y végétait encore, lorsque quelques satires politiques signées d'un nom d'emprunt attirèrent l'attention sur ses écrits. Ils tombèrent sous les yeux de Bismarck; il fut frappé par la verve agressive qu'y déployait l'auteur, par l'originalité de ses appréciations, la logique impitoyable de ses raisonnemens, l'audace et la brutalité de ses attaques et enfin par la forme pittoresque et vivante sous laquelle il exprimait ses idées. Dans ce satiriste encore inconnu, véritable condottiere de plume dont aucune crainte ne paralysait les élans, il devina l'homme le mieux fait pour devenir sous son inspiration l'instrument de ses rancunes et l'exécuteur de ses vengeances. Il se mit en rapport avec lui, le manda à Friedrichsruhe, l'honora de ses confidences et finalement l'enrôla à son service.

Bientôt après, sous la direction de Maximilien Harden, paraissait un organe nouveau, la *Zukunft*. Ce recueil périodique rappelait de loin la fameuse *Lanterne* d'Henri Rochefort, qui fut en France, vers la fin du second Empire, comme une pièce d'artillerie incessamment pointée contre l'empereur Napoléon III et contre le monde de la Cour. Seulement, dans les élucubrations souvent calomnieuses de la *Lanterne*, Rochefort ne s'inspirait que de lui-même, n'écoutait que sa fantaisie, sans souci de la justice et de la vérité, tandis que derrière le pamphlétaire de la *Zukunft*, il y avait un inspirateur inlassable dont l'expérience et la compétence servaient la haine, un pointeur habile qui savait vers quel but devaient être dirigés les coups pour faire le plus de mal.

C'est lui qui conseille Harden, qui le guide à travers les intrigues de la vie publique de l'Empire, qui lui fournit des sujets d'articles, qui discute, rectifie, écarte ou approuve ceux dont ce collaborateur improvisé a pris l'initiative. Jusqu'à la mort de Bismarck, Harden a été son porte-paroles et, depuis sa mort, le défenseur de sa mémoire. S'étant engagé à la défendre, il a tenu sa promesse, parfois même au prix de sa liberté, car

les condamnations judiciaires ne lui ont pas manqué, en contribuant, il est vrai, à le rendre populaire. Tout en ne cessant pas d'attaquer Guillaume II, et peut-être même parce qu'il ne lui a pas ménagé les coups, il a exercé en Allemagne une influence qu'on peut qualifier de détestable et, quoique encore aujourd'hui il n'ait pas désarmé et reproche à Guillaume II « de ne pas savoir s'arrêter, » il a été l'un des principaux artisans de la guerre, nul n'ayant, au même degré que lui, fait le jeu du militarisme prussien et déchaîné l'opinion de son pays contre les Puissances de la Triple-Entente. Quand on veut connaître l'état d'âme de Bismarck dans les dernières années de sa vie, il faut parcourir la volumineuse collection de la *Zukunft* : l'esprit bismarckien y coule à pleins bords (1).

De jour en jour, cet esprit devenait de plus en plus hostile à Guillaume II. Dans l'ardeur de son ressentiment, Bismarck foulait aux pieds ses opinions passées, brûlait ce qu'il avait adoré et adorait ce qu'il avait brûlé. C'est ainsi qu'au mois de juillet 1893, oublieux de la violence avec laquelle il avait combattu jadis le particularisme des pays d'Empire, il affectait d'en prendre la défense. En recevant des Délégations du Mecklembourg et du Brunswick, il les engageait à rester fidèles à leurs opinions particularistes. « Tenez la main, leur disait-il, à ce que vos représentans à Berlin ne laissent pas porter atteinte aux droits des confédérés. »

Tandis qu'à son instigation, se déroulaient d'une manière ininterrompue ces manifestations d'inimitié, l'Empereur, bien qu'il en fût offensé, affectait publiquement de les ignorer ou tout au moins de les considérer comme dépourvues d'importance. Sauf dans l'intimité, il n'y répondait que par le dédain. Cette impassibilité apparente lui était imposée par la nécessité où il se trouvait de ne pas paraître se brouiller avec le fondateur de l'Unité, alors que celui-ci, vieux et malade, semblait avoir déjà un pied dans la tombe. On n'aurait pas compris que lui, le petit-fils de Guillaume Ier, laissât mourir Bismarck sans l'avoir revu, et il ne pouvait le revoir qu'en feignant de ne s'être pas offensé de son attitude haineuse. La comédie était si bien jouée qu'Herbert de Bismarck s'y trompa. Dans sa résidence de Schoenhausen où il s'était fixé après son mariage, il conçut l'espoir de rentrer

(1) *Le Correspondant*, dans ses livraisons du 25 octobre 1910 et du 10 février 1915, en a donné de nombreux extraits sous la signature de M. André.

en grâce auprès de l'Empereur. Comme, pour y parvenir, il était de toute nécessité qu'il se trouvât en sa présence, il chercha l'occasion de le rencontrer. Elle ne tarda pas à se présenter.

Le 21 janvier 1894, devait être célébrée à Berlin une fête annuelle et commémorative, dite fête des Ordres, instituée en souvenir de leur fondation. Tout membre de l'un d'eux, y occupant une haute dignité, avait le droit d'assister à la cérémonie religieuse par laquelle commençait la fête et au banquet par lequelle elle se terminait. Herbert de Bismarck était dans ce cas. Il annonça donc au président de la commission des Ordres son intention d'user de son droit d'être invité. Au jour fixé par la cérémonie, on le vit apparaître dans la chapelle du palais impérial, portant l'uniforme de lieutenant-colonel des dragons de la Garde. Il était venu au palais dans un carrosse à huit ressorts appartenant à son ami Henkel de Donnersmarck, chez qui il descendait durant ses séjours à Berlin.

Sa présence causa d'abord quelque émotion, mais, le service divin ayant commencé, elle s'apaisa, et c'est seulement dans la salle du banquet que les langues se délièrent et que les commentaires des courtisans purent se donner libre cours. A table, le comte Herbert occupa la place à laquelle il avait droit, et s'y trouva dans la situation d'un pestiféré. On le savait en disgrâce et personne n'avait osé l'aborder. Mais, le banquet fini, le bruit se répandit que l'Empereur l'avait fait prévenir par le maître des cérémonies, le comte Kanitz, qu'il lui parlerait. Ce fut alors un changement à vue. Plusieurs ministres s'approchèrent, et avec eux le prince Henri, frère de l'Empereur. L'Impératrice elle-même daigna lui adresser la parole. C'en était assez pour faire croire qu'une réconciliation était imminente.

Cependant, tout le monde n'y croyait pas. Le général de Caprivi s'était prudemment éclipsé, comme s'il eût prévu l'humiliation qu'allait subir le comte Herbert et n'eût pas voulu en être le témoin; un autre ministre, le baron de Marschall, disait à voix basse dans un groupe :

— Il faudrait que le père fût bien malade pour que Sa Majesté se réconciliât avec le fils. Attendons la fin.

Pendant ce temps, le comte Kanitz, secondé par les rares amis des Bismarck, se livrait à de savantes manœuvres pour amener Herbert sur le passage de l'Empereur. Mais à tout instant, les allées et venues de celui-ci déjouaient ses tentatives.

Il semblait que Guillaume II n'eût pas remarqué son ancien ami. Il s'avançait de son côté en jetant à droite et à gauche une parole aimable à celui-ci ou à celui-là et, alors qu'Herbert pouvait croire qu'il allait recevoir la même aumône, l'Empereur, arrivé près de lui, s'arrêtait brusquement, tournait les talons et s'éloignait. Il faudrait la plume d'un Saint-Simon pour décrire cette scène, qui se renouvela à plusieurs reprises. L'illustre et suggestif mémorialiste nous montrerait le fils de l'ex-chancelier debout parmi les groupes qui l'observent malicieusement, conscient du rôle ridicule qu'on lui fait jouer, le visage baigné de sueur et rouge de honte, le regard fixé devant lui, attendant en vain la parole bienveillante qu'il est venu chercher, s'irritant intérieurement du supplice qu'on lui impose et subitement effondré sous les ruines de ses espérances, lorsqu'il voit le chambellan de service s'approcher de l'Empereur pour le prévenir que l'Impératrice désire se retirer et le souverain quitter brusquement le salon avec elle, sans même saluer.

A la suite de cet incident, Herbert de Bismarck ne put se défendre d'une vive colère ; ce soir-là et le lendemain, ses amis en recueillirent les échos. Il s'irritait surtout de ce que l'Empereur, après lui avoir fait promettre qu'il lui parlerait, avait manqué à sa parole. Mais l'Empereur avait-il promis ? Hohenlohe ne le croit pas : « L'Empereur n'a pas coutume de mortifier ainsi les gens après leur avoir fait dire cela. On espérait établir un rapprochement et ébranler par là la position de Caprivi ; la combinaison a échoué. »

D'autre part, on lit dans un rapport diplomatique : « En venant à la fête des Ordres sans être approuvé par l'autorité supérieure, Herbert a surpris l'Empereur et l'a mécontenté. Il n'est pas vrai que Sa Majesté eût promis de lui parler. C'est la clique bismarckienne qui a pris cela sons son bonnet. J'ai suivi activement ces manigances. L'Empereur a marqué qu'il ne voulait pas se laisser forcer la main. Il veut bien rendre hommage aux services du père, mais il se refuse à être dominé par le fils dont il n'apprécie ni le talent ni le caractère. » Ce langage exprimait la vérité et, dès le lendemain, on allait en avoir une preuve éclatante.

Le jour même où se célébrait à Berlin la fête des Ordres, on y recevait la nouvelle que le solitaire de Friedrichsruhe, après avoir subi une violente attaque d'influenza, était mainte-

nant rétabli. Quoique résolu à ne pas le prendre pour directeur, ni même pour conseiller de sa politique, l'Empereur estima que l'occasion était propice pour se réconcilier avec lui et pour donner à l'opinion publique cette satisfaction. Il réparerait ainsi, par une démonstration flatteuse auprès du père, la cruelle déconvenue infligée au fils. Le 22 janvier, il écrivait à l'ex-chancelier une lettre en laquelle il le félicitait chaleureusement de sa guérison.

Il l'invitait en même temps à venir passer quelques jours au palais impérial où il serait heureux de le recevoir. A cette lettre il joignait une caisse de vieux vins et chargeait l'un de ses officiers d'ordonnance, le comte de Moltke, de porter le tout à son ancien ministre. La démarche était aussi flatteuse qu'inattendue. Personne n'avait pu la prévoir, et le comte Herbert lui-même l'ignorait lorsque, dans la matinée du même jour, mécontent et déçu, il était reparti pour Schoenhausen.

Elle fut accueillie par Bismarck avec une émotion qu'il ne chercha pas à dissimuler. Il combla d'égards le messager de l'Empereur, le garda à dîner, et lui remit une lettre de remerciemens où il promettait d'aller sous peu exprimer de vive voix sa gratitude. Un diplomate, le comte Balny d'Avricourt, qui, quelques jours avant, lui avait fait une visite, laisse entendre que cette promesse dut lui coûter, soit que, presque octogénaire il eût conscience de son affaissement physique et moral, conséquence de l'âge et de sa longue oisiveté, et redoutât de se laisser voir de trop près à Berlin, soit qu'il ne fût pas convaincu de la sincérité des sentimens auxquels semblait avoir obéi l'Empereur en faisant vers lui les premiers pas. Malgré les apparences contraires, Bismarck restait défiant. Peut-être se rendait-il compte qu'il n'y avait plus place pour lui dans le gouvernement. Le jeune Empereur avait pris en mains les rênes de l'État. Il gouvernait effectivement et n'eût pas toléré qu'aucun de ses sujets, quelque illustre qu'il fût, tentât de lui imposer ses vues personnelles, invoquât-il son expérience et l'idée qu'il se faisait de son infaillibilité. Aussi Bismarck mandait-il à ses amis de rester calmes et de ne pas attacher trop d'importance à l'événement. « Depuis que je suis parti, on n'a fait que des sottises; je ne suis plus de force à les réparer. »

Parmi ces sottises, il comprenait la maladresse de la diplomatie impériale, qui avait laissé se nouer l'alliance franco-russe, de laquelle il avait déclaré si souvent qu'il ne la permet-

trait pas. Après le Congrès de Berlin, il l'avait dit au comte de Saint-Vallier, alors ambassadeur en Allemagne; depuis il l'avait répété à M. Jules Herbette. Il s'était en outre efforcé d'inspirer aux Français et aux Russes une défiance réciproque.

— Vous avez bien tort, disait-il à ceux-ci, d'encourager les espérances de la France. Vous n'en tirerez jamais rien. La forme de son gouvernement la condamne à l'impuissance. En lui manifestant vos sympathies, vous ne faites que l'exciter, la pousser à la guerre. Elle s'y jettera quelque jour, convaincue que vous êtes derrière elle, et vous aurez ainsi encouru des responsabilités dont l'Europe vous demandera compte.

Aux Français, c'était un autre langage, mais tendant au même but :

— Vous commettriez une lourde faute si vous preniez au sérieux les sourires de la Russie. Pour elle comme pour nous, vous êtes un foyer révolutionnaire. Elle vous hait. D'ailleurs, consentît-elle à s'allier avec vous, il faudrait encore compter avec moi et, tant que je serai le maître, je saurai bien l'empêcher. Je ne veux pas m'exposer à me trouver un jour entre deux ennemis.

Cependant, lui parti, la sottise avait été commise; l'alliance franco-russe existait. Il en imputait la responsabilité à l'Empereur et à Caprivi, et c'est surtout de cette faute qu'il parlait lorsqu'il déclarait qu'il n'était plus en son pouvoir d'y remédier. Mais ses amis se refusaient à le croire. Malgré ses avertissemens, ils interprétaient l'invitation qu'il venait de recevoir de Guillaume II comme la preuve qu'il allait recouvrer son ancienne influence. Ils dressaient déjà des listes de proscription. Caprivi, les ministres Botticher et Marschall avec leurs principaux collaborateurs seraient sacrifiés. Le comte Botho d'Eulenbourg était leur candidat à la chancellerie. Mais leurs espérances allaient tomber en poussière; il suffit d'une journée pour les dissiper.

Après s'être engagé à venir rendre hommage à l'Empereur, sans vouloir préciser la date de sa visite, Bismarck maintenant se montrait pressé de tenir sa promesse. Les pourparlers engagés à ce sujet entre lui et le cabinet de l'Empereur eurent pour résultat de fixer au 25 janvier sa venue à Berlin. Mais déjà la visite perdait de son importance. Alors qu'on avait cru que Bismarck passerait plusieurs jours au palais impérial, on apprenait qu'il n'y resterait que quelques heures. Il est vrai

que le prince Henri, frère de Guillaume, devait aller le chercher à la gare afin de le conduire au palais. Mais ce n'était pas assez pour faire croire à ses partisans que l'Empereur se prêterait à des entretiens sur la politique, et ils commençaient à comprendre que tout se bornerait de la part du souverain à un témoignage de déférence et de cordialité. Néanmoins, dans le monde de la Cour, on s'accordait à penser que la visite avait ses dangers et qu'en relevant Bismarck, elle nuirait au prestige monarchique. On remarquait d'autre part que Caprivi n'en avait pas été averti. « Il supporte la chose avec résignation, écrivait Hohenlohe. Il est bon qu'il se résigne et que nous le gardions. » Il craignait cependant que Bismarck ne le rendît suspect à l'Empereur.

C'est dans ces circonstances que, le 25 janvier, l'ex-chancelier arrivait à Berlin, à une heure de l'après-midi. Un carrosse de gala, escorté par un détachement de cuirassiers, l'attendait; il y prit place avec le prince Henri. Quelques voitures suivaient. Dans l'une d'elles se trouvait le comte Herbert, mais il quitta le cortège aux portes du palais. L'Empereur était descendu sur le seuil pour recevoir le visiteur ; il l'embrassa en lui souhaitant la bienvenue. Il le conduisit ensuite auprès de l'Impératrice et l'on se mit aussitôt à table pour déjeuner. Aucun personnage de la Cour n'avait été invité et le repas fut tout intime. L'Empereur guidait l'entretien, sans permettre qu'il s'égarât sur les choses dont il ne voulait pas parler.

En quittant la table, Bismarck se rendit chez la veuve de Frédéric III. Là encore, tout se passa en politesses banales. Rentré dans ses appartemens, Bismarck reçut quelques visites, celle de Caprivi notamment, et celle aussi du roi de Saxe, venu à Berlin pour le rencontrer. Pendant ce temps, l'Empereur se promenait à cheval sous les Tilleuls. Les acclamations dont il fut l'objet lui prouvèrent qu'on lui savait gré d'avoir fait les frais de la réconciliation. A la fin de la journée, était servi dans l'appartement de Bismarck un dîner de neuf couverts auquel étaient conviés ses fils et quatre officiers du régiment de cuirassiers dont il était colonel; l'Empereur n'y fit qu'une courte apparition. Quelques instans après, il ramenait son invité à la gare, et celui-ci rentrait le même soir à Friedrichsruhe. Ainsi se terminait cette visite dont à l'avance on avait tant parlé. Elle se terminait sans avoir justifié les craintes des uns, ni les espérances des autres. L'ex-chancelier avait reçu de la population

berlinoise un accueil empressé, mais dans lequel rien ne rappelait le caractère enthousiaste de la réception de 1892. Du reste, le lendemain, les journaux constataient qu'il n'était plus en état de prendre part aux affaires. Dans les milieux politiques, on regrettait que la série des hommes de génie fût épuisée :

« Bismarck et Moltke ne sont pas remplacés; leurs successeurs n'ont que des qualités secondaires qui n'inspirent à l'Allemagne ni confiance ni orgueil. »

La visite n'avait donc pas produit ce qu'on en attendait. Le comte Szgyenyi, ambassadeur d'Autriche, écrivait : « Avant trois semaines, le prince de Bismarck, qui s'aperçoit déjà peut-être qu'il a été joué, recommencera de nouveau ses attaques; ce n'est qu'une trêve. » Les bismarckiens pensaient de même, ils se plaignaient que l'Empereur n'eût pas devancé le visiteur en allant lui-même à Friedrichsruhe. Hohenlohe, ayant constaté devant lui leur mécontentement, il répliquait :

— Je le sais bien; mais ils auraient pu attendre longtemps. *Il fallait* qu'il vînt ici.

L'épisode que nous venons de raconter est le seul qui compte dans les dernières années de la vie de Bismarck. A dater de ce moment, et bien qu'il laisse Maximilien Harden poursuivre sa campagne contre Guillaume II, il semble devenir indifférent à ce qui se passe autour de lui. La mort de sa femme, survenue au mois de novembre, n'est sans doute pas étrangère à ce changement. Elle avait été pour lui une compagne fidèle et souvent secourable, uniquement appliquée à l'entourer de soins, d'attentions et de prévenances, telle une prêtresse passionnée pour l'objet de son culte. Le jour où elle lui manqua, le solitaire de Friedrichsruhe fut désemparé, d'autant plus que ses amis peu à peu étaient devenus plus rares et qu'il sentait le vide se faire autour de lui.

L'Empereur, cependant, toujours insensible en apparence à ces dispositions malveillantes, continuait à lui manifester sa déférence et sa sollicitude. Au commencement de 1895, il le nomme membre du Conseil d'État, en lui conférant la fonction de vice-président de cette assemblée. C'est le prince de Hohenlohe, devenu chancelier à la place de Caprivi, qui va porter à Friedrichsruhe la nouvelle de cette nomination, que Bismarck accueille avec une apparence de gratitude qu'on devine toute de convention et dépourvue de sincérité. Mainte-

nant, le silence se fera de plus en plus autour de cet homme qui a rempli le monde du bruit de son nom et, lorsque le rideau tombe sur lui, on dirait qu'il est oublié.

Nous ne trouvons plus rien dans ses actes ni dans son langage qui vaille d'être retenu par l'Histoire, si ce n'est les incidens caractéristiques qui suivirent son trépas et qui prouvèrent que, même à l'approche de sa fin, sa haine ne désarmait pas.

On sait qu'il mourut le 30 juillet 1898, à onze heures du soir, entouré de ses deux fils Herbert et Wilhelm, de sa fille la comtesse de Rantzau, de son gendre et de son médecin, le célèbre professeur Schweninger. Aussitôt après sa mort, la question se posa entre eux de savoir sous quelle forme elle serait annoncée à l'Empereur. Héritiers de ses ressentimens, ses enfans se refusèrent à l'annoncer eux-mêmes, et c'est le médecin qui signa le télégramme adressé à Guillaume II. Celui-ci était à Bergen, en route pour revenir à Kiel. Il envoyait sur l'heure une dépêche à Herbert, dans laquelle il déplorait « la disparition du fondateur de l'empire allemand et du fidèle serviteur de ses prédécesseurs. » Puis, il pressait son retour à Berlin, ayant hâte d'aller en personne porter à Friedrichsruhe ses condoléances.

Intérieurement, il se félicitait de s'être réconcilié avec Bismarck et de s'être assuré ainsi la possibilité de rendre à sa mémoire un hommage éclatant. Mais, si puissant qu'il fût, il n'était pas le maître de conjurer les témoignages de la rancune posthume du défunt, à laquelle s'associait sa famille. Cette rancune se dresse devant lui, et c'est par une suite de procédés désobligeans que la famille répond à ses offres empressées et flatteuses.

Il aurait voulu que l'ex-chancelier fût enterré au Dôme où un monument serait élevé à sa mémoire. Mais, au désir qu'il exprime, les fils du défunt opposent les dispositions testamentaires de leur père. Il y est stipulé qu'il sera inhumé à Friedrichsruhe à côté de sa femme et qu'on gravera sur sa tombe l'inscription suivante : *Prince de Bismarck, mort en vrai Allemand et fidèle serviteur de Guillaume Ier*. En annonçant sa visite à Friedrichsruhe, Guillaume avait demandé à faire prendre un moulage de la tête du mort et exprimé le désir de contempler ses traits une dernière fois. Mais quand le mouleur envoyé par lui se présente, on lui refuse l'accès de la chambre mortuaire et, quand lui-même arrive, le cercueil est déjà cloué. Il est reçu, d'ailleurs, avec une froideur marquée. Contrairement

aux usages protocolaires qui veulent que, lorsque le souverain fait à des particuliers l'honneur d'aller chez eux, ils le reçoivent en uniforme, c'est en frac que les fils de Bismarck le reçoivent. Enfin, lorsque, quelques jours plus tard, il fait célébrer à Berlin un service religieux en mémoire du prince de Bismarck, les places réservées à la famille restent vides.

Ainsi, jusque du fond de sa sépulture, l'ex-chancelier laissait encore éclater son ressentiment et proclamait que la réconciliation à laquelle, de son vivant, il avait paru se prêter, n'était de sa part qu'une comédie nouvelle ajoutée à toutes celles qu'il avait jouées au cours de sa longue existence. Il quittait la vie sans avoir pardonné.

Ce n'est pas, cependant, de cette intransigeance que la postérité lui demandera compte; Guillaume II ne méritait pas mieux. Mais elle dira que l'héritage de Bismarck a été funeste à l'Allemagne et que les conceptions politiques et sociales dont il se faisait gloire, en n'assurant à son pays qu'une grandeur éphémère, ont engendré à quarante ans de distance l'effroyable cataclysme, l'ouragan de fer et de feu qui ont couvert de ruines et arrosé de sang la presque totalité de l'Europe et atteint plus ou moins toutes les nations aux sources de leur vitalité et de leur prospérité. Elle dira que ce hobereau prussien a été l'empoisonneur de l'âme allemande et que, s'il n'avait pas vécu, de grandes calamités eussent été épargnées au monde, car, même en admettant que le dernier des Hohenzollern, héritier des ambitions ancestrales, eût prétendu comme il l'a fait depuis, à la domination universelle, et déchaîné le fléau de la guerre, il n'aurait pas trouvé sous ses pas, pour appliquer et développer ses méthodes scélérates de barbarie et de cruauté, le terrain favorable que lui a préparé Bismarck, en créant l'unité de l'Allemagne et en exaltant ses ambitions jusqu'au délire, terrain ensemencé de haine et d'orgueil où nous le voyons évoluer monstrueusement aujourd'hui, en foulant aux pieds, sous des dehors hypocrites, toutes les lois divines et humaines.

Ernest Daudet.

UN EMPEREUR DE BYZANCE
A PARIS ET A LONDRES

Vers la fin du XIVe siècle, la situation de l'Empire grec de Constantinople sous la dynastie des Paléologues était devenue presque désespérée. La puissance des sultans turks en Asie Mineure comme dans la péninsule des Balkans s'était accrue infiniment. Le faible gouvernement des successeurs de Constantin, réduit à peu près à la banlieue de Constantinople et à la péninsule de Morée, pouvait à peine se défendre contre l'effort incessant des troupes musulmanes. L'Europe assistait indifférente à ce cruel péril du dernier boulevard de la chrétienté en Orient contre les Turks.

La fin du règne de l'empereur Jean V Paléologue avait été particulièrement calamiteuse. Les forces du terrible sultan Mourad bloquaient Constantinople depuis des années. Vainqueur des Serbes en 1389, sur l'historique champ de bataille de Kossovo, il y avait perdu la vie, mais son successeur, le non moins redoutable sultan Bajazet, avait poursuivi la même politique de violence contre les infortunés Byzantins. Il avait forcé l'héritier du trône de Constantinople, Manuel, à le suivre en qualité de vassal dans ses victorieuses expéditions d'Anatolie.

Le 16 février 1391, le vieux basileus Jean V, accablé par tant d'infortunes et par l'usurpation criminelle d'un de ses petits-fils, avait expiré à Constantinople. Manuel avait succédé à son père, mais, pour prendre le sceptre dans sa capitale, il avait dû s'enfuir de Brousse où le retenait Bajazet. Le vindicatif sultan l'en avait puni par une nouvelle déclaration de guerre.

En 1393, les troupes turques avaient pris la capitale bulgare de Tirnovo et transformé la Bulgarie en un simple pachalik. Constantinople avait été en même temps bloquée à nouveau de toutes parts par l'armée et la flotte ottomanes.

Sur les supplications de Manuel, l'Europe égoïste s'était enfin réveillée. Une croisade s'était organisée en hâte dont la plus belle chevalerie française formait le noyau. Elle n'avait abouti qu'au désastre fameux de Nicopolis sur le Danube. Au mois de septembre 1396, l'armée chrétienne commandée par le comte de Nevers, le futur Jean sans Peur, et le roi Sigismond de Hongrie, avait été anéantie par les forces écrasantes de Bajazet. Le blocus de Constantinople, un instant levé par le sultan, avait été aussitôt rétabli dans toute sa rigueur.

Je glisse sur les événemens des quatre années suivantes. Ils seront rappelés dans la suite de mon récit. Qu'il me suffise de dire que leur gravité, sans cesse croissante, décida, à la fin de l'an 1399, le basileus Manuel à entreprendre le voyage de Venise, de Paris et de Londres pour implorer personnellement le secours des rois d'Occident contre son impitoyable adversaire. C'est ce curieux épisode qui forme le sujet du présent article.

I

Bien peu parmi les empereurs de Constantinople, en dehors de ceux de la courte dynastie latine du XIII[e] siècle, ont fait le voyage d'Occident. Seuls trois Paléologues sont venus jusqu'en Italie ou en France rechercher contre les Turks l'appui du Pape ou des souverains d'Occident. Un seul, celui dont nous allons plus particulièrement parler, est allé jusqu'à Paris.

Le premier de ces princes qui accomplit cette lointaine odyssée d'Occident fut Jean V Paléologue qui, en 1369, se rendit avec un de ses fils à Rome pour y sceller l'Union et se concilier ainsi l'alliance du pape Urbain V et des princes latins contre le terrible sultan Mourad. Tout le monde sait qu'arrivan comme en triomphe en Italie, il fit à Rome, dans les journées des 18 et 19 octobre, une profession de foi orthodoxe, d'abord en présence de quatre cardinaux, puis le lendemain à Saint-Pierre entre les mains du Pape et promulgua cet événement capital dans un chrysobulle fameux, tandis qu'Urbain V en avertissait les princes chrétiens par une encyclique. Le retour

fut, hélas ! moins triomphant. Les marchands de Venise qui avaient prêté au basileus, à son arrivée, de fortes sommes, voyant qu'il allait repartir sans les leur rembourser avec les intérêts, mirent opposition à son départ, et l'Europe étonnée vit le successeur de Constantin prisonnier pour dettes. Heureusement que le second fils de Jean, Manuel, plein de déférence filiale, apprenant ces nouvelles à Salonique où il commandait, parvint aussitôt, à force d'activité, à réunir de grosses sommes et s'embarqua pour Venise, d'où il ramena son père, après avoir désintéressé ses féroces créanciers.

Ce même prince Manuel, successeur de son père après d'émouvantes péripéties, fit, lui aussi, nous venons de le dire, pour le même objet, un long et célèbre voyage en Occident. C'est ce voyage très curieux, dont nous savons d'assez nombreux et piquans détails, que je voudrais ici raconter. Cet empereur Manuel fut un homme tout à fait exceptionnel. Non seulement il se montra constamment, dans les plus tragiques circonstances d'un règne perpétuellement agité par les pires catastrophes intérieures et extérieures, le plus courageux des souverains en même temps qu'un soldat accompli, très brave et très bon, mais il fut un fin lettré, avec toutes les qualités de l'esprit le plus distingué, un véritable intellectuel de la meilleure marque, ayant fait, dans sa jeunesse, les études classiques les plus raffinées. Il était d'une prodigieuse activité littéraire, ayant composé sur une foule de sujets divers de nombreux traités de théologie, de philosophie, de controverse, et entretenu avec beaucoup d'hommes éminens de son entourage une correspondance des plus intéressantes ; elle nous a été en partie conservée, et il s'y révèle une variété et une étendue de connaissances très extraordinaires pour l'époque. Son style était d'une pureté extrême, véritablement archaïque. Ses descriptions des paysages d'Asie Mineure, tant parcourus par lui dans ses longues chevauchées de guerre, sont de petits chefs-d'œuvre d'évocation. Surtout, sa profonde érudition ecclésiastique, sa science des humanités, étonnaient le monde. Sa piété, sa dévotion étaient extraordinairement vives.

Aux charmes si attachans de l'esprit et de l'intelligence, Manuel joignait ceux de l'extérieur. « La nature, dit l'historien moderne qui l'a le mieux étudié, M. Berger de Xivrey, l'avait favorisé pour les avantages physiques. Les historiens nous

vantent sa bonne mine, sa tournure accomplie, la finesse et la régularité de ses traits. » Un chroniqueur français, qui le vit plusieurs fois à Paris, nous apprend qu'il était d'une taille moyenne, très bien proportionnée. Le cardinal Bessarion, dans son oraison funèbre, vante la beauté de ses cheveux blonds, qui, devenus blancs avant l'âge, ajoutaient une impression de respect à l'effet d'une grâce majestueuse. Une longue barbe blanchie également de bonne heure, étalée sur la poitrine, lui donnait un grand air. Il était d'une agilité remarquable dans tous les exercices du corps, merveilleux cavalier. Il était infiniment populaire à Byzance.

Il avait, je l'ai dit, succédé sur le trône impérial d'Orient à son père Jean V, le 16 février 1391, après avoir été dès longtemps associé à lui, en place de son frère aîné Andronic, déshérité. Toute sa vie s'était jusqu'alors passée dans les pires tribulations. Le long règne de son père, ce règne d'un demi-siècle, s'était écoulé dans les plus affreuses circonstances intérieures et extérieures : à l'intérieur, les luttes fratricides contre l'empereur Cantacuzène et contre le fils aîné de Jean, l'empereur Andronic IV ; à l'extérieur, la guerre incessante, journalière, contre les Turks, contre leurs deux redoutables sultans, Mourad et Bajazet.

Au moment de l'avènement définitif de Manuel par la mort de son père, son empire, en dehors de la lointaine Morée, se réduisait presque à la seule cité de Constantinople et celle-ci, depuis ce moment, avait été presque constamment assiégée par l'armée de Bajazet. En 1396, un vaste et puissant effort de l'Occident n'avait abouti qu'à la lamentable déroute de Nicopolis sur le Danube, dont j'ai parlé plus haut.

En l'année 1399, il y eut à Constantinople, toujours aussi douloureusement enserrée par son cruel ennemi, comme une lueur d'espoir. Le fameux maréchal de Boucicaut, le plus intrépide des chevaliers d'Occident, un des rares survivans de Nicopolis, et qui avait déjà séjourné à Byzance et en Orient pour négocier la rançon du comte de Nevers et de ses quelques compagnons de captivité, reparut à Constantinople à la tête d'un secours de douze cents hommes d'armes, archers et valets armés. Ce secours avait été promis dix-huit mois auparavant par le gouvernement de l'infortuné roi Charles VI de France aux ambassadeurs que Manuel lui avait envoyés sous la conduite de son oncle Théodore Cantacuzène Paléologue.

Boucicaut, qui s'était embarqué « à la Saint-Jean d'été, » le 26 juin 1399, à Aigues-Mortes, arriva par Naples, Capri, Messine, Chio, Mételin, Nègrepont et Gallipoli à Constantinople avec une flotte de dix-sept galères de France, de Venise, de Gênes, des chevaliers de Rhodes et du seigneur génois de Mételin, portant six cents hommes d'armes, huit cents arbalétriers et un grand nombre de chevaliers et d'écuyers français, dont les deux seigneurs de Linières, celui de Châteaumorant, ceux de Culan, de Milly, etc.

A ce moment précis, les affaires des Grecs allaient au plus mal. Les Turks, qui, je l'ai dit, bloquaient presque constamment Constantinople depuis huit années, étaient sur le point de s'emparer de Galata. On voit en quel péril était l'empire, et on comprend que Boucicaut, aussitôt nommé grand connétable par Manuel, fut accueilli par lui comme un envoyé de Dieu. Quatre jours ne s'étaient pas écoulés que Français et Byzantins, qu'encourageait fort la présence de ces alliés, reprenaient plus vivement la campagne : elle fut courte, mais relativement heureuse. En quelques semaines, tous les environs de la capitale furent délivrés de la terreur turque. On ne vit plus un seul soldat de Bajazet sur les rives du Bosphore. La malheureuse cité, approvisionnée à nouveau de vivres, respira. Mais ce n'était évidemment qu'un répit. Le maréchal de Boucicaut, conscient plus que personne de cette situation désespérée, avant de retourner en France pour en ramener des troupes plus nombreuses, décida l'empereur Manuel à l'accompagner à Paris. Il s'agissait d'entraîner le roi de France et ses conseillers à tenter un nouveau grand effort pour conserver à la chrétienté cette ville de Byzance, son principal boulevard contre les Turks. Il s'agissait encore d'aller implorer pour le même objet divers autres princes d'Occident. Manuel songea même un moment à renoncer à son trône au profit du roi Charles. Boucicaut, en repartant pour la France, après un an de séjour à Constantinople, avait laissé derrière lui quelques centaines d'hommes d'armes et d'arbalétriers sous la conduite du seigneur de Châteaumorand, avec des vivres pour un an et assez d'argent « en mains de bons marchands pour les payer chacun mois tout le temps durant. » De leur côté, les Génois et les Vénitiens laissèrent huit galères devant Constantinople.

L'empereur Manuel, empêché par les troubles inouïs au

milieu desquels s'étaient écoulée sa jeunesse, ne s'était marié que fort tard. Il avait épousé en 1391 Irène, fille de Constantin Dragasès, qui, dès la fin de cette année, lui donna un premier fils, nommé Jean. Un second fils, Théodore, vit le jour peu après. Quatre fils en tout naquirent de cette union. Le dernier né fut Constantin, surnommé Dragasès du nom de sa mère, l'héroïque dernier souverain de Byzance. En partant de Constantinople, l'empereur Manuel, pour gouverner l'empire en son absence, nomma son vicaire le fils de son frère Andronic, son neveu, le futur Jean VII Paléologue, de triste mémoire.

II

Manuel, pour ce fameux voyage que je vais raconter et qui allait durer près de quatre années, quitta sa capitale le 10 décembre de l'an 1399. Il s'était, à cet effet, embarqué avec Boucicaut sur les galères de Venise, ainsi que nous l'apprend une très précieuse note écrite en grec à la fin d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale (1).

« L'Empereur et le maréchal, dit le biographe contemporain de ce dernier, l'auteur de ce livre savoureux intitulé : *Le livre des faicts du bon messire Jehan le Maingre, dit Boucicaut, mareschal de France et gouverneur de Gennes*, tant errèrent par mer depuis que ils furent partis de Constantinople, comme dict est cy-dessus, que ils arrivèrent à Venise. Et là voulut un peu séjourner l'Empereur pour certaines choses qu'il avait à faire avec les Vénitiens. Sy se partit de luy le maréchal pour venir devant en France, pour annoncer sa venue, et dire la cause qui luy amenoit. »

Si l'empereur fit ce long détour de Morée, c'est qu'il voulait confier à son frère très aimé, le despote Théodore de Morée, l'impératrice Irène, sa femme, et ses trois si jeunes fils Jean, Théodore et un autre. Il débarqua avec ces êtres précieux non loin de Sparte, ou plutôt Mistra, la cité médiévale qui a succédé à la ville de Lycurgue, capitale du despotat de Morée. Dukas, un des principaux chroniqueurs byzantins pour cette époque, affirme d'autre part que Manuel, arrivé aux rivages du Péloponèse, se sépara de sa femme et de ses enfans, en les envoyant à Modon

(1) Fonds grec, mns. n° 557.

avec trois galères, tandis que lui, montant sur un grand vaisseau, poursuivit son voyage vers Venise. J'ignore quelle est la plus probable de ces deux versions. En tout cas, l'impératrice Irène semble avoir séjourné auprès du despote son beau-frère tout le temps de la si longue absence de son impérial époux, puisque celui-ci vint la reprendre à Sparte à son retour de France, avant de rentrer à Constantinople.

Plusieurs chroniques byzantines, quelques chroniqueurs français et italiens, quelques autres encore, nous ont donné divers précieux détails sur ce voyage en lui-même si étrange d'un empereur de Constantinople en Occident, mais ces détails, hélas! n'ont rien de régulier. Ils sont même fort intermittens. Nous connaissons un peu le très curieux et très long séjour que le basileus fit à Paris. Nous avons quelques indications sur ceux infiniment plus courts qu'il fit à Venise à l'aller comme au retour, à Londres et aussi à Gênes. Mais, en dehors de ces deux villes de Venise et de Gênes, nous ne savons que bien peu de choses sur ses deux traversées de l'Italie, rien absolument sur ses deux traversées de la France, des Alpes à la Manche. Je rapporterai exactement toutes les informations d'un caractère sérieux que j'ai pu recueillir et dont pas une n'est à négliger pour un aussi extraordinaire voyage.

Nous ne possédons aucun renseignement sur les personnages probablement nombreux, conseillers, courtisans, dignitaires ecclésiastiques, fonctionnaires, serviteurs de toutes catégories, qui accompagnèrent l'empereur dans cette absence de quatre années. Nous ne savons rien des bagages, certainement très considérables, qui le suivaient, rien des cadeaux emportés par lui et destinés aux divers souverains qu'il allait visiter, à leurs familles et à leurs cours, cadeaux probablement de grande valeur, malgré l'état si précaire et les finances si misérables de l'empire. Probablement aussi, on avait mis à contribution les derniers joyaux du palais impérial si extraordinairement appauvri depuis le grand pillage de 1204 par tant de catastrophes successives.

Nous ne savons rien non plus du trajet impérial entre Mistra et Venise. — Vraisemblablement, il y eut arrêt dans plusieurs villes de la côte dalmate.

La République de Venise fit à l'empereur Manuel une réception magnifique. Elle désirait lui faire oublier les incidens

de l'an 1370 et son triste séjour d'alors. Le doge alla en grande pompe à sa rencontre jusqu'à l'entrée de la Lagune, monté sur le fameux *Bucentaure*. C'était au plus beau temps encore de la richesse et de la puissance vénitiennes. Le Sénat tout entier rendit les plus grands honneurs à l'impérial voyageur. Il fut somptueusement logé dans le palais du marquis de Ferrare. On dépensa de grosses sommes, plus de deux cents ducats, pour lui donner une fête. Il eut avec le grand conseil de la République plusieurs conférences où il put exposer en toute liberté la situation presque désespérée de l'empire. On l'écouta avec la plus extrême sympathie. On lui fit les plus belles et les plus solennelles promesses de secours. Le soir, sans doute, sur la place Saint-Marc et sur le quai des Esclavons, sous les piliers augustes du palais ducal, Byzantins et Vénitiens devisèrent avec une émotion soutenue du terrible Bajazet, ce fléau du monde chrétien, et de ses farouches et innombrables soldats, déjà répandus par centaines de mille dans la péninsule des Balkans. Les chroniqueurs italiens qui nous donnent ces bien rares informations sur le séjour du basileus Manuel dans la grande cité vénitienne, le désignent presque constamment sous le nom de *Chiaramomolle*. L'auteur de la *Vie de Boucicaut* l'appelle *Karmanoli*. L'une comme l'autre de ces appellations n'est qu'une déformation de la forme grecque régulière *Kyr Manouel*, le *Seigneur Manuel*. Boucicaut, dès l'arrivée du basileus à Venise, avait poursuivi sa route, voulant, nous l'avons vu, préparer la réception de celui-ci à Paris et expliquer les causes de cet impérial voyage.

III

En quittant Venise, après un séjour dont nous ignorons la durée exacte, l'empereur, poursuivant sa route vers l'Ouest, se rendit à Padoue. Avant d'y faire son entrée, il fut successivement rejoint par deux des fils du seigneur de cette ville, François de Carrare. Les jeunes princes étaient accompagnés de la plus brillante suite, toute la noblesse padouane, qui fit cortège à l'empereur jusqu'à la cité. Tous ces honneurs avaient singulièrement retardé la marche de cette magnifique cavalcade. Quand on atteignit la Porte de Tous-les-Saints, par laquelle se fit l'entrée dans Padoue, il était une heure du matin. Fran-

çois de Carrare et son voisin de Ferrare, accouru pour la circonstance, firent à l'empereur un accueil des plus empressés. Un peuple immense encombrait les rues merveilleusement illuminées par une multitude de torches. Manuel était certainement à cheval avec toute sa suite dans les plus riches accoutremens orientaux. Après les salutations solennelles, les princes conduisirent leur hôte au palais, aux sons de mille instrumens, aux acclamations de la foule. Un festin, qui dura le reste de la nuit, termina cette réception grandiose.

Après quelques jours passés dans cette cité si opulente, si élégante, déjà si riche en chefs-d'œuvre de l'art, si hospitalière, l'empereur se rendit à Vicence. Nous ne savons, hélas! rien de son séjour en cette belle cité. Après cette halte, un arrêt semblait s'imposer à Milan, mais le duc de cette ville, Jean Galéas Visconti, se trouvait pour lors à Pavie et c'est là que ce souverain, alors peut-être le plus fortuné, le plus puissant et le plus fastueux de l'Italie, attendait son auguste visiteur. Si celui-ci sur sa route s'arrêta à Milan, ce ne dut être que comme gîte d'étape.

A Pavie, la réception fut peut-être plus somptueuse encore qu'à Padoue. Tous ces princes italiens rivalisaient de luxe pour recevoir ce souverain oriental qu'ils avaient, depuis si longtemps, si honteusement abandonné. Jean Galéas était alors au plus haut point de sa fortune. Sa tête était pleine des projets les plus extraordinaires. Il ne rêvait de rien moins que de réaliser à son profit l'unité italienne. Il entrait dans ses plans de soutenir à Constantinople cet adversaire de la puissance ottomane qui, seul, maintenait encore les forces du sultan éloignées des rivages italiens de l'Adriatique. Il fit à Manuel et à sa suite les plus splendides et les plus nombreux présens. Il lui promit solennellement qu'aussitôt que les autres princes et souverains occidentaux s'apprêteraient à le soutenir, il se rendrait en personne avec toutes ses forces au secours de sa couronne et de son empire. Il mit le comble à tant de promesses et de prévenances en fournissant à l'illustre voyageur la plus nombreuse et la plus excellente escorte d'hommes et de chevaux pour son voyage en France à travers les Alpes. Combien il serait intéressant de pouvoir reconstituer par la pensée cette magnifique cavalcade qui, des plaines de l'Italie, transporta à travers les Alpes sauvages et glacées, nous ignorons par quelle route, probablement par celle du Mont-Cenis, dans les parages du Dauphiné,

l'impérial cortège et sa suite gréco-italienne certainement fort nombreuse! Hélas! nous ne possédons pas le moindre document à ce sujet. On était au printemps. L'empereur et son cortège serpentant aux flancs des monts, durent traverser des champs de neige comme le basileus n'en avait point vu depuis ses pénibles chevauchées en Anatolie à la suite des armées de Bajazet.

Nous ne savons rien non plus du long et pénible voyage jusqu'à Paris. Dans combien de vieilles cités françaises, l'impérial cavalier fut-il reçu par les gouverneurs royaux, les magistrats et le clergé aux sons des instrumens, au milieu de foules immenses fiévreusement accourues de toutes parts pour admirer ce spectacle unique au monde, cet empereur hérétique si lointain, si célèbre, qui venait rendre visite à travers toute l'Europe à l'héritier des Lis!

« Charles VI, dit Jean Juvénal ou plutôt Jouvenel des Ursins, autre chroniqueur contemporain, regardait comme un honneur tout à fait extraordinaire pour son règne cette visite du fameux empereur d'Orient, et il n'avait rien négligé pour le dignement recevoir. Il avait envoyé à sa rencontre aux confins du royaume un certain nombre de chevaliers et d'écuyers. D'autres avaient été échelonnés tout le long de la route par laquelle Manuel devait passer, afin que, dans toutes les villes de son parcours, il fût reçu, logé, défrayé de la manière la plus riche aux frais uniques de la couronne de France. »

« Le Roi, dit, de son côté, l'autre chroniqueur contemporain le plus important, le Religieux de Saint-Denys, attendait depuis longtemps l'arrivée de Monseigneur Manuel, empereur de Grèce. Il fut charmé d'apprendre que l'illustre souverain d'un si fameux empire avait abordé dans ses États. Cet événement extraordinaire lui paraissait très honorable et très glorieux pour son règne, et il songeait avec orgueil qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait reçu une marque si précieuse de la faveur du ciel. Il résolut donc de recevoir l'empereur avec toutes sortes d'égards. »

Si, pour le voyage de l'empereur d'Italie en France, nos informations sont presque nulles, nous sommes mieux renseignés pour l'entrée et le séjour à Paris, pour l'entrée surtout qui est racontée assez en détail par quelques-uns des historiens du roi Charles VI. On sent que cet événement si étrange pour l'époque fit sur tous les Français la plus profonde impression.

Le chroniqueur contemporain qui en a parlé le plus longuement est le célèbre anonyme dit le Religieux de Saint-Denys, auteur de la *Chron que* de ce nom. « Le conseil du Roi, dit celui-ci, avait pris toutes les dispositions pour que l'entrée à Paris du souverain grec et de son escorte se fît avec la plus grande magnificence, la plus royale solennité, avec toute la pompe que commandait l'honneur de la France. »

L'empereur, venant probablement de Melun, arriva le 3 juin 1400, vers neuf heures du matin au pont de Charenton, bourg situé à deux petites lieues de Paris, au confluent de la Seine et de la Marne. Il y fut salué par une magnifique procession de plus de deux mille bourgeois parisiens à cheval accourus à sa rencontre, rangés dans le plus bel ordre des deux côtés de la route. La foule des curieux attirés par ce spectacle extraordinaire devait être immense en ce point comme sur tout le reste du si long parcours. Toute la population de Paris, secouée par la plus intense curiosité, était descendue dans la rue. Après s'être avancé encore de la portée d'une flèche, l'empereur trouva le chancelier du royaume, probablement Arnaud de Corbie, et derrière celui-ci les présidens et toutes les Chambres du Parlement en grand costume, suivis de plus de cinq cents personnes de leur suite. Le chancelier, tous les conseillers, tous les officiers défilèrent respectueusement devant l'empereur en le saluant profondément. Poursuivant sa route, Manuel rencontra successivement dans leurs robes rouges les cardinaux Pierre de Thurey, Amédée de Saluces, évêque de Valence, et leur collègue d'Aix, qui se trouvaient actuellement à Paris, eux aussi à cheval. Nouveaux complimens, nouvelles politesses échangées. Enfin, un peu plus loin, l'illustre voyageur aperçut le jeune roi Charles VI, pour l'instant remis de son dernier accès de démence. Dans le somptueux accoutrement des Lis, Charles s'avançait à la rencontre de son hôte, entouré des autres princes du sang, ses oncles, « d'une multitude de ducs, de comtes, de barons, de toute l'immense et brillante noblesse française réunie à cette heure à Paris dans ses plus beaux atours. » Ce fut en ce jour de printemps le plus merveilleux spectacle. La noble physionomie de l'empereur faisait l'admiration et attirait la sympathie de tous. D'innombrables musiciens sonnaient des trompettes et toutes sortes d'instrumens. La foule populaire infinie applaudissait frénétiquement.

Le charmant jeune roi, si intéressant avec son aspect maladif, ôta son chaperon. Aussitôt l'empereur, dont le costume tout oriental d'une richesse éblouissante n'admettait pas ce genre de coiffure alors seul autorisé par la mode dans le royaume de France, enleva à son tour son bonnet impérial. C'est encore le moine de Saint-Denys qui nous donne ce détail. Les deux princes, cherchant par courtoisie à se prévenir l'un l'autre, s'adressèrent à la fois une salutation, le roi en français, l'empereur en grec. Mettant pied à terre, ils s'avancèrent l'un vers l'autre et se donnèrent le baiser de paix, s'embrassant avec effusion. Le jeune roi s'efforça d'accompagner ces démonstrations d'un air riant et gracieux que chacun remarquait aisément sur son visage. Il cherchait à témoigner à son hôte, par ses paroles et son air de satisfaction, qu'il était ravi de son arrivée. Puis les deux souverains, remontant à cheval et cheminant côte à côte, se remirent en marche pour entrer enfin dans Paris, « parés tous deux de grâce et de gravité. » J'ai dit la belle prestance du basileus. Le Roi, quoique affaibli par la maladie, avait encore toute la jeunesse de ses trente-deux ans et ses traits réguliers respiraient la bonté.

Le Religieux de Saint-Denys nous dit que Manuel portait un vêtement impérial de soie blanche. Il n'avait alors que cinquante-deux ans, mais, tant de tribulations l'ayant vieilli avant l'âge, il paraissait beaucoup plus vieux. Il était de moyenne taille. Mais sa longue barbe blanche étalée sur sa large poitrine, ses membres robustes, ses longs cheveux également blancs descendant sur ses épaules, attiraient tous les regards et faisaient dire à chacun qu'il était bien digne de porter la couronne impériale. Il était resté souple et léger, grâce à une extrême pratique des exercices du corps. Aussi, lorsque le roi Charles lui eut fait amener ce jour-là, à la porte de la capitale, certainement la porte Saint-Antoine, un coursier blanc, honneur souverain que Charles V, son père, avait refusé dans les mêmes circonstances, le 4 janvier 1378, à l'empereur d'Allemagne Charles IV, la foule parisienne fut émerveillée de le voir bondir avec une suprême légèreté du cheval qu'il montait sur celui qu'on lui présentait. La superbe procession traversa les rues de la ville admirablement parées, encombrées d'une foule immense, les deux souverains chevauchant constamment côte à côte, suivis des princes du sang et de tous les autres hauts

personnages, chacun selon son rang. Un somptueux banquet les attendait, servi à l'Hôtel Saint-Pol, alors encore demeure royale. Sur ce banquet où des discours durent être échangés par interprètes et où la Cour de France déploya certainement la plus grande magnificence, nous n'avons pas d'autre détail. Plus tard, le même cortège conduisit l'empereur aux appartemens qui lui avaient été préparés au Palais du Louvre. « Et estoit l'hostel, dit Jean Juvénal des Ursins, très bien habillé et paré, et là l'Empereur tenoit son estat aux despens du Roy. »

Chose amusante et curieuse, parmi les objets de prix entassés dans cet appartement, il y avait une tapisserie d'une si grande beauté qu'elle fit l'admiration de l'impérial visiteur. Il la trouva tellement de son goût qu'il s'est amusé à la décrire dans ses plus grands détails, dans une des pages les plus élégantes écrites de son écriture même qui, par bonheur, nous soient parvenues de lui. Ce devait être certainement une de ces magnifiques tapisseries des Flandres alors si à la mode. L'empereur, accoutumé aux seules tentures orientales, arabes, persanes ou byzantines, n'avait jamais rien vu de pareil. Sa description est intitulée : *Représentation du Printemps sur une tapisserie royale qui est au palais royal à Paris.*

Ce détail est déjà fort intéressant, mais, par une véritable bonne fortune, dans cette correspondance manuscrite de Manuel qui nous a été conservée et qui est à la Bibliothèque nationale, une trace demeure encore bien plus nette de son séjour en France. C'est une lettre non datée, certainement rédigée à Paris, adressée par l'empereur à un de ses familiers, Kyr (1) Manuel Chrysoloras, et qui a été publiée pour la première fois par M. Berger de Xivrey. En voici la traduction telle que cet érudit nous l'a donnée.

« Au seigneur Manuel Chrysoloras :

« Bien des fois nous avions voulu t'écrire ; mais la main retombait, faute d'avoir rien à te marquer qui te pût faire plaisir. Le voyage était pénible et les incidens n'avaient rien de gracieux. A cela ajoute la différence de langage, qui nous privait de lier conversation comme nous l'aurions voulu avec des

(1) « Seigneur. »

hommes tout à fait bons et disposés à nous être agréables. Enfin, nous sommes en France, et notre main court d'elle-même, s'efforçant de t'écrire ce qu'il faudrait pouvoir exposer de vive voix, car cela dépasse de beaucoup les limites d'une lettre. Notre lettre est commencée, mais pourtant elle essayerait vainement d'énumérer chaque chose. Nombreuses sont celles que le gracieux Roi nous a accordées, nombreuses aussi celles que nous avons obtenues de ses parens, des dignitaires de sa Cour et de son monde. Ils ont montré la noblesse de leur âme, leur affection pour nous et leur zèle solide pour la Foi. En nous résumant, si la jalousie habituelle de la mauvaise fortune ne nous envoie pas quelque coup imprévu, nous avons bon espoir de retourner bientôt dans notre patrie, comme tu le souhaites et comme nos ennemis le redoutent. »

Cette lettre, d'un tour si aimable, s'accorde parfaitement, comme le fait remarquer M. Berger de Xivrey, avec ce que dit en particulier le Religieux de Saint-Denys, des charmantes attentions que le roi et les princes du sang ne cessèrent d'avoir pour le basileus durant tout son séjour à Paris, attentions dont le concours et la persévérance font honneur à une époque où l'on comprenait ainsi chez nous l'hospitalité. Le roi Charles VI surtout, ce séduisant et infortuné souverain qui eut, à l'arrivée de l'empereur, un long intervalle lucide de son affreuse maladie, multipliait sous mille formes, pour son hôte, l'expression de sa plus gracieuse courtoisie. Dès son arrivée, il lui avait assigné sur le trésor royal des sommes très considérables, suffisantes pour qu'il pût tenir un état de maison convenable à sa dignité. Tantôt, pour complaire à sa dévotion, il visitait avec lui les églises les plus renommées, les plus fameux monastères de la capitale, les reliques les plus vénérées, tantôt il lui offrait le plaisir de la chasse. Ils avaient aussi ensemble, par truchement, des conversations fréquentes, tantôt en particulier, tantôt en conseil. En outre, Charles comblait son hôte et tous les personnages de sa suite, jusqu'aux plus infimes, des plus riches présens. Chose curieuse, M. Berger de Xivrey a retrouvé au Cabinet des Titres, à la Bibliothèque nationale, deux petites pièces de comptabilité qui, échappées à tant de causes de destruction, font aujourd'hui encore mention de ces nobles largesses. Toutes deux sont extraites des comptes du Trésorier royal, Charles Poupart, en l'an 1400.

Voici la première :

« A Maxe Couxe Tsesalo (1), trésorier de l'empereur de Constantinople, XVI cents livres pour ledit empereur, en déduction de la plus grande somme en août MCCCC. »

La seconde est ainsi conçue :

« A Regnaut Pisdoc, changeur, pour un hanap et une aiguière d'or, délivré au Roy, notre Sire, qui l'a fait présenter de par luy à l'empereur de Constantinople. »

Louis, troisième Duc de Bourbon, oncle maternel de Charles VI, dont l'hôtel était tout voisin du Louvre, se distinguait entre tous les oncles du roi et les princes du sang par les attentions dont il comblait Manuel. « De quoy l'Empereur et sa chancellerie grezoise (2), dit l'historien de Louis, d'Orronville, l'avoient moult à gré. Et par iceux jours que l'Empereur grezois estoit à Paris, fut faict le mariage de Jean, comte de Clermont, fils au Duc de Bourbon, et de l'excellente et vertueuse princesse, dame Marie, fille au Duc de Berri, laquelle avoit esté comtesse de Blois et d'Eu ; où fut la feste grande et solennelle. »

Le Religieux de Saint-Denys, nous a conservé le détail de cette fête nuptiale splendide, qui fut célébrée le 24 juin, jour de la Saint-Jean-Baptiste, donc peu de jours après l'arrivée de l'empereur. Celui-ci et sa suite durent y concevoir une idée extraordinaire de la magnificence et de la galanterie de la Cour de France ! Le roi Charles avait voulu prendre à sa charge et célébrer royalement ces noces de deux enfans de la maison de France. Le banquet nuptial fut servi au fameux Hôtel Saint-Pol, au quai des Célestins, sur une vaste table en fer à cheval, couverte d'un riche tapis tissé de lis d'or. Un dais superbe, également tout semé de fleurs de lis d'or, s'élevait au-dessus des convives. La nouvelle mariée, « l'auguste comtesse d'Eu, fille de monseigneur le Duc de Berri, oncle du Roi, et veuve du comte d'Eu, connétable de France, qui avait péri dans l'expédition de Hongrie, » était au milieu, entre le roi Charles et la reine Isabeau. De l'autre côté du roi était assis l'empereur

(1) Pièce intitulée : *Quatorzième compte extraordinaire de Charles Poupart jusqu'au 1er octobre 1400.*

(2) Pour « grecque. »

Manuel, auquel Charles cédait ainsi la place d'honneur et après lequel venait le légat du Pape, le cardinal-prêtre français du titre de Sainte-Suzanne, Pierre de Thurey, évêque de Maillezais, qui avait officié à la messe de mariage. De l'autre côté de la reine étaient le roi Louis de Sicile, puis son frère Charles, prince de Tarente.

Le jour suivant, le Duc de Berri, père de la nouvelle mariée, ce prince si amoureux des arts, si fastueux, dont les riches collections sont demeurées célèbres, invita à son tour les mêmes convives et toute la Cour à un autre banquet pour le retour de noces dans son si bel hôtel de Nesle. Celui-là fut, paraît-il, un des plus splendides qu'on ait jamais vus. Comme l'hôtel de Nesle ne contenait pas des appartemens assez grands pour la foule des convives, le Duc de Berri avait fait construire dans la cour une immense salle en bois, au vaste plafond et aux parois entièrement tapissés d'étoffes tissées d'or et de soie. Le Religieux de Saint-Denys nous dit que les princes du sang, afin de donner plus d'éclat à la solennité, firent au duc l'honneur, entièrement contraire à l'usage, de servir les plats sur la table aussi bien au dîner qu'au souper qui clôtura la soirée de musique et de danses.

Enfin, le jeune roi ne cessait de s'occuper de tout ce qu'il pensait pouvoir être agréable à son hôte impérial. Manuel, ravi de ce parfait accueil, semblait parfois oublier pour quelques instans, au milieu de ces fêtes incessantes, les cruelles anxiétés qui l'accablaient. Ce prince, d'une nature si délicate, d'une intelligence si fine, exerçait dans ce milieu très élégant, mais beaucoup moins raffiné, une fascination extraordinaire. « Ce noble prince et bel vieillard, monseigneur Manuel Paléologue, empereur de Constantinople, » dit Jean d'Orronville. « Car sans faillir, dit à son tour l'historien de Boucicaut, est l'empereur Carmanoli, prince de grand révérence, bon, prudent et saige, et est pitié dont il est en telle adversité. » « Tous ceux qui l'ont vu, dit l'Anonyme de Saint-Denys, ont été frappés de sa bonne mine et l'ont jugé digne de l'empire. » « Et quand l'Empereur, dit encore l'historien de Boucicaut, est assez reposé, il dict bien et saigement au Roy, présens nos Seigneurs en plein Conseil, la cause qui le menoit en France. Si luy feut donnée response bonne et gracieuse, et de bonne espérance. Et sur ce eut le Roy advis avec son Conseil, et par plusieurs fois en feust parlé avant que la chose ne feust concluë. » On aimerait à pouvoir

ressusciter par la pensée une de ces entrevues de l'aimable et infortuné roi de France avec son hôte si sympathique : les deux illustres interlocuteurs assis familièrement en quelque embrasure d'une fenêtre du vieux Palais du Louvre, donnant sur la rivière, devisant à l'aide de leurs truchemans sur le moyen le plus efficace de mettre une barrière aux effroyables progrès de la puissance ottomane, de sauver l'Europe et la chrétienté des griffes de l'impitoyable Bajazet !

L'empereur Manuel et sa suite se faisaient dire la messe dans leur chapelle particulière d'après la liturgie et la mode d'Orient. Ce fut, durant cette fin de l'année 1400, la grande vogue pour le public élégant parisien, peu familiarisé avec cette sorte de spectacles, d'aller assister à ce service religieux si différent du culte catholique romain par la splendeur de ses pompes, le luxe des vêtemens ecclésiastiques, la foule des icones, l'étrangeté des chants pieux. Nobles et bourgeois raffolaient de ces cérémonies si complètement nouvelles « Faisoyent, dit Jean Juvénal des Ursins, le service de Dieu suivant leurs manières et cérémonies, qui sont bien estranges, et les alloit voir qui vouloit. »

Cependant le pauvre roi Charles était retombé dans un de ses pitoyables accès de démence et la joyeuse Cour de France en était à nouveau plongée dans la tristesse. Il semble que l'empereur Manuel ait saisi cette occasion pour aller rendre visite à un autre des souverains dont il désirait implorer l'appui, le lointain roi d'Angleterre, ce roi dont bien probablement l'immense majorité des sujets du basileus n'avaient jamais entendu prononcer le nom. Ce qui le ferait croire, c'est que Manuel, au lieu d'attendre la saison favorable, passa la Manche à une des pires époques de l'année, vers le commencement de décembre. On peut encore remarquer, dit fort bien M. Berger de Xivrey, que l'empereur grec était seulement depuis quelques mois à Paris où il resta encore deux ans entiers après son retour d'Angleterre, et il ne séjourna du reste guère plus d'un mois en Angleterre. Comme nous allons le voir, il a raconté lui-même que sa traversée fut très mauvaise, troublée par une violente tempête. Charles VI était retombé malade déjà avant le mois de septembre. Le 2 de ce mois, il s'était bien remis, avait repris toute sa raison et avait été en remercier Dieu à Notre-Dame, mais, hélas ! dès la semaine suivante, il retombait « en fré-

nésie. » Cet état dura jusqu'à la première semaine de janvier, sauf une accalmie à Noël et à l'octave de cette fête qui permit au pauvre souverain de célébrer dévotement les grandes fonctions de la Nativité en l'église Saint-Paul au faubourg Saint-Antoine. Très certainement Manuel, voyant ce piteux état de santé se prolonger, comprenant que, vu la folie du pauvre roi, ses conseillers ne pouvaient lui donner que de faibles espérances, s'était décidé d'être de retour lorsque le jeune souverain regagnerait une fois de plus la santé. Manuel n'avait du reste appris qu'à Paris le changement violent de gouvernement qui venait d'avoir lieu en Angleterre.

Nous ignorons où notre voyageur prit terre, très probablement à Douvres. Une de ses premières étapes sur le sol anglais fut Canterbury dont la splendide cathédrale reçut sa visite. Les révérends Pères Augustins lui firent la plus belle réception, prélude de celle dont allait l'honorer le nouveau souverain d'Angleterre, Henri IV de Lancastre. L'heure était bien mal choisie toutefois pour un pareil voyage et pour venir demander un secours si important à la couronne britannique. Il y avait bien peu de temps, en effet, que, par un odieux attentat, Henri avait détrôné son suzerain et son parent le jeune roi Richard II, gendre du roi de France. Il avait été proclamé le 30 septembre 1399 après la déposition de Richard et venait de mettre le comble à ses crimes en faisant assassiner le malheureux prince captif à Pontefract en cette présente année 1400. Sa couronne ensanglantée était encore bien mal affermie sur sa tête. Il régnait dans les esprits une grande fermentation. Les séditions éclataient de toutes parts. Les exécutions de vassaux révoltés se succédaient sans répit. — Le nouveau roi n'en fit pas moins à son hôte la plus belle réception, digne suite de celle qu'il avait eue à Paris. Peut-être même tant de circonstances difficiles furent-elles une raison majeure pour que Henri de Lancastre mît plus de recherche à éblouir Manuel par la magnificence même de son accueil. Nons avons malheureusement beaucoup moins de détails sur le séjour de Londres que sur celui de Paris.

L'historien anglais du XVIe siècle, Thomas Walsingham, raconte que le roi Henri alla au-devant du cortège impérial jusqu'à Blackheath. C'était le jour de la fête de Saint-Thomas apôtre, le 2 décembre. Il fit à l'empereur, comme il convenait, la récep-

tion d'un héros, le conduisit à Londres en procession solennelle et, pendant plusieurs jours, lui donna dans cette ville une hospitalité aussi honorable que somptueuse, le comblant de présens dignes de son rang. Voici à peu près tout ce que nous saurions sur ce voyage étrange du successeur de Constantin dans la capitale anglaise si, par une véritable autre bonne fortune, nous ne possédions le texte même d'une lettre de l'empereur toujours à son même familier, Manuel Chrysoloras, écrite certainement durant son séjour dans la capitale anglaise. Ce document si intéressant fait partie de ce précieux manuscrit des œuvres littéraires de l'empereur conservé à la Bibliothèque nationale, dont j'ai parlé déjà.

Écoutons l'impérial narrateur en son style verbeux d'une élégance si affectée. « Le prince auprès duquel nous résidons maintenant, le roi de la Grande Bretagne, cette contrée qu'on pourrait appeler un autre monde, prince inondé de biens, orné de mille qualités, admiré de ceux mêmes qui ne le connaissent pas, et faisant dire à qui l'a vu une seule fois que la renommée, perdant son pouvoir de déesse, est impuissante à célébrer un tel mérite ; ce prince, illustre par la dignité, illustre par l'esprit, qui frappe par sa force, gagne des amis par sa prudence, et présente à tout le monde une main secourable, s'offrant comme le protecteur universel de quiconque a besoin de protection, a suivi son instinct naturel en devenant pour nous un port après une double tempête, l'une de la nature, l'autre de la fortune. Sa conversation est pleine de charme ; il nous réjouit de toutes les manières, nous honore et nous aime également. Seul il pense que tout ce qu'il faut pour nous n'est pas encore assez, et il semble presque en rougir, tant il est magnanime. » La lettre se termine par ces lignes : « Il nous accorde un secours en hommes d'armes, en archers, en argent et en vaisseaux qui transporteront l'armée où besoin sera ! »

Hélas ! toutes ces promesses qui rendaient le pauvre empereur si heureux n'étaient que vaines paroles, et Manuel qui, au premier moment, nous le voyons par sa lettre, semble avoir été plus ébloui de la fastueuse réception anglaise que de celle même de Paris, ne récolta à Londres que des espérances qui ne se réalisèrent jamais. Lui qui semble ne trouver aucune parole capable d'exprimer l'admiration que lui cause ce roi d'Angleterre si séduisant, n'obtint finalement de ce prince ni un bâtiment, ni une compagnie d'hommes d'armes, ni un subside quelconque !

Et cependant le pauvre Manuel, de retour en France, vers le mois de janvier ou de février 1401, semble bien, d'après sa correspondance, avoir conservé encore quelque temps les espérances qu'avaient fait naître en lui les fallacieuses promesses du roi Henri. « Nous savons bien, écrivait-il de Paris à l'archevêque Euthymios, celui-la même qui fut plus tard patriarche de Constantinople en 1410 sous le nom d'Euthymios ou Euthyme II; nous savons bien que pour sauver il faut des actions et non des paroles... Mais heureusement à présent les espérances que tu avais conçues se réalisent et nos affaires prennent de toutes parts un cours prospère. Les chefs de l'expédition sont choisis; on n'attend plus que l'époque fixée pour notre retour près de vous. Il fallait d'abord déterminer le jour et le lieu où les troupes des Bretons (les Anglais) et les autres alliés se reuniraient... Nous n'attendrons pas beaucoup pour revenir nous-même à la suite de cette bonne nouvelle, et avec l'aide de la Très Sainte Théotokos, tu nous verras rentrer à la tête d'une armée réunie et l'on peut dire choisie de toutes parts! »

Revenons au nouveau séjour de Manuel à Paris. Il y était de retour au mois de février 1400, ou plutôt 1401, nouveau style, puisque, d'après la manière actuelle de dater, ce mois se trouve compris dans cette année-là. Peu de jours après, Charles VI, une fois encore revenu à la santé, sachant le goût passionné de son hôte pour toutes les cérémonies de la religion, voulut lui donner un spectacle qui le charmerait et l'invita à venir le 25 février à la basilique royale de Saint-Denys, pour y assister aux offices solennels célébrés dans cette plus illustre abbaye de France pour la fête de la dédicace dont ce jour était l'octave. Charles VI, encore souffrant, n'avait pu à son vif regret assister à ce premier jour de fête. Il s'en dédommageait par sa pieuse visite le jour de l'octave. Il voulait aussi rendre grâces à Dieu pour son retour à la santé. Le Religieux de Saint-Denys raconte que le roi voulait partir d'avance pour se trouver à la basilique à l'arrivée de l'empereur. Mais l'empereur, répondant par une semblable attention à la politesse du roi, partit de même avant lui pour Saint-Denys dans l'intention de l'y recevoir. Charles, de son côté, ne se laissant pas gagner de vitesse, rejoignit l'empereur sur la route. Les deux princes cheminèrent ensuite de conserve jusqu'à l'insigne basilique dont le roi fit lui-même les honneurs à son hôte.

Tout le restant du jour, Charles et Manuel assistèrent ensemble très dévotement à toutes ces longues et superbes fonctions, à tous les offices. Nous savons par le Religieux de Saint-Denys, spectateur probable de ces scènes curieuses, que ceci fit murmurer beaucoup d'intolérans à Paris. « Beaucoup d'hommes sages et instruits, dit-il, furent scandalisés et indignés par ce spectacle, affirmant qu'il était impie pour des Français de suivre les offices d'accord avec les Grecs schismatiques, séparés de l'Église romaine, de voir un roi de France faire publiquement des actes de religion en la compagnie d'un schismatique. D'autres, au contraire, en étaient édifiés et approuvaient le roi de cette tolérance pour un prince, son hôte, donnant pour excuse qu'il agissait de la sorte pour s'efforcer de ramener celui-ci dans la vraie religion et lui préparer la voie pour rentrer dans la communion de l'Église romaine. »

« Mais le Religieux de Saint-Denys et ceux qui pensaient comme lui, dit M. Berger de Xivrey, ne connaissaient pas ce qu'il y avait d'inébranlable dans les convictions religieuses du prince grec. » Je cite tout ce passage de cet auteur : « On ne saurait, poursuit-il, donner une preuve plus frappante de ces dispositions de l'empereur que celle qui nous est fournie par l'écrivain Léon Allatius. Cela se passa à l'occasion d'un petit ouvrage que présenta à Manuel, durant son séjour à Paris, un théologien, docteur en Sorbonne, qui habitait un des faubourgs de la capitale. Le sujet de cet ouvrage était l'un des plus goûtés à cette époque : une dissertation sur la double Procession du Saint-Esprit, du Père et du Fils, en faveur de laquelle argumentait le savant parisien, conformément à l'article du symbole : *Qui ex Patre Filioque procedit*, article reçu dans l'Église des Gaules dès une époque antérieure au concile de Gentilly, près Paris, tenu à la Noël de l'an 756 (1). »

Manuel, pendant ses longs loisirs de ce si long séjour à Paris, où il ne se lassait pas d'attendre un secours que son hôte ne se lassait pas de lui promettre, s'occupa à composer une réfutation du livre du docte Parisien, réfutation aussi longue que ce livre était court, et qu'il divisa en plus de cent cinquante-sept chapitres. Cet ouvrage est encore inédit. Le basileus y attaque la

(1) Les envoyés des Grecs y reprochèrent déjà aux évêques des Gaules d'avoir ajouté au symbole de Constantinople les mots *Filioque*, admis depuis longtemps en Espagne.

primauté papale, ce qui était bien maladroit de sa part, car il n'avait pas d'ami plus dévoué que le pape Boniface IX. Léon Allatius (1), le plus chaud partisan de la double procession et de la réunion des deux Églises, ne peut retenir sa colère au seul titre de cet ouvrage qu'il avait sous les yeux et qui se trouvait à la Bibliothèque du Vatican dont il avait alors la garde.

Allatius continue en tournant en ridicule la longue et verbeuse réponse de l'empereur au si bref traité latin. Il ne craint pas de traiter de sots et de prolixes les argumens impériaux si passionnés. « Il faut dire, poursuit M. Berger de Xivrey, que la passion dont Allatius fait lui-même preuve infirme jusqu'à un certain point son jugement, et peut-être n'a-t-il pas toute la clairvoyance d'une vue impartiale lorsqu'il fait observer, en outre, que Manuel se déchaîne dans cet ouvrage contre l'Église romaine et contre le Pape. Mais l'obstination religieuse des Grecs les plus éclairés, qui achève ainsi d'être démontrée d'une manière complète par l'exemple du plus haut placé et du plus savant d'entre eux, motive suffisamment les doléances d'Allatius sur l'état désespéré d'une nation qui, dans les circonstances les plus critiques, ne voulut jamais sincèrement faire aucune concession au reste de l'Europe chrétienne, de qui seule elle attendait le salut. » Manuel s'intéressa aussi, dit M. M. Jugie (2), à la question du jour si ardemment débattue entre Dominicains et Franciscains : l'Immaculée Conception de la Vierge. Ainsi qu'en témoigne une de ses homélies pour la fête de la *Dormition*, le basileus se rangea du côté des Franciscains, défenseurs du privilège de la Mère de Dieu.

Manuel, malgré l'intransigeance de sa foi, continua, dit Lebeau, à visiter les temples parisiens, à converser avec les membres du clergé français, surtout avec les moines de Saint-Denys pour lesquels il avait une estime particulière, mais il n'en resta que plus fortement attaché à ses opinions religieuses, cherchant, comme je l'ai dit, à frapper les yeux de la foule française par la majesté du culte grec dans la chapelle qu'on avait disposée au Louvre à cet usage.

Voilà à peu près, tout ce que nous savons sur ce si long

(1) Dans son ouvrage intitulé : *De Ecclesiæ occidentalis atque orientalis perpetua consensione*, Cologne, 1648.

(2) *Le Voyage de l'empereur Manuel Paléologue en Occident. Échos d'Orient*, t. XV.

séjour de l'empereur qui dura encore toute l'année 1401, depuis le retour de Londres et presque toute l'année 1402, ce qui fait, avec les six ou sept derniers mois de 1400, une période de près de deux ans et demi. On aimerait à en connaître davantage! Comment Manuel passait-il ses journées, ses longues soirées, trompant ses impatiences, ses tristes loisirs, quand il n'était point l'hôte du roi Charles VI, des princes du sang ou des hauts personnages de l'État? En visites aux églises probablement et aux autres curiosités de la capitale; en conversations avec des prêtres et des docteurs de haute érudition; en travaux littéraires dans le genre de celui dont je viens de parler; en une active et copieuse correspondance aussi avec les gouvernans et les lettrés de Constantinople. Il s'intéressait encore et surtout aux disputes d'écoles qui agitaient la Sorbonne. Nous voudrions savoir de même comment il s'accommodait des brumes glaciales du Nord et si le mal du pays, joint à tant d'écrasans soucis, n'assaillit point parfois, aux bords sombres de la Seine hivernale, cette âme impériale qui semble avoir été sage et forte. « Ses affaires, dit fort bien Lebeau, avançaient peu, malgré ses humbles et pressantes supplications auprès du Roi et de son Conseil pour qu'ils voulussent bien s'occuper quelquefois de l'objet qui l'avait amené à la Cour de France. » Hélas! à Paris, les Ducs d'Orléans et de Bourgogne se disputaient âprement le pouvoir que le pauvre roi était incapable d'exercer et s'attachaient bien plus à se préparer à leurs luttes fratricides qu'à s'intéresser au pauvre souverain de Constantinople. Celui-ci et son hôte firent une nouvelle visite à Saint-Denys pour assister à la translation d'une relique dont le Duc de Berri avait fait présent aux religieux et qu'il avait fait mettre dans une châsse d'argent du poids de 250 marcs, merveilleusement ornée. C'était une relique insigne entre toutes : une partie de la tête et un des bras de saint Benoît que le duc avait obtenus à grand'peine de l'abbé de Saint-Benoît-sur-Loire!

Soudain, par un des plus extraordinaires retours de fortune de l'histoire, un coup de théâtre éclata comme la foudre et vint en une heure modifier du tout au tout la situation de l'auguste voyageur et autoriser à nouveau les plus radieuses espérances pour lui comme pour son peuple. La nouvelle de ce prodigieux événement ne semble être parvenue à l'empereur qu'au bout de plusieurs semaines, mais, comme on l'a dit,

elle peut bien être regardée comme la plus inattendue qui ait jamais frappé l'oreille d'un homme presque abandonné par l'espérance! Durant que Manuel s'attardait à disputer sur le *Filioque* à Paris, le foudre de guerre ottoman, le terrible Bajazet Ildjérim, c'est-à-dire l'Éclair, qui tenait depuis tant d'années sous sa botte l'empire presque détruit des Paléologues, le plus redoutable des sultans turks et des conquérans orientaux, avait été brusquement anéanti par l'apparition presque subite d'un conquérant bien plus effroyable encore, Timour ou Tamerlan, le grand khan des Mongols. Ce fléau de Dieu, peut-être le plus grand destructeur d'hommes de l'histoire, sorti, avec les hordes infinies de ses sauvages cavaliers, des profondeurs de l'Asie centrale, après avoir marqué sa route rapide à travers ce continent par un épouvantable sillon de meurtres et de ruines, avait, après avoir provoqué le sultan, gagné sur lui, le 27 juillet 1402, une fameuse et décisive bataille dans les plaines d'Ancyre, près de ces mêmes lieux historiques où Pompée, jadis, avait vaincu Mithridate. A peu près toute l'armée turque avait péri. L'invincible Bajazet était tombé aux mains de son impitoyable ennemi qui l'avait, dit la légende, fait enfermer dans une cage de fer.

Tamerlan adressa deux lettres au roi Charles VI. Ces documens fort extraordinaires sont, ce que la plupart ignorent, aujourd'hui encore conservés aux Archives nationales. M. de Sacy les a très exactement commentés dans un savant article des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*. Mais ce ne furent point ces lettres illustres qui apportèrent à Paris la première nouvelle du grand événement ainsi annoncé au roi de la part du khan. Car, lorsqu'elles arrivèrent, l'empereur Manuel, dont on devine l'émotion intense à l'ouïe d'une circonstance aussi fabuleuse, aussi heureuse pour sa cause, avait déjà précipitamment quitté la France. Il avait, en effet, reçu à Paris par une voie plus directe cet avis si important pour lui. Il l'avait aussitôt fait connaître au roi et à ses conseillers, tout en décidant son propre retour immédiat à Constantinople.

« Beaucoup d'erreurs, dit fort bien M. Berger de Xivrey, ont été commises sur le lieu et l'époque où Manuel apprit l'incroyable nouvelle de la défaite si complète de son terrible ennemi. On se les serait épargnées en consultant la *Chronique* du Religieux de Saint-Denys, témoin oculaire très véridique et vrai-

ment irrécusable pour tout le séjour du Paléologue à Paris. » Suivant cette source, le *Chambellan* (*Tambellanus*) (c'est sous ce nom que le Religieux de Saint-Denys désigne Tamerlan) avait écrit au prince gouverneur de Constantinople (1) de rappeler l'empereur son oncle, promettant de rendre à l'empire byzantin tout ce que l'impie Bajazet lui avait enlevé, et cette nouvelle, avec le récit très détaillé de la victoire de l'armée tartare, avait été apportée à Manuel à Paris vers la Toussaint de l'an 1402 (donc presque exactement trois mois après la bataille d'Ancyre), par des chrétiens demeurés esclaves chez les Turks depuis le désastre de Nicopolis, entre autres un comte hongrois, un bâtard de feu le comte de Savoie, et plusieurs Français, que le dit « Chambellan » avait délivrés des fers de Bajazet après son triomphe. Ces prisonniers libérés, porteurs de si grandes nouvelles, furent mandés au conseil du roi alors que celui-ci était dans un de ses bons jours. Après avoir prêté serment solennel de ne dire que la vérité, ils firent, dans les plus minutieux détails, cet étonnant récit qui répandit la joie universelle en apprenant à tous la ruine irrémédiable du plus redoutable ennemi du nom chrétien.

Le Religieux de Saint-Denys ajoute que le roi de France, avec la reine, les princes du sang et toute la Cour entourèrent l'empereur tout joyeux, qui ne voulait pas perdre une heure pour retourner dans sa capitale délivrée de cet affreux et si long cauchemar. Déjà le mardi après l'octave de la Saint-Martin d'hiver de cette année 1402, c'est-à-dire dans la seconde quinzaine de novembre, Manuel quitta Paris. Le roi Charles, toujours généreux, prodigua à son hôte les plus magnifiques présens de vaisselle d'or, d'argent et de pierreries avec les sommes les plus considérables en numéraire. Il appliqua la même générosité à toute la suite de l'empereur, jusqu'au dernier valet. Chacun des Grecs fut comblé d'or, de pierres précieuses, de vêtemens de soie, de vases d'apparat. Ce sont les propres termes du chroniqueur. Et, bien que l'empereur, depuis près de deux ans, eût vécu avec les siens entièrement à sa charge, grâce à la générosité la plus royalement exercée, Charles continua à lui

(1) C'est-à-dire à Jean Paléologue, fils d'Andronic, auquel l'empereur Manuel, son oncle, avait, on l'a vu, au moment de partir pour l'Occident, confié la garde de sa capitale.

assigner encore l'énorme pension annuelle de quatorze mille écus d'or qui lui avait été régulièrement servie sur le trésor royal depuis son arrivée en France, et cela jusqu'au retour complet de sa bonne fortune. En même temps, il lui fournit pour l'accompagner une escorte de deux cents hommes d'armes, qui devait le suivre jusqu'à Constantinople sous le haut commandement du seigneur de Châteaumorand, ce magnifique guerrier que jadis Boucicaut avait laissé dans cette ville avec une troupe pour la défendre et qui, depuis peu, était de retour à Paris.

Le voyage de Manuel, de Paris à Constantinople, fut extrêmement rapide, avec toute la célérité imaginable. Nous n'en connaissons malheureusement que deux ou trois des étapes principales. Sur toute la traversée de la France nous ne savons rien absolument. Certainement l'empereur, par les soins de son hôte royal si parfait, fut reçu à toutes ses stations avec les mêmes honneurs et les mêmes attentions extraordinaires. Il revint probablement par la même route jusqu'au delà des Alpes. Là, il prit le chemin de Gênes (1), où l'appelait un double motif. En effet, aux relations incessantes et si importantes des Génois se joignait la présence de son cher ami Boucicaut, le fameux connétable, depuis le mois de juin 1401 gouverneur français de cette superbe cité qui s'était donnée à la France quatre ans auparavant. Manuel y arriva déjà le 22 janvier de l'an 1403 (nouveau style). Le chroniqueur Stella, dans ses *Annales genuenses*, raconte en détail le splendide accueil que fit au prince voyageur le brillant connétable. Boucicaut, avec un immense cortège de nobles génois et français, s'était porté à la rencontre de l'empereur. Manuel fit son entrée dans la ville de marbre, à cheval, sous un dais de brocart qui l'attendait à la porte Saint-Thomas, porté par des citoyens de Gênes, tous uniformément vêtus d'écarlate. Il fut conduit dans cet appareil à la maison des Frères Prêcheurs où on avait disposé son logement.

Le fastueux Boucicaut ne s'en tint pas là. Il était bien vraiment le roi de Gênes, et fit à l'empereur une réception unique. Le peuple génois tout entier tint de même à honneur de traiter son hôte avec la plus aimable courtoisie. On le combla

(1) Le chroniqueur byzantin Dukas s'est trompé en faisant revenir Manuel à Venise par la route d'Allemagne.

des plus riches dons, et comme on ne séparait point sa cause de celle des Génois de Galata, on lui fit présent de trois galères pour sa défense et pour celle des possessions génoises du Levant. Une somme de trois mille écus d'or fut destinée aux frais de son séjour. On lui donna une fête des plus brillantes, une de ces fêtes telles qu'en savait donner la ville de Gênes, alors dans tout l'éclat de sa richesse et de sa puissance. Certainement la charmante Antoinette de Turenne, « la belle, bonne et saige épouse » du maréchal de Boucicaut, dut en faire les honneurs à l'empereur à la tête des femmes ravissantes de la noblesse génoise. Ces gracieuses Italiennes, célèbres alors dans toute l'Europe par la suprême élégance et la grande richesse de leurs atours, adoraient la jeune femme du gouverneur royal qui avait eu l'art de les gagner. « Elles trouvèrent en elle tous sens, toute bénignité, grâce et humilité, dit l'historien contemporain de Boucicaut. Et ces dames de Gennes la preindrent à visiter à grandes compaignies, et à elles offrir toutes à son service et commandement; et la dame débonnaire les recevait très doucement, et tant vers elles estoit bénigne, que très grandement toutes s'en loüoient. » Toutes ensemble parurent dans leur plus bel éclat dans ce bal magnifique qui fut donné en l'honneur et en présence de l'empereur grec au palais du gouvernement le dernier jour du mois de janvier. Toute la noblesse génoise y figura dans ses plus somptueux costumes.

Manuel demeura dix jours encore dans cette cité qui le recevait si bien. A son départ, il fut de nouveau escorté par les nobles qui portaient au-dessus de sa tête le dais de brocart. Boucicaut, l'archevêque de Gênes, tous les notables de la cité le conduisirent jusqu'au delà des portes.

Nous sommes mal renseignés sur la plus grande partie du reste de l'impérial parcours. Georges Stella, qui nous a fourni ces détails sur le séjour de Manuel à Gênes, dit qu'en quittant cette ville, l'empereur prit la route de terre. Dukas, de son côté, dit qu'il passa par Florence. C'est bien probablement la vérité. Manuel dut certainement aller dans cette ville pour s'y rencontrer avec le pape Boniface IX, qui lui voulait beaucoup de bien et qui fit vers ce temps plusieurs séjours dans la « cité des fleurs. » Je crois, pour ces raisons, dit M. Berger de Xivrey, pouvoir placer dans cette ville ou aux environs l'entrevue ainsi rapportée par le *Livre des Faicts de Boucicaut :* « Si fut devers le Sainct

Père, qui donna grand pardon à quiconque luy feroit bien (1). » Mais il faut mettre au rang des fables une assertion de l'*Historia politica* (2) qui dit exactement ceci : « Le Pape et les autres souverains avaient promis à l'empereur Manuel des secours, mais ils ne les lui donnèrent pas, comme le prouva l'événement. Leur prétexte fut que cet empereur, un jour de fête, s'était refusé à saluer (embrasser) le manipule du bras droit d'un chorévêque où était brodée à l'aiguille l'image du Christ. Le Pape prit occasion de là pour écrire à tous les Italiens que, l'empereur des Grecs s'étant refusé à saluer l'image du Christ, quiconque lui porterait secours serait excommunié. » Toute cette histoire n'est qu'une invention, un tissu d'absurdités, en contradiction absolue avec les témoignages continus de bienveillance donnés à Manuel par Boniface IX, avant comme après le séjour de ce prince en Occident, bienveillance dont nous avons les preuves officielles dans la correspondance de ce pape. »

Dukas nomme Ferrare parmi les villes où passa l'empereur, dans le trajet qui le mena de Florence à Venise. La République le reçut à merveille, comme à son premier passage, et lui accorda également un secours de trois galères, sous le commandement de Léonard Mocenigo. On lui fit, poursuit Dukas, de très grands et nombreux dons. La flotte vénitienne le convoya ensuite en Morée. Il paraît avoir touché d'abord à Modon, puis de là s'en alla à Mistra, auprès de son frère Théodore, le despote de ce nom, pour y rejoindre les siens, qu'il lui avait confiés il y avait plus de trois années. Il retrouva bien sa femme, l'Impératrice ; mais il semble que deux de leurs fils en bas âge, dont l'histoire ne parle du reste pas, étaient morts durant son absence. En effet, un chrysobulle, délivré par Manuel, en date du mois de septembre 1406, à l'effet de réunir au diocèse de Monembasie l'église d'Hélicovouno, nous apprend qu'un double service hebdomadaire du mercredi et du samedi avait été fondé dans ce temple, pour le repos de l'âme de ces petits enfans de l'empereur qui y avaient été inhumés. Mon savant maître, feu E. Miller, a publié cet acte en entier dans le *Catalogue des Manuscrits grecs de la Bibliothèque de l'Escurial.*

(1) Il ne peut s'agir ici de l'antipape d'Avignon, Benoît XIII, le fameux Pierre de Luna, lequel d'ailleurs venait de s'aliéner la France, si longtemps déclarée pour lui.

(2) Dans la *Turco-Græcia* de Martin Crusius, Bâle, 1584.

Probablement le séjour de l'empereur à Mistra fut, cette fois encore, très court, tant il était naturellement pressé, après de si grands événemens, de rentrer dans sa capitale. Si même il y fit quelque arrêt, ce fut pour y attendre et les trois galères de Gênes qui devaient le rejoindre et surtout son cher Boucicaut, qui arrivait avec elles, conduisant en personne à Chypre toute la flotte de Gênes, pour forcer le roi de cette île, Janus, à lever le siège de la cité de Famagouste, occupée depuis près de vingt années par les Génois.

« Quand le mareschal feut arrivé à Modon, dit l'historien de ses *Mémoires*, là trouva les messaigers de l'empereur de Constantinople, Karmanoli, qui l'attendoient, par lesquels il luy mandoit que, pour Dieu, et en l'honneur de Chevalerie et Noblesse, il ne voulust point passer outre sans qu'il parlast à luy. Car il estoit en la Morée vingt milles en terre (1); si le voulust un petit attendre et il viendroit à luy. Le Mareschal receut les messaigers à tel honneur qu'il leur appartenoit, et leur dict bénignement que ce feroit-il très volontiers. Si ordonna tantost pour luy aller au devant le Seigneur de Chasteaumorant (qu'il avait emmené de Gênes avec luy) (2), à tout sa gent, et Messire Jean d'Outremarin (ou Oltramare), Genevois, à tout une galée; et luy l'attendit à un port appellé Basilipotamo (3). Quand le Mareschal sceut que l'Empereur approchoit, il luy alla à l'encontre, et receut à grand honneur lui, sa femme et ses enfans (4) qu'il avoit amenez, comme raison estoit.

« Le dict Empereur le requist moult bénignement, en l'honneur de Dieu et de Chrestienté, que il luy voulust donner confort et pessaige jusqnes à Constantinople. Le Mareschal respondit que ce seroit très volontiers, et tout ce que pour luy

(1) C'est-à-dire à Mistra.

(2) « Châteaumorand, dit M. Berger de Xivrey, que nous avons vu chargé par Charles VI d'escorter Manuel, paraît avoir été retenu à Gênes par Boucicaut pour aller presque aussitôt ensemble, par ordre du roi Charles, assiéger l'antipape Benoît XIII dans Avignon. Ils étaient dans cette ville lorsque le pontife s'en échappa le 12 mars que l'on comptait encore 1402, Pâques tombant cette année le 15 avril. On peut donc estimer assez sûrement que ce fut dans les premiers jours de l'année 1403 (après Pâques) que le maréchal ramena Châteaumorand à l'empereur. »

(3) Le port de Mistra, sur le golfe de Laconie, à l'embouchure de l'Eurotas.

(4) En réalité, nous l'avons vu, il n'en restait qu'un, les deux autres étant morts. Celui-là s'appelait Jean et succéda à son frère au trône de Byzance. Quand Manuel, avec l'impératrice, rentra dans sa capitale, il laissa cet enfant auprès de son oncle, en Morée.

pourroit faire. Si ordonna tantost pour le conduire quatre galées, lesquelles il bailla en gouvernement au bon seigneur de Châteaumorant. Si se partit à tant l'Empereur, et le Mareschal le convoya jusques au cap Saint Angel (Saint-Ange).

« Quand là feurent arrivez, viendrent au Mareschal les messaigers des Vénitiens qui avoient sceu comme il avoit baillé quatre de ses galées pour convoyer l'Empereur. Si dirent que ils estoient deliberez s'il leur conseilloit d'envoyer aultres quatre (1), pour plus seurement le mener où il vouloit aller. A ce respondit le Mareschal que ce seroit très bien faict, et grand honneur à la Seigneurie de Venise et au capitaine d'icelles galées. A tant preint congé l'Empereur du Mareschal, et moult le remercia, et aussi les Vénitiens. Si s'en partit, et teint son chemin droict à Constantinople. »

Nous ne savons rien, on le voit, de ce second et court séjour de l'empereur à Mistra auprès du despote Théodore, son frère. Cependant M. Berger de Xivrey croit devoir attribuer à cette époque où Manuel attendait ainsi l'arrivée de Boucicaut une petite pièce de lui, dont le sujet indique bien clairement la date et qui est elle aussi conservée à la Bibliothèque nationale. « C'est, dit-il, un amer sarcasme mis, à la manière des exercices des anciens rhéteurs, dans la bouche de Tamerlan contre Bajazet, son prisonnier. Voici, en effet, la traduction du titre de la pièce : *Quelles paroles dut adresser le chef des Perses et des Scythes au Tyran des Turks, dont le ton était si plein d'orgueil et d'insolence, et la jactance si insupportable pendant sa prospérité, et qui se montra tout l'opposé après sa défaite.* Le souvenir de l'oppression tyrannique dont il avait plus d'une fois failli être victime, poursuit M. Berger de Xivrey, allume la verve de Manuel dans ce morceau très court et dont la prosopopée est fondée sur un des mille bruits contradictoires qui circulaient au sujet de l'attitude réciproque du vainqueur et du vaincu après la bataille d'Angora. Manuel, adoptant un récit peu vraisemblable, et qui représentait Bajazet comme s'humiliant devant Timour, fait, entre autres paroles, dire à celui-ci :

... « Tu ne me blesses pas moins qu'auparavant, en abjurant

(1) Il y a là une erreur de l'historien de Boucicaut. D'après ce que dit Marino Sanuto de trois galères déjà accordées au départ de Venise, ce renfort envoyé au cap Saint-Ange dut être seulement d'un quatrième bâtiment donné en sus par les Vénitiens.

ainsi toute fierté. Moi qui pensais avoir acquis une gloire brillante et durable, comme ayant triomphé par ma vertu d'un homme illustre, auteur de grandes actions, voilà que tu viens me prouver mon erreur en te couvrant d'opprobre et en montrant que tu étais facile à vaincre, puisque tu ne supportes pas en homme la mauvaise fortune. »

Si cette pièce a été composée, comme le suppose M. Berger de Xivrey, au printemps de l'an 1403, le prince contre qui elle fut écrite n'existait déjà plus alors depuis quelques jonrs, car Bajazet était mort en captivité dès le 9 mars de cette même année. Mais Manuel ne pouvait encore connaître cet événement. Il l'apprit sans doute seulement à son arrivée à Constantinople, presque en même temps que la nouvelle du retour de Tamerlan à Samarcande.

Nous ne suivrons plus Manuel Paléologue après son retour dans sa capitale. Le désastre des Turks à Angora avait redonné un demi-siècle d'existence à l'empire byzantin. Manuel vécut vingt-deux ans encore, régnant au milieu des plus terribles difficultés. Dans les dernières années de son existence, il s'était retiré au fameux monastère de Périblepte à Constantinople, laissant presque tout le poids du gouvernement à son fils aîné Jean qui lui succéda et qui s'était marié le 19 janvier 1420 à Sophie, fille du marquis de Montferrat. Le vieil empereur expira dans cette solitaire retraite le 21 juillet 1425, âgé de soixante-dix-sept ans et quelques jours, regretté de tous.

Ne recevant pas de France les subsides si solennellement promis, Manuel avait envoyé en 1408 à Paris un de ses plus aimés familiers et, comme nous l'avons vu, un de ses correspondans favoris : Manuel Chrysoloras. En souvenir de ses visites à ses chers religieux de Saint-Denys, il leur avait envoyé par ce fidèle messager pour leur insigne basilique un admirable manuscrit contenant les œuvres de saint Denys l'Aréopagite, écrites sur vélin, merveille de la calligraphie et de la peinture byzantines de cette époque. Ce volume, à la superbe couverture d'ivoire sculpté, est aujourd'hui encore un des joyaux du musée du Louvre; il contient entre autres une précieuse miniature avec les portraits de Manuel Paléologue, de l'impératrice Hélène, sa femme, et de ses trois jeunes fils, Jean, Théodore et Andronic. Un autre manuscrit, qui contient l'oraison funèbre du despote Théodore par son impérial frère, manuscrit également conservé

à Paris (1), contient aussi un beau portrait de notre empereur. Phrantzès raconte, chose curieuse, que les Turks trouvaient à Manuel la plus grande ressemblance avec le prophète Mahomet, et que Bajazet le lui avait dit plusieurs fois.

A la fin du premier de ces volumes si particulièrement précieux, est écrite une non moins précieuse note en grec, dont voici la traduction :

« Ce présent livre a été envoyé de Constantinople au couvent de Saint-Denys, à Paris, dans la France ou Gaule, par le très haut basileus ou autocrator des Romains, Kyr Manuel Paléologue, et apporté par moi, Manuel Chrysoloras, envoyé en ambassade par le dit basileus, l'an du monde 6915 ou de l'Incarnation de Notre-Seigneur 1408. Le dit basileus était venu lui-même à Paris quatre ans auparavant. »

Ce manuscrit in-4°, vraiment magnifique, sur très belle peau de vélin, une des plus splendides raretés du fameux trésor de Saint-Denys où il portait le n° 416, avait été longtemps considéré comme perdu, et on ne le connaissait plus que par la description qu'en avait faite Félibien dans l'*Histoire* de cette abbaye. Il est relié en velours rouge avec les plats encadrés de vermeil très richement ciselés et enfermant, je l'ai dit, sur chaque face, trois bas-reliefs sur ivoire, portant des sujets religieux. Après une admirable miniature donnant le portrait de saint Denys l'Aréopagite, on admire celle sur laquelle est représentée la famille impériale. La Panagia, ayant sur sa poitrine son divin Fils, pose la main droite sur la tête du basileus et la gauche sur celle de la basilissa. Manuel et Jean, son fils aîné, ont des robes bleues aux paremens d'or gemmés. L'impératrice et ses deux plus jeunes fils ont des robes écarlates beaucoup plus richement ornées.

« Quelques galères, dit fort bien M. Jugie, de riches présens, d'agréables souvenirs, voilà tout ce que rapportait Manuel de son long voyage d'Occident. C'était peu, sans doute, mais Tamerlan avait fourni le magnifique supplément qui allait assurer à la vieille Byzance encore cinquante ans d'existence. »

GUSTAVE SCHLUMBERGER.

(1) A la Bibliothèque nationale.

LE RAPPROCHEMENT RUSSO-JAPONAIS

ET

LA QUESTION CHINOISE

Il y a quelques mois, des interviews retentissantes de personnages japonais considérables semblaient faire pressentir une prochaine venue des troupes du Mikado sur les champs de bataille de l'Europe, ainsi que le demandaient d'ailleurs au début de la guerre des hommes politiques de premier plan, tels que MM. Clemenceau et Pichon; ensuite, on parla d'une alliance russo-japonaise, puis on annonça la mort de la jeune république chinoise, qui devait être enterrée des propres mains du chef de l'État; enfin, on vient d'apprendre l'opposition faite par le Japon et ses alliés à ce projet du président.

Ces derniers faits surviennent plusieurs mois après une période de difficultés diplomatiques au sujet de la position prise par le Japon en Chine, après le retentissement que ces difficultés ont eu en Europe même. L'aspect politique de l'Extrême-Orient se modifie, la position respective des Puissances se trouve, du fait de la guerre, considérablement changée, des questions anciennes se posent de nouveau, et le tout apparaît dans un ciel quelque peu voilé de brouillard. Le nombre des Puissances intéressées, la complication de leurs intérêts respectifs, font de la situation un vrai labyrinthe.

Afin qu'on puisse plus facilement saisir le fil conducteur permettant de se retrouver dans les méandres de celui-ci, nous nous proposons d'exposer ici le développement des rapports, d'abord hostiles, puis cordiaux, du Japon et de la Russie, la politique collective des Puissances et son résultat, ainsi que la situation réelle de la Chine et de son gouvernement.

*
* *

L'histoire des relations du Japon et de la Russie jusqu'en ces dernières années est celle d'un conflit tantôt latent, tantôt manifeste. Les tendances profondes de la politique extérieure devaient fatalement séparer les deux peuples et même les porter à agir l'un contre l'autre.

Forcé par la nature du sol, par le développement continu de sa population insulaire, de chercher un exutoire au dehors, le Japon jetait des regards d'envie sur le pays le plus proche : la Corée. La nature même lui indiquait que c'était par là qu'il pourrait pénétrer sur le continent et ensuite s'y établir. Déjà en 1876, il avait réussi à y prendre pied et à faire signer un traité à son avantage par le roi de Corée. Celui-ci était vassal du faible empereur qui régnait à Pékin. S'emparer d'un pays gouverné par des souverains débiles, est une entreprise tentante; toute la politique du Japon, depuis environ un demi-siècle, démontre que le gouvernement des mikados pensait continuellement à la réaliser.

De son côté, la Russie n'ayant point, en Europe, d'issue vers la mer libre, en cherchait une en Extrême-Orient, sur une côte du Pacifique. Il ne pouvait lui suffire, en effet, de posséder le port de Vladivostok, bloqué par les glaces chaque année de décembre à avril. Les hommes d'État russes portaient donc continuellement des regards d'envie bien plus au Sud, du côté des rivages coréens, de la Mandchourie méridionale qui borde le golfe du P'tchili, et vers la Chine elle-même. Ils attendaient le moment où la monarchie chinoise, incapable et décadente, laissant tomber en décomposition le pays où elle vivait en parasite, permettrait quelque partage de ses dépouilles.

La guerre de 1894-1895 entre la Chine et le Japon vint frustrer ces espoirs. Lors du traité de Shimonoseki, qui en fut la conclusion, le Japon victorieux sur terre et sur mer reçut, non seulement la liberté d'action en Corée, mais aussi la presqu'île du Liaotong, dans la Mandchourie du Sud, où se trouvait le port de Liukountchéou dont il s'était emparé au cours des opérations militaires.

Ce port, admirablement situé, protégé du côté même de la mer par des collines élevées et abruptes, véritables murs naturel, d'une forteresse, possédant une entrée étroite facile à défendre,

et, du côté de la terre, entouré d'autres collines propres à recevoir des forts et des travaux d'approche, constituait un point d'appui magnifique d'une valeur militaire de premier ordre; aussi le gouvernemrnt chinois avait-il confié à des ingénieurs allemands le soin de le fortifier. Ces ingénieurs avaient déjà achevé la plus grande partie de leur travail concernant les défenses maritimes lorsque la guerre éclata.

La possession d'une telle base navale par le Japon commençant à faire preuve de sa valeur militaire devait nécessairement inquiéter la Russie. Ce concurrent de race jaune qui venait ainsi se mettre en travers des projets du puissant empire des Tsars, représentant éminent de la race blanche en Extrême-Orient, était trop audacieux.

On le lui fit bien voir, et, sous la pression des trois grandes Puissances : Allemagne, France et Russie, le victorieux dut renoncer au bénéfice de sa conquête, au nom du principe de l'intégrité de la Chine.

Le Japon abandonna donc Liukountchéou, avec son port admirable, et dut reporter toute son activité sur la Corée, et sur Formose. De ce jour, des sentimens d'animosité profonde grandirent dans les cœurs japonais contre les Russes; mais les insulaires en renfermèrent l'expression derrière cette impassibilité du visage qu'on aurait grand tort de prendre pour de l'indifférence.

Un homme d'État éminent, le comte Inouyé, qui vient de mourir, essaya d'abord de tirer parti des avantages conquis, en établissant une sorte de protectorat intelligent et souple sur la Corée; il commença à réorganiser administrativement ce pays arriéré; mais ses efforts furent contrariés par toute la nuée des trafiquans, des hommes d'affaires, des agioteurs, des indésirables de son pays, qui s'abattirent sur les territoires nouvellement ouverts à l'activité japonaise. En 1895, le comte Inouyé dut laisser la place à un général inexpérimenté et brutal. Un mois après l'arrivée de celui-ci, la reine de Corée était assassinée, une révolution de palais tendait à mettre sans ménagement le Roi sous la main japonaise. Le souverain effrayé s'enfuyait à la légation russe à Séoul, y demandait asile et protection.

Une telle situation ne pouvait que tendre les rapports entre les deux peuples, les Japonais considérant qu'une Puissance européenne n'avait pas le droit de venir, si loin de chez

elle, entraver leur œuvre de japonisation du pays conquis.

Dans les années qui suivirent, l'animosité devait s'accroître de chaque avantage que les Russes, spéculant sur le prestige de leur force, obtenaient du gouvernement valétudinaire chinois. En 1896, celui-ci abandonnait à la Russie le droit d'exploiter et de garder la voie du chemin de fer transmandchourien, ce qui traçait autour de la nouvelle sphère d'influence japonaise une sorte de frontière russe; en 1898, quelle ne fut pas l'amertume ressentie par tout le peuple du Nippon, lorsqu'il apprit que son ancienne conquête, la presqu'île du Liaotong, avec son fameux port, passaient, sous les apparences d'une cession à bail, dans les mains des Russes, qui lui appliquaient le nom de Port-Arthur; plus tard encore, les Russes occupèrent une partie de la Mandchourie; enfin, la nomination, le 31 juillet 1903, du général Alexéieff, comme vice-roi, sembla indiquer que la Russie allait s'opposer d'une façon définitive à l'action japonaise sur le continent et prendre pour elle-même l'hégémonie de l'Extrême-Orient.

Au pays du Soleil Levant, l'irritation arriva à son comble; gouvernement et peuple furent unanimes à vouloir, si la chose était nécessaire, recourir à la force pour s'opposer à la marche en avant de leurs adversaires.

Déjà, des demandes de règlement des questions litigieuses étaient adressées à Saint-Pétersbourg par les ministres du Mikado. On se rappelle les longs atermoiemens de la Russie, enfin, l'attaque soudaine par les torpilleurs japonais coulant les cuirassés russes dans Port-Arthur même.

Cet acte de guerre produisit dans le monde entier l'effet d'un véritable coup de tonnerre, qui frappa d'étonnement toute la race blanche et fit tressaillir de surprise tous les jaunes. Comment! Il était donc possible que ceux que les blancs appelaient dédaigneusement les petits Japs osassent se mesurer avec le colosse russe? Sûrement, celui-ci n'allait en faire qu'une bouchée? C'était bien là l'opinion des Russes eux-mêmes. « On ne fait pas la guerre aux enfans, disaient les officiers, on leur donne le fouet. »

On sait comment le préjugé de la supériorité en toutes choses de la race blanche fut démenti par l'événement et comment les Japonais, après avoir détruit la flotte russe, vainquirent sur terre les armées du Tsar.

Le résultat de cette guerre révélait, non seulement le plus grand courage chez les Japonais, mais aussi, de leur part,

un esprit de méthode, une prévoyance et une constance dans les desseins que beaucoup auraient pu leur envier.

En effet, ils ne s'étaient pas lancés au hasard dans la tourmente, et en 1902, ils avaient eu soin de conclure avec l'Angleterre une alliance défensive afin qu'aucune autre Puissance ne pût intervenir dans le conflit qu'ils prévoyaient, sans être exposée à voir se dresser contre elle la Grande-Bretagne elle-même. Rien n'avait été laissé à l'imprévu. Le fort et le faible de l'administration civile et militaire russe avaient été étudiés avec soin. Tandis que les Russes, négligens et dissipateurs, s'amusaient de la longueur des négociations qui précédèrent la guerre, les Japonais perfectionnaient sans relâche tous les détails de leur organisation militaire et navale. Aussi, la victoire couronna-t-elle la prévoyance, le travail et l'effort; les Japonais reconquirent Port-Arthur et imposèrent dans les plaines de la Mandchourie la paix à leur puissant adversaire. Leur triomphe dépassait, par ses conséquences, le conflit entre les deux peuples; il marquait l'éveil de la race jaune, il prouvait que cette race peut rivaliser avec la race blanche. Toute l'Asie extrême-orientale en frémit d'orgueil et sentit qu'une nouvelle ère s'ouvrait pour elle. La Russie, vaincue, se recueillit pour panser ses blessures, pour faire face à ses difficultés intérieures, et laissa ainsi le champ libre au Japon.

Celui-ci s'installa puissamment à Port-Arthur, reconstruisit ceux des forts qui lui parurent en valoir la peine, développa le grand port commercial voisin de Dalny et continua son action en Corée. Aujourd'hui, ce pays est devenu tout à fait terre japonaise.

La Russie paraissant avoir renoncé à ses anciens projets en Extrême-Orient, les rapports entre les deux peuples se détendirent. En Mandchourie, où Russes et Japonais sont très nombreux, des relations fréquentes d'affaires, des liens économiques se nouèrent entre les uns et les autres, et le temps, qui cicatrise les blessures les plus sanglantes, prépara le rapprochement futur des deux adversaires, qui s'étaient d'ailleurs combattus loyalement.



Pendant les années qui suivirent la guerre, Russes et Japonais eurent encore l'occasion de se contrarier plus d'une fois au sujet de la Mandchourie en raison même de leur contact conti-

nuel dans ce pays; mais les deux gouvernemens veillaient toujours à ce que les conflits individuels restassent dans le domaine privé. Ils avaient, en effet, à faire face à des compétitions autrement importantes : à celles des autres grandes Puissances.

Malgré les résultats de la guerre, les intérêts politiques de la Russie et du Japon demeuraient les mêmes en Extrême-Orient : besoin d'expansion des deux côtés. Aussi peut-on supposer que l'un et l'autre n'avaient pas renoncé au fond à leurs projets d'avenir, et qu'ils attendaient seulement que les événemens vinssent favoriser leurs desseins en modifiant l'équilibre de leurs forces et la situation générale.

Comment, d'ailleurs, l'un ou l'autre auraient-ils pu réussir à étendre sur le centre du continent asiatique une main dominatrice en présence des forces imposantes dont les drapeaux étaient plantés sur le sol de l'immense Chine?

Allemands, Anglais, Français, Américains et jusqu'aux Italiens et aux Portugais étaient eux aussi directement intéressés à cette grave question de l'hégémonie.

La France, grâce à ses missionnaires, tenait depuis plusieurs siècles une place de choix en Chine; protectrice des chrétiens, elle y avait une grande figure morale; de plus, la possession du Tonkin, limitrophe de l'empire chinois, lui donnait le droit de faire entendre sa voix dans la discussion des questions d'influence; l'Angleterre, dont les sujets, commerçans nombreux, ont fondé des établissemens importans dans les ports ouverts; Allemands, établis à Tsingtao et de là rayonnant sur tout le pays; Américains, poursuivant leurs actives entreprises industrielles et commerciales et même morales par de nombreux missionnaires protestans répandus dans les provinces; Italiens, Espagnols, Portugais, Belges, Suisses, tous considéraient la Chine comme une sorte de terre réservée dont les avantages devaient profiter à leur idéale communauté blanche.

A leurs yeux, ce pays immense, habité par une population de plus de quatre cents millions d'âmes, présentait des possibilités d'avenir inestimables, aux points de vue commercial et industriel.

Est-ce qu'une seule Puissance disposerait un jour de l'exploitation d'un aussi riche trésor?

Tout le monde répondait par la négative. Le gouvernement

de Pékin ayant fait preuve de sa faiblesse militaire, on songea d'abord à partager territoire et populations. La Chine fut sauvée du démembrement dans les dernières années de l'Empire, par les rivalités et les jalousies mêmes des compétiteurs. Ceux-ci, ne pouvant s'entendre sur l'attribution des parts et voulant éviter qu'aucun d'eux n'arrachât quelque lambeau de territoire à la faiblesse du gouvernement, adoptèrent le principe du respect de l'intégrité de la Chine ; aucune Puissance n'aurait le droit de s'attribuer un morceau du sol ; le pays conserverait sa personnalité nationale. Le partage impossible se trouvait remplacé par le système des sphères d'influences. On traça sur la carte des régions idéales plus particulièrement réservées à l'activité commerciale et industrielle de chacun ; les provinces voisines du Tonkin échurent à la France, celles qui bordent le Yangtsékiang, à l'Angleterre, l'Allemagne eut le Chantong et ses entours, la Russie, les possessions extérieures du Nord, Mandchourie, Mongolie septentrionale. Mais ce système était fort imparfait. Comment empêcher Américains, Belges, Suisses, peuples industriels, et même les nationaux des autres Puissances voisines de la Chine de s'introduire dans les grandes entreprises de chemins de fer, de mines et d'y entremêler leurs capitaux, de former ainsi des groupes, dont les intérêts auraient pu être ou concordans ou adverses, sans tenir compte des combinaisons générales de la diplomatie ?

La nature même des choses poussa donc les diplomates vers une forme de groupement qui, dans leur intention, devait permettre une exploitation en commun de la richesse chinoise, sans pour cela renoncer au système des sphères d'influences.

De là naquit le fameux consortium, qui a tant fait parler de lui dans les dernières années de l'Empire et depuis.

Les grandes Puissances les mieux pourvues de capitaux, représentées par leurs diplomates et par leurs banquiers, devaient se grouper et prendre en mains la réorganisation économique, administrative, de la Chine. En fait, ce système fut adopté par l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les États-Unis. Une série d'emprunts de plusieurs milliards de francs fut envisagée, afin de réaliser l'entreprise.

Celle-ci consistait d'abord à faciliter les affaires aux grandes fabriques d'armement des quatre Puissances. Des conseillers européens étaient déjà placés auprès du débile gouvernement

de Pékin et le persuadaient de réformer l'armée et la marine et de les mettre sur un pied moderne.

La Russie et le Japon, n'étant point des puissances financières, demeuraient en dehors du groupe. L'un et l'autre, en Asiatiques avertis, connaissant bien le terrain des affaires chinoises, riaient sous cape, car ils pensaient aux quatre cent cinquante millions de jaunes que le consortium considérait comme n'ayant pas voix au chapitre. De fait, la dynastie, en raison même de ses rapports avec les étrangers, devenait chaque jour plus impopulaire. De tous côtés, on l'accusait de vendre le pays et ses ressources; l'irritation grandissait dans le peuple, la théorie des droits de l'homme et du citoyen, les livres de Rousseau, de Montesquieu, l'histoire de la Révolution française étaient d'ailleurs dans les mains de tous les lettrés; enfin, en octobre 1911, la révolution éclatait; en quelques mois, l'Empire était renversé; pour sauver la face, il se retirait en abdiquant expressément et solennellement en faveur de la République.

Qu'allaient faire Russie et Japon en présence de cet événement nouveau? Et le consortium des quatre Puissances, quelle attitude allait-il adopter?

De part et d'autre, on attendit d'abord que l'orage fût calmé; émeutes, luttes armées, batailles, bref, toute la partie guerrière de la révolution dura à peine trois mois; l'Empire corrompu, comme un arbre mort, s'écroulait tout d'un coup.

Les révolutionnaires triomphans avaient, à la fin de 1911, constitué un gouvernement à Nankin, proclamé la République, et voté une Constitution démocratique s'inspirant de celles des grandes républiques occidentales. Le fameux docteur Sun Yatsen, l'un des principaux artisans du mouvement, était nommé chef de l'État.

Lorsque la victoire des républicains se fut affirmée, le consortium entama avec ceux-ci des négociations en vue de réaliser, sous le régime nouveau, le projet dont les bases avaient été jetées sous l'Empire.

On fit même des avances de fonds à récupérer sur un emprunt futur. Mais, tandis que les représentans du groupe discutaient à Changhai, à Pékin, Russes et Japonais agissaient. Ils entendaient n'être pas laissés ainsi de côté dans une affaire où il ne s'agissait de rien moins que de mettre la main sur la Chine tout entière.

Dans la capitale chinoise, à côté du lit d'agonie de la dynastie impériale, se trouvait un homme habile et plein de ressources. C'était Yuen Chekai, ancien vice-roi disgracié par la Cour comme traître au précédent Empereur et que celle-ci, dans sa détresse, avait fait venir auprès d'elle, ainsi qu'on appelle un médecin renommé dans les cas désespérés; elle se passait ainsi elle-même au cou le lacet qui allait l'étrangler.

Cet ancien mandarin, auquel un devin avait jadis promis l'Empire, ambitionnait le pouvoir pour lui-même; il orienta dans ce sens sa politique. Il poussa doucement la Cour dans les voies de l'abdication dont il fit un objet de marchandages avec l'Assemblée républicaine de Nankin pour se faire donner le pouvoir; mais les hommes qui venaient de faire la révolution connaissaient trop bien le personnage pour lui remettre la direction des affaires qu'ils venaient de conquérir, sans y être forcés par une réunion de circonstances plus puissantes que leur volonté. Établir le nouveau régime, organiser l'administration de la République ne se pouvait faire sans argent, et les coffres étaient plus vides que jamais; pour réaliser une telle entreprise, le concours des étrangers leur était absolument nécessaire.

Aussi, toute la politique de Yuen consista-t-elle à priver les républicains de ce concours, et à se le faire donner à lui-même, afin de s'en servir pour la réalisation de ses desseins. En cela, il fut admirablement secondé par la diplomatie russe, nécessairement hostile à tout établissement d'une république en Chine. Bientôt, le consortium fut obligé d'admettre dans son sein la Russie et le Japon, bien que ces Puissances ne fussent pas prêteuses; le groupe devenait donc sextuple. Il prit, dès lors, le parti de ne mettre sa confiance qu'en Yuen Chekai, c'était à lui seul qu'on consentirait désormais les emprunts nécessaires à l'organisation du pays sur des bases modernes.

Les républicains de Nankin restaient abandonnés à leur sort. les vivres leur avaient été coupés; Yuen était devenu président de la République, l'Assemblée s'était transportée à Pékin où l'ancien vice-roi la maintenait dans l'impuissance. Celui-ci, habilement soutenu dans le consortium lui-même par certains élémens du groupe, où la diplomatie dominait maintenant la finance, en amenait rapidement l'ensemble à soutenir une future dictature à son profit.

En présence des difficultés multiples qui surgissaient chaque

jour, depuis l'entrée dans son sein de la Russie et du Japon, la résistance des financiers inquiets avait obligé le nouveau sextuple groupe à renoncer aux projets grandioses du début. Il ne s'agissait plus d'exposer des milliards en vue de mettre la Chine en valeur. Les ambitions étaient devenues plus modestes, elles se bornaient à empêcher le pays de sombrer dans la faillite en lui permettant de franchir sans encombre la passe difficile des échéances.

D'autre part, afin que le crédit de la Chine ne périclitât pas sur les Bourses d'Occident, il était indispensable qu'un semblant d'ordre fût maintenu, que les porteurs de fonds chinois ne fussent pas troublés dans leur quiétude par la nouvelle de mouvemens révolutionnaires, de troubles, de séditions, de manifestations anarchiques. Or, l'attitude autoritaire du président permettait de tout craindre à cet égard, des meurtres juridiques avaient été commis sur la personne de certains républicains ses adversaires; on sentait chez ceux-ci un frémissement précurseur d'un orage, d'un nouveau soulèvement.

Le rusé Yuen, pour décider le consortium à lui fournir le moyen de vivre et de payer les soldats mercenaires avec lesquels il préparait un coup d'État, agitait devant les diplomates la menace d'une anarchie qu'il ne pourrait réprimer sans argent. Il réussit ainsi à contracter en 1913 un emprunt de six cent trente millions de francs, sur lequel on lui en remit environ le tiers, de semaine en semaine.

Quand il devint évident que la politique du président allait aboutir en réalité à la destruction de la République par un coup d'État, M. Wilson ne voulut pas que les États-Unis s'associassent à une telle entreprise et il ordonna aux banquiers américains de se retirer du groupe. Le consortium ne comprit donc plus que cinq Puissances : Allemagne, Angleterre, France, Japon, Russie.

La Russie entraînant avec elle les trois Puissances occidentales marchait à fond pour la dictature et le disait bien haut dans les journaux à sa solde ; le Japon observait une autre attitude. Il ne pouvait oublier que Yuen avait été autrefois son adversaire, que le vice-roi avait jadis habilement contrecarré ses entreprises en Corée, et, tandis que les représentans officiels du Mikado discutaient à Pékin les opérations financières qui devaient aboutir à la destruction de la République, quantité de Japonais

de tout rang favorisaient de toutes les manières la politique des républicains chinois, leur exprimaient une vive sympathie.

Cette situation faillit même devenir tragique, car, lorsque le soulèvement constitutionnaliste de 1913, que tout le monde prévoyait, éclata, des Japonais ayant prêté leur concours aux républicains soulevés contre la tyrannie du dictateur qui cherchait à les détruire, des sujets du Mikado ayant été tués par les soldats chinois, le gouvernement de Tokyo envoya des navires chargés de troupes dans le Fleuve Bleu, et l'on put croire un instant qu'un débarquement, pour soutenir les constitutionnalistes, allait avoir lieu.

L'attitude de la Russie et des autres Puissances fit reculer le Japon. Celui-ci n'intervint pas militairement ; il se contenta de recueillir chez lui les constitutionnalistes fugitifs vaincus, dont la tête était mise à prix dans les journaux, indigènes et même occidentaux, en Chine (1).

Le Japon suivait ainsi une politique dualiste ; il siégeait dans le consortium, afin que rien de ce qui se passait dans le groupe ne lui échappât et, d'autre part, il prenait sous sa protection les républicains pourchassés, donnait asile au docteur Sun Yatsen, à ses principaux lieutenans, au célèbre général Hoanghing, le premier acteur dans l'ordre militaire de la Révolution de 1911 ; des officiers japonais montaient même la garde auprès de la demeure de ces militans, afin qu'ils ne fussent pas assassinés par des émissaires venus de Chine.

Ainsi, dans cet Extrême-Orient, où tout semble naturellement interverti, on pouvait assister à la plus singulière des tragédies. D'un côté, le gouvernement de droit divin du Mikado, descendant du Soleil, prenait sous sa protection les démocrates, les républicains fugitifs ; de l'autre, les Puissances libérales d'Occident, dont ces républicains voulaient réaliser chez eux les principes, donnaient tout leur concours à celui qui les pourchassait.

En agissant de la sorte, le gouvernement japonais ménageait l'avenir et donnait satisfaction au sentiment populaire. Les républicains chinois étaient, en effet, considérés par les foules japonaises comme bien plus capables que Yuen Chekai

(1) Ces appels, par voie d'annonces, à l'assassinat des défenseurs de la légalité contre l'arbitraire présidentiel, dans des journaux publiés par des blancs, fit un tel scandale que le corps consulaire de Changhai dut intervenir pour les faire cesser.

de sauvegarder la dignité et l'indépendance de la race jaune contre les blancs.

On les connaissait ; par milliers, ils venaient, tous les ans, étudier dans le pays ; ils y entretenaient des relations avec les gens de toutes opinions, ils s'y créaient des sympathies ; ils y fondaient des sociétés politiques. C'est là que la Révolution avait été élaborée, c'est de là qu'étaient partis, pendant les dernières années de l'ancien régime, les circulaires, les tracts révolutionnaires, les mots d'ordre ; c'est là que des groupemens anti-russes avaient pris naissance dans le dessein de lutter sur le grand continent voisin contre les empiétemens moscovites, si odieux aux Japonais.

Tous ces derniers, connaissant mieux la situation réelle de la Chine que les Européens, savaient que Yuen Chekai, incapable qu'il était de gouverner et d'administrer autrement qu'avec les méthodes de l'ancien régime, se trouvait condamné à la même impuissance que celui-ci et ne pouvait être qu'un instrument plus ou moins docile dans la main des étrangers.

L'orgueil de race conspirait donc en faveur des républicains proscrits, et l'on reprochait aux ministres du Mikado de n'avoir pas une attitude assez nette à Pékin, de faire trop de concessions à la politique des Puissances soutenant la dictature. Par leurs complaisances, ils compromettaient, disait-on, l'avenir, ils retardaient l'heure où devaient se réaliser les vues de tous : « l'Asie aux Asiatiques. »

Le gouvernement de Tokyo manœuvrait avec habileté, conservant toujours sa double attitude ; la grande guerre allait lui fournir l'occasion de donner un coup de barre énergique.

Lorsque, en novembre 1914, la possession allemande du Chantong eut été conquise par les soldats du Mikado, tout de suite la question se posa devant l'opinion publique : « A la fin de la guerre devrons-nous rendre cette position admirable à la Chine et particulièrement au vieil adversaire du Japon qui seul aujourd'hui représente l'ancien Céleste-Empire ? Est-ce pour cela que nos guerriers auront versé leur sang ? »

Le ministre des Affaires étrangères, publiquement questionné à la tribune, tint à cet égard un langage qui laissait clairement entendre que les vœux du pays sur ce point seraient satisfaits. Les Puissances ne pouvaient être que d'un avis tout différent. Une conservation indéfinie de Tsingtao par le Japon,

c'était la rupture de l'équilibre, c'était la fin de l'application du principe de l'intégrité de la Chine. Celui-ci n'avait-il pas pour but d'empêcher, non seulement les blancs de se faire entre eux une dangereuse concurrence, mais aussi d'écarter le redoutable voisin jaune? Certes, la pureté du principe n'était plus intacte depuis que l'Allemagne avait donné le signal de sa violation; mais, malgré les entorses, la doctrine de l'intégrité demeurait vaille que vaille respectée. La défaite des Allemands au Chantong fournissait une bonne occasion de rétablir le respect du principe dans sa rigueur première en faisant remettre par le Japon sa conquête à la Chine.

Cette question délicate ne pouvait être discutée en pleine bataille. On convint de part et d'autre de laisser au temps, qui mûrit les problèmes politiques, le soin de faire son œuvre, la maturité vient vite dans le vent brûlant de la tempête.

La restitution éventuelle de Tsingtao n'était pas le seul nuage noir dans le ciel international. Les hommes d'État du Nippon entendaient bien profiter des circonstances pour faire faire de grands pas à leurs projets d'expansion sur le continent, et particulièrement à la pénétration économique et politique de leur influence. Sur ce point encore, ils devaient également rencontrer, devant eux, les diverses Puissances, la Russie exceptée.

Cette situation nouvelle, survenant du fait de la guerre, allait donner à Yuen Chekai, enfermé dans le palais impérial, de crainte d'un assassinat, l'occasion de poursuivre son rêve d'empire, poussé d'ailleurs qu'il était dans cette voie par son fils aîné Yuen Koting, sorte de kronprinz ambitieux.

Pour réaliser un tel rêve, l'appui ou tout au moins la bienveillance de l'étranger est nécessaire, car le dictateur, ayant contre lui la partie active et éclairée de l'opinion publique, les militans qui ont arraché une première fois le pays des mains d'un pouvoir absolu incapable, serait exposé, s'il était livré à ses propres forces, à trébucher lamentablement sur les premières marches du trône impérial.

Le dictateur chinois, voyant les Européens absorbés dans le gigantesque et lointain conflit, tourna donc ses regards vers la puissance grandissante du Japon, et des négociations secrètes s'engagèrent. Jusqu'à quel point la diplomatie japonaise entre-t-elle dans les vues du président chinois? C'est ce qu'il est

impossible de savoir; toujours est-il que la liste des exigences du gouvernement japonais, sûr de sa force, était telle que Yuen ne pouvait l'accepter dans son entier sans suicide. Aussi, une indiscrétion révéla-t-elle bientôt, en janvier 1915, la teneur complète des prétentions japonaises et, tout de suite, cette révélation produisit l'effet attendu sur tous les étrangers, particuliers et personnages officiels qui ont à défendre des intérêts en Chine.

Ce que voulait le Japon était, en effet, bien propre à jeter chez eux l'inquiétude. Il réclamait une telle place au banquet que les autres convives s'imaginèrent que la leur allait être réduite à rien; même, on voyait déjà ce redoutable concurrent s'installer en maître. Il demandait des concessions de mines et de chemins de fer, au Nord, au Centre, au Sud, des droits divers sur différens points du pays qui pouvaient lui permettre de rivaliser victorieusement, au point de vue économique, avec les autres étrangers les mieux pourvus (1); en outre, il réclamait, dans le cinquième groupe de sa liste, l'octroi de conseillers à lui, à côté du gouvernement central, à la direction des provinces, à celle de la police générale et locale, conseillers qui eussent été de véritables agens administratifs. C'était une sorte de protectorat, sans le nom, qui eût été institué ainsi sur cette immense population; c'était, en fait, la mainmise par le Japon sur la direction de cette énorme force en puissance qu'est la Chine d'aujourd'hui.

Les négociateurs japonais et le rusé Chinois n'avaient-ils pas introduit et discuté ce groupe dans le double dessein d'avoir un objet de marchandage afin de faire passer le reste et de permettre au dictateur d'avoir l'air, aux yeux des Puissances et du peuple, de sauver la situation en obtenant le retrait de ces demandes exorbitantes? Ces hommes de même race et de même finesse asiatique ne s'entendaient-ils pas au fond sur le terrain du principe commun : « L'Asie aux Asiatiques? »

Pour qui connaît la subtilité d'esprit des Extrême-Orientaux, dans les négociations, rien n'est moins impossible, et il faudrait, pour être complètement édifié, avoir pu voir le dessous des cartes, tenues par les mains si souples qui savent les faire

(1) Cf. *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1915 et *Revue politique et parlementaire* du 10 août suivant, où nous avons donné le détail de ces revendications et de leur résultat.

passer invisibles les unes sous les autres avec une dextérité incomparable.

Dans tous les cas, la révélation des demandes produisit, chez les Chinois et chez les étrangers, une profonde sensation; les premiers craignirent pour leur indépendance nationale et commencèrent un boycottage patriotique; les seconds, redoutant une décadence irrémédiable de leur influence politique, concentrèrent leurs efforts pour influer sur l'attitude du Japon. Sir Edward Grey devint leur porte-parole; il engagea l'allié de la Grande-Bretagne à tenir compte des situations acquises en Chine par l'Angleterre, la France, les États-Unis et les autres Puissances, formant bloc derrière lui. Les discussions, habituelles en pareille circonstance, se poursuivirent; on se fit de mutuelles concessions; finalement, le Japon obtint tous les avantages considérables d'ordre économique qu'il avait demandés et retira, provisoirement d'ailleurs, son fameux cinquième groupe, c'est-à-dire, sa demande de protectorat déguisé.

Quant au dictateur chinois, cette nouvelle formation de deux groupemens adverses lui ramenait la possibilité de continuer encore la vieille politique de bascule traditionnelle à Pékin et ainsi de ne dépendre, jusqu'à nouvel ordre, ni des blancs ni des jaunes. Comme il arrive toujours en pareil cas, c'était ce tiers qui gagnait le plus dans l'aventure. Tout en donnant satisfaction au Japon en vue d'un soutien éventuel de ses projets, il gardait l'appui des blancs et pouvait encore espérer tirer quelques fonds du consortium dont les élémens se trouvaient toujours groupés à Pékin; au début de septembre 1915, en effet, le groupe des cinq Puissances, tout comme s'il n'y avait pas eu la guerre en Europe, remettait encore à Yuen Chekai une douzaine de millions de francs, afin qu'il pût maintenir à flot le navire qui porte sa fortune.

* * *

Pendant les négociations entre les diplomates japonais et Yuen Chekai devenu, en l'espèce, une sorte d'intermédiaire entre son adversaire jaune et le consortium, la Russie observait une très grande réserve. Depuis le début de la guerre, en effet, ses relations avec le Japon s'étaient resserrées. La perspective de l'ouverture des Dardanelles vint encore contribuer au rapprochement en rendant inutile, dans l'avenir, toute

expansion russe vers le lointain Pacifique. Les causes de friction, les compétitions qui avaient été si nombreuses dans le passé allaient devenir de l'histoire. Dès janvier, les journaux chinois apercevaient déjà cette conséquence de la guerre d'Europe, et ils prédisaient une alliance future de la Russie et du Japon, que ne séparait plus aucune rivalité d'intérêts fondamentaux. La presse japonaise faisait écho; de-çà, de-là, on discutait la question, on préparait l'opinion.

D'autre part, le Japon apportait à la Russie un utile concours en lui envoyant des armes et des munitions; ses usines travaillaient pour elle; les trains chargés se succédaient sur le Transsibérien, et ainsi se trouvait compensée la faiblesse de la production russe, surtout en matière de projectiles.

Dans ces conditions, la Russie ne pouvait que désirer beaucoup ne pas intervenir dans les discussions au sujet des affaires chinoises, et cela, d'autant plus que les Russes, toujours bien informés, savaient que l'opinion publique et la presse japonaise se montraient très nerveuses. On trouvait mauvais dans les îles que les Puissances ne laissassent pas complètement les mains libres au Japon pour agir en Chine. Certaines feuilles s'exprimaient amèrement sur le compte de l'Angleterre alliée, le *Mainichi* surtout se signala par son langage. Dans certains cercles politiques influens de Tokyo, on préconisait une action militaire contre la Chine qui, profondément blessée par les demandes japonaises, semblait vouloir se mettre tout entière, afin de sauvegarder l'indépendance nationale, derrière le chef de l'État. Au Japon, les partisans d'une intervention armée faisaient valoir que jamais l'occasion n'avait été si propice de réaliser, d'un seul coup, les projets impérialistes les plus audacieux. La puissance militaire de la Chine n'était pas même un mythe. Ce pays se trouvait sans aucune organisation permettant d'improviser la moindre résistance; il se concrétisait, en somme, dans une seule personne, n'ayant d'appui, d'une part, que dans la partie la plus arriérée de la nation et, d'autre part, que chez des chefs militaires placés à la tête des provinces, chefs commandant à des troupes mercenaires sans valeur et incapables de se mesurer avec les soldats japonais.

Le gouvernement du Mikado eut à faire preuve d'une grande souplesse, en la circonstance, pour calmer les uns et les autres, pour se prêter aux mesures conciliatrices; mais ces complica-

tions eurent un effet funeste sur la grande guerre d'Europe. Plusieurs versions ont circulé à ce sujet. Voici, en tout cas, ce qu'en dit un journal du Nippon, le *Japan Chronicle* du 6 juillet dernier :

« L'arrêt soudain de la marche victorieuse vers l'Ouest, en apparence écrasante, des armées russes, en Prusse et à travers les Carpathes en Hongrie, ainsi que les durs revers que ces armées ont subis depuis leur recul à Przemysl, sont attribués par quelques observateurs de Washington à la récente crise dans les relations entre la Chine et le Japon.

« Selon des rapports reçus dans les cercles diplomatiques de Washington, la Russie, au commencement de la guerre, s'adressa au Japon pour la fourniture de matériel de guerre. Le Japon se trouvait en position de vendre toute quantité de munitions, de petites armes et même de canons, après le siège de Kiaotcheou, alors qu'il n'avait plus besoin de conserver une grande armée mobilisée ; aussi toutes les réserves des munitions japonaises dont on put disposer furent-elles chargées sur des wagons de marchandises, sur des express, et même dans des voitures à voyageurs, et envoyées par le Transsibérien en Russie. En outre, les manufactures d'armes japonaises et les usines métallurgiques reçurent et commencèrent à exécuter rapidement d'importans contrats pour la fourniture à la Russie de toutes sortes d'équipemens militaires, depuis des canons de campagne jusqu'à des uniformes et des selles.

« Lorsque les négociations entre la Chine et le Japon au sujet de la Mandchourie, de la Mongolie et de Kiaotcheou arrivèrent soudain à la phase critique, on dit que le gouvernement japonais estima prudent de garder au Japon ces fournitures militaires par mesure de précaution, dans le cas où les Chinois feraient la guerre, et aussi en raison de la possibilité de ce que quelqu'une des puissantes nations qui ont garanti l'intégrité de la Chine, même en tenant compte de la Russie, pût faire effort pour intervenir. L'effet de la conservation des ressources japonaises se manifesta presque intantanément au loin sur le front russe, car elle montra que les Russes avaient épuisé tout leur stock de munitions, et qu'avec leur production limitée, ils dépendaient du Japon pour la plus grande partie de la poudre, des cartouches, des obus dont l'armée avait besoin. En cette occurrence, des appels furent adressés au Japon, afin qu'il relâchât

son embargo, et une pression fut faite sur ce pays par les Alliés, jusqu'à ce qu'enfin le courant des fournitures fût rétabli. »

Et le journal, dans une forme tout asiatique, termine ainsi : « Nous donnons, dit-il, cette histoire pour ce qu'elle vaut. Il peut y avoir là quelque vérité, mais nous doutons que ce soit la vérité tout entière. »

Toujours est-il que la période de tension eut une fin assez rapide; l'habile attitude du gouvernement japonais, qui avait d'ailleurs obtenu sans coup férir d'immenses avantages en Chine, finit par être comprise du peuple, qui espère d'ailleurs toujours voir ses dirigeans compléter leurs succès, à la première occasion favorable. Les regards se portèrent de plus en plus du côté de la Russie, celle-ci ne devant plus être, dans l'avenir, une concurrente. Le travail des usines reprit, s'intensifia et, depuis plusieurs mois, l'aide précieuse que le Japon apporte à notre alliée lui permet enfin de faire face aux ennemis communs.

Mais l'attitude des Puissances, et particulièrement celle de la Grande-Bretagne, pendant les négociations, avait indisposé l'opinion publique japonaise ; on croyait dans les îles que la politique d'hégémonie allait pouvoir se réaliser d'un seul coup, et l'on en voulait à sir Edward Grey de son intervention. Pourquoi ne modifierait-on pas le système des alliances? Si une alliance avec la Grande-Bretagne ne nous donne pas tous les profits que nous en attendons, si la présence d'un nombre important d'Anglais en Chine donne au Foreign Office le droit d'intervenir ainsi, pourquoi ne pas substituer au traité de 1902, renouvelé en 1911, une alliance avec la Russie ? La défaite fatale de l'Allemagne, les animosités contre elle qui vont résulter de la guerre lui fermeront, après celle-ci, le marché russe ; ne serait-il pas d'une bonne politique que nous nous fassions, au moyen d'un traité, une place privilégiée sur ce marché? Au besoin, on pourrait aller jusqu'à un concours militaire.

Déjà, en mai, des journaux tels que le *Yamato*, l'*Asashi* parlaient de l'envoi possible de quatre corps d'armée sur le théâtre de la guerre européenne, à la condition, disaient ces feuilles impatientes, que la Triple-Entente signât un traité d'alliance offensive et défensive avec le Japon.

Plus tard, des interviews sensationnelles de personnages qualifiés, tels que l'ambassadeur du Mikado à Rome, mirent cette question grave au premier plan de l'actualité.

En Russie, M. Sazonoff laissait entendre un langage favorable; le ministère des Affaires étrangères faisait connaître à l'opinion que la Russie serait toute disposée à voir le Japon, qui avait déjà obtenu tant d'avantages en Chine, en obtenir encore de plus étendus, et à conclure avec son ancien adversaire une alliance politique.

MM. Conrad, professeur à l'Université de Pétrograd, et Chimiloff, rédacteur aux *Rousskoié Viedomosti* de Moscou, se rendaient au Japon, pour y faire des conférences, afin de démontrer au public tous les avantages d'une coopération militaire japonaise avec l'armée russe.

Ainsi, les volontés des hommes d'État des deux nations convergeant vers un même point, une alliance devint de plus en plus probable.

Mais toute alliance est le résultat d'un contrat, dans lequel chacune des deux parties apporte et demande quelque chose. Quelle est donc la condition que le Japon mettait à son concours?

C'était évidemment, d'une part, de pouvoir stabiliser les résultats déjà obtenus par lui en Chine, et, d'autre part, d'en poursuivre d'autres sans entraves, de marcher vers son but immédiat : la direction effective de ce pays, en écartant l'opposition de toute Puissance.

Or, il y a un peuple qui, bien que pacifique par principe et par tendance, serait susceptible de devenir un adversaire redoutable pour le Japon : c'est la grande République de l'Amérique du Nord. Certains hommes d'État japonais seraient bien aises de pouvoir éventuellement constituer, en vue d'une résistance aux vues américaines, un bloc imposant de plusieurs grandes Puissances.

Il convient d'ailleurs de remarquer que, sur ce point, le Japon n'est pas unanime dans ses sentimens. Chacun y envisage le but d'une alliance à sa manière. Le vieux Japon conservateur, qui a gardé l'esprit et les mœurs de la féodalité, semble comprendre une alliance avec la Russie comme un moyen de satisfaire ses aspirations impérialistes en acquérant des territoires, en renforçant le militarisme et en permettant de résister avec succès aux États-Unis. Le monde libéral, commerçant et industriel y voit l'ouverture d'un riche marché économique; ce milieu n'est pas hostile à une politique agressive contre les Américains, et voit d'un bon œil les acquisitions territoriales en

Chine. Enfin, les élémens démocratiques attendent d'une alliance une garantie de paix en Extrême-Orient et, par suite, une diminution du fardeau des dépenses militaires qui pèse si lourdement sur les épaules du peuple.

De ces trois courans, c'est, en ce moment, une combinaison des deux premiers qui l'emporte dans la direction des affaires publiques, avec prédominance de l'esprit féodal et militaire, et c'est là ce qui rend si délicate toute question d'alliance entre le Japon et une ou plusieurs des Puissances de l'Entente, celles-ci se trouvant liées d'amitié et d'intérêt avec les États-Unis.

Nul n'ignore le vieil antagonisme entre les deux riverains du Pacifique. On n'a oublié, ni en Amérique, ni au Japon, les frictions douloureuses, les complications graves qui sortirent de la question de l'émigration japonaise en Californie ; il a fallu, à ce moment, une grande habileté et une grande souplesse aux deux gouvernemens pour éviter une guerre. L'Américain du Nord, dans toutes les classes de la société est profondément imbu du préjugé de race ; la supériorité essentielle des blancs est pour lui un dogme, encore aujourd'hui. L'amour-propre des sujets du Mikado s'en trouve fort blessé. C'est ce préjugé qui a fortement contribué à envenimer les anciens conflits et laissé depuis subsister entre les deux peuples une grande froideur. Les oppositions sentimentales sont toujours un grand obstacle au rapprochement des peuples tout autant qu'à celui des individus. En outre, les États-Unis considèrent la Chine comme un marché qui doit rester les portes grandes ouvertes ; leurs nationaux qui y travaillent à l'œuvre de pénétration commerciale et industrielle n'entendent pas que ce vaste pays passe sous une domination féodale et militaire plus ou moins déguisée.

Lorsque les Japonais s'installèrent en Corée, ils trouvèrent sur leur chemin de nombreux missionnaires protestans américains avec lesquels ils eurent maille à partir ; car ces citoyens de la libre Amérique étaient fort choqués des procédés autoritaires de l'administration japonaise à l'égard des Coréens, leurs ouailles, dont ils prenaient la défense. Leurs confrères en Chine se rappellent les multiples conflits d'influence, et les commerçans et les gens d'affaires, la politique d'éviction lente, mais continue de tous les étrangers en Corée par les Japonais.

Qui dominera dans l'avenir le Pacifique ? Sera-ce la grande démocratie américaine, fière de son incroyable et puissant

développement industriel? Sera-ce l'empire du Mikado, installé sur le continent asiatique, et faisant marcher l'immense Chine tout entière à sa voix? Grave question qui embrasse toutes les autres et révèle un antagonisme latent.

Aussi, ces temps derniers, lorsque l'attitude du Japon dans la question chinoise se précisa, des navires de guerre américains furent-ils envoyés pour montrer leurs pavillons du côté de Changhai, et on annonça un vaste programme de constructions navales militaires par les États-Unis.

Pour le présent, cette attitude de la grande République ne paraît pas beaucoup troubler le Japon dans le développement de sa politique en Chine. Visiblement, le pacifisme si marqué des États-Unis dans leurs discussions avec l'insolente Allemagne a fait une profonde impression sur les Japonais. Ces observateurs sagaces semblent croire maintenant que le jour où quelque opposition se manifesterait d'une façon aiguë entre eux et les citoyens des États-Unis, ceux-ci, attachés avant tout à la paix, ne sortiraient pas des discussions juridiques, et que dès lors, le Japon, ne redoutant pas de jeter dans la balance le poids de son épée, conclurait nécessairement la controverse à son avantage.

Peut-être se trompe-t-il en cela? Dans tous les cas, l'opposition entre les deux peuples oblige la Grande-Bretagne et la France, alliées ou amies des deux antagonistes, à la plus grande circonspection, à la plus grande prudence, lorsqu'elles se trouvent en face de propositions, ayant pour but de stabiliser les avantages déjà obtenus en Chine par le Japon et de les compléter, en réalisant peut-être d'un seul coup son rêve d'hégémonie. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de l'hésitation des hommes d'État chargés de solutionner un aussi délicat problème, et de la suspension, qui paraît maintenant devoir être durable, des projets d'un concours militaire japonais sur les champs de bataille de l'Europe.

***

L'hostilité des États-Unis à toute mainmise par le Japon, sur la direction des affaires chinoises, nous remet en face du nœud de la question d'Extrême-Orient qui est le problème chinois lui-même. C'est à celui-ci qu'on devra trouver une solution juste, si l'on ne veut être exposé à en faire, après la guerre, un nœud gordien devant être tranché par l'épée.

Aujourd'hui, les Puissances se trouvent dans la même position où elles étaient du temps de l'Empire, lorsque le consortium première manière s'établit. Ou il faut constituer un nouveau groupement dont seront nécessairement exclues l'Allemagne et l'Autriche, un autre consortium, ou bien, chacun devra reprendre sa liberté et traiter seul avec le gouvernement de Pékin, quel qu'il soit. Cette alternative se présente comme il y a cinq ans, mais les événemens survenus depuis lors ont apporté leurs enseignemens.

La première et la plus importante leçon, que nous fournit l'histoire de la période critique traversée par la nouvelle République, est la faillite d'une action commune des Puissances, faillite fatale, parce que le principe constitutif du groupement était purement négatif, chacun de ses participans ne cherchant pas, en effet, un bien commun à tous; mais au contraire, ayant avant tout en vue d'empêcher les autres d'acquérir des avantages.

Ce système de neutralisation réciproque dominait même la première forme du groupement, lorsque ni la Russie, ni le Japon n'en faisaient encore partie; on pense bien, en effet, que l'Allemagne ne s'en était point mise pour faciliter l'action de la France et de l'Angleterre.

Avant même que la guerre n'éclatât, l'expérience était donc faite; non seulement l'action collective des Puissances n'avait pas permis un commencement de rénovation économique et administrative de la Chine, mais, au contraire, le consortium diplomatique avait été entraîné à favoriser une politique qui devait conduire à une sanglante guerre civile et à soutenir une dictature incapable et rétrograde paralysant toute espèce d'organisation sérieuse dans le pays. Il avait ainsi abouti à desservir les intérêts économiques et financiers que la plupart de ses participans comptaient défendre. A ce point de vue, l'échec était complet. Le groupement avait été surtout utile à ceux qui désiraient avant tout défendre le principe monarchique en empêchant une République de plus d'apparaître dans le monde. Le but atteint se trouvait être fort différent de celui visé par les financiers et les hommes d'affaires qui ne demandaient qu'une rénovation administrative assurant, avec la paix intérieure, la prospérité du pays, quelle que fût la forme du gouvernement. Aussi les banques n'accordaient-elles plus depuis trois ans à

la politique du consortium qu'un minimum de concours.

La situation intérieure de ce vaste pays, qui contient pourtant tant de richesses en puissance, subit toujours les effets de l'avortement de la politique initiale du consortium; aucune des espérances fondées sur la réorganisation administrative et politique de la Chine ne s'est réalisée, et les intérêts engagés dans ce pays sont encore en souffrance.

La question de défendre ces intérêts reste entière, et c'est là un des principaux facteurs du problème actuel à résoudre. L'Europe et l'Amérique ont prêté des sommes importantes à la Chine, peuvent-elles laisser ce pays se décomposer dans une corruption administrative et politique qui appellerait fatalement une domination étrangère et réveillerait ainsi la dangereuse question du partage et les rivalités?

Que la situation actuelle de la Chine soit aujourd'hui la même qu'elle était avant la Révolution et, à certains égards, plus mauvaise, cela ne fait point de doute, des faits nombreux sont là pour le démontrer.

Lorsque Yuen Chekai eut réussi, après s'être efforcé de paralyser l'organisation d'une république viable, à détruire par un coup d'État les bases de l'édifice déjà posées, ce mandarin d'ancien régime revint immédiatement par une pente naturelle au système gouvernemental et administratif de toute sa vie : un pouvoir absolu qui, régnant avec des moyens de coercition insuffisans, est obligé pour se maintenir d'acheter continuellement, pour les attacher à la personne du chef, ses subordonnés en leur donnant licence de s'enrichir aux dépens de la chose publique ou en les pensionnant directement.

C'était là le système de gouvernement de l'Empire, système résultant à la fois de la situation géographique du pays immense et sans moyens rapides de communication, de son développement historique particulier et de son régime économique et social. Dans ce pays, grand comme l'Europe, et dont la société en est encore à une sorte de patriarcat familial et à l'industrie domestique; dans cette Chine qui n'est pas, au sens où nous l'entendons en Occident, un État, une nation, mais une poussière de millions de petites républiques familiales, toute centralisation imposée d'en haut était, en effet, impossible. Or, sans centralisation, pas de pouvoir absolu effectif. C'est pour cela que l'empereur de Chine n'était guère qu'un pontife, un per-

sonnage religieux, dont l'autorité politique se trouvait être beaucoup plus théorique que pratique. Il gouvernait par des fonctionnaires se payant eux-mêmes et, en réalité, sans contrôle système qui aboutit infailliblement à la corruption et à la paralysie de tout le corps politique. Le mandarinat chinois, est une éclatante confirmation de cette loi historique.

Les mêmes causes engendrant les mêmes effets, Yuen Chekai, maintenant l'ancien système qui seul pouvait lui permettre de conserver le pouvoir, l'administration chinoise devait continuer à croupir dans la corruption et dans l'impuissance. Dans son ignorance de toute méthode rationnelle d'administration, sans personnel au courant des principes occidentaux, les occidentalisés étant pourchassés, Yuen Chekai, pour combattre le mal chronique qui a maintenu la Chine dans une sorte de léthargie pendant si longtemps, emploie le remède dont la monarchie impériale avait déjà éprouvé l'inefficacité : un contrôle par quelques censeurs, inspecteurs envoyés dans les provinces, dont le premier soin est de s'entendre avec les prévaricateurs pour fermer les yeux.

D'autre part, le prestige religieux du chef de l'État ayant été balayé par la Révolution égalitaire, les quelques généraux qui dans les provinces peuvent mantenir fidèles autour d'eux leurs soldats, sont en fait des personnages indépendans, sans respect pour le pouvoir et n'agissant qu'au gré de leurs intérêts personnels.

Le résultat d'une telle situation politique ne peut être que ce que nous voyons aujourd'hui : une impuissance de tout fonctionnement d'une administration régulière et une anarchie latente dans les provinces.

Un fait récent marque bien le caractère du régime actuel. Lors de la conclusion de l'emprunt de 1913, une promesse de réforme de la gabelle avait été donnée comme garantie, puisque tout le reste était déjà hypothéqué; un homme très compétent, sir Richard Dane, Anglais qui avait fait ses preuves aux Indes, fut chargé de diriger cette réorganisation fiscale : or, la presse d'Extrême-Orient nous apportait, en septembre, la nouvelle que ce directeur anglais de la gabelle chinoise offrait sa démission en déclarant qu'il se trouvait dans l'impossibilité de remplir sa tâche en présence du mauvais vouloir des fonctionnaires chinois.

Au surplus, voici le tableau que fait de la situation actuelle le correspondant du *Times* à Pékin, à la date du 25 août dernier :

« Ce qui est évident, dit-il, c'est que l'administration de la Chine est aujourd'hui pourrie à l'excès. Les réformes ne sont manifestes que par leur absence, et la corruption a fait de grands progrès. Le capital (possédé par les Chinois du pays) s'accumule dans les banques européennes des ports à traité, à cause du manque de confiance dans le gouvernement, la situation financière est des plus précaires.

« En dépit de cette situation, on peut admettre que le gouvernement est plus fort qu'il ne le fut à aucun moment depuis la Révolution; mais cette force est grandement due à l'appui à la fois moral et financier de l'étranger; beaucoup d'étrangers seront désappointés, si Yuen Chekai se sert de ce concours pour satisfaire son ambition personnelle, alors que l'œuvre des réformes dans le pays a si manifestement avorté. »

En présence de ces faits et du départ nécessaire de l'Allemagne du consortium, les Puissances se verront nécessairement forcées d'abandonner le système impossible d'une action collective sur la politique financière et économique de la Chine et de chercher d'autres moyens. Il faut avouer que la tâche n'est pas facile à l'heure où toute leur attention et toutes leurs forces sont absorbées dans la lutte de géans qui se déroule en Europe.

***

Un événement nouveau : la perspective du retour à la forme impériale du gouvernement chinois, la proclamation de Yuen Chekai ou de son fils Yuen Koting, comme empereur, pouvait faire croire aux gens enclins à abuser de l'analogie que la situation devait s'améliorer par là même. Jugeant, d'après ce qui s'est passé en France à la suite des bouleversemens de la Révolution, certains croient qu'un pouvoir fort et ordonnateur, un césarisme peut rétablir l'harmonie dans le chaos chinois.

C'est là une grande illusion. En effet, la France étant un peuple formé par son développement historique, par sa constitution administrative aux mœurs de la centralisation, et, de plus, vivant sur un territoire très peu étendu en comparaison de celui de la Chine, un pouvoir autoritaire communiquant une volonté ordonnatrice du centre aux extrémités, était, ainsi que l'histoire du Consulat et de l'Empire l'a démontré, éminemment capable de rebâtir sur des bases nouvelles l'édifice social écroulé. Comme nous l'avons vu, en Chine, il n'y a rien

de semblable; pas d'administration véritable capable de recevoir ou de communiquer l'impulsion partie du centre. De plus, il faut noter un esprit particulariste très marqué dans les provinces, chacune de celles-ci habituée depuis des siècles sous le débile gouvernement des empereurs mandchoux à une quasi indépendance; aucune sympathie, ni dans les masses, ni dans l'élite de la nation pour la personne du lointain personnage enfermé dans le palais impérial de Pékin, à l'abri de la bombe et du revolver qui le guettent. Les élémens nécessaires, pour constituer une dictature effective et bienfaisante, manquent donc, dans ce pays, à peu près absolument.

Aussi bien, la proclamation de l'Empire ne pourrait-elle rien changer à la situation ; elle ne pourrait constituer qu'une stabilisation, d'ailleurs illusoire, de ce qui existe actuellement. Ce n'est qu'un mot, et rien de plus, une étiquette nouvelle appliquée sur le régime paralytique qui tient la Chine immobile depuis deux ans, régime qui, à cet égard, a fait ses preuves et finalement laisse en souffrance les intérêts des étrangers dans le pays.

Mais ce mot a, pour les républicains qui ont fait la révolution, une extrême importance, car ils connaissent la valeur des formes. Depuis que le mouvement de restauration monarchique a été organisé par les agens de Yuen Chekai, des prodromes de révoltes sont apparus inquiétant vivement les Européens et les Américains résidant dans le pays. En ces dernières semaines, ceux-ci s'inquiétaient de la reprise du mouvement d'agitation terroriste qui secoua le pays dans les dernières années de l'Empire et contribua si puissamment à la révolution.

Toute liberté ayant été supprimée, toute revendication libre étant devenue impossible, les constitutionnalistes les plus militans, redevenus révolutionnaires depuis le coup d'État de 1913, ont repris, çà et là, la lutte sanglante. Déjà, l'an dernier, le président fut obligé de faire fusiller un de ses propres secrétaires, qui projetait de l'assassiner. Il y a peu de temps, le gouverneur de Canton, le général Long Tsikouang, était l'objet d'une tentative de meurtre politique qui ne réussit pas; à Changhai, l'amiral Tseng échappa également à la mort par miracle (1); ces deux personnages sont des protagonistes de la

(1) Depuis que nous avons écrit ces lignes, l'amiral Tseng a été tué à Changhai

reconstitution du régime impérial au profit de Yuen Chekai, régime qui leur laisse à eux-mêmes un pouvoir quasi absolu. Plusieurs autres personnes ont été aussi, depuis peu, assassinées pour les mêmes motifs. Enfin, un crime symbolique a été perpétré à Changhai ; le jour même où paraissait le premier numéro du journal pro-impérialiste, l'*Asia Jeupao*, une bombe éclatait à la porte de sa rédaction, tuant ou blessant dix personnes.

De son côté, la police des divers gouverneurs dont Yuen s'est assuré le concours redouble de rigueur. On rétablit les anciens supplices pour effrayer les ennemis du dictateur ; bien que la nouvelle législation pénale ait supprimé la torture, le révolutionnaire qui lança la bombe sur le gouverneur de Canton fut exécuté avec tous les raffinemens de cruauté du temps passé ; il subit la mort lente, c'est-à-dire qu'on commença par lui couper le nez, les oreilles, les extrémités des mains et des pieds ; on lui enleva les seins au couteau et toutes les parties protubérantes du corps ; on lui fit une incision sur le ventre, et on lui ôta une partie des intestins, ayant soin de ne pas le faire périr du coup ; puis on lui arracha les deux yeux ; enfin, on lui ouvrit le front et on lui enleva la cervelle avec une cuillère. Les supplices de ce genre n'ont pas arrêté les révolutionnaires sous l'Empire tartare-mandchou ; il est vraisemblable qu'ils n'arrêteront pas davantage leur mouvement sous le règne de l'ancien vice-roi, que celui-ci se proclame ou non empereur.

En outre, tous les membres des assemblées diverses, provinciales ou autres, qui ont été supprimées, continuent leurs conspirations sourdes, leurs machinations secrètes ; les vieilles sociétés, où l'on jurait, par le sang, haine à mort aux Mandchoux, ont repris leur activité, étendant leurs ramifications pour recommencer leur œuvre destructrice, et elles se servent aujourd'hui du même mot d'ordre : « Guerre à un gouvernement qui livre la direction de notre pays aux étrangers ! »

Telle est la situation bien réelle du moment présent, et il ne faut point, si l'on veut pouvoir porter un jugement sur les choses de ce pays, se laisser illusionner par les nouvelles tendancieuses émanées du cabinet du dictateur lui-même et qui annoncent qu'un plébiscite va le nommer empereur. Quelques agens s'en vont dans les provinces et envoient des adresses

par un républicain. Le directeur, à Tokyo, des étudians chinois, qui avait fondé un groupe monarchiste a été également assassiné.

convenues selon un procédé bien connu. Il y eut à ce sujet une amusante polémique entre la *Politique de Pékin*, organe officieux du Cabinet et le *Journal de Pékin*, appartenant à des Européens, cette dernière feuille ayant renseigné ses lecteurs sur les sommes que recevaient les compères, chargés de simuler à l'usage du public occidental, la voix du peuple.

Car, chose digne de remarque, tout ce bruit n'est fait ni pour les Chinois, ni pour les étrangers résidant dans le pays où tout le monde rit à l'idée d'un plébiscite, d'un vote indépendant, puisque aucune liberté politique n'existe plus et que tout opposant réel devient suspect de rébellion et peut être exécuté comme tel.

On spécule visiblement sur la difficulté d'être renseigné exactement en Europe et on espère faire facilement prendre, à un public qui se trouve si loin et que l'on a besoin de ménager, des apparences pour des réalités. De là, tous ces procédés imités de l'agence Wolff pour tâcher d'influer sur nous; de là, un simulacre de consultations nationales à notre usage; de là, l'annonce de la deuxième abdication du petit empereur pour légitimer Yuen Chekai après avoir solennellement légitimé, une première fois, la République.

En vue de la réalisation de son projet, Yuen Chekai s'assura l'adhésion de l'Allemagne. L'*Asashi* nous apprend, en effet, que le jour où M. Lou, ministre des Affaires étrangères, alla consulter le représentant du Kaiser, le diplomate l'accueillit chaudement : « Rien ne peut, lui dit-il, être plus agréable à S. M. l'empereur d'Allemagne, qu'un pouvoir fort en Chine. » D'ailleurs, les Allemands n'ont qu'à se féliciter du concours habile qu'ils ont trouvé près du dictateur chinois; c'est grâce à celui-ci, — la presse n'étant point libre, — qu'ils ont pu, depuis le début de la guerre, exercer une influence considérable sur les journaux chinois, créer de nouvelles feuilles et travailler l'esprit public de ce vaste pays selon leurs procédés habituels.

D'autre part, une restauration impérialiste posant la question de la reconnaissance du régime nouveau par les Puissances ainsi entraînées à consacrer de leur approbation la violation d'un serment de fidélité à une Constitution régulière, M. Wilson, toujours scrupuleux, s'informa de divers côtés et auprès de Yuen Chekai lui-même, de la valeur du soi-disant mouvement monarchiste dont on faisait tant de bruit. Après avoir constaté que tout cela était factice, il fit savoir au dictateur chinois que

son projet ne devait compter ni sur la sympathie, ni sur l'assentiment des États-Unis.

De son côté, le comte Okuma avait fait précédemment un discours, dont la bienveillance même inquiétait sérieusement les partisans de la restauration; mais, bientôt, ceux-ci reçurent soudain comme un véritable coup de massue. Le représentant du Mikado à Pékin, appuyé par les ministres de Grande-Bretagne et de Russie, faisait savoir que les trois Puissances étaient décidément hostiles à l'ascension de Yuen au trône impérial. La diplomatie française ne pouvait rester seule aux côtés du Kaiser pour continuer la politique désormais caduque du consortium, aussi, quelques jours plus tard, apprit-on enfin que la République française renonçait à son tour à approuver la restauration monarchique, en Chine, du moins pour le présent; puis l'Italie se joignit aussi au groupe des Alliés.

Ces faits, de si haute importance, donnent à la question chinoise un aspect nouveau; néanmoins, celle-ci reste entière car la situation intérieure de ce pays demeure toujours aussi mauvaise, aussi délicate pour les intérêts étrangers.

*
* *

Cette question est depuis plusieurs années comme une pomme de discorde entre les nations, parce que l'immense peuple chinois, vivant isolé du monde, a trop bien suivi l'enseignement de ses philosophes antiques qui lui prêchaient la paix, et l'ont ainsi conduit au mépris du métier des armes. Nul peuple n'est plus pacifique, ni plus pacifiste que celui des sectateurs de Confucius et, à cause de cela même, le voilà, malgré le chiffre énorme de sa population, sans force de résistance contre les convoitises du dehors.

Croyant sans doute faire une politique d'habile prévision, les étrangers ont voulu le maintenir dans sa faiblesse de peur que, quelque jour, cette immense masse humaine étant devenue un tout organique ne fût un danger pour les autres peuples et ne pût rivaliser avec eux dans la guerre. En fait, on a abouti à faire de la faiblesse même de la Chine un péril d'un autre ordre : une excitation constante au déchaînement d'appétits adverses susceptibles de produire des conflits.

Déjà, on a dû renoncer à partager cet immense territoire devant les difficultés d'ordre extérieur, devant l'impossibilité

de faire une juste part aux convoitises; on a ainsi laissé passer l'heure où la chose eût été possible, et l'on peut d'autant moins reprendre maintenant ce projet que le sentiment du respect des nationalités a fait, chez les nations vraiment civilisées, les progrès considérables que la guerre actuelle met en lumière. Pourquoi les diverses Puissances de l'Entente n'adopteraient-elles pas, à l'égard de la Chine, une politique fondée sur les mêmes principes que celle pour laquelle tant de héros versent actuellement leur sang en Europe?

Si aucun appui extérieur n'est donné au régime actuel, il est infiniment vraisemblable que celui-ci s'écroulera comme le régime mandchou et pour les mêmes causes, puisqu'il est de la même essence et qu'il possède les mêmes défauts. Alors, mais seulement alors, ce grand pays pourra reprendre l'œuvre commencée un moment dans les premiers jours de la République, c'est-à-dire chercher à s'organiser dans la liberté en conformité avec sa nature et son développement historique antérieur, créer des États provinciaux et une fédération nationale, en un mot édifier une démocratie analogue à celle des États-Unis d'Amérique, puisque aussi bien nulle forme de gouvernement n'est mieux en harmonie avec les principes philosophiques, et les mœurs sociales qui prévalent dans la civilisation chinoise.

Comme toute démocratie est naturellement éloignée de la politique de conquêtes, le peuple chinois ne pourra ainsi devenir le danger militaire futur qui effrayait certains; au contraire, il sera porté, pour mettre en valeur les richesses de son sol, à entrer dans le concert des activités économiques mondiales où la politique ne le placera plus dans une condition inférieure et humiliée.

Cette hypothèse n'a rien de chimérique; elle constitue, depuis plusieurs années, le programme de toute la partie éclairée du peuple chinois; elle formait celui des assemblées élues : Chambre, Sénat, Assemblées provinciales, qui furent dissoutes par le coup d'État. Si la réalisation d'un tel programme, ne rencontrant plus aucun obstacle du dehors, était enfin rendue possible, la politique internationale se trouverait enfin débarrassée de l'épineuse question chinoise, susceptible de devenir aussi dangereuse que la question balkanique.

FERNAND FARJENEL.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

D'APRÈS LE LIVRE DE M. LE PRINCE DE BÜLOW

V[1]

DE L'APOGÉE A LA FAILLITE (1)

Rome, ayant acquis l'empire, devint la cité la plus riche de l'univers. Avant elle, d'autres capitales d'empires terrestres ou maritimes avaient connu la prospérité : Memphis et Babylone, Ninive et Suse, Carthage et Alexandrie. Mais, vers la ville des Césars, coulait toute richesse des hommes civilisés et, depuis les ténèbres de Thulé jusqu'aux soleils d'Éléphantine, depuis la forêt affreuse des Sarmates jusqu'aux ombrages dorés des Hespérides, tout le monde connu travaillait à l'entretenir. Elle avait pu troquer ses huttes de torchis, ses ruelles de travertin et ses temples rustiques contre les placages de granit et de marbre. Elle pouvait s'offrir toutes les commodités, toutes les merveilles qu'avant elle les architectes des hommes blancs avaient inventées. Elle pouvait nourrir sa plèbe à ne rien faire et, dans ses Thermes et ses Colisée géans, lui donner, chaque jour, quelque luxe et quelques divertissemens nouveaux. Ni paresse, ni prodigalités, ni folies de conception ou de conduite ne venaient à bout de ses revenus.

C'est qu'en un temps où l'agriculture était la principale

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, du 1er juillet et du 15 septembre.

source des richesses, Rome tenait sous la loi toutes les terres fertiles et même toutes les terres cultivables du monde connu : sur le pourtour entier de la Méditerranée, nourrice de l'humanité raisonnante, centre et foyer de la civilisation d'alors, le domaine romain s'étendait jusqu'aux limites de l'horizon, où la barbarie semi-nomade ne possédait plus que des forêts inondées, des plaines glacées ou des déserts inaccessibles; Rome avait tout le vignoble, toute l'olivette, tous les guérets alors soumis à la houe et à la charrue.

La transformation en grand des matières premières, l'industrie des ateliers, commençait à peine; mais chaque *villa* romaine, ayant son tissage et sa forge, se suffisait à soi; ses troupeaux, ses cultures, sa forêt et les carrières du voisinage lui fournissaient tous les matériaux bruts, et la glèbe romaine avait en surabondance la seule énergie que l'homme eût encore tournée contre la nature : le muscle animal ou servile. Au service des ateliers urbains, qui travaillaient les matières coûteuses et les nobles métaux, Rome possédait aussi tous les gisemens métallifères, car elle avait l'Espagne, « ce coffre-fort de l'éternité, » comme disait Strabon, d'où le cuivre, l'or et l'argent lui arrivaient en lourds convois; même en Gaule, elle avait ses argentières et ses laveurs d'or, et l'étain des Cornouailles lui donnait le monopole du bronze que, seule, dans un autre monde, — on pourrait dire : dans une autre planète, — la Chine d'alors était à même de fabriquer pareillement.

Enfin, la Méditerranée étant le champ du commerce universel, les ports italiens étaient au carrefour de toutes les navigations et, sur terre, Rome possédait les chemins de pierre, les voies dallées dont ses légionnaires avaient sillonné leurs conquêtes. Grâce à ce merveilleux instrument de transports et de voyages rapides, dont aucun peuple avant les Romains n'avait conçu l'ambition, dont ils étaient encore les seuls au monde à disposer, ce n'était qu'en terres romaines, sous la règle de la paix et le règne de la loi romaines, que le commerce pouvait exister : le barbare le moins soumis trouvait encore son bénéfice à franchir le seuil romain pour vendre ses captifs, ses troupeaux ou ses bras et pour acheter sa nourriture, ses armes, ses étoffes et la parure de ses femmes. Rome, tête du monde, Rome, patronne et législatrice du genre humain, présidait à la vie économique comme à la vie militaire et juridique de l'uni-

vers : pour faire de la politique mondiale, elle n'avait qu'à faire sa politique romaine; pour disposer du marché mondial, elle n'avait qu'à exploiter son marché romain.

Après 1871, Berlin, ayant acquis l'empire, devint pour le monde germanique ce que Rome était devenue pour le monde méditerranéen après César. Résidence de ce Hohenzollern, dont Bismarck avait fait le César allemand, capitale de son électorat-royaume, centre de toutes ses affaires publiques et privées, Berlin disposait par lui des terres les mieux cultivées, du commerce le mieux outillé et des industries les plus florissantes qu'eût encore jamais eus un peuple d'Allemagne.

Sur les 540 000 kilomètres carrés de cet empire allemand, l'électorat-royaume en occupait 350 000, et sur les 41 millions d'Allemands, 25 millions étaient sujets prussiens de vieille souche ou d'acquisition récente. Dans ses provinces prussiennes de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, que, depuis deux siècles, l'électeur-roi avait laborieusement améliorées, Berlin avait les plus grosses fermes de l'Allemagne, les plus grandes productrices de grains, de pommes de terre, de betteraves à sucre et de bestiaux; la Bavière plus fertile gardait une supériorité en certaines cultures de luxe, vigne et houblons, et dans l'élevage du gros bétail; mais la Prusse restait la nourrice de l'Empire, et ses hobereaux de l'Est étaient l'énergique état-major de la plus nombreuse et de la plus solide armée paysanne.

Pour l'industrie, c'étaient pareillement les provinces prussiennes du haut Oder et du Rhin, la Silésie, la Westphalie et le Rheinland, qui, dans l'Empire, extrayaient le plus de charbon, le plus de minerais, fondaient le plus de fer, tissaient le plus de laine et de coton. L'hégémonie commerciale de la Prusse était encore mieux assurée : le Hohenzollern tenait les rivages de la mer du Nord et de la Baltique et n'y laissait de place qu'à des États secondaires, sans grande industrie, presque sans trafic, l'Oldenbourg et les Mecklembourg, ou à des républiques côtières, sans le moindre hinterland, Brême, Hambourg et Lubeck. Tous les peuples allemands devaient donc emprunter le transit de la Prusse pour atteindre les ports qui ouvraient à l'Empire ses relations avec le reste du monde et surtout ses communications quotidiennes avec sa meilleure fournisseuse et cliente d'alors, la Grande-Bretagne.

Que pouvaient devenir les vieilles places commerçantes et

financières de l'Allemagne du Sud? Leur fortune d'autrefois avait été faite par leurs relations d'outre-monts et d'outre-Rhin, aux temps où la vieille Allemagne vivait des marchés de France et d'Italie. C'est aux nouveaux comptoirs et aux nouvelles banques du Nord que tout le trafic était amené par les relations grandissantes d'outre-mer, du jour où l'Empire tirait d'Angleterre ses moyens, ses modèles et ses modes de vie : l'Allemagne fut toujours un gigantesque tournesol orientant sa face tout entière vers celle des civilisations du dehors dont elle vivait présentement.

Bismarck, tout au long de son ministère, travailla à cette hégémonie économique de la Prusse; il y tenait autant qu'à l'hégémonie politique et militaire; il savait par l'histoire d'autrefois quels frais l'Empire a toujours entraînés pour son titulaire : pour garder la dignité impériale, il voulait que le roi de Prusse et son peuple restassent les plus riches de l'Allemagne, afin de tenir l'Empire non seulement de la victoire et des traités, mais aussi des intérêts satisfaits : pliant toute sa politique intérieure à l'unité allemande sous l'hégémonie prussienne, il pliait toute son économique à l'accroissement de la richesse allemande sous le contrôle de Berlin.

Il avait été libre-échangiste avant l'Empire, aux temps où il fallait faire aux petits États les conditions de commerce les plus avantageuses pour les attirer dans l'orbite douanier et financier de la Prusse. Il devint protectionniste du jour où, pour maintenir intacte et dominante la force du Hohenzollern, il fallut protéger l'agriculture. Car, pour conserver au Hohenzollern ses revenus et sa pépinière de serviteurs indispensables, il fallait que la terre continuât de nourrir non seulement le hobereau qui l'exploitait, mais encore ses fils qui travaillaient pour le roi de Prusse et n'en recevaient qu'une solde insuffisante. La ruine ou le marasme de l'agriculture eût amené le découragement des sujets héréditaires, le vide dans les cadres prussiens, la nécessité d'augmenter les soldes pour n'avoir ensuite qu'un recrutement plus démocratique, moins propre à tous les besoins intérieurs de la monarchie. Ce fut pour restaurer les revenus de l'agriculture prussienne, par la nationalisation des moyens de transport et par la refonte des traités commerciaux, que Bismarck prit en 1880 le portefeuille du Commerce.

Son œuvre économique de 1880 à 1890 ne fut pas aussi grande, mais fut encore plus belle que son œuvre diplomatique de 1860 à 1880. Son protectionnisme fut combiné si habilement que, tout en défendant le hobereau et la terre, il n'entrava ni l'industrie ni le commerce. La ferme prussienne retrouva pour ses produits des cours rémunérateurs; l'usine allemande couvrit néanmoins le territoire de ses fabriques et de ses ateliers décuplés :

COMMERCE SPÉCIAL DE L'EMPIRE ALLEMAND (en millions de marks)

	1872	1878	1884	1890
Importations.	3 257	3 513	3 860	4 145
Exportations.	2 318	2 887	3 204	3 226

Ces chiffres du commerce extérieur ne donnent encore qu'une faible idée du travail de l'Empire durant l'ère bismarckienne. En affaires commerciales comme en affaires diplomatiques, l'Allemagne de Bismarck vivait pour elle-même et sur elle-même beaucoup plus que pour le monde extérieur. Elle était occupée à effacer chez soi les traces des trois ou quatre siècles de guerres qui l'avaient dévastée, démeublée et démunie. Sur le chemin de la civilisation matérielle et du bien-être, elle se voyait en retard de plusieurs générations, derrière la France et l'Angleterre : elle n'avait encore qu'un drap dans ses lits, quand elle en avait un; elle continuait d'habiter les ruelles et les vieilles murailles de ses villes moyenâgeuses. Mais, en commerce comme en diplomatie, Bismarck la tenait plutôt sur la défensive : il s'efforçait d'écarter du marché allemand les concurrens étrangers bien plus que de pousser les produits allemands sur les marchés de l'Europe et du monde. Le commerce extérieur ne représentait donc que la moindre part de l'activité allemande. Quiconque avait vu l'Allemagne de 1871 et revoyait celle de 1890 admirait les résultats grandioses de l'effort bismarckien; mais aucune statistique ne saurait les chiffrer aujourd'hui; la vie quotidienne échappe aux mesures de l'homme; les chiffres en notent quelques-uns des aspects extérieurs; ils ne peuvent jamais en traduire l'intensité profonde ni le jaillissement et la verve épanouie. Continué jusqu'à nos jours, l'examen des chiffres donnerait peut-être la conviction qu'après l'ère de Bismarck (1871-1891), l'ère de Guillaume II

(1891-1914) n'en fut que la continuation régulière, accélérée seulement suivant les lois ordinaires de la vitesse :

CONSOMMATION ALLEMANDE PAR TÊTE D'HABITANT (en kilogrammes)

	1876-1880	1886-1890	1900	1910
Charbons	1 170	1 686	2 662	3 343
Fer	51	89	161	218
Cuivre	0,4	0,7	1,9	3,3

Mais la vérité est que l'Allemagne de Guillaume II prit le contre-pied des règles et des ambitions que Bismarck s'étaient données : en affaires, comme en politique extérieure, le « nouveau cours » rompit brusquement avec l'ancien ; les traités de commerce, signés par Bismarck de 1879 à 1882, avaient organisé un certain équilibre pacifique de la production agricole et de la production industrielle ; les traités Marshall-Caprivi, dictés par Guillaume II en 1891, organisèrent l'agression du commerce et de l'industrie germaniques sur le monde.

***

« Sous l'influence d'une stagnation momentanée de l'exportation, — dit M. de Bülow, — la politique douanière Marshall-Caprivi, afin d'obtenir la prompte conclusion de traités favorables, offrit à l'étranger une réduction des droits sur les céréales. L'agriculture dut payer les frais de ces traités : il lui fallut travailler dans des conditions beaucoup plus défavorables; cela équivalait, au dire de Bismarck, à un saut dans l'inconnu. »

La politique douanière de Bismarck tendait à assurer les revenus de toute terre allemande, les salaires de tout travail allemand, mais d'abord la grandeur de la Prusse ; la politique de Guillaume II ne rêva que d'augmenter toujours, coûte que coûte, l'exportation allemande ; pour développer à tout prix l'industrie au dedans et le commerce au dehors, elle voulut agrandir sans cesse la façade de l'usine germanique et en imposer les produits à tout l'univers : *Deutsche Politik*, avant ; *Weltpolitik*, après.

Bismarck, ministre du Commerce, pas plus que Bismarck, ministre des Affaires étrangères, n'avait jamais été « mondial. » Son univers à lui avait eu trois bornes : Paris, Vienne

et Pétersbourg. C'est dans ce triangle restreint, mais de surveillance commode, qu'il s'était efforcé d'établir la suprématie de l'Allemagne. Son œuvre continuée eût abouti, sans doute, au résultat qu'il avait en vue. L'Allemagne était placée, le peuple allemand était doué pour mener à bien cette tâche : son sol, son sous-sol, son état social et politique, son tempérament, sa forme de civilisation et sa position géographique, tout lui permettait de mettre en sa clientèle les marchés de cette Europe bismarckienne et, surtout, les deux autres empires auxquels la politique bismarckienne avait toujours réservé ses sourires, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Bismarck avait vu le couronnement de son œuvre diplomatique dans l'union des trois Empereurs : son œuvre économique avait tendu à la liaison de tous les intérêts entre les trois Empires, parce que, dans ce trio, c'était l'Allemagne, — et, dans l'Allemagne, la Prusse, — qui était assurée de récolter les plus grands profits.

Les deux autres Empires avaient des terres beaucoup meilleures. Mais, en Allemagne, la science avait vulgarisé l'emploi de ces engrais chimiques, en particulier de ces sels de potasse que le sous-sol allemand fournissait en abondance : le sol allemand portait des récoltes que ses voisins pouvaient lui envier; sa production intensive de betteraves et de pommes de terre, combinée avec l'intensive organisation de son industrie, lui avait donné le quasi monopole de certaines denrées alimentaires; durant la décade 1880-1890, l'Allemagne avait été la reine du sucre et de l'alcool dans l'Europe orientale et centrale (1); ce n'est pas avant les années 1900 que, sur leurs terres bien plus fertiles, l'Autriche-Hongrie et la Russie s'efforcèrent d'imiter cet exemple.

Les deux autres Empires avaient un sous-sol aussi riche,

(1) PRODUCTION ALLEMANDE (en milliers de tonnes)

	1871-75	1876-80	1885	1890
Sels de potasse . . .	454	698	920	1 274
Betteraves.	2 925	4 224	4 936	5 093
Sucre brut	249	372	1 123	1 213
PRODUCTION A L'HECTARE (en quintaux)				
Betteraves	234	272	302	329
TENEUR D'UN QUINTAL DE BETTERAVES (en kilogrammes)				
Sucre	852	874	1 079	1 236

plus riche même que l'Allemagne ; la Russie surtout était bien mieux pourvue de charbons et de minerais. Mais les exploitations de la Russie et de l'Autriche-Hongrie et leurs industries étaient dans l'enfance. Pour cette Europe orientale, l'usine bismarckienne était devenue sans peine ce que l'usine britannique était devenue cinquante ans plus tôt pour le Continent et le reste du monde. Ici encore, la science et l'organisation techniques de l'Allemagne lui avaient donné une avance que les autres Continentaux n'avaient jamais prévue. En vingt ans, l'Empire avait doublé sa production de charbons et de fer ; en 1891, il était encore bien loin d'égaler l'Angleterre ; mais déjà il égalait, à lui seul, tout le Continent réuni (1) et, par sa consommation de cuivre, on pouvait jauger la domination de son industrie électrique et quincaillière.

La vapeur, les grosses machines et les manufactures encombrantes avaient fait la fortune de l'usine anglaise et restaient son domaine principal ; mais l'électricité, la petite machinerie et la quincaillerie étaient désormais des spécialités allemandes où toutes les qualités germaniques, science, patience, ordre et économie, trouvaient leur emploi. L'Allemagne était loin de produire autant de cuivre que la Grande-Bretagne, mais elle en achetait de toutes mains ; sur le Continent, elle devenait la reine incontestée de ce métal. Autre spécialité : la science de ses laboratoires avait créé des industries nouvelles, dont la houille était la source, mais dont les produits chimiques et pharmaceutiques étaient le résultat : l'Allemagne était devenue la reine des drogues et des couleurs ; moins riche en charbons que l'Angleterre, elle savait pourtant tirer de ses houilles

(1) PRODUCTION ALLEMANDE (en millions de tonnes)

	1871-75	1876-80	1885	1890
Charbons.	44,1	52,2	73,6	89,2
Fer brut.	1,9	2,1	3,6	4,6

PRODUCTION EUROPÉENNE DE CHARBONS (en millions de tonnes)

	Allemagne	Autriche-Hongrie	Russie	France et Belgique	Grande-Bretagne
1886	73	20	4,5	37	160
1891	94	29	6,2	44	188

PRODUCTION EUROPÉENNE DE FER BRUT

1886	3,5	0,7	0,5	2,2	7
1891	4,6	0,9	1	2,6	7,5

un bien meilleur profit ; aussi pouvait-elle doubler sa production houillère et doubler son importation de charbons anglais, sans avoir jamais de stocks encombrans.

Dans le commerce européen, elle avait conquis une position aussi forte, aussi profitable, et qu'il lui était aussi facile de tenir et d'étendre. Elle ne visait pas à l'accaparement. Elle ne parlait jamais de monopole. Elle reprenait de son mieux le rôle de courtier que la nature et l'histoire lui avaient toujours donné entre les civilisations plus avancées de l'Occident et les humanités plus rudes du Nord et de l'Est. Sa marine et ses placiers reparaissaient, après quatre siècles, dans ces ports et sur ces marchés du fond de l'Europe, où jadis les commerçans de la Hanse avaient régné pour leur plus grand profit assurément, mais aussi pour le service de la communauté européenne. Entre l'Occident industriel et les paysans de Scandinavie, de Russie ou d'Autriche, entre les quais de l'Europe atlantique et les profonds hinterlands de l'Europe orientale, l'Allemagne n'était-elle pas l'entrepôt nécessaire, et ses ports n'étaient-ils pas, aujourd'hui comme autrefois, l'étape inévitable ?

La Hanse avait eu le grand tort jadis de s'imposer par la menace ou par la force, et la révolte de ses cliens s'en était suivie. Bismarck, en affaires comme en diplomatie, ne faisait qu'offrir son honnête courtage, et son Allemagne montrait une complaisance, une promptitude, une politesse un peu serviles à se domestiquer au service d'autrui, à se contenter des profits que les maîtres du commerce mondial, les Anglais, voulaient bien lui laisser.

Cette collaboration anglo-germanique coûtait quelques sacrifices à l'orgueil des vainqueurs de 1870 : sur combien de produits, sur combien de façades, s'étalait le nom de *firmes* anglaises aux lieux et places de noms allemands ! le pavillon britannique couvrait combien d'envois et combien d'affaires dont les statistiques anglaises se glorifiaient devant le monde et dont le mérite revenait à l'effort allemand !... Mais les bénéfices en revenaient aussi à la bourse allemande : au seigneur anglais, la gloriole ; au travailleur germanique, le gain sonnant. Sans l'hospitalité anglaise, dont abusait si étrangement le *clerk*-espion ; sans le crédit anglais, dont le juif allemand faisait profiter ses compatriotes chez ses congénères britanniques ; sans les marques et les signatures anglaises, dont se servait tout lan-

ceur de nouveautés allemandes, jamais l'Allemagne bismarckienne ne serait arrivée si tôt à construire cet établissement complet, ferme, usine et comptoir, dont elle tirait de si beaux revenus.

Dans l'ensemble, tout cet établissement bismarckien était fondé sur les réalités les plus solides, sur les calculs les plus certains, sur les expériences les plus probantes. Il limitait sagement ses ambitions et ses risques. Il n'embrassait que ce qu'il pouvait étreindre et ne demandait que ce qu'il avait le droit et le pouvoir d'obtenir. Il répondait en outre aux besoins les plus impérieux de l'Allemagne et de l'Europe, du présent et de l'avenir. Sa réussite importait aux autres presque autant qu'à lui-même : quiconque avait souci du bien-être et du progrès de l'humanité, ne pouvait qu'applaudir aux résultats de cet effort herculéen, sinon à tous les gestes et à tous les dires de cet Hercule, dont la franchise et la loyauté n'étaient pas la plus ordinaire vertu. Aussi les résultats en étaient-ils pleinement satisfaisans pour l'Allemagne :

COMMERCE SPÉCIAL DE L'ALLEMAGNE (en millions de marks)

	Importations			Exportations		
	1880	1885	1890	1880	1885	1890
Matières premières .	1 863	1 948	2 949	958	739	844
Manufactures	955	988	1 132	1 933	2 120	2 482
Total	2 819	2 937	4 145	2 892	2 859	3 326

D'une marche régulière et sûre, elle allait au développement progressif de toutes ses affaires : solidement appuyée sur son agriculture spécialisée et sur sa technique à jour, elle tirait de son sol et de son sous-sol assez de richesses pour combler l'écart de valeur entre ses importations et ses exportations, pour subvenir à ses besoins grandissans de confort et de luxe, pour payer et continûment amortir les coûteuses installations de son industrie et de son commerce et pour consacrer encore chaque année de nouveaux millions à son outillage, à son instruction et à son recrutement techniques. Ayant de quoi s'occuper et s'enrichir chez elle, elle pouvait n'aller chez les autres, ne leur acheter et ne leur vendre qu'au fur et à mesure de ses nécessités, à elle, et pour la seule considération de ses propres bénéfices. Elle pouvait donc choisir ses fournisseurs et ses cliens et ne risquer ses envois que sur les meil-

leures références. Elle avait, d'ailleurs, ses meilleurs cliens dans son voisinage, dans les alliances de son gouvernement ou les amitiés de son Empereur, dans cette zone de sécurité où la pointe de son casque lui donnait toute garantie contre les orages commerciaux.

Elle obtenait, elle méritait les sympathies de sa clientèle, moins par la valeur foncière de ses produits qui restaient de qualité inférieure, que par son zèle à servir les petits acheteurs, à satisfaire les besoins démocratiques, à fournir les moindres débitans comme les plus gros, à vulgariser les dernières inventions et à les mettre à la portée de toutes les bourses. L'Angleterre, qui avait si longtemps tenu ce rôle pour le progrès de l'humanité, semblait, en 1890, pencher de jour en jour vers le snobisme aristocrate et vers l'impérialisme dédaigneux : personnifiées dans un Chamberlain, sa raideur, son ignorance des dernières découvertes et ses prétentions d'imposer aux autres peuples ses modes, ses conditions et ses prix, toute son *insularity* faisait valoir la souple promptitude des Allemands à subir les habitudes et les préférences de tout client nouveau.

Ceux-là mêmes qui gardaient leur reconnaissance aux incomparables services de l'Angleterre libérale, leur défiance et leur haine à la duplicité et au brigandage d'un Bismarck ne voyaient pas d'un mauvais œil que le brochet allemand entrât, grandît et s'agitât dans le commerce continental où la carpe anglaise semblait vouloir s'endormir et s'envaser un peu : ce que la Prusse bismarckienne avait commis de crimes en Europe contre les nationalités semblait, non pas effacé, ni racheté, mais un peu compensé par les services que l'Allemagne bismarckienne rendait au progrès scientifique et au bien-être matériel des démocraties... Après les vingt-cinq années de Guillaume II, que pense aujourd'hui l'Europe unanime et vers qui, de l'Allemagne ou de l'Angleterre de 1915, va l'estime de l'humanité?

*
* *

Le 18 décembre 1891, Guillaume II annonçait aux Berlinois que le Reichstag venait de ratifier par 243 voix contre 48 les trois traités de commerce avec l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la Belgique, qu'avait préparés M. de Marshall et défendus le chancelier Caprivi. L'Empereur tenait à remercier « ce simple général prussien d'avoir conclu ces traités qui resteront, pour

les contemporains et la postérité, l'un des événemens historiques les plus importans, et même une mesure de salut ; aussi le *Reichstag*, qui a su apprécier la politique à longues vues de cet homme, méritera un monument dans l'histoire de l'Empire : ce n'est pas la Patrie seulement, c'est les millions de sujets des autres pays signataires de cette Association douanière, qui béniront un jour cette journée. »

« Il ne faut pas trop presser ni tourner les paroles d'un Empereur : » c'est l'un des proverbes du moyen âge que cite volontiers Guillaume II, *an einem Kaiserwort soll man nicht drehen und deuten*. Pourtant un mot, ce jour-là, était prononcé, dont vingt-quatre années d'histoire subséquente nous montrent aujourd'hui la signification véritable : « Association douanière, » *Zollverband*, disait Guillaume II. C'est une « Union douanière, » un *Zollverein* germanique, que le roi de Prusse au début du XIXe siècle avait pris comme base de son entreprise allemande, de son œuvre impériale ; c'est une « Association douanière, » un *Zollverband* continental, que le Hohenzollern de 1891 pensait mettre à la base de son entreprise mondiale, de sa *Weltpolitik*.

Une « Association douanière » est un pacte offensif et défensif contre un envahisseur ou un concurrent : au lendemain de l'alliance franco-russe, on pouvait croire que le *Zollverband* de Guillaume II n'était qu'un renforcement de la Triplice, une réponse aux toasts de Cronstadt (juillet 1891). Mais, dans ce pacte, Guillaume II enrôlait déjà la Belgique ; il allait bientôt y enrôler la Suisse ; puis des négociations conciliantes allaient (1894) gagner l'adhésion de la Russie et amener à Kiel (1895) l'escadre franco-russe... Contre qui donc Guillaume II préparait-il le *Zollverband* continental ?.. La neutralité économique d'Anvers était-elle moins utile à la fortune de Londres que la neutralité diplomatique et militaire de la Belgique à la sécurité de l'Angleterre ?... et cette neutralité belge n'était-elle pas plus indispensable aux Anglais qu'aux Français eux-mêmes ?

De 1891 à 1895, Guillaume II n'eut que des sourires pour cette Angleterre qu'il visitait chaque année, où il se disait bien haut le petit-fils de la Reine, où il inspectait tour à tour, pour les admirer, les arsenaux et les casernes, les navires de guerre et les défenses côtières, les usines et les docks, les banques et

les châteaux, amenant chaque fois des spécialistes soigneux auxquels il donnait en exemple ces merveilles anglaises. Il voyait l'Angleterre inquiète de l'alliance franco-russe et irritée des coups d'épingle de nos diplomates. Elle ne demandait qu'à se reposer sur la parole impériale et sur la cordialité de « Willy : » par des accords touchant l'Afrique, les uns publics, les autres secrets, elle croyait avoir gagné l'Allemagne à la défense des intérêts britanniques, si jamais la Duplice entreprenait quelque revanche contre les détenteurs de l'Égypte ou quelque empiétement contre les maîtres de l'Inde et les exploitans de la Chine...

De 1895 à 1900, Guillaume II fut plus réservé : il ne pouvait pas encore songer à rompre ouvertement avec l'Angleterre ; sa marine était encore trop faible ; les bons offices de la flotte, de la banque et de l'hospitalité anglaises étaient encore trop nécessaires à la complète formation de sa *firme* allemande ; il voulait maintenir son peuple à l'école des Anglais pour les épier et les supplanter dans le monde. Mais, quelque jour, les archives des diplomaties continentales révéleront la pensée et les menées du Kaiser : il en éclatait parfois des échos dans tel télégramme au président Krüger (janvier 1896) ; pourtant les apparences continuaient d'être gardées ; laissant le premier rang à l'Angleterre, l'Allemagne de Guillaume II, comme celle de Bismarck, semblait se contenter du second rang que son industrie, son commerce et sa finance étaient en train de conquérir sur d'autres que les Anglais.

Il était bien visible néanmoins que, dès lors, l'Allemagne comptait ne plus user de l'intermédiaire anglais en Europe et ne plus respecter les terrains d'affaires anglaises dans le monde. Les États-Unis devenaient son principal fournisseur ; durant les cinq années 1895-1900, les importations américaines dans l'Empire bondissaient de cinquante à cent : 511 millions de marks en 1895, 1 020 en 1900. Développant sans arrêt, doublant, triplant, quadruplant ses instrumens et ses forces de production, l'usine allemande avait besoin du marché mondial ; augmentant ses exportations de 35 pour 100 en cinq années à peine (3 753 millions de marks en 1896 ; 4 752 millions en 1900), le commerce allemand ne pouvait plus se contenter de la petite Europe ; la flotte de guerre de Guillaume II n'était pas encore de taille à disputer les océans au pavillon de la Reine ; mais

les Compagnies de navigation allemandes commençaient de suffire à tous les échanges de l'Empire.

En 1900, les défaites et les interminables embarras de l'Angleterre dans l'Afrique du Sud, qui survinrent, permirent aux ambitions allemandes de s'étaler, et l'Exposition universelle de Paris fournit l'occasion. Il y fut proclamé au fronton du pavillon germanique que l'avenir de l'Allemagne était sur les mers; car, la *Kultur* ayant transformé les peuples et les terres de l'Empire, et la *Disziplin* ayant transformé son organisation économique, l'Allemagne du xxe siècle était à même de conquérir et de tenir le marché du monde; ce que le Hohenzollern avait fait jadis de la Prusse dans la Confédération germanique, ce que Bismarck avait fait plus récemment de l'Allemagne dans la Triplice continentale, Guillaume II voulait le faire des pays germaniques dans toute l'Europe et dans l'univers.

Et l'Allemagne se mit à exécuter ce que voulait son Empereur, ou plutôt l'Empereur ne fit que proclamer ce que l'Allemagne était en train d'accomplir depuis cinq ou six ans déjà : Nietzsche en philosophie, Rathenau en électricité, Ballin en marine, Krupp en métallurgie, Bayer en chimie, Furstemberg en brasserie, Guillaume II en politique, ne sont que les personnifications différentes, mais fraternelles de cette Allemagne qui, sortie de la servitude féodale et parvenue à l'humanité consciente avec Napoléon, puis sortie de la domesticité princière et parvenue à la dignité nationale avec Bismarck, continuait sa route, comme un bolide, vers la domination surhumaine.

En douze années (1901-1913), elle doubla presque ses importations, et ce n'est rien encore : on peut toujours acheter, — quitte à ne pas payer, — quand on est décidé à prendre tout ce qui s'offre et au prix demandé par le détenteur. Mais, chose plus difficile, en ces mêmes douze années, l'Allemagne fit plus que doubler ses exportations (1) et quadrupler, quin-

(1) COMMERCE SPÉCIAL DE L'ALLEMAGNE (en millions de marks)

	1901	1905	1909	1913
Importations	5 710	7 436	8 526	10 770
Exportations.	4 512	5 841	6 594	10 096

Pour mesurer ce bond colossal, il faut se reporter aux chiffres de l'Allemagne bismarckienne :

	1872	1886	1900	1913
Importations	3 266	2 877	6 043	10 770
Exportations	2 493	2 983	4 752	10 096

tupler, sextupler sa consommation de matières industrielles :

CONSOMMATION DE L'ALLEMAGNE (en milliers de tonnes)

	1876-1880	1886-1890	1896-1900	1912
Charbons. . . .	50 980	80 850	130 320	242 259
Fer brut	2 241	5 110	7 750	16 775
Coton.	124	201	302	501
Pétrole	235	556	926	1 110

En une génération, quadrupler sa consommation de coton ; quintupler sa consommation de charbon et septupler sa consommation de fer, voilà qui n'était encore arrivé qu'à des populations sauvages qu'une conquête étrangère amenait brusquement aux usages civilisés. Et, pour prendre ce que cet effort allemand offrait de plus typique, quelles revues de la flotte commerciale passaient les *Statistischen Iahrbücher* de l'Empire !

FLOTTE DE COMMERCE

	Voiliers			Vapeurs		
	Bateaux	Milliers de tonneaux	Milliers de Marins	Bateaux	Milliers de tonneaux	Milliers de Marins
1871	2 082	449	18,3	2 437	532	21
1881	1 911	443	16,3	2 749	738	23
1891	1 241	335	10,6	2 412	1 098	29,7
1901	843	223	7	3 040	1 717	43
1913	950	318	8,5	3 900	2 835	69

Quelle transformation dans cette flotte marchande depuis les temps si proches et pourtant si lointains où l'Allemagne de 1871 se contentait de pauvres voiliers et de petits vapeurs, pour le cabotage de ses côtes et le dégorgement de ses fleuves ! Ici encore, le « nouveau cours » avait accéléré jusqu'à la ruée la progression de l'ère bismarckienne et amplifié jusqu'au *kolossal* les dimensions des cales bismarckiennes. Les statistiques de 1870-75 distribuaient les bateaux de commerce en onze catégories : dans la première, ceux de 50 à 100 tonneaux, dans la dernière, ceux qui dépassaient 2 000 tonneaux. En 1879, l'Allemagne était encore fière de ses *neuf* bâtimens qui dépassaient *deux mille* tonneaux et en calaient au total 20 285 (soit une moyenne de 2 255) : ***deux mille deux cents tonneaux***, c'étaient

les mastodontes de cette flotte où les deux tiers du tonnage global étaient disséminés en des barques! A la chute de Bismarck, deux milliers de tonneaux caractérisaient encore les monstres : l'Allemagne de 1890 en avait 91, qui calaient ensemble 231 560 tonneaux, soit une moyenne de 2 545. Mais, sept ans plus tard, en 1898, il fallait plus de 6 000 tonneaux pour figurer au sommet de la hiérarchie : l'Allemagne avait 13 bâtimens de cette puissance. En 1903, on inventoriait à part neuf catégories nouvelles de 6 à 16 000 tonneaux, et la catégorie suprême de 16 à 17 000 contenait un spécimen unique, un Léviathan de 16 502 tonneaux. En 1912, le catalogue avait six cases nouvelles, de 17 000 à 25 000 tonneaux... *Deux mille* tonneaux en 1891, *vingt-cinq mille* en 1912, en attendant les créations de 45 000 et de 50 000 tonneaux, qui déjà étaient sur chantier et qui flottaient en 1914 : la différence de ces cales traduit toute la différence d'idéal entre l'ère de Bismarck et celle de Guillaume II.

En 1914, l'Allemagne, avec trois milliards de tonneaux sur les mers et 80 000 marins dans sa flotte de commerce ou de pêche, avait un admirable instrument de richesse assurément.., pourvu seulement qu'elle pût lui fournir du travail en suffisance et que ce travail fût rémunérateur! Car, inutilisé, un pareil outil coûte beaucoup plus cher que cheval à l'écurie et, travaillant à perte, il élargit et creuse les déficits suivant une progression géométrique et quotidienne qui, en quelques années, peut se chiffrer par plusieurs milliards, quand on ajoute au choc direct sur la fortune nationale les répercussions de toutes sortes sur l'industrie et le commerce.

En 1914, cette flotte semblait avoir du travail autant et plus qu'elle en pouvait fournir, puisque l'Allemagne avait résolu d'avoir un commerce mondial et de s'en faire la propre roulière, et puisque, d'année en année, elle achetait et vendait des marchandises de plus en plus abondantes sur les marchés de plus en plus lointains. En 1894, l'Europe lui fournissait encore plus des deux tiers de son importation et lui prenait les quatre cinquièmes de ses exportations : en 1913, la part des Européens dans ses achats tombait aux trois cinquièmes à peine et dans ses ventes, aux trois quarts. Désormais, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie recevaient ou envoyaient directement la plus forte part de ce qui jadis emprun-

tait vers Brême ou vers Hambourg l'intermédiaire anglais (1).

Dans le monde entier, c'est aux sujets ou aux correspondans habituels de l'Angleterre que cette flotte allemande allait offrir ses services : elle semblait avoir pris pour règle de vie, non pas de gagner sa vie, mais de naviguer autant que les Anglais, plus que les Anglais et au détriment des Anglais : *navigare necesse est, vivere non est necesse*, avait dit un jour le Maître, en reprenant la vieille devise hanséatique. Évincer et remplacer l'Angleterre dans le roulage des mers : le résultat eût assurément valu tous les efforts, car le gain définitif eût remboursé tous les sacrifices préliminaires. Mais quelles chances avait-on de gagner la partie? à quelles conditions et dans combien de temps pouvait-on raisonnablement escompter le résultat? Question plus simple encore, mais qui résumait tout ce problème anglo-germanique : est-il possible à l'homme de bâtir profitablement n'importe quel édifice sur n'importe quel point du globe et sur n'importe quel terrain? peut-on fonder et élever sur le marais fluent les sept ou huit étages que la roche porte sans peine? peut-on ouvrir un grand comptoir en plein Sahara ou une grande usine au pôle? pour conquérir le trafic mondial, l'Allemagne avait-elle reçu de la nature des chances supérieures ou égales seulement à celles de l'Angleterre? ou l'écart de ces chances était-il assez faible pour que le génie de l'homme pût le combler?

Après que Carthage, Alexandrie, Byzance et Venise avaient été tour à tour les reines du commerce méditerranéen, après que Cadix, Lisbonne et Amsterdam s'étaient succédé dans l'empire du commerce tropical, l'Angleterre était devenue la reine du commerce mondial, le jour où l'Atlantique était devenu la grande route de ce commerce et à mesure que l'Atlantique du Nord surtout était devenu, entre la civilisation européenne et les Terres Neuves de l'Ouest, le grand passage des hommes et des produits. Cette suprématie anglaise, fondée au XVIIIe siècle par la vertu des conditions géographiques, s'était inébranlablement assise au XIXe par la grâce du charbon et de la vapeur.

(1) COMMERCE DE L'ALLEMAGNE EN 1913 (en millions de marks)

	Europe continentale	Empire britannique	États-Unis	Totales
Importations	5 013	2 262	1 711	10 770
Exportations	6 239	1 886	713	10 096

L'Angleterre avait été placée par la nature en face de cette Amérique du Nord, au-devant de notre Continent, mais tout au bord de notre quai européen, comme un spacieux appontement dont les dimensions, les formes et les abords s'offraient à tous les accostages, — et l'Angleterre était un bloc de houille en pleine mer : elle n'avait eu que quelques travaux et quelques dépenses à faire pour finir d'aménager ses rivages; d'avance, la nature avait réuni là toutes les conditions et tous les instrumens d'un commerce universel.

Les côtes fangeuses et traîtresses, les mers plates et glacées de l'Allemagne ne regardent que les immensités désertiques du pôle. Elles n'ont jamais servi qu'au maigre transit entre la civilisation continentale et les solitudes nordiques. Si quelque jour l'humanité pouvait exploiter les océans polaires comme les autres, si le pôle Nord devenait le passage habituel entre la mer du Nord européenne et cette mer asiatique de Behring qui lui est symétriquement opposée au revers de la calotte, c'est aux côtes allemandes que les courans mondiaux amèneraient tout droit le commerce désormais florissant de l'Amérique et de l'Asie polaires, et même, c'est par le détroit de Behring que viendraient à l'Europe les flottes du Japon et de la Chine, les minerais des Eldorados sud-américains, les fleurs et les fruits du Pacifique : Hambourg alors pourrait conquérir aux dépens de l'Angleterre la même suprématie que Liverpool obtint naguère aux dépens de l'Espagne et de la Hollande, le jour où l'Amérique tempérée remplaça dans nos affaires l'Amérique tropicale. Ces temps viendront peut-être. Mais Hambourg eût mieux fait d'en attendre l'avènement, avant de risquer les frais d'une installation mondiale sur un emplacement où la nature avait rassemblé toutes les difficultés aquatiques et terrestres. Où les âges n'avaient déposé que sables et boues coulantes, on avait beau construire un sol résistant et des rives accores, et creuser en bassins profonds ces vases et ces lagunes, et toujours nettoyer ces bouches de l'Elbe dont les cent kilomètres de bancs à fleur d'eau se prolongeaient au loin dans la mer : tout l'or, toute la science, toute la discipline ne pouvaient pas faire que Hambourg fût à l'un des carrefours de l'humanité contemporaine.

Ah! si l'Allemagne avait eu aux bouches de l'Escaut et de la Meuse Anvers, Rotterdam, Amsterdam, ces ports hollandais ou flamands qui avaient tenu pour l'Europe le rôle actuel de

Londres, aux temps où Londres n'était encore que le port de son Ile et où le Continent avait son entrepôt commercial à quai, et non pas en mer!... La fortune de l'Angleterre n'avait commencé qu'à la décadence dernière de ces ports continentaux, quand un stathouder de Hollande, allant s'installer à Londres, avait tiré derrière lui la porte d'Amsterdam... Au xxe siècle, la marine allemande reprenait pied à Rotterdam et à Anvers. Elle s'y installait et s'y conduisait parfois comme en terre conquise. Mais, quelque complaisance que Belges et Hollandais missent dans leur hospitalité, ni Anvers ni Rotterdam n'étaient encore de ces ports allemands où tout fût organisé, discipliné pour le service de l'Empire et pour la lutte contre l'Angleterre...

Après les vingt-cinq ans du « nouveau cours » (1890-1915), les pangermanistes d'aujourd'hui ont raison de crier à leur Empereur que, pour réaliser le rêve mondial, il faut à tout prix conserver Anvers et n'offrir à la Hollande que le choix entre la *mainbour* impériale ou le sort de la Belgique. Sans la possession d'Anvers, sans la jouissance exclusive de Rotterdam, c'est la ruine de l'Allemagne qui est sur l'eau, et non pas son avenir; mais avec Anvers et Rotterdam germaniques, un Guillaume II de Hohenzollern pourrait défaire ce que fit jadis un Guillaume III d'Orange et ramener sur les quais du Continent le commerce du monde que le stathouder-roi fit passer avec lui dans l'Ile.

Depuis 1910 déjà, l'alternative se posait ainsi devant les conseillers du Kaiser, et la défiance des Belges était éveillée par les rumeurs de ces conciliabules. Mais, jusqu'en août 1914, Guillaume II, pensant que ces rumeurs n'avaient pas encore franchi le Détroit, espérait que l'Angleterre lui laisserait violer la neutralité belge, s'installer « temporairement » en face de la côte anglaise et même prendre Calais et Boulogne!... Ce Hohenzollern se vante volontiers de son origine souabe, et le Souabe a toujours eu parmi les tribus allemandes une réputation de grosse malice : *Der lustige Schwabe* est le titre du recueil des bourdes les plus populaires en Allemagne. Mais cette fois, le loustic souabe dépassait un peu la mesure... Et pourtant, c'est l'exemple de cette politique navale qu'il faut avoir devant les yeux pour juger tout le reste de la *Weltpolitik :* pas plus en agriculture, en industrie ou en commerce qu'en marine, l'ère de Guillaume II n'a été une réussite, quoi qu'en puissent penser ceux qui s'en tiennent aux apparences des chiffres.

*
* *

Il n'est pas douteux que cette colossale marine a eu pour corollaires un commerce démesuré et une industrie colossale. Elle a jeté sur l'Allemagne des monceaux de matières premières que les usines germaniques ne purent transformer qu'en triplant et quadruplant leur matériel, leur personnel et leurs capacités. Elle a jeté sur le monde des monceaux de produits ouvrés que le commerce allemand n'a pu placer qu'en s'adaptant, lui aussi, à ces exigences et à ces dimensions. A s'en tenir aux chiffres bruts, ce commerce et cette industrie nourrissaient en Allemagne un plus grand nombre de travailleurs et, jusqu'en 1907 tout au moins, les nourrissaient beaucoup mieux qu'autrefois :

POPULATION SALARIÉE DE L'EMPIRE (en milliers d'habitans)

	1882	1895	1907
Industrie.	5 933	8 000	10 852
Commerce	1 339	2 165	3 341

Mais ce commerce démesuré et cette industrie colossale, le sol, le sous-sol, le site, le peuple et le génie même de l'Allemagne étaient-ils à même de les porter mieux que les bouches de l'Elbe ne pouvaient porter leur port colossal de Hambourg? et travaillait-on ainsi à la fortune réelle et durable de l'Empire? et, puisqu'il n'est pas en ce monde de succès durable sans le consentement et le profit de l'humanité tout entière, sans le respect de la loi morale, qui n'est que la loi de gravitation des individus et des communautés humaines, le succès allemand pouvait-il être obtenu sans le dommage mortel de toute l'humanité?

Certaines supériorités allemandes, qui avaient fait le succès de l'Allemagne bismarckienne dans l'Europe de 1890, n'avaient plus la même efficacité dans l'Europe et, surtout, dans le monde de 1910. Car elles ne venaient pas de la nature ; elles n'étaient pas fixes, durables et inépuisables comme elle. Venant surtout de l'intelligence et de la volonté humaines, elles étaient, comme toutes les créations de l'homme, temporaires, vagabondes et limitées : rien ne les fixait à un sol ; rien ne les réservait à un peuple ; rien n'en promettait la durée infinie, ni même le len-

demain. L'intelligence allemande, — ou, comme on dit là-bas, la *Kultur*, — avait créé une agriculture et une industrie scientifiques, dont les autres peuples de 1890 n'avaient pas encore l'équivalent, mais que tout peuple du xx[e] siècle pouvait acquérir, du jour où il en constatait l'utilité. La volonté allemande, — la *Disziplin*, — avait organisé un commerce dont le monde civilisé n'avait pas l'habitude, mais que l'humanité entière pouvait copier, dès qu'elle en subissait la concurrence.

Or, plus les progrès allemands avaient été rapides et éclatans, et plus les autres producteurs avaient été obligés de se mettre à l'école allemande. Toute l'Europe, ou peu s'en faut, était aussi bien pourvue que l'Allemagne de terres cultivables, et mieux pourvue de terres naturellement fertiles. Ni le climat ni le paysan n'était meilleur entre l'Oder et le Rhin qu'outre-monts, outre-Rhin ni, surtout, outre-mer. L'Empire ne disposait pas de ces immensités de terres vierges qui font la richesse éminente et le rôle mondial d'une Russie, d'une Argentine ou d'un Canada. Il n'avait pas, et de beaucoup, l'étendue de champs labourés qui assureront toujours un rôle de premier plan aux États-Unis, aux Indes, à la Chine. Il n'avait, d'autre part, ni une Égypte, ni une Chaldée, ni une Roumanie, ni une Lombardie, pas même une Beauce ou une Campanie, aucune de ces terres de labour épandues sous les irrigations d'un fleuve divin ou les faveurs d'un ciel souriant, sous les fontes d'un glacier ou les cendres d'un volcan (1).

C'était la technique des engrais minéraux qui avait fait de l'Allemagne moins un terrain qu'un lieu de culture intensive, sur lequel les savans dosages produisaient, comme sur la table inerte d'un laboratoire, le résultat scientifiquement prévu. Mais en n'importe quel lieu des climats tempérés, la même culture scientifique pouvait donner les mêmes résultats, si elle était faite aussi soigneusement et méthodiquement. Que le soin et la méthode des Allemands pussent leur conserver quelque

(1) SUPERFICIE TERRITORIALE ET ARABLE DES DIFFÉRENS PAYS

(en milliers d'hectares)

Pays	Année	Territoire	Cultures	Forêts
Allemagne	1900	54 064	35 055	13 995
France	1912	52 952	36 815	9 886
Russie d'Europe . .	1887	515 779	210 447	168 076
États-Unis	1910	770 250	193 626	220 000
Inde anglaise . . .	1911	249 441	109 702	32 773

supériorité, c'était un bien mince écart et qui ne pouvait plus leur donner le premier rang dans le monde. Dans l'Allemagne et dans le monde de 1900 déjà, l'agriculture allemande ne trouvait plus pour ses produits les prix rémunérateurs d'autrefois, et elle était concurrencée chez elle par les grains étrangers, et elle était lourdement grevée chez elle par les prix de sa main-d'œuvre.

A mesure, en effet, que de plus nombreux et de plus grands ateliers augmentaient leurs offres d'ouvrage et de salaires, on voyait affluer dans les villes les travailleurs des campagnes, et dans les régions industrielles les émigrans des pays agricoles, en particulier dans le bassin de la Ruhr et dans les provinces rhénanes cette paysannerie slave de l'Oder et de la Vistule que le hobereau prussien considérait et traitait toujours comme une serve attachée à la glèbe : c'est par centaines de milliers que les Polonais prussiens venaient, — tels nos Bretons dans Paris, — se masser en quartiers spéciaux dans les grands centres de l'Allemagne occidentale. Quand l'agriculture prussienne aurait eu le plus grand besoin d'augmenter ses salaires pour conserver ses ouvriers, les traités Marshall-Caprivi faisaient entrer les seigles et les avoines, — les deux principales récoltes de l'Empire après les betteraves et les pommes de terre, — les fourrages et le bétail vivant, par toutes les frontières de terre et de mer, et les droits de douane étaient insuffisans à défendre les cours. La pomme de terre s'étant mieux tenue, l'Allemagne en pouvait encore exporter avec profit chez ses voisins. Mais les sucres tombaient d'une chute sans arrêt, devant la production croissante du monde :

PRIX DU SUCRE DANS LE COMMERCE DU GROS

	1880	1885	1890	1895	1901
Cologne.	64,9	50,2	35,6	31,4	20,7
Magdebourg. . .	62,6	47,8	34	29,9	19,1

Ah ! les temps de bonne mémoire où, sous le grand Chancelier, l'agriculture était dans la joie, *temporibus bonæ recordationis magni Caroli !...*

« La législation économique de l'Empire avait deux moyens de tenir compte de ce bouleversement, écrit M. de Bülow. Elle pouvait accorder toute son aide à l'industrie et au commerce, qui grandissaient avec aisance, et pousser l'Allemagne vers sa transformation en un État exclusivement industriel et commer-

cial, en abandonnant à son sort l'agriculture. Ou bien elle pouvait créer pour l'agriculture une compensation à la rigueur des temps et combattre la transformation de l'Allemagne en un État industriel pour conserver une agriculture vigoureuse à côté d'une puissante industrie. »

C'est au premier de ces deux partis que l'expérience quotidienne avait amené l'Angleterre du XIXe siècle : pour devenir la plus grande usine et le plus grand comptoir de l'univers, elle avait dû assurer à son industrie et à son commerce le ravitaillement le plus intense et aux plus bas prix, ne voir dans les fournisseurs que leurs offres et non pas leur nationalité ; elle avait en fin de compte sacrifié l'agriculture anglaise, qui ne pouvait produire que beaucoup plus cher, aux agriculteurs du Continent et de l'univers, qui nourrissaient les Anglais et leur usine au meilleur marché possible.

C'est au second parti que, devenu chancelier, s'arrêta M. de Bülow ; il établit en conséquence son tarif douanier de 1902 : « Avec les lois douanières de 1902, écrit-il, j'ai pris ce chemin en toute connaissance de cause et par intime conviction qu'une agriculture prospère nous est indispensable du point de vue économique, mais plus encore du point de vue national et social. Je demandais, il y a quelques années, à un parlementaire de la gauche libérale : « Si les mauvais jours survenaient, soit une guerre acharnée, soit une révolution sérieuse, pensez-vous qu'à l'heure du danger, les forces qui ont fait la grandeur de la Prusse puissent être complètement remplacées par nos nouvelles couches sociales, commerçantes et industrielles, quelles que soient leurs qualités et leurs capacités ? » Mon antagoniste politique et ami personnel réfléchit un instant et dit : « Vous avez raison : gardez-nous l'agriculture et même le hobereau. »

Mais conservant le hobereau et maintenant l'agriculture, peut-être aurait-il fallu renoncer à cette conquête industrielle et commerciale de l'univers à laquelle l'Angleterre du XIXe siècle avait dû sacrifier son *squire* et son *gentleman-farmer*. L'Angleterre avait pourtant sur l'Allemagne des avantages naturels qui auraient dû lui épargner ce sacrifice ; mais les nécessités immanentes, la force irrésistible des choses, le lui imposèrent, et quand, à la fin du XIXe siècle, l'impérialisme de M. Chamberlain se proposait de restaurer l'agriculture anglaise, il acceptait

aussi de renoncer à l'exploitation du monde pour ne garder qu'un commerce « panbritton » derrière les tarifs protecteurs d'un empire unifié. L'Allemagne de M. de Bülow se crut bien plus forte que l'Angleterre de Robert Peel : n'ayant que deux bras comme tous les humains, elle voulut porter sur l'un une lourde et grosse agriculture, sur le second une colossale industrie et sur le troisième un commerce universel ; exigeant de ses usines la production la plus intensive pour alimenter son comptoir mondial, elle voulut ne leur fournir les matières premières qu'au prix le moins bas, la main-d'œuvre qu'au gage le plus cher et la nourriture de cette main-d'œuvre qu'aux cours les plus hauts...

Du moins, la politique douanière de M. de Bülow ranima l'agriculture allemande et ramena les beaux prix de Bismarck. Le seigle, qui se vendait 187 marks en 1880, 170 en 1890 et 142 en 1900, rebondit à 160 en 1906, à 168 en 1911 et, de 1905 à 1913, ne descendit jamais plus bas que 151. La courbe des autres céréales fut la même ; la baisse du sucre s'arrêta, et celle de l'alcool pareillement, et le hobereau fut heureux, et il eut beaucoup d'enfans pour le service du roi de Prusse. Mais le patron cria au renchérissement, et l'ouvrier à la famine, et, les nouveaux droits étant plus élevés encore sur la viande que sur les grains, on eut dans tout l'Empire la « crise de la viande. » Il aurait fallu que les bénéfices de l'industrie et du commerce leur permissent une hausse importante de tous les salaires. Mais les temps n'étaient plus où la main-d'œuvre allemande était réputée pour ses accommodemens faciles : le travailleur allemand avait peu à peu conquis des salaires de beaucoup supérieurs à ceux des autres Continentaux, à peine inférieurs à ceux des Anglais. Et pour les mêmes raisons que l'agriculture, mais plus rapidement encore, l'industrie allemande était en train de perdre en Europe et dans le monde son incontestable supériorité.

La technique industrielle est encore moins attachée à un sol ou à un tempérament national que la technique agricole. L'*homo sapiens* pouvant se rencontrer dans toutes les communautés humaines, l'industrie savante recrutait partout des adeptes, sitôt qu'elle apparaissait comme une condition de succès, — à plus forte raison, quand elle devint une condition de vie. Au cours du XIXe siècle, l'empirisme anglais avait encore laissé

dans le succès industriel une grande place à l'improvisation et au petit bonheur. Mais au début du xxe, c'était vérité comprise sous toutes les latitudes que l'industrie nouvelle n'allait plus sans la science exacte et que, seule, une organisation prévue, combinée, chiffrée pouvait tirer désormais un rendement profitable des richesses ou des qualités naturelles, quelque grandes qu'elles fussent. Donc, pour survivre, l'industrie du Continent et, pour continuer de prospérer, l'industrie de l'Ile et, pour commencer de grandir, l'industrie transatlantique, bref, toute l'industrie des hommes blancs avait dû se régler sur le modèle germanique : c'est la leçon la plus claire que l'humanité eût rapportée de notre Exposition universelle de 1900; le monde entier y avait senti le besoin de s'acquérir cet outil de la science allemande, que, juste à la même heure, les Allemands avaient intérêt à exporter sous forme de modèles, de recettes ou d'initiateurs.

Le propre de l'industrie scientifique est de fabriquer, suivant des gabarits rigidement déterminés, des produits exactement pareils : toute exportation allemande fournissait donc au monde le modèle à copier. La découverte scientifique, d'autre part, est devenue sous les espèces du brevet d'invention une propriété susceptible, comme toutes les autres, de se vendre ou de se louer : l'inventeur allemand avait tout bénéfice immédiat soit à vendre son brevet au plus offrant, soit à le louer au plus grand nombre d'exploitans qui en voulaient; la vente et la location mondiale des brevets devinrent deux grandes sources de gains allemands durant les années 1900-1910. Enfin, l'éducation scientifique et l'habileté technique sont, pour leurs détenteurs, des capitaux que l'on peut faire valoir, comme les autres, chez tous les peuples qui trafiquent; mais elles rapportent beaucoup plus chez ceux qui en sont démunis : le technicien allemand fut appelé, accueilli et mieux payé qu'en Allemagne sur les places industrielles de l'univers entier; autant que son argent à la France, que sa houille à l'Angleterre ou que son coton aux États-Unis, ce fut le technicien que l'humanité entière demanda à l'empire de Guillaume II. Dans l'Europe du xvie siècle, on avait vu les imprimeurs allemands s'établir et devenir les ouvriers de la Renaissance éducatrice et littéraire. Dans le monde du xxe siècle, le chimiste, l'ingénieur et le *clerk* allemands activèrent partout la renaissance industrielle et commer-

ciale. Cette exploitation mondiale de la science valait assurément de beaux profits au peuple allemand. Mais que devenait le monopole mondial de l'Allemagne? Toute usine à l'allemande, ouverte sur un point quelconque de l'univers, lui faisait obstacle; nombre de ces filiales n'attendaient que de grandir un peu pour battre leur nourrice, et certaines d'entre elles, établies en des lieux et sur des sols plus favorables, conquéraient une clientèle universelle, — aux dépens de l'Allemagne.

Car l'Empire était de moins en moins pourvu chez lui des richesses minérales et des matières textiles que réclamait sa conquête du monde : l'usine allemande devait tout faire venir des océans lointains ou des marchés anglo-saxons. L'Empire était aussi mal pourvu de ces sources d'énergie nouvelle que son technicien mettait à la place du charbon et de la vapeur, houille blanche, houille bleue et pétrole; comparée à l'Italie, à la Roumanie, à la Suède, à la Russie, aux États-Unis, l'Allemagne n'en avait pas plus que de houilles noires, comparée à l'Angleterre. Aussi, la moindre usine à l'allemande, transportée sur la houillère anglaise, sur la cuivrière et la cotonnière américaines, sous les chutes de la Lombardie ou dans les champs pétrolifères des Alleghanys, était comme la semence d'un arbre tirée d'un sol ingrat et implantée dans le terrain le plus propre à sa vigoureuse croissance.

L'Angleterre de 1905 était guérie de sa crise d'impérialisme. Elle se remettait à l'effort studieux, aux livres, aux calculs, au laboratoire; elle reprenait sa place dans les découvertes et les applications scientifiques. La France de l'automobile et de l'aéroplane, de la bactériologie et de la télégraphie sans fil retrouvait l'admiration et la confiance de l'univers, et quand l'humanité cherchait maintenant des yeux l'usine la plus moderne, la plus docile aux suggestions de la science, la plus apte et la plus prompte à en tirer parti, ce n'était plus vers l'Allemagne de Krupp qu'elle regardait : c'était vers l'Amérique d'Edison. La technique parfaite avait été le monopole de l'Allemagne bismarckienne : il ne restait à l'Allemagne de Guillaume II que celui du *Kolossal*. Or, ici encore, l'exemple et les vicissitudes de la marine marchande pouvaient donner les indications les plus dignes de foi sur l'aboutissement du « nouveau cours. »

Cette marine avait mis tout son avenir dans le *Kolossal*, croyant que plus ses cales prendraient d'ampleur, ses machines

de chaudières et ses hélices de tours à la minute, et plus vite elle arriverait à la conquête du monde. Après les navires de 26 000 tonneaux, elle avait lancé ceux de 30, 35, 40 et 45 000; elle triomphait enfin et battait tous les records avec ses *Imperator* de 50 000. Mais voici que le *Kolossal* faisait faillite sur les océans : à quadrupler, décupler le coût et les frais d'un navire, on en quadruplait rarement et l'on n'en décuplait jamais les revenus; au delà de certaines limites, l'effort humain ne paie plus; au delà d'une certaine altitude, le *kolossal* Mont-Blanc ne porte ni moisson, ni forêts, et nulle part, dans le monde d'aujourd'hui, l'élevage du mammouth ne couvrirait ses frais.

« Rien de trop, » disait la sagesse expérimentale des Hellènes, qui se moquaient volontiers des montagnes qui accouchent et, plus encore, des hommes qui veulent accoucher d'une montagne. Hambourg pensait désormais à réduire le tonnage de ses monstres et même commençait de les revendre à n'importe quel prix : ils travaillaient d'autant plus à perte qu'ils travaillaient à plus fort rendement; toutes cales pleines, c'était le déficit énorme; mi-cales vides, c'était presque le bénéfice. Seule, la houillère anglaise, la salpêtrière chilienne ou la Russie pétrolière pouvaient remplir avec profit des cales aussi gigantesques, parce que la masse de leurs produits naturels, et non la valeur de leur travail humain, faisait leur richesse. Mais le pauvre sol et le médiocre sous-sol de l'Allemagne ne portaient qu'une humanité énergique, habile, savante : elle ne pouvait fournir au monde que les produits limités d'un ancien monopole intellectuel qui disparaissait de jour en jour.

*
* *

L'usine allemande, de 1905 à 1910, gardait pourtant quelques grandes spécialités, dont l'Europe et le monde s'efforçaient vainement d'acquérir le profit. L'optique allemande, les drogues et les couleurs allemandes avaient dans l'univers des concurrentes; elles n'avaient pas encore de rivales. Mais, en cette Allemagne, dont la science avait fait naguère le triomphe, c'étaient maintenant les industries les moins rigidement techniques, les plus *unwissenschaftlich*, les moins scientifiques, qui demeuraient les plus profitables : dans toutes les autres, il apparaissait clairement que si un peu de science conduit à la fortune, et beaucoup de science, à la prospérité, trop de science

peut nuire à l'industrie autant que trop de lumière à l'œil, ou trop d'oxygène au poumon.

Science et industrie ne sont pas termes synonymes, ni besognes semblables. Le savant s'applique à produire le plus mathématiquement, le plus directement et le plus grandement qu'il se peut; il ne descend presque jamais au vil calcul des revenus et des dépenses : il veut créer, non gagner, ou, du moins, c'est de création plus que de bénéfices qu'il s'inquiète. L'industrie est moins grande dame : obligée de gagner sa vie, elle doit produire le plus économiquement, le plus simplement, et régler ses entreprises et ses frais, non pas sur des désirs de perfection ou des calculs de pure logique, mais sur les capacités et sur les demandes de sa clientèle.

On nous a fait, depuis vingt ans, bien des descriptions critiques ou flatteuses de l'usine allemande. Je n'en connais pas de plus exacte et de plus accessible au grand public français que le second livre de M. Victor Cambon, *L'Allemagne au travail*. L'auteur avait étudié l'Allemagne de 1887 en un premier ouvrage, où l'essor industriel de nos voisins était annoncé. Son second ouvrage en donnait, avec la courbe, quelques-unes des raisons les plus importantes. Cet homme du métier trouvait presque toujours à louer, rarement à blâmer. Mais, en 1908-1909, quand il écrivait son livre, les méthodes allemandes n'avaient pas encore produit toutes leurs conséquences et, posant les principes, l'auteur ne pouvait pas constater les résultats qui nous apparaissent aujourd'hui.

« L'usine allemande, dit M. Cambon, est généralement une très grande usine. Disparus, les établissemens exigus, vieillots, rapiécés, où des verrues successives ont poussé pour cause d'agrandissement sur la construction primitive. On laisse à d'autres pays le culte de ces souvenirs d'un autre âge : le patron allemand préfère démolir et déplacer ses vieux ateliers, parce qu'il estime plus coûteuses que les intérêts d'une reconstruction l'incommodité et les mains-d'œuvre excessives, inséparables d'une distribution irrationnelle. »

Scientifiquement, c'est là un excellent principe : la table rase a toujours été le seul terrain d'une spéculation vraiment scientifique. Mais la spéculation industrielle doit tenir compte d'autres nécessités. La science peut dédaigner le passé, n'étudier que le présent, ne regarder que l'avenir. L'avenir en indus-

trie, c'est le rendement, la rémunération du capital engagé; le présent, c'est ce capital à fournir; mais le passé, lui aussi, est là, sous forme de capital précédemment dépensé, et tant que le passé n'a pas été amorti, il a des exigences que l'industriel ne néglige pas sans courir droit à la faillite. L'usine allemande a toujours considéré comme secondaire la question du présent, je veux dire du capital à engager; elle a calculé au minimum la question de l'avenir, l'intérêt nécessaire; elle a presque toujours négligé celle du passé, l'amortissement.

Devant un maître de forges de la Moselle, — raconte M. Cambon, — un jeune ingénieur exposait les résultats d'un procédé nouveau, en commençant par le coût de cette excellente innovation : « Vous renversez l'ordre, interrompit le patron; dites-moi d'abord quels sont les avantages pour la qualité, l'economie, la rapidité; vous me parlerez ensuite de la dépense, question secondaire, si les résultats la justifient. »

On peut dire que toute l'industrie allemande a été une spéculation scientifique de cette sorte : « Quand l'étude d'un procédé nouveau, — ajoute M. Cambon, — a démontré que son application donnera un résultat supérieur à 10 pour 100 du capital nécessaire, tous amortissemens compris, on peut être sûr qu'il est adopté, et l'exécution suit immédiatement la résolution; il ne faut pas attendre que cette nouveauté ait vieilli. »

C'est là encore une des règles fondamentales de la science, qui ne doit jamais ignorer, fût-ce un jour, la dernière vérité découverte; car toute vérité vieillie a les plus grandes chances de tourner à l'erreur. Mais sur quel barème solide un industriel peut-il calculer l'intérêt à 10 pour 100 d'un capital nécessaire, *tous amortissemens compris*, quand il lui manque la seule donnée indispensable, à savoir la durée de ces amortissemens? Si l'usine allemande eût pris l'habitude de se renouveler tous les vingt ans de fond en comble, elle aurait eu les élémens de ce calcul. Si, de dix en dix ans, la technique évoluée lui avait imposé quelques innovations restreintes, elle aurait eu quelques méprises dans son bilan initial; toutefois, à défaut de rester bon, le rendement eût encore été passable. Mais que deviendrait une science ou une industrie scientifique qui retarderait de vingt ans, de dix ans seulement? Chaque jour apportant sa vérité ou sa technique nouvelles, et chaque année sa révolution, ce n'est pas de dix en dix années que l'Allemagne a

depuis un quart de siècle fait table rase de ses anciennes installations; c'est annuellement, ou presque... Que devenaient alors les « tous amortissemens compris? »

Question plus grave encore : a-t-on jamais constaté dans l'expérience quotidienne qu'un revenu net de 10 pour 100 rémunérât et garantît suffisamment le capital d'une affaire industrielle? Les plus audacieux parmi les capitalistes français ou anglais auraient-ils risqué beaucoup d'affaires de cette sorte, alors même que, dans leur public, ils trouvaient sans peine des capitaux à 4 ou 4 et demi pour 100? L'usine allemande empruntait à 6 ou 7, pour obtenir du 10 net, tous amortissemens déduits, mais tous risques compris!... En ces conditions, on peut douter que ses calculs de risques aient été plus sages que ses calculs d'amortissement, lesquels, en vérité, étaient rendus tout illusoires par la condition essentielle de sa vie même, par sa perpétuelle innovation scientifique. Or, cette même innovation rendait aussi difficile tout calcul des chances heureuses et malheureuses : c'est à l'user, au bout de huit ou dix campagnes, qu'un procédé fait la preuve de son rendement; mais bien avant qu'une technique eût fait ses preuves, l'usine allemande était déjà à la suivante, ou même à une autre encore.

Les seules gens d'affaires qui travaillent avec leurs capitaux, sont prudens en leurs espoirs de succès, réservés en leurs audaces de risques, exigeans en leurs tables d'amortissement. Le crédit enfle les espoirs, endort les scrupules et les craintes, et quand les gens de science deviennent inventeurs, on sait quelle confiance ils donnent aussitôt à leurs calculs théoriques : où l'architecte d'âge et d'expérience ne concède que 40 ou 45 pour 100 à la résistance théorique de ses matériaux, l'ingénieur débutant en accorde 60 ou 70, et c'est la ruine de sa muraille qui vient, en lui prouvant son tort, lui donner le maniement des théories et de leurs chiffres.

La savante usine d'Allemagne avait eu la prétention de débuter sans tenir compte des habitudes antérieures : à l'empirisme anglais et au petit métier français, à l'industrie de recettes et d'art, elle substituait la technique chiffrée et, devant un appel de la science, elle se moquait de l'ignorance anglaise, de la prudence française, de la timidité capitaliste. Elle n'était pas riche et, vivant de crédit, elle avait la même audace pour les énormes capitaux qu'elle empruntait et pour le maigre surplus

qu'elle y mettait de sa poche. Elle empruntait, empruntait sous mille formes : actions, obligations, chèques, doublemens, triplemens de capital. Elle trouvait des escompteurs inlassables dans les banques anglaises qui, de 1890 à 1900, s'étaient laissé enjôler comme leur gouvernement et qu'après 1900, les émissaires de Berlin et de Francfort continuaient de garder au service de l'ennemi : l'Angleterre de 1915 s'aperçoit que la finance allemande avait introduit ses délégués jusque dans le Conseil privé de la Couronne et que, depuis dix ans, un sir Ernest Cassel, à peine naturalisé, conseillait Sa Majesté anglaise pour le service du roi de Prusse ! En Amérique, combien de Germano-Américains jouaient le même rôle auprès des rois de l'or, de la viande, du cuivre, des chemins de fer ou du pétrole ! et combien de sociétés financières en France, auprès de Sa Majesté l'Épargne nationale ! Quand, après cette guerre, il faudra apurer nos comptes avec les banques étrangères, on verra combien chez nous se dérobaient au patriotisme de l'argent, qui exigeaient de notre peuple le patriotisme du sang et de l'impôt.

L'usine allemande empruntait. Le monde, fasciné par les victoires scientifiques de 1870-71, ne se lassait pas de lui prêter pour la conquête scientifique du marché mondial. « Les *firmes* allemandes, — dit M. Cambon (p. 52), — tout en distribuant de gros dividendes, mettent chaque année en réserves et en amortissemens des sommes énormes; mais ces réserves et ces amortissemens sont en grande partie immédiatement réemployés en matériel ou en agrandissemens. L'industriel allemand est un joueur opiniâtre qui, lorsqu'il gagne, remet perpétuellement au tapis et qui, même quand il ne gagne pas, ne s'abstient que s'il n'a plus d'argent : que de fois j'ai entendu dire qu'on doit profiter des années de crise pour renouveler son matériel ! »

Cette spéculation effrénée reposait sur le plus colossal crédit qu'industrie eût jamais rencontré dans son pays et dans l'univers : tant que durait l'admiration reconnaissante, mais un peu naïve, des marchés voisins, où l'usine allemande jetait ses produits à bas prix, tant que durait aussi le prestige et, pour parler franc, la crainte de l'invincible Empereur, l'argent ne manquait jamais à ces tenaces joueurs d'outre-Rhin. Mais, à partir de 1905, le discours de Tanger, qui faisait tant de bruit

et si peu de besogne, commença de ranimer les courages des peuples et les défiances des financiers ; puis, de 1905 à 1911, chaque bravacherie du divin Empereur, qui débridait les rires irrespectueux de la foule, fit froncer les bourses des prêteurs, et le coup d'Agadir eut pour corollaire un coup de banque qui faillit faire sauter tout l'édifice impérial : brusquement, l'Allemagne dut rembourser une partie, une faible partie de ses emprunts, et l'on vit sur quel terrain mouvant reposait en réalité cette façade monumentale.

Le coup de pédale vigoureux et pressé, « l'emballage » au tournant du vélodrome est le seul moyen pour le coureur cycliste de garder la corde et même de conserver son équilibre, lequel, d'ailleurs, ne se maintient que par le mouvement et tombe au premier arrêt. Au tournant difficile de 1911, la machine allemande exigea un coup d'emballage, colossal lui aussi... Mais à peine Agadir était-il franchi que les guerres balkaniques en exigeaient un autre, puis un autre encore. Au bout de tous ces tournans, apparaissait la dislocation de l'empire austro-hongrois et la perte pour l'usine allemande de ce client commode, dont la vassalité commerciale était plus complaisante encore que la vassalité diplomatique.

Déjà tous les prêteurs de l'Allemagne commençaient de montrer un peu plus de réserve, et l'épargne française, reprise enfin de confiance patriotique, refusait aux intermédiaires suisses ou autrichiens l'aide que, si généreusement, elle leur avait donnée jusque là. La victoire impériale avait fait la fortune de l'usine et du comptoir allemands. Les échecs impériaux les mettaient en mauvaise passe. Dès 1911, bien des pessimistes d'outre-Rhin ne voyaient de salut économique que dans un nouveau baptême de gloire militaire. Quelques-uns même disaient à mi-voix que le joueur allemand, après les vingt années de cette partie industrielle et commerciale, n'avait plus qu'un moyen de régler ses différences : sortir son revolver et exiger de l'assistance une rançon qui, d'un seul coup, éteindrait tout le passé, assurerait le présent et même le plus lointain avenir ; dans les poches de la France, que trois semaines de campagne jetteraient bas sans peine, on trouverait une vingtaine, une trentaine de milliards, dix pour solder les frais et les réparations de l'armée, dix pour solder les installations de l'industrie et du commerce, et dix pour mettre la flotte en

état de mener sur mer une prochaine opération, qui serait contre l'Angleterre de 1920, après la petite guerre continentale de 1914, ce qu'avait été l'opération de 1870 contre la France, après la petite guerre autrichienne de 1866... La guerre, toujours la guerre : c'est sur cette perspective dernière que s'ouvrent toutes les avenues de l'Allemagne impériale.

*
* *

Mais en 1911, il semble que les grands chefs de la diplomatie, de la politique et de l'économie allemandes n'étaient pas encore ralliés à ces vues : malgré la raideur et la brusquerie de tous ces tournans, ils croyaient qu'un nouvel effort en viendrait à bout; ils conservaient leur confiance dans la solidité de la machine et dans la vigueur de leur peuple; ils étaient toujours sous le charme de formules qu'ils croyaient les plus scientifiques, donc les plus avantageuses du monde.

« A première vue, dit M. V. Cambon, le système industriel de l'Allemagne paraît être onéreux : les sociétés enfouissent en matériel coûteux et incessamment renouvelé des sommes effrayantes. Mais si une usine « moderne » peut faire avec cent ouvriers le même travail qu'une usine ancienne avec deux cents, il est facile de voir que la première a un avantage annuel sur la seconde; car l'usine ancienne aura dépensé, je suppose, en matériel 500 000 francs de moins que la moderne, ce qui représente, à l'amortissement de 10 pour 100, une économie annuelle de 50 000 francs; mais comme, chaque année, elle paie 100 000 francs de plus de salaires, elle est en retard finalement de 50 000 francs par an sur la moderne. » Mais, pour économiser par an 100 000 francs de salaires, ce n'est pas 500 000 francs qu'il faut mettre à moderniser une industrie : c'est plusieurs millions, — et du train dont allaient en Allemagne les modernisations successives, ce n'est pas à 10 pour 100 qu'il aurait fallu amortir, c'est à 20 ou 25. Au minimum, deux millions de dépenses, amorties seulement à 15 pour 100, donnaient une charge annuelle de 300 000 francs, en regard de l'économie de 100 000, — laquelle ne se réalisait jamais.

Si l'usine modernisée, en effet, eût licencié une partie de son personnel, c'est la voisine, la concurrente qui l'eût embauché : dans le bilan global de l'industrie allemande, les gages de la main-d'œuvre n'eussent donc pas baissé. Mais, en pratique,

l'usine modernisée gardait tous ses ouvriers; seulement, pour couvrir à la fois ses frais anciens et les nouveaux, elle doublait ses machines. Chaque modernisation était donc un nouvel « emballage » dans cette création intensive. Et chaque jour, il fallait fabriquer davantage pour pouvoir le lendemain fabriquer encore plus. Et la vieille devise hanséatique, à peine modifiée, pouvait être gravée désormais sur la porte de toute grande usine : *Fabricare necesse est, vivere non est necesse.*

Mais quand on fabrique, il faut vendre et, quand on double la fabrication, doubler la vente et, quand on a sa plus grosse clientèle au dehors,doubler annuellement son exportation, et, quand on n'a pas chez soi les matières premières, augmenter d'autant son importation; au bout du compte, il faut subir de plus en plus les exigences du fournisseur étranger et les fantaisies du client mondial. Un horloger de la Forêt-Noire m'expliquait dès 1907 combien les unes et les autres rognaient déjà sur les bénéfices et même sur le salaire vital de son industrie.

Aux temps bismarckiens, il fabriquait, bon an mal an, vingt-cinq mille pendules dont il vendait les quatre cinquièmes, dans l'Empire et un cinquième au dehors. L'Empire alors était démuni et se meublait; les fabriques de pendules étaient encore peu nombreuses en Allemagne; les tarifs protecteurs écartaient la concurrence étrangère : vingt mille pendules se vendaient sans peine et bien sur le marché allemand et couvraient tous les frais de l'affaire. Les cinq mille pendules de reste, c'était le bénéfice clair et net : on les plaçait dans le monde, surtout en Angleterre, sans grand profit assurément sur le prix de revient; mais cinq mille pendules à dix marks seulement versaient à l'inventaire cinquante mille marks de bénéfice net.

De 1890 à 1900, notre homme doubla sa production annuelle, tandis qu'autour de lui, des concurrens ouvraient fabrique. Mais l'Empire commençait à avoir des pendules dans toutes ses maisons et, quelque fragile que fût la camelote allemande, une pendule faisait encore bien dix ou vingt années, et l'Empire était inondé de pendules badoises; d'où baisse de clientèle et baisse de prix à l'intérieur : l'usine ne couvrit plus, avec le marché allemand, que les trois quarts de ses frais; le marché mondial dut lui fournir le reste avec les bénéfices. Mais, là encore, la concurrence allemande opérant, il fallut vendre à des cours de plus en plus bas et subir des conditions de paiement

de plus en plus onéreuses. N'importe : à l'inventaire, il restait encore des bénéfices nets; mais ils n'atteignaient plus les cinquante mille marks d'autrefois; la production doublée les diminuait, au contraire, de 25 pour 100.

De 1900 à 1905, notre homme fit plus que doubler sa production, et tous ses voisins et concurrens firent de même. Le résultat final fut conforme à celui des dix années précédentes : à production doublée, vente doublée en des conditions deux fois moins bonnes et à une clientèle où le monde extérieur tenait trois et quatre fois plus de place; or, le monde, habitué à payer le produit allemand à vil prix, lui refusait les hausses qu'il consentait aux similaires anglais et français, parce que le propre de ceux-ci est d'être coûteux, mais que l'autre doit être bon marché : « En comptant à la française, — ajoutait ce Badois, élevé en Suisse et habitué aux mœurs de ses correspondans de Franche-Comté, — je ne tire plus le 4 pour 100 net du capital engagé. Mes voisins vous diront qu'ils obtiennent, eux, du 12 et du 14; c'est qu'ils calculent à l'allemande, en ne tenant compte que du capital initial; quand leur usine, partie avec 100 000 marks, leur donne aujourd'hui 15 000 marks de bénéfice net, ils crient au 15 pour 100; mais ils oublient qu'entre le départ et l'arrivée, ils ont laissé dans leur affaire, comme moi dans la mienne, dix années de bénéfices ou rapporté 200, 300 000 marks de capital nouveau, — ce qui donne, à la française, du petit 4 pour 100, en attendant moins encore. »

Le prix des pendules baissait; le prix des fournitures montait, et ce consommateur de cuivre était effaré par les cours des quatre dernières années : 126 en 1904, 149 en 1905, 186 en 1906, 188 en 1907! Et il fallait trouver de l'argent pour moderniser toujours le matériel, pour doubler encore la production et les salaires, doubler par suite l'engorgement du marché! Vers 1890-1895, on pouvait porter des pendules à Londres, En 1907, on voyait reparaître à Berlin les pendules anglaises et apparaître à Hambourg les pendules américaines, et les anglaises avaient pour elles la mode ou le snobisme, la préférence des gens riches, et les américaines avaient derrière elles cette formidable organisation du Nouveau-Monde, où la science à l'allemande travaille sur des ressources décuplées, avec des capitaux centuples! Bientôt il faudrait vendre sans profit ou même à perte dans l'Empire comme dans le reste du monde.

Aussi dès 1907, ce pacifique Badois conseillait à ses amis de France de s'entendre au plus tôt avec l'Empereur pour fermer le marché continental à tous les intrus d'outre-mer; sinon, la *Kultur* allemande, qui avait créé son industrie pour porter les armemens de son Empire, serait bien obligée, — disait-il, — de mettre en œuvre ces armemens pour soulager et même sauver son industrie.

« *Zollverband*, Association douanière, » avait dit Guillaume II à ses Berlinois de 1891. En 1907, notre horloger eût considéré le *Zollverband* continental comme le salut des horlogers badois, de tous les industriels allemands, et comme le paradis de leur clientèle européenne, qui jouirait ainsi, pleinement, des produits de la *Kultur* et des bienfaits de l'organisation germanique. Mais il savait que le paradis n'est pas de ce monde : il se fût donc contenté d'un *Kartellverband*, d'une association internationale de *kartells* nationaux sous l'arbitrage des grands *kartells* germaniques.

Le *kartell* est une association des producteurs de même spécialité, qui s'imposent à eux-mêmes un quotient *maximum* de production ou de vente et qui veulent imposer des prix *minima* à leur clientèle. Le *kartell* fut une commodité de l'ère bismarckienne : il est devenu une nécessité du « nouveau cours. » C'est que, durant les vingt années dernières, une dissociation de plus en plus grande s'est faite entre l'industrie et le commerce allemands, même à l'intérieur d'une seule affaire : « La direction technique des *firmes*, dit M. V. Cambon, est le plus souvent distincte de la direction commerciale; quelquefois même, industrie et commerce forment deux sociétés différentes, l'une étant chargée de vendre les produits fabriqués par l'autre; on vise par là à éviter les conflits journaliers, si fréquens dans les deux services. » On évite peut-être les conflits journaliers; mais on évite aussi cette entente de toutes les heures, sans laquelle l'industrie ne répond plus aux demandes du commerce et, surtout, les dépasse : la production arrivant à ne plus avoir de rapport avec les besoins du marché, ce n'est plus la demande qui règle l'offre; c'est l'offre qui prétend régir la demande et, par le moyen du *kartell*, imposer ses exigences.

« Actuellement, — écrivait M. V. Cambon dès 1908, — la concurrence est telle sur le marché allemand ou mondial que les producteurs ne comptent plus pour faire fortune sur les pro-

duits courans et classés : à moins qu'elle ne soit protégée par des *kartells* ou à moins de situation exceptionnelle, une industrie ordinaire ne peut plus prospérer. »

Les premiers admirateurs du *kartell* allemand en faisaient ressortir les différences avec le *trust* américain (1) : le *trust*, arme de domination et souvent de banditisme commercial; le *kartell*, honnête et pacifique outil de réglage et de conciliation, pacte de fraternité entre producteurs diligens, qui ne cherchent qu'à se défendre contre les fantaisies de quelques spéculateurs ou contre l'avarice de leurs cliens. Aux temps pacifiques de Bismarck, le *kartell* a pu avoir ce rôle vertueux : il s'agissait alors de partager entre producteurs allemands la clientèle du seul marché allemand, qu'enfermait un tarif protecteur. Mais, du jour où le marché mondial devenait le champ des ambitions allemandes, que pouvait faire le *kartell*, sinon d'offrir à tous les producteurs du monde la fraternité ou la mort? Et quand les puissans *kartells* du charbon, de la métallurgie, de la navigation, etc., avaient dans la personne et dans l'entourage de l'Empereur des actionnaires aussi âpres au gain que prompts à la menace, on devine la prise que leurs exigences pouvaient avoir sur la politique impériale.

En 1914, les grands *kartells* ont joué, dans cet Empire féodal de Guillaume II, le rôle que jouaient les grands féodaux dans les temps du Saint-Empire romain-germanique : ce sont eux qui ont remontré au Maître que leurs bénéfices épuisés ne pouvaient plus nourrir leur fidélité et celle de leurs gens, que l'Allemagne de 1914, comme celle de 1114, ne pouvait plus vivre sur elle-même; et qu'il lui fallait le servage du voisin. Un organisme économique, spécial à l'Angleterre de 1880-1900, la *Company limited*, avait lâché l'essor à l'impérialisme chamberlaniste et causé directement la guerre sud-africaine (2). C'est l'organisme spécifiquement allemand du *kartell* qui est l'auteur responsable de la guerre présente. Guillaume II n'a fait qu'obéir aux sommations de ses bénéficiers : en juin 1914, un ministre de France prévenait son gouvernement que la réunion des grands métallurgistes à Dusseldorf réclamait la guerre comme le seul moyen de liquider la situation présente et d'apurer les

(1) Voyez là-dessus le livre de M. Paul de Rousiers, *Les Syndicats industriels de Producteurs*, Paris, 1901.

(2) Voyez là-dessus mon livre, *L'Angleterre et l'Impérialisme*, Armand Colin, 1901.

dettes, les formidables dettes de l'industrie allemande, en mettant tout le marché continental sous le contrôle des *kartells* germaniques.

Notre grand public s'étonne parfois que la riche, prospère et grandissante industrie d'outre-Rhin n'ait pas empêché son gouvernement de nous déclarer cette guerre qui pouvait la ruiner, elle, et ne pouvait en aucun cas la servir, puisque d'ores et déjà la domination économique de l'Europe et du monde lui semblait réservée. La vérité est que le « nouveau cours » ayant conduit toutes les affaires allemandes au bord de la banqueroute, la guerre de 1914 fut le saut dans l'inconnu pour tâcher d'éviter la chute dans l'abîme. La faillite ou le brigandage; la ruine allemande ou la servitude européenne : c'est à ce dilemme que les conceptions féodales d'un Guillaume II amenaient, en 1914, l'empire bismarckien, et c'est de ce point que l'on comprend mieux le sens presque divinatoire de telle grosse raillerie berlinoise.

Depuis dix ans déjà, le bon peuple de Berlin s'étonnait et s'inquiétait parfois d'avoir en *Seine Majestät*, non seulement un héros d'opéra wagnérien et un avide financier, un *Siegfried Mayer*, mais un trafiquant doublé d'un fanatique, un *Shylock Mercator*... En 1914, aucun juge de Venise ne put arrêter Shylock dans ce qu'il appelait la revendication de son droit : il entreprit donc de lever sur l'Europe sa belle part de viande rouge, en prenant à témoin le vieux Dieu d'Abraham et de Jacob que, certes, « il ne l'avait pas voulu, » mais que l'opération était indispensable à la fortune de ses fidèles, à sa parole impériale, et peut-être pensait-il vraiment l'achever sans répandre une once de sang.

VICTOR BÉRARD.

LES CHEMINS DE FER BALKANIQUES

Entre les plaines de l'Europe russe et les golfes profonds de la Méditerranée orientale, mers Adriatique, Ionienne, de l'Archipel, la péninsule balkanique est le vestibule des pays d'Occident vers l'Asie; par delà les détroits, accident géologique récent, qui encadrent la mer de Marmara, elle est exactement continuée par la presqu'île de l'Asie Mineure. Ainsi, au premier coup d'œil jeté sur la carte, apparaît son double caractère de zone de passage, suivant deux axes perpendiculaires, dont l'un serait approximativement celui des détroits, l'autre celui de la côte dalmate et des alignemens insulaires de l'Archipel. A l'Ouest, en bordure de l'Adriatique, la péninsule des Balkans porte les plissemens méridionaux des Alpes; au Nord, elle s'arrête à la chaîne des Balkans proprement dits, dont l'arc, symétrique de celui des Carpathes, encercle les terrasses valaques et la vallée du bas Danube; c'est là un ancien golfe de la Mer-Noire, peu à peu comblé par les alluvions du grand fleuve et de ses affluens.

Le Danube atteignait autrefois la Mer-Noire par un passage encore marqué, non loin de Varna; il fut ensuite rejeté au Nord, jusqu'à son embouchure actuelle, selon un tracé qui contourne les collines de la Dobrudja; les eaux de l'Europe centrale, accumulées derrière l'obstacle carpatho-balkanique, ont fini par y forer la trouée héroïque des Portes de Fer et joindre l'ancien golfe maritime; celui-ci s'est vidé, le Danube en est devenu le drain principal, tandis que des vallées confluentes en constituaient les drains secondaires. Les régions ainsi traversées sont extérieures à la péninsule balkanique;

elles lui sont pourtant indissolublement liées, en raison des communications qu'ouvre le réseau fluvial du bas Danube; tout en les rangeant ici en marge du terrain particulier de notre étude, nous devions donc montrer qu'elles en sont une annexe inséparable; elles sont politiquement partagées, dans l'Europe actuelle, entre les royaumes de Roumanie et de Bulgarie.

Le relief de la péninsule balkanique, très confus, n'est assez bien connu que depuis peu d'années; il comprend une bande centrale de plateaux anciens, contre lesquels se sont ployées les roches plus jeunes des Alpes adriatiques; cette structure a été, à diverses époques, remaniée et compliquée par des soulèvemens volcaniques; les niveaux de plateau, plus calmes que ceux de la bordure occidentale, en furent profondément bouleversés; des massifs éruptifs ont jailli à travers les granits et contribuent à donner au pays, vu dans son ensemble, l'aspect d'une immense ruche dont les alvéoles communiquent malaisément entre eux. Les murailles qui les séparent sont, le plus souvent, abruptes. Les dépressions relatives sont étirées dans le sens du Nord-Ouest au Sud-Est; ce sont les rendez-vous assignés par la nature aux cultures et aux habitations; là se sont donc formées des sociétés, morcelées à l'image du sol lui-même; l'évolution des hommes a suivi celle des eaux, tendant toujours à descendre vers les plaines basses et la mer, sciant les barrières montagneuses pour souder les unes aux autres les ellipses de lacs étagés; les vallées balkaniques se déroulent tels des chapelets, avec leurs étranglemens entre les grains.

Le chaos est particulièrement inextricable sur le littoral adriatique, Dalmatie, Monténégro, Albanie. Ces Alpes orientales sont un Jura, plus sauvage que le nôtre, talus déboisés, vallées longitudinales où les eaux disparaissent dans des gouffres, cluses transversales aux falaises verdoyantes; la rivière Narenta est coudée comme le Doubs. Les Monténégrins racontent que leur pays est une sorte de « laissé pour compte » de la Providence : lorsque Dieu, planant dans les nuées, eut façonné notre planète, il s'aperçut que les anges, chargés des matériaux de sa divine architecture, portaient encore quelques restes de leurs fardeaux; il leur ordonna de les jeter à travers l'espace, et ce tas de débris fut le Monténégro. — La bordure immédiate de la mer est formée de presqu'îles, de golfes ramifiés, de petits

archipels, mais ces articulations restent exclusivement littorales; on n'y trouve pas l'amorce naturelle de voies de pénétration dans l'intérieur; la côte sera, de bonne heure, le théâtre d'une vie maritime active et dispersée, mais, jusqu'à ce que des efforts patiens de l'homme lui aient ouvert des accès artificiels, elle demeurera une façade isolée de tout l'arrière-pays.

Ainsi, la traversée des Balkans n'est nulle part aisée; on ne voit nulle part se tendre sur la péninsule une de ces lignes qui semblent préétablies pour orienter l'histoire, celle de la porte de Bourgogne, entre le Rhône et le Rhin, celle du seuil de Dzoungarie, à l'Est de la Chine extérieure. Ici, les migrations et les conquêtes suivront les itinéraires brisés des rivières; les routes se présentent comme des combinaisons d'élémens multiples, très divers, bien que très rapprochés; la « géographie de la circulation » est dominée par cette loi générale. Le sillon principal des communications entre les plaines de Hongrie, la mer de l'Archipel et le Bosphore est formé d'une série de tronçons et emprunte l'une après l'autre les vallées de plusieurs rivières.

Négligeons un instant, pour plus de clarté, les défilés qui resserrent le chemin, peu à peu devenu, par une suite d'événemens qui ont forcé la nature, l'un des passages essentiels de l'ancien continent : la voie part de la jonction des eaux alpestres et hongroises, en amont des Portes de Fer; elle est unique, dans la direction du Sud-Est, jusqu'au confluent que marque aujourd'hui la ville serbe de Nich; puis elle se bifurque; la branche occidentale gagne des bassins tributaires du Vardar pour aboutir au golfe de Salonique; celle de l'Est traverse la plaine supérieure de l'Iskar, affluent du Danube, où est née la bulgare Sofia; elle atteint ensuite le domaine de la Maritsa (Philippopoli, Andrinople), puis s'en écarte pour atteindre la mer de Marmara par des fissures d'un bourrelet côtier, là où ont poussé Rodosto et Constantinople. Sur cette ligne axiale, les embranchemens plus ou moins exactement perpendiculaires sont encore plus accidentés; les routes du plateau, après des parcours capricieux en ligne brisée, doivent escalader au Nord la muraille des Balkans; au Sud-Est, les détours se compliquent, le long des pistes qui visent les ports de l'Adriatique, Raguse, Antivari, Durazzo, Vallona. Mais, parfois, ces itinéraires tortueux permettent de tourner les grands obstacles : ainsi les

Romains avaient construit la Via Egnatia, entre la côte de l'actuelle Albanie et le golfe de Salonique.

D'après cette dernière indication, il est aisé de conclure quelle est, pour des ingénieurs modernes, la difficulté spécifique de la traversée de la péninsule balkanique; moindre selon la direction que nous avons appelée axiale, elle est plus grande sur les tracés perpendiculaires. Le problème à résoudre est la soudure pratique de compartimens que la nature semble avoir fabriqués pour qu'ils demeurent séparés les uns des autres. Cette hostilité du sol fut encore aggravée par l'émiettement des groupes humains que l'histoire a brassés, au cours des siècles, sur cette terre angulaire entre la Scythie et la Méditerranée, entre l'Europe et l'Asie. La conquête romaine avait tourné, plutôt que pénétré la péninsule des Balkans; elle s'affermit surtout sur les côtes, par des ports-entrepôts et, sous l'empire, par des colonies orientales, destinées à endiguer des invasions slaves : de là les origines occidentales et le nom des Roumains d'aujourd'hui. Quand l'Orient se fut séparé de l'Occident, les empereurs de Byzance appelèrent, au contraire, des Slaves pour couvrir leurs frontières du Nord; alors arrivèrent, au VIe siècle de l'ère chrétienne, les premiers Serbes des Balkans. Les Bulgares sont une race d'envahisseurs, apparentés aux Huns, qui finirent par se fixer sur le sol longtemps ensanglanté par leurs cruautés. Tous ces peuples, du Xe au XIIe siècle, embrassèrent la religion orthodoxe, celle de l'empire grec; mais, malgré cette communauté de croyance, ils vécurent au milieu de guerres endémiques, mêlés dans les districts limites en des fouillis dont le mot Macédoine, devenu nom commun, a fini par évoquer l'idée.

La montée des Turcs par l'Asie Mineure vient ensuite accroître cette confusion; elle attire la riposte occidentale des croisades, dont les plus populaires suivent à petites étapes les routes de terre, tandis que celles des princes, pèlerinages de guerre, préfèrent la voie de mer; il en demeure, même après que les Turcs ont pris pied en Europe, une frange de comptoirs vénitiens tout autour de l'ancienne Hellade. Mais les Turcs ne se sont pas arrêtés au bord de la Méditerranée; plus d'un siècle avant la prise de Constantinople, ils envoient des armées dans la péninsule, à la conquête de l'Occident. Des batailles épiques les mettent alors aux prises avec les Slaves des Balkans; les

Serbes défendent pas à pas leurs bassins et leurs forêts, boulevard de la chrétienté; les Valois de France envoient à leurs chefs des ambassadeurs qui passent, malgré les aventures d'un pareil voyage, par les ports de l'Adriatique. Le Roi ordonna, en 1389, un *Te Deum* à Notre-Dame, sur la nouvelle que les Serbes avaient écrasé les Turcs à Kossovo : fausse joie, car les chrétiens avaient été battus, en fin de journée; huit ans plus tard, la fleur de la chevalerie accourue d'Occident fut fauchée par les Turcs, à Nicopolis.

Maîtres de Constantinople, les Sultans firent de la péninsule des Balkans leur bastion avancé contre l'Occident; à travers les défilés des montagnes, leurs bandes militaires, sous des beys, s'infiltrèrent dans les bassins fertiles; leurs lieutenans s'y taillèrent des domaines, convertirent autour d'eux quelques notables indigènes et, par ces garnisons très dispersées, non sans des luttes qui restèrent presque toujours des incidens locaux, maintinrent la domination turque pendant quatre siècles. Parfois, les Ottomans voulurent aller plus loin, déboucher dans les plaines de l'Europe centrale; une route militaire avait été tracée, sur les ordres de Soliman le Grand, de la mer de Marmara à Belgrade; des armées turques, au delà de Belgrade, atteignirent une fois les provinces alpestres des Habsbourg, une autre fois les environs de Vienne; mais en général, les rencontres décisives se livraient dans l'angle du Danube et de la Save, Mohacz, Eszek, Peterwardein. Au début du XVIIIe siècle, le prince Eugène ferma l'accès de l'Autriche aux Turcs par les colonies slaves de ses « confins militaires; » il n'était alors question que de dresser des obstacles entre l'Occident chrétien et les Balkans turcs; Belgrade, perchée sur ses collines au-dessus des confluens de la Basse-Hongrie, était le suprême observatoire des Sultans.

Les échanges commerciaux entre l'Europe et le Levant se poursuivaient seulement par voie de mer, de Venise, de Marseille, avec l'aide d'intermédiaires grecs. Laissons ici de côté la Turquie d'Asie, extérieure à notre sujet; il est clair que ces transactions ne supposaient pas de grands mouvemens de marchandises; les pays balkaniques, sans être particulièrement gâtés par la nature, ne manquaient pourtant pas de ressources forestières, agricoles, minières; mais ils étaient condamnés, sous le régime turc, à vivre repliés sur eux-mêmes. L'émancipation politique, au XIXe siècle, leur ouvre des perspectives économiques toutes

nouvelles; les nations commerçantes de l'Occident, et l'Angleterre avant les autres, vont chercher des affaires intéressantes sur ce terrain encore inexploité; bientôt la nécessité de communications modernes, à travers les populations balkaniques, s'imposera progressivement, comme un corollaire de leur affranchissement. Sur ces régions de transition, les climats divers et les diverses productions se rapprochent : la Roumanie danubienne participe des conditions de la plaine russe, sa terre noire est admirable pour le blé, ses steppes découvertes pour l'élevage, ses pêcheries du Delta pareilles à celles du Don et de la Volga. Plus bas, les vallées bulgares et serbes se parent des rosiers, des arbres à fruits de la Méditerranée; les ravins du Monténégro, piquetés de lauriers, ont des couleurs algériennes; mais les poivriers des boulevards d'Athènes grelottent quelquefois sous un coup de vent, tombé du Nord.

Ces contrastes inviteraient certainement à des échanges locaux, si l'insécurité, le manque de communications à grandes distances n'encourageaient les habitans plutôt à la paresse; pourquoi, dans l'incertitude du lendemain, compliquer la vie par un travail dont on ignorera le prix? Les Balkaniques menaient donc une existence extensive, au jour le jour, peu soucieux de s'instruire, voire de s'enrichir; ils se nourrissaient de ce que la terre leur donnait presque spontanément, des galettes de maïs, des bouillies de haricots, de la viande fraîche ou fumée de mouton, de chèvre ou de porc; ils buvaient de l'eau-de-vie de prunes; eux-mêmes tissaient la laine, brodaient les vêtemens de leurs guerriers et les toilettes de leurs femmes, sertissaient leurs bijoux et trempaient leurs armes. A peine quelques citadins soupçonnaient-ils ce que peut être un commerce d'exportation; le premier piano arrivé à Philippopoli, en 1880, fut un objet de curiosité pendant plusieurs semaines. Le renouveau politique exprimé par la retraite progressive des Turcs s'épanouira donc parmi des populations encore voisines d'un état de moyen âge.

Depuis l'insurrection grecque, contemporaine de la Restauration, l'Europe occidentale suit avec intérêt cette évolution politique; le Sultan est désormais, pour les chancelleries, l'homme malade dont les héritiers guettent la succession. Successivement, au cours du XIX[e] siècle, la Grèce, la Serbie, le

Monténégro, la Roumanie, la Bulgarie, ont été détachés de l'Empire turc et sont devenus, par étapes, des États absolument indépendans. Un temps d'arrêt fut marqué en 1854-1856 par la guerre de Crimée, qui associa temporairement l'Angleterre et la France contre la Russie ; ce mouvement s'est ensuite précipité, depuis la guerre turco-russe de 1877, dont les sanctions furent posées par le Congrès de Berlin (1878). L'émancipation économique a suivi, d'assez loin d'abord, cette transformation politique ; seule, en effet, la Grèce avait jusqu'à ces dernières années, un accès direct sur la mer ; les principautés balkaniques restaient tributaires de ports encore turcs, Salonique et Constantinople ; aucune communication directe, par chemin de fer, n'était ouverte entre elles et l'Europe centrale ; le Danube lui-même, coupé par l'obstacle des Portes de Fer, était divisé en deux biefs et ne pouvait suffire à des échanges intenses entre ces deux groupes.

C'est par mer, alors, que l'Occident développe ses relations avec l'Empire ottoman ; les progrès de la navigation à vapeur servent tout d'abord les armateurs anglais, qui ont équipé les premiers chantiers de construction ; leurs paquebots, dans l'Archipel et la Mer-Noire sont relayés par des voiliers grecs, qui pénètrent dans toutes les baies et se font les intermédiaires d'un commerce de détail de plus en plus actif. La liberté des détroits entre la Méditerranée et la Mer-Noire est pour l'Angleterre, dans ces conditions, une nécessité de premier ordre ; elle lui subordonne résolument toute sa politique orientale. La France, sous Napoléon III, subit cette impulsion ; ses hommes d'affaires (il y en eut de géniaux pendant le second Empire) multiplièrent eux aussi les transactions maritimes avec les pays levantins ; les Messageries, d'autres sociétés marseillaises montrent leur pavillon au Pirée, à Smyrne, à Constantinople, à Odessa. Au lendemain de la guerre de Crimée, la Commission internationale du Danube a pour mission principale d'aménager pour la grande navigation le cours inférieur de ce fleuve, de sorte qu'il ouvre une route intérieure aux paquebots venus d'Occident par les détroits. Puis, comme ces travaux sont lents et ne répondent pas à toutes les espérances, les Anglais apportent en Turquie la grande nouveauté moderne, le chemin de fer ; ils construisent pour le compte du Sultan, en 1862-1863, d'abord une petite ligne de 60 kilomètres, qui relie Tcher-

navoda, sur le bas Danube, à Constantsa, sur la Mer-Noire (cette ligne est actuellement roumaine et rattachée à Bucarest par un admirable pont de construction française), puis, sur 226 kilomètres, la voie de Routchouk à Varna. Cette dernière, remarquons-le, n'est qu'une sorte d'embouchure artificielle du Danube, dont elle emprunte l'ancienne vallée, au Sud de la Dobrudja; elle date de l'époque où le commerce occidental n'abordait les Balkans que par leur façade maritime, c'est-à-dire par la Turquie.

Cette situation est seulement temporaire : d'une part, en effet, les nouvelles principautés balkaniques s'efforceront à l'envi d'améliorer leurs productions et d'étendre leurs relations extérieures; de l'autre, des Puissances européennes, récemment nées à la vie diplomatique, chercheront de ce côté de l'Europe à développer leurs transactions. Pendant cette même période, la technique des chemins de fer s'améliore rapidement; les ingénieurs ne sont plus arrêtés par le passage des larges vallées, depuis qu'ils construisent de grands ponts en fer; les perforatrices qui travaillèrent à Suez ont fourni l'idée première de machines adaptées ensuite au percement des tunnels; on est loin encore de l'outillage industriel formidable qui permettra aux Américains de vaincre la nature à Panama, mais déjà l'établissement de voies ferrées en pays de relief très varié, comme la péninsule des Balkans, n'est plus une audace téméraire. Or, dans les jeunes principautés balkaniques. une renaissance s'annonce, vite après la libération; elle est intellectuelle et économique; des universitaires des pays sud-slaves, alors divisés entre l'Autriche et la Turquie, recueillent des poésies populaires, rédigent des grammaires, célèbrent l'unité d'une race dont la Serbie autonome présage déjà l'avenir indépendant. Peu à peu, devant ces innovations, les propriétaires turcs se retirent; on dirait qu'ils se resserrent d'instinct sur les domaines laissés au règne du Croissant; par une révolution qu'il vaudrait la peine d'étudier de près, de nouveaux maîtres du sol apparaissent, indigènes chrétiens, qui reprennent ainsi, champ par champ, la terre jadis arrachée à leurs ancêtres; du régime des *latifundia*, les pays balkaniques passent insensiblement à celui de la petite propriété; il s'y forme une classe de paysans, désireux de progrès du jour où le bénéfice de leur travail leur est assuré; de tous côtés, des valeurs nouvelles

montent du sol; ainsi naissent des besoins d'échanges, auxquels le vieil appareil des communications ne suffit plus.

En Bulgarie, en Serbie, en Roumanie, des lois encouragent l'agriculture et s'attachent à répandre l'instruction parmi les ruraux; ici ce sont des réductions d'impôts pour les terres défrichées, des exemptions douanières pour les machines agricoles, là des faveurs aux capitaux, même étrangers, qui créent des usines pour la transformation de produits locaux, brasseries, distilleries, sucreries. Au lendemain de ses succès contre la France, l'Allemagne commence à s'intéresser à l'Europe Orientale; bien que Bismarck affecte de « ne pas lire le courrier de Constantinople, » des Allemands paraissent dans les Balkans, dès avant la guerre turco-russe; ils viennent acheter ou moudre des grains en Bulgarie, disputer aux Autrichiens l'exploitation des forêts bosniaques et serbes. Par le Danube, l'Autriche pousse ses conquêtes vers la Mer-Noire et Salonique; elle poursuit méthodiquement l'aménagement du fleuve pour la batellerie à vapeur; elle s'attaque aux Portes de Fer, où un chenal balisé sera ouvert en 1896; ses financiers seront les premiers à préparer un plan de chemins de fer pour l'Empire ottoman.

En attendant, nous sommes encore à l'époque où le commerce extérieur des Balkans, quelle que soit la rapidité de sa hausse, se fait tout entier par mer; les ports de la Mer-Noire sont les entrepôts des céréales, maïs et froment, que la Roumanie et la Bulgarie produisent désormais pour l'exportation; ils servent de débouchés auxiliaires à la voie fluviale du Danube inférieur, jusqu'à ce que soit achevée, en 1894, la canalisation de la branche de Soulina, au centre du delta; des vapeurs de 3 000 tonnes remonteront alors, sans rompre charge, jusqu'à Galatz et Braïla. Constantsa, port roumain, plage estivale de la haute société de Bucarest, ne deviendra que lentement une cité économique; il n'en est pas de même de Varna, depuis le jour où le Congrès de Berlin, en émancipant la Bulgarie, en fait un port bulgare; le gouvernement de Sofia s'empresse de racheter aux Anglais le chemin de fer qui relie Varna à Routchouk, et qui est désormais, pour ainsi dire, l'embouchure bulgare du Danube. En Turquie, Constantinople et Salonique voient grandir leurs « marines, » quartiers banals, dont les hangars couverts de tuiles rouges font tache sur le

profil harmonieux des mosquées ; la corporation des arrimeurs règne sur le transit, car il n'existe pas encore de quais, et les paquebots déchargent en rade, sur des mahonnes; la police traite avec égards les chefs des « mahonadjis. » Des cargaisons de sucre, de café, d'objets fabriqués sont déposées en échange de sacs de maïs ou de glands tinctoriaux, de ballots de tabac et de peaux. Les Compagnies de navigation, anglaises et françaises, dominent encore ; mais déjà paraît, arrivant de Trieste, le Lloyd autrichien ; plus tard, au début du xxe siècle, ce seront les Compagnies allemandes, appuyées sur le puissant organisme de Hambourg. En même temps, la concurrence de l'Europe centrale se précise et s'arme par l'extension des chemins de fer.

Le gouvernement turc avait, dès 1869, concédé une première série de lignes ferrées, qui furent construites pour son compte; il signa ensuite (1872) un accord pour l'exploitation de ces lignes, avec une Société qui passa en diverses mains et que nous désignerons sous le nom qui lui est resté, la Compagnie des Chemins de fer Orientaux. Ce groupe est surtout autrichien, les capitaux ont été rassemblés principalement en Autriche, en Allemagne et dans la Suisse orientale ; quelques actionnaires français, anglais, belges, possèdent un petit nombre de titres. La Société était instituée fermière du gouvernement turc pour les lignes dont l'exploitation lui était concédée; d'après son contrat, elle prélève d'abord une somme de 7 000 francs par kilomètre sur la recette brute et partage les excédens, suivant des règles qui ont été plusieurs fois modifiées, avec le gouvernement ; toutefois, elle s'engage à ce que la part de celui-ci ne descende jamais au-dessous de 1 500 francs par kilomètre ; ainsi, ce n'est pas l'État qui garantit un revenu à la Compagnie, mais la Compagnie à l'État, ce qui est en somme équitable, puisqu'elle a reçu un réseau construit et n'a besoin que de capitaux de roulement pour la fourniture du matériel roulant et l'exploitation. L'ensemble des lignes de cette concession montant à peu près à 1 200 kilomètres, on voit que la redevance annuelle minimum au gouvernement turc est d'environ 1 800 000 francs; la Porte a gagé sur ce revenu, en 1894, un emprunt de quarante millions qui fut placé en France.

Le réseau primitif des Orientaux comprenait, au départ de

Constantinople et de Salonique, des lignes qui devaient être, dans la pensée du gouvernement turc, de commandement militaire autant que de progrès économique. L'une, partant de Constantinople, gagnait Andrinople, Philippopoli et s'arrêtait à Bellova, frontière de ce qui était alors la province autonome de Bulgarie; elle lançait deux embranchemens, l'un au Sud, d'Andrinople sur Dédéagatch, port de la mer Égée, l'autre au Nord, vers le district minier de Yamboli, avec projet d'extension jusqu'à Bourgas, port de la Mer-Noire; ces voies une fois construites, la Porte pouvait espérer amener rapidement des troupes, le cas échéant, jusque près de Sofia, tandis que, à 300 kilomètres environ autour de Constantinople, une « grande ceinture » assurerait la défense entre la Mer-Noire et la Méditerranée. Quant à la ligne de Salonique, elle remontait la vallée du Vardar jusqu'à Uskub, et se dirigeait ensuite vers Mitrovitsa, près de Novibazar, au seuil de la Bosnie; elle traversait les provinces riches de la basse Macédoine et serait la voie stratégique d'un corps ottoman devant opérer contre la Serbie; deux prolongemens étaient prévus, l'un vers le bassin historique de Kossovo; l'autre, infléchi au Nord, dans la direction de la frontière serbe.

La Société des Orientaux est restée autrichienne jusqu'à la crise de 1908-1909, marquée par l'annexion à l'Autriche-Hongrie de la Bosnie et de l'Herzégovine; elle a dû se transformer alors en société ottomane, mais ce ne fut qu'un changement d'étiquette, car les directions n'ont jamais cessé de partir de Vienne. Le Congrès de 1878, qui brisa la suzeraineté turque dans les Balkans, spécifia que les droits du gouvernement turc sur les chemins de fer de la péninsule seraient maintenus. L'émancipation plus formelle de la Bulgarie, l'autonomie administrative accordée à la province de Philippopoli, dénommée Roumélie orientale, respectèrent donc le contrat des Orientaux.

Le Congrès de Berlin, en 1878, est la première étape diplomatique de la poussée germanique vers l'Est, du *Drang nach Osten*. Bismarck, qui en fut le suprême inspirateur, ne désirait encore qu'aviver dans les Balkans les jalousies de la Russie et de l'Autriche, afin de réserver à l'Allemagne une tranquille liberté dans l'Ouest de l'Europe; il s'efforça donc d'écarter de Constantinople la Russie elle-même, et aussi la Bulgarie, que les Russes avaient adoptée, par une erreur qu'ils paient encore,

pour représenter les intérêts du slavisme dans les Balkans. L'Autriche se chargeait d'assurer, vers le Levant, la percée du germanisme; la Porte lui abandonnait l'administration de la Bosnie-Herzégovine, en majorité peuplées de Yougo-Slaves qui sont de la famille des Serbes; elle acceptait un régime spécial, en fait une vraie tutelle, sur la province de Novibazar, coin glissé entre la principauté de Serbie et les Serbes du Monténégro, route possible d'un chemin de fer qui prolongerait jusqu'aux plaines de la Save la ligne Salonique-Mitrovitsa et faciliterait la descente des Autrichiens jusqu'à la mer Egée. L'Autriche profita de ces avantages pour accuser son emprise économique sur la Serbie; elle renforça ses lignes de navigation danubiennes, elle poussa jusqu'à la citadelle de Semlin, qui affronte Belgrade, ses chemins de fer avançant vers la Serbie; ses agens s'insinuèrent si bien à la cour serbe, que le prince Milan, devenu roi en 1882, lié par un traité de commerce et par des obligations personnelles, semblait n'être plus à Belgrade qu'un préfet de François-Joseph; cette sujétion dura jusqu'au retour des Karageorgevitch, en 1903.

Dans le traité de Berlin avait été inséré, sur la demande de l'Allemagne et de l'Autriche, un article stipulant que, aussitôt après la conclusion de la paix, les quatre États intéressés, c'est-à-dire l'Autriche, la Serbie, la Bulgarie et la Turquie, se concerteraient pour raccorder avec le reste de l'Europe les voies ferrées existant dans la presqu'île des Balkans, lesquelles n'avaient jusqu'alors aucune jonction avec le dehors. L'établissement de cet accord fut l'objet de la réunion, dite « conférence à quatre, » qui siégea à Vienne en 1882-1883, et aboutit à la conclusion d'un traité. En vertu de cet acte, les raccordemens à construire étaient au nombre de deux. L'un, partant de Bellova (alors frontière de la Roumélie orientale et de la Bulgarie), passait par Sofia, pénétrait en Serbie, aux environs de Pirot, desservait ensuite Nich et Belgrade, entrait en Autriche-Hongrie en traversant la Save et aboutissait à Budapest. L'autre, s'embranchant à Nich sur le précédent, se dirigait vers le Sud en remontant vers la vallée de la Morava serbe, franchissait la frontière serbo-turque à Ristovatz (ou Zibeftché) et rejoignait près d'Uskub la vallée du Vardar, ainsi que la ligne déjà construite et aboutissant à Salonique.

Les travaux de ces deux raccordemens ont été commencés

en 1885 et achevés en 1888 ; la communication directe fut alors assurée entre Vienne et Salonique, entre Vienne et Constantinople avec bifurcation à Nich. Les sections de ces lignes situées en Serbie et en Bulgarie appartenaient au réseau d'État de chacun de ces pays; le raccordement Uskub-Zibeftché était exploité par la Compagnie des Orientaux.

L'entrée en service de ces nouveaux chemins de fer n'avait pas été sans inquiéter le gouvernement ottoman; il est clair que ces facilités de communication plaçaient les principautés balkaniques sous la dépendance de l'Autriche, dont les projets sur Salonique étaient connus de toutes les chancelleries; comment parer à la menace possible d'une armée autrichienne, traversant la Serbie sans peine, à l'aide des chemins de fer dont la politique obstinée de Vienne avait fini par obtenir la construction? L'idée vint alors aux Turcs de construire, parallèlement à la côte de la mer Égée, un chemin de fer qui fût exclusivement à eux; soudé, par Dédéagatch, à l'embranchement des Orientaux qui relie ce port à Andrinople, il atteindrait, à l'Ouest, Salonique; ainsi seraient rattachées Constantinople et Salonique, les ports actifs de l'Empire en Europe, les deux principaux chefs-lieux militaires. Une Compagnie française fut chargée de la construction de cette voie, connue sous le nom de « Jonction Salonique-Constantinople; » la Porte lui garantit une recette brute de 14 000 francs par kilomètre. Le tracé fut établi sur la plus grande partie assez loin de la mer, par crainte des dangers de bombardement et d'occupation. La ligne de Jonction traverse les districts riches de la Macédoine, Xanthi, Drama, Serrès réputés pour leur tabac et où l'on plante maintenant des cotonniers; elle laisse au Sud les villes maritimes de Porto-Lagos et de Cavalla. Elle a été complétée par deux raccourcis qui, s'embranchant dans l'intérieur sur les lignes Dédéagatch-Andrinople et Salonique-Uskub, permettent de Constantinople en Serbie une circulation directe, sans les détours de Dédéagatch et de Salonique.

Dans les dernières années du XIXe siècle, une Compagnie à capitaux allemands, très liée avec celle des Orientaux, a construit au départ de Salonique un autre chemin de fer, celui de Monastir; cette voie prépare évidemment l'union entre le littoral de la mer Égée et la rive albanaise du canal d'Otrante. Elle indique aussi l'un des nouveaux desseins du germanisme, qui

est de s'emparer de toutes les communications de la péninsule balkanique, parallèles ou perpendiculaires aux traits généraux du relief. Le plan d'ensemble n'apparaîtra et même ne sera combiné que peu à peu; mais il importe d'en relever ici les premiers traits, en ajoutant que le groupe initiateur du Monastir-Salonique est le même qui s'est fait concéder en Asie Mineure le chemin de fer d'Anatolie, autrement dit les industriels et les financiers de la *Deutsche Bank*. Arrêtée à Monastir, la ligne qui monte de Salonique n'est pas beaucoup plus qu'une voie d'intérêt local; elle drainera jusqu'à la mer les produits agricoles d'un des bassins les plus fertiles, les plus peuplés de toute la Macédoine, coupé de bosquets et de jardins, cultivé comme nos campagnes de France. En 1900, tout ce territoire est turc encore; il en est de même de l'Albanie, dont la côte est reliée à Monastir par des sentiers de montagnes. Mais viennent des transformations politiques : qu'un jour l'Albanie soit germanique, ou vassale du germanisme, les sentiers feront bientôt place à une plate-forme de voie ferrée ; l'ancienne Via Egnatia sera une route moderne allemande.

L'Autriche, dès qu'elle eut reçu l'administration des provinces slaves de la Turquie, Bosnie et Herzégovine, s'efforça de les transformer, moins par l'éducation intellectuelle que par le progrès économique ; le comte Kallay fut le très adroit metteur en scène de cette politique. Cependant que des capitaux allemands s'engageaient dans l'exploitation des forêts bosniaques, le représentant de l'Autriche amadouait les notables, grands propriétaires fonciers; il ouvrait, pour les artisans des villes, des écoles professionnelles, afin d'attester devant les étrangers de passage le renouveau des industries locales. Mais la lourde domination germaine plantait des casernes, une gare « colossale » parmi les maisons à moucharabiés et les bosquets urbains de Sérajevo; les chefs de l'armée austro-hongroise dirigeaient la construction de routes, de voies ferrées, qui sont surtout des organes de domination ; l'objet est d'enraciner au milieu de ces Slaves, voisins et proches parens des Serbes, une souveraineté politique qui les isole de leurs frères de race et, si possible, les dresse contre eux : tel est le sens du chemin de fer qui, très habilement sinueux, part des plaines de la Save pour toucher, près de la baie de Cattaro, le littoral adriatique ; le tracé serpente à travers les bassins peuplés, passe à Sérajevo, capitale bosniaque,

à Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine ; il rattache à l'Austro-Hongrie la côte dalmate, où l'on ne parle que le slave et l'italien. Par delà son terminus méridional, il vise les « bouches de Cattaro, » sorte de Brest de l'Adriatique, puis la bourgade maîtresse du Monténégro, Cettigné, puis Scutari, puis l'Albanie, Monastir, Salonique. C'est une ligne du *Drang nach Osten*, coudée à angle droit, entre la Save et la Dalmatie du Sud, pour prévenir une réunion indépendante de tous les Yougo-Slaves. L'Autriche en projette aussi la jonction avec Mitrovitsa.

Les Slaves, les Latins également menacés par ces progrès, s'aviseront-ils enfin de leur opposer des barrières ? Sans doute n'ont-ils pas compris le danger, puisqu'en 1908-1909 ils laissent l'Autriche franchir paisiblement une étape nouvelle par l'annexion pure et simple de la Bosnie-Herzégovine. Jusque là, des études isolées, sans plan d'ensemble, avaient porté sur quelques sections d'une voie perpendiculaire à l'axe Vienne-Salonique, c'est-à-dire d'un chemin de fer Danube-Adriatique. En 1890, des ingénieurs français visitèrent à cet effet les ports de l'Albanie ; des demandes de concessions, très diverses, devaient être adressées au gouvernement turc, routes et chemins de fer en Albanie, assainissement de la plaine côtière du fleuve Boïana, au Sud de Scutari, desséchement partiel ou régularisation du lac fameux que domine cette ville ; parmi les directeurs de ces travaux préliminaires, quelques-uns avaient été employés aux chemins de fer de l'État serbe, de sorte que l'idée d'un raccord, de ce côté, leur parut naturelle ; mais les études dévièrent vers le Sud. Une liaison avec la plaine de Monastir fut reconnue possible, sans difficultés techniques insurmontables, au départ de Durazzo ou, mieux encore, de Vallona ; les prospecteurs furent accueillis par une population sympathique, pasteurs de races mélangées qui presque tous parlent ou du moins comprennent le grec. Ces projets n'eurent pas de suite, et d'ailleurs ne s'appliquaient pas exactement au Danube-Adriatique ; peut-être inspirèrent-ils la décision des Allemands, qui construisirent peu après la ligne Salonique à Monastir.

Dans le courant de 1908, des groupes français, italiens et russes reprirent l'idée d'une jonction latino-slave par voie ferrée, à travers la péninsule des Balkans. Une société, approuvée par les gouvernemens intéressés, fut constituée et

obtint du Sultan une première concession pour études. Plusieurs tracés étaient proposés, partant de divers points sur le Danube, et atteignant l'Adriatique à Saint-Jean-de-Medua ou Durazzo; les uns traversaient seulement le territoire serbe, d'autres coupaient aussi la Bulgarie. A l'Est de la ligne Salonique-Uskub-Nich-Belgrade, des tronçons existaient déjà, qui auraient été englobés par tel ou tel de ces itinéraires; l'inconnu commençait à l'Ouest. La prospection, retardée par des rivalités étrangères et des tracasseries administratives à Constantinople, fut enfin organisée par les deux bouts; du côté serbe, le gouvernement de Belgrade s'y employa très volontiers et des plans précédemment ébauchés furent bientôt mis au point; mais du côté albanais, la tâche fut beaucoup plus rude. L'Albanie du Nord est un des coins les plus farouches de la péninsule, les habitans y vivent au milieu d'alertes perpétuelles, et circulent toujours armés entre des villages qui sont tous de petites forteresses. Le pays est froid, couvert de neige dès la fin de novembre; les cols, franchis par des chemins muletiers, ne s'abaissent pas, sur les chaînes principales, au-dessous de 1200 mètres; les populations de l'Albanie septentrionale sont défiantes et belliqueuses; en 1911, bien qu'accompagnés de gendarmes turcs, de paisibles ingénieurs furent reçus à coups de fusil; les intrigues autrichiennes entretiennent jalousement les rancunes des Mirdites catholiques contre les Albanais musulmans.

On n'en était encore qu'à ces débuts peu encourageans, lorsque les événemens des Balkans se précipitèrent; il fallut ajourner le Danube-Adriatique à des temps meilleurs. Cependant, dans la Serbie septentrionale et la Bulgarie, les relations transversales avec la Roumanie et la Russie étaient de mieux en mieux assurées. De la ligne bulgare, qui relie les belvédères septentrionaux des terrasses balkaniques, Plevna, Tirnova, Choumla, deux embranchemens s'avançaient vers le Danube, à la rencontre des rails roumains, l'un sur Nicopolis, l'autre sur Routchouk; cette voie bulgare, qui atteint Varna d'un côté, perce les Balkans de l'autre, dessert Sofia, puis, s'enroulant vers le Sud-Ouest autour des pentes du mont Vitoch, gagne la frontière serbe à Égri-Palanka; prolongée dans cette même direction, elle arriverait à Uskub et pourrait, toutes considérations politiques mises de côté, constituer un très important tronçon du Danube-Adriatique. Le raccord serbo-roumain, par la pro-

vince viticole et minière de Negotin, n'a été achevé que pendant l'été de 1915, et dans des conditions sur lesquelles nous sommes mal fixés; le gouvernement serbe a fait rajuster et renforcer des voies étroites établies par des entreprises industrielles, mais il n'a pas eu le temps de lancer sur le Danube le pont qui devait, à Prahovo, unir les rives serbe et roumaine, non plus que de créer le port fluvial projeté devant cette même ville. A l'autre extrémité des Balkans, un autre projet, dont l'exécution ouvrirait à la Russie méridionale et à la Roumanie un accès sur la mer Égée, est celui d'un chemin de fer Silistrie-Choumla-Yamboli continué sur Andrinople par une voie déjà existante; il n'en peut plus être question avant la paix. En somme, lorsque éclata la grande guerre, au milieu de 1914, les seuls services internationaux des Balkans, qui coïncident avec ceux de la Compagnie des Wagons-Lits, étaient ceux de l'Europe centrale à Constantinople par Nich-Sofia-Andrinople; Nich-Salonique et la « Jonction; » enfin Bucarest-Constantsa et la Mer-Noire. Rien n'était organisé dans le sens perpendiculaire, car le service Sofia-Varna par Plevna, bien que coupant les Balkans, rentre logiquement dans la série des communications entre l'Occident et le Levant; le Danube-Adriatique avec toutes les variétés qu'il comporte, barrage latino-slave sur la ligne de la poussée germanique, demeure une espérance de l'avenir.

Les deux guerres balkaniques de 1912 et 1913, qui ont refait la carte politique de la péninsule, ont aussi modifié profondément l'existence des sociétés de chemins de fer de l'ancien domaine ottoman; il en est de même, à plus forte raison, de la grande guerre en cours, dans laquelle successivement la Serbie, la Turquie, puis la Bulgarie, — peut-être la liste n'est pas close, — ont pris parti dans l'un ou l'autre des camps belligérans. La Compagnie des Orientaux a subi des amputations progressives, qui correspondent exactement à celles de l'Empire turc lui-même; elle avait été formée sous le régime de la suzeraineté du Sultan, plus ou moins formelle, sur toute la région des Balkans; elle se morcela en même temps que cette suzeraineté. Un premier coup lui fut porté en 1908, au moment de la proclamation de l'indépendance bulgare : le gouvernement de Sofia s'empara des sections de ligne situées dans l'ancienne Roumélie orientale, soit environ 300 kilomètres repré-

sentés par le parcours de Mustapha-Pacha (près Andrinople) à Bellova, sur la ligne principale, et l'embranchement de Yamboli. Pour désintéresser le gouvernement turc et la Compagnie des Orientaux, ainsi expropriés, la Bulgarie avait besoin d'argent : la complaisance des Russes lui en fournit. Sans doute, les conseillers du Tsar pensaient-ils alors réussir une brillante affaire, en facilitant la substitution d'intérêts bulgares à des intérêts autrichiens. Les Russes n'ont pas été les seuls à ignorer longtemps que c'étaient là seulement deux aspects des intérêts allemands.

En 1912-1913, les défaites de la Turquie se traduisirent, pour la Serbie et pour la Grèce, par de notables agrandissemens territoriaux ; accrue du sandjak de Novibazar et de toute la haute Macédoine (Uskub, Ichtip, Monastir), la Serbie suivit l'exemple bulgare de 1908, et saisit, sans attendre la paix, l'administration des chemins de fer de ses nouveaux territoires; les Orientaux perdirent de ce chef encore 300 kilomètres, sur la ligne principale de Salonique à Nich (depuis la station de Guevguéli, désormais frontière serbo-grecque), et l'embranchement d'Uskub à Mitrovitsa. Cette annexion ouvrait évidemment des droits aux expropriés ; le gouvernement serbe ne l'a jamais nié. Mais la conférence financière de Paris, chargée d'apurer la complexe liquidation de ces comptes balkaniques, n'avait pas encore réglé ce litige, lorsque la Serbie devint, pour l'Autriche et l'Allemagne, le prétexte de la guerre européenne. La question des Chemins de fer Orientaux, en ce qui concerne la Serbie, prendra donc rang, lors des discussions de la paix, à côté de beaucoup d'autres ; la dette serbe, contractée à ce titre, figurera sans doute, pour due compensation, en face de créances autrement lourdes.

Au début de la guerre actuelle, la Compagnie des Orientaux n'exploitait donc plus que la section Salonique-Guevguéli (territoire grec) et les lignes de Constantinople à Dédéagatch et à la frontière bulgare. Une récente convention lui a imposé un nouveau sacrifice : devenus alliés des Turcs, les Bulgares ont obtenu de ceux-ci qu'ils leur livreraient la totalité de la ligne qui relie à Dédéagatch les environs de Mustapha-Pacha, frontière bulgaro-turque avant la guerre. Dédéagatch est port bulgare depuis 1912, mais l'accès n'en était possible de l'intérieur que par la voie ferrée longeant la Maritsa et passant à

quatre kilomètres d'Andrinople; c'est cette portion intermédiaire que les Turcs ont abandonnée. Enfin, profitant du débarquement des Alliés à Salonique (octobre 1915), le gouvernement grec a pris en mains l'administration de la section Salonique-Guevguéli ; sa raison fut que, tous les ravitaillemens de la Serbie passant par là, cette ligne devenait en fait, malgré la neutralité de la Grèce, une voie stratégique dont on ne pouvait laisser l'exploitation à une Compagnie privée. Bien entendu, aucune des indemnités dues pour ces transferts n'est payée, ni peut-être prévue ; ce sont là questions ajournées. Le sort de la « Jonction » ne diffère pas beaucoup de celui des Orientaux : ici aussi, ce sont les occupans du territoire qui ont pris possession du chemin de fer. Le gouvernement grec a, de même, assumé ces jours derniers la direction de la ligne de Salonique à Monastir; celle-ci est pour lui d'autant plus importante qu'une de ses gares, voisine de Salonique, sera la jonction avec le réseau de la Grèce péninsulaire et que le gouvernement d'Athènes pousse activement les travaux de ce raccord.

Les chemins de fer balkaniques, à l'heure où nous écrivons ces lignes, sont tous des instrumens de guerre; à la veille de l'invasion bulgare et allemande en Serbie, en octobre dernier, les ingénieurs qui avaient construit les lignes serbes signalaient les ouvrages d'art à détruire, pour entraver l'avance ennemie, les points critiques de la vallée de la Nichava, près de Pirot, sur la ligne de Nich à Sofia, un tunnel d'un demi-kilomètre sur celle de Nich à Uskub, en aval de Vrania. C'est à une tâche d'anéantissement qu'il faut se résoudre aujourd'hui, dans l'espoir qu'un jour prochain des moissons nouvelles monteront du sol sur tant de ruines! Quand, enfin, les armes seront déposées, il sera permis de reprendre l'œuvre interrompue de la civilisation dans les Balkans, mais les leçons du passé récent ne devront pas être oubliées. Les nationalités balkaniques, modelées à nouveau par le conflit, voudront chacune avoir son réseau national de chemins de fer; rien n'est plus légitime, à la condition que les droits acquis soient indemnisés ; on arrivera sans doute, en fin de compte, à un règlement équitable pour les divers intérêts en cause.

Aussi bien cette question financière n'est-elle pas la principale; les États balkaniques, en même temps qu'ils tiendront à développer leurs ressources particulières, ne pourront grandir

que s'ils améliorent leurs communications extérieures; on sait maintenant que leur sol tient en réserve bien des richesses pour l'exportation, des minerais, des bois, des fruits, des grains, du bétail. Il conviendra que chacun ait, en toute indépendance, l'accès de la mer libre; ceci est particulièrement important pour les Serbes, contre la vaillance desquels de telles rancunes se sont amassées, qu'ils seraient voués à l'écrasement par leurs voisins, si les Alliés, auxquels ils furent glorieusement fidèles, ne les défendaient à leur tour. En résistance au germanisme agressif, dont la guerre aura révélé aux plus prévenus les ambitions meurtrières, les obstacles doivent être multipliés; la liberté des détroits, un chemin de fer Danube-Adriatique, intéressant Russes, Roumains, Serbes et Italiens, tels sont ceux qui l'arrêteront immédiatement. Qu'on observe de plus que les routes de l'Europe centrale au Bosphore et à l'Archipel sont celles aussi qui unissent l'Occident à l'Asie; que jusqu'aux limites asiatiques de l'empire turc, dont l'Allemagne était parvenue à se faire presque une colonie, ces voies historiques soient désormais largement internationales. Dans le remaniement qui s'impose, le régime des chemins de fer balkaniques n'est qu'un chapitre; nous désirons qu'il soit écrit, contre les champions de l'organisation par la violence, suivant les doctrines de ceux qui cherchent le progrès par la justice et la liberté.

HENRI LORIN.

ALFRED MÉZIÈRES

Dans l'atroce guerre que nous subissons, il est un supplice auquel nul d'entre nous ne peut songer sans un particulier serrement de cœur : celui des malheureux enfermés dans les départemens envahis, où, depuis seize mois, ils attendent la délivrance. Avoir sous les yeux, chaque jour, la réalité de l'invasion, subir à tout instant le contact de l'ennemi, quelle torture! Une barrière impénétrable s'est refermée sur nos infortunés compatriotes, un lourd manteau de mystère et de silence pèse sur eux. Sans nouvelles de nous, qui n'avons d'eux aucunes nouvelles, ils sont retranchés du monde. Et, tandis que se joue sur les champs de bataille la terrible partie dont leur liberté est l'enjeu, ils sont réduits à n'en suivre les péripéties qu'à travers des informations de source allemande! Isolement, angoisse patriotique et souffrance privée, misère de la séparation, fièvre de l'inconnu, tel est cet enfer. C'est celui auquel a été condamné, pour la dernière année de sa vie, un vieillard de quatre-vingt-neuf ans, notre très cher, très vénéré et très regretté Alfred Mézières.

Lorrain, attaché au sol par les racines profondes de la race et du souvenir, il ne manquait jamais, l'été venu, de s'acheminer vers son village natal de Rehon. C'était plus qu'une habitude, une tradition. Il avait là sa maison de famille, où ses parens avaient vécu, d'où ils étaient sortis pour aller dormir dans le cimetière voisin. Il tenait d'autant plus à elle qu'il avait craint de la perdre, une fois déjà, et déjà sous la menace allemande. Il se rappelait quelle avait été son émotion lorsque, rentrant en Lorraine, après la guerre de 1870, il avait aperçu, à un détour du chemin, du haut de la colline, le toit

d'ardoise intact et les blanches fenêtres à leur place accoutumée. Donc, comme chaque année, au mois de juillet 1914, il était retourné à Rehon : l'invasion l'y surprit. Désormais, il était prisonnier des Allemands. Vainement sa famille mit-elle tout en œuvre pour le rapatrier : toutes les tentatives échouèrent. Des démarches furent faites par l'ambassade d'Espagne, par le Saint-Père; elles restèrent sans résultat : l'autorité allemande ne daigna y faire aucune espèce de réponse. Ni le grand âge d'Alfred Mézières, ni la situation qu'il occupait en France, ni sa renommée d'écrivain connu en Allemagne ne lui valurent les moindres égards. Sa correspondance était interceptée. A la suite d'un article paru dans un journal de Paris, et dont on ne sait comment il aurait pu être l'auteur, il fut sommé d'aller s'expliquer chez le commandant d'étapes de Longwy. Pas une vexation ne lui fut épargnée. C'était un prisonnier de marque, auquel on appliquait le droit commun. A l'approche de la fin, les siens ne furent pas admis auprès de lui : ils n'ont pas eu la consolation de lui fermer les yeux.

L'occupation allemande ignore les lois les plus élémentaires et les plus saintes de l'humanité. Elle grandit d'autant ceux qu'elle choisit pour en faire ses victimes. La mort d'Alfred Mézières, gardé comme otage, a sa beauté douloureuse. Celui qui, témoin d'une première invasion, avait travaillé de toutes ses forces à en épargner le retour à son pays, a subi l'horreur d'une invasion nouvelle. A quatre-vingt-neuf ans, il est mort à l'ennemi. En face de cet ennemi victorieux, nous savons qu'il n'a cessé d'avoir confiance dans la victoire de la France. Il a connu la tristesse, non le découragement. Il aimait trop son pays pour avoir jamais douté de lui. Cette cruelle agonie, si vaillamment supportée, l'associe plus étroitement aux destinées de ce pays qui fut sa passion. Nous nous inclinons, avec un respect encore augmenté et une suprême émotion, devant celui dont nous honorions la belle vieillesse, sans soupçonner l'âpre souffrance qui l'attendait...

***

A Rehon, où il est né, puis à Metz, où il fut élevé, Alfred Mézières avait été façonné par le milieu lorrain. Sur cette frontière de l'Est, si souvent franchie par l'invasion, le voisinage de l'étranger donne au sentiment national toute son intensité.

Metz était encore, à cette date heureuse, la forteresse inviolée, la ville française par excellence. « Il n'y avait pas de ville plus profondément française, française par la langue et par les mœurs, par son attachement à toutes nos traditions, ni plus éloignée de l'empire germanique, qu'elle ne connaissait que pour lui avoir résisté victorieusement avec le duc François de Guise... Personne n'y avait jamais parlé, personne n'y parlait allemand. » Des récits de guerre bercèrent l'âme de l'enfant. Il trouvait autour de lui, et jusque dans sa famille, d'anciens soldats de Napoléon. Ils parlaient du grand Empereur, de la grande Armée. « A les écouter, un frisson d'enthousiasme et de patriotisme passait dans nos veines. Ils nous apprenaient à ne jamais douter de la patrie, à la considérer comme la première des nations, comme la reine du monde. » De là chez Alfred Mézières cet ardent patriotisme qui fut l'inspiration de sa vie publique, et ce goût des choses militaires qui devait plus tard déterminer son rôle dans nos assemblées.

Sa généalogie est curieuse et un peu différente de celle qu'il aimait à s'attribuer. Dans son charmant livre de souvenirs, *Au temps passé*, il parle d'un sien grand-père qui, descendant d'une ancienne et noble famille du Maine, la famille de Vassé, aurait, dans la nuit du 4 août, renoncé à tous ses titres. Sur ce point, la mémoire, généralement si sûre, d'Alfred Mézières était en défaut. Son grand-père descendait bien des Vassé; mais à la façon dont il en descendait, il n'avait droit à aucun de leurs titres et n'eut donc, dans la nuit du 4 août, aucun sacrifice à faire sur l'autel de l'égalité. Petit employé à la municipalité et bon sans-culotte, ce premier des Mézières poussa le civisme jusqu'à choisir l'année 1793 pour y donner le jour à un fils, auquel il infligea les prénoms peu chrétiens d'Amour-Satan. Les temps passèrent, le calendrier dépouilla la carmagnole : Amour-Satan Mézières devint, plus simplement, Louis Mézières. Ce fut le père de notre confrère. Il avait fait partie de la première promotion de l'École normale. Professeur de rhétorique en province, puis recteur de l'Académie de Metz, il était universitaire dans l'âme. Il n'imaginait pas qu'il y eût pour un honnête homme une autre carrière que la carrière universitaire. Il éleva son fils pour être professeur.

Les études, telles qu'on les comprenait à cette époque, étaient faites pour ravir un enfant qui avait l'esprit vif, de

l'imagination, du cœur, un goût instinctif des lettres, le sens inné de notre tradition. Rien de pédantesque, ni de morose; un enseignement simple, clair, vivant, qui avait pour âme l'admiration des belles choses. Des maîtres savans et modestes, passionnés pour les œuvres dont ils faisaient les honneurs à leur jeune auditoire. Alfred Mézières eut, au lycée de Metz, un de ces professeurs excellens, comme on en trouvait même dans de moindres collèges. « M. Gelle parlait de ses auteurs favoris avec un feu, avec un enthousiasme communicatifs. Il ne se contentait pas de nous expliquer les belles œuvres, il nous en faisait sentir le charme ou la puissance en termes pleins de chaleur. » On reconnaît là cette « manière française, » que, malheureusement, dans ces dernières années, nous avions sacrifiée à la « manière allemande. » Elle consiste à étudier d'abord les œuvres classiques comme des œuvres d'art pour en faire ressortir la beauté, et à dégager ensuite le contenu moral qu'elles enferment. C'est elle que le pays, éclairé par la crise actuelle, souhaite de voir appliquer de nouveau à ses enfans. On sait que, par une circulaire adressée aux recteurs à la veille de la rentrée des classes, le ministre vient de donner une première et éclatante satisfaction à l'opinion, en prescrivant le retour à cette méthode traditionnelle qu'il a définie avec une parfaite précision.

Un des rites de la préparation à l'École normale était que les candidats provinciaux vinssent achever leurs études à Paris. Mézières eut pour professeurs à Louis-le-Grand des humanistes fameux : Rinn, Lemaire, Eugène Despois. Rue d'Ulm, — et d'abord rue Saint-Jacques, — ses camarades s'appelèrent Beulé, Caro, Eugène Manuel, Challemel-Lacour, Weiss, Assolant, Pasteur. Or, c'était en 1848. Cette année-là, on ne s'ennuya pas à l'École normale. Depuis 1830, la jeunesse des écoles était populaire. En février, aux premiers bruits de la révolution, des normaliens descendirent par la fenêtre pour se joindre aux insurgés. Ce fut alors la vie dans la rue, une aventure par jour et le carnaval tous les jours. Beulé est bombardé sous-préfet; Mézières est envoyé en mission pour rétablir la circulation sur la voie ferrée entre Paris et Rouen. Il porte une écharpe tricolore et un sabre de cavalerie à la ceinture. Le besoin d'un costume se faisait sentir : on en improvise un, ridicule à souhait, et l'École s'organise militairement. Retour de mission, l'élève Mézières, promû officier de quelque chose,

passe ses journées à l'état-major de la garde nationale, au rez-de-chaussée du palais des Tuileries. Le 15 mai, il saute par la fenêtre, — encore ! — rattrape la sixième légion rue de Castiglione, lui fait rebrousser chemin et la mène à l'Hôtel de Ville dont il s'empare sans coup férir, à l'effet de le remettre à Lamartine. Cet exploit lui valut un banquet offert par les officiers de la sixième légion pour avoir sauvé la patrie. Ce furent les journées comiques ; il y en eut de tragiques. Mézières était à la barrière d'Italie avec le général Bréa et le capitaine Mangin, qui furent tués par les insurgés. Enfin, l'ordre se rétablit. Et les normaliens, après cet intermède politico-militaire, se remirent, avec docilité et le sentiment du devoir accompli, à des travaux moins guerriers.

L'École d'Athènes venait d'être fondée par M. de Salvandy avec ce programme vague et séduisant : « demander les secrets de la langue d'Homère aux échos du Parthénon, évoquer les grands souvenirs, interroger de site en site l'âme des vieux poètes, découvrir à leurs vers, en face des lieux qui les ont inspirés, un nouveau charme et comme un sens nouveau. » C'était une école d'humanistes, ce n'était pas encore un séminaire d'archéologues. Mézières partit dans l'ivresse de la liberté et de la découverte, en petit Français qui n'a jamais rien vu et devant qui le vaste monde déroule ses plus nobles aspects. Les voyages d'alors, moins faciles que les nôtres, avaient plus de pittoresque et d'imprévu. De Rome à Naples, l'unique moyen de locomotion était le voiturin, célébré par Dumas père. Le voyageur choisissait son heure de départ et s'arrêtait à volonté pour contempler le paysage ou pour regarder les monumens. Mézières avait pour compagnons de route Beulé et Alexandre Bertrand. Il était entre deux le trait d'union. « A Beulé, l'audace, l'initiative, les entreprises périlleuses. A Bertrand, plus de prudence et d'inertie que de curiosité. Entre les deux, je tâchais de retenir l'un et de stimuler l'autre. » Ainsi il préludait à ce rôle de juste milieu, de conciliation et de modération, où il excella toujours. A Athènes, il devait retrouver Jules Girard, dont le nom est resté cher à tous les fervens de l'hellénisme. Éleusis, Sparte, le Taygète, les Cyclades, Corfou, Zante... le voyageur de vingt-trois ans allait de surprises en enchantemens. Bien sûr, il avait des heures de nostalgie, et cela lui manquait, depuis son arrivée en Grèce, de n'avoir pas encore vu un bois, un vrai bois, comme

les bois de chez lui. Ni Athènes, ni Constantinople ne le rendaient ingrat pour Rehon qu'il qualifie de « merveille, » pas plus que Rome ne faisait oublier à Du Bellay sa bourgade angevine. Mais il voulait tout connaître de ces lieux illustres. Chaque jour, il éprouvait plus profondément le bienfait de la culture antique puisée à la source même; quand il quitta la Grèce, ce fut en la remerciant de lui avoir donné une instruction qu'il n'aurait jamais acquise ailleurs.

*
* *

Voilà Mézières devenu tout à fait Athénien : il jugea que cela le désignait pour enseigner les littératures anglaise et allemande. Homère et Platon lui avaient été une introduction à Shakspeare et à Gœthe. C'était le beau temps de la culture générale. On ne croyait pas que le plus grand effort de l'esprit consistât à s'enfermer dans une étroite spécialité, toutes portes closes. C'est, à n'en pas douter, le père de Mézières qui l'orienta vers cet enseignement. Il avait réuni une riche collection de classiques étrangers, et c'était un père à l'ancienne mode, qui ne craignait pas d'usurper sur la liberté de son fils en le faisant profiter de son expérience et de ses travaux. Tous deux allèrent consulter Villemain; celui-ci avait contribué plus que personne à introduire l'étude des littératures étrangères en France : sa réponse n'était pas douteuse. Le nouveau professeur fit ses débuts à la faculté des Lettres de Nancy. Son succès fut tel qu'après quelques années, une chaire étant devenue vacante à la Sorbonne, il put se mettre sur les rangs. Toutefois, n'ayant jamais fait mystère de ses opinions libérales, il n'était pas très rassuré sur l'accueil que recevrait sa candidature en haut lieu, et c'est avec une certaine inquiétude qu'il se rendit à la convocation de M. Rouland, alors ministre de l'Instruction publique : « Vous avez de mauvaises relations, lui dit le ministre, vous m'êtes désigné comme fréquentant beaucoup le monde orléaniste. Mais c'est là une question d'ordre privé dans laquelle je ne veux pas entrer. On ne vous reproche aucune incorrection; je n'ai donc à m'occuper que de votre enseignement. Vous avez réussi à Nancy : je ne vous demande que de réussir également à la Sorbonne, où je vous appelle. » Ainsi s'exprimait un ministre de l'Instruction publique en 1861, sous l'Empire. Ainsi un pro-

fesseur qui avait de mauvaises relations et du talent, devenait le collègue en Sorbonne du docte Victor Le Clerc, de l'aimable Patin et du spirituel Saint-Marc Girardin.

Ce que fut l'enseignement de Mézières, ses livres, qui sont le résumé de ses leçons, nous l'apprennent (1). Pour être à l'égard de ces livres tout à fait équitable, la critique doit d'abord les replacer à leur date : dans l'espace d'un demi-siècle, l'étude des littératures étrangères a pu faire des progrès. Mais on était aux temps héroïques, quand Philarète Chasles faisait autorité. Mézières fut, à son heure et sans fracas, un initiateur. Personne n'avait encore mené sur les grandes littératures européennes une enquête si large, ni surtout si méthodique. Sa triple série d'essais embrassant Shakspeare, ses prédécesseurs, ses contemporains et ses successeurs, a été la première étude d'ensemble sur le théâtre anglais. Il s'en faut qu'elle ait perdu tout intérêt. Rien ne serait plus injuste, en effet, que de limiter la valeur des travaux de Mézières au moment où ils parurent. On peut, aujourd'hui encore, les consulter avec profit, et on n'y manque pas. Ils se recommandent par la clarté, le bon sens, la sûreté des jugemens. Ils contiennent sur les sujets qu'ils traitent l'essentiel, qui n'a pas cessé d'être le vrai. L'histoire littéraire est soumise à une perpétuelle revision, cela va sans dire ; mais elle ne se renouvelle pas aussi complètement que certains érudits voudraient nous le faire croire. On fait sur des points de détail de curieuses découvertes : les grandes lignes ne changent pas. De bons livres, écrits avec soin, en l'absence de tout parti pris, restent de bons livres. Les idées en paraîtraient plus originales, si leur justesse même ne les avait fait passer dans le domaine commun. Mais nous ignorons d'où elles nous viennent et nous sommes ingrats pour ceux à qui nous les devons.

Au moment où Mézières professa ses leçons sur Shakspeare, les romantiques venaient de passer par là : toutes les notions étaient brouillées. Dans leur haine contre notre art classique, ils avaient aveuglément adopté les opinions les plus fausses et les plus injurieuses des Lessing et des Schlegel, sans s'apercevoir que le système de ces ennemis de la France était tout uniment une machine de guerre contre le théâtre français. Ils emboîtaient le pas à la critique allemande. D'ailleurs,

(1) Les ouvrages d'Alfred Mézières sont édités à la librairie Hachette; les *Récits de l'invasion*, à la librairie Perrin.

dénués par eux-mêmes de tout esprit critique, ils appliquaient lourdement le procédé que Victor Hugo devait un jour résumer dans le mot fameux : admirer comme une bête. Ils admirèrent tout en bloc, y compris les grossièretés, les invraisemblances, et ce qui n'était pas de Shakspeare. Et comme ils étaient une école de poètes lyriques, ils prirent l'œuvre de Shakspeare pour une longue confession. A cet amphigouri et à ce fatras il fallait opposer les recherches d'une admiration intelligente. L'auteur de *Shakspeare, ses œuvres et ses critiques* s'y applique. Il ne considère pas le poète comme un météore apparaissant tout à coup dans les ténèbres. Il l'envisage dans son milieu et tient compte des prédécesseurs qui lui avaient frayé la voie. Shakspeare s'est-il mis lui-même dans son œuvre? L'humour de ses jeunes gens persifleurs exprime-t-il ses idées sur le train du monde? Est-il un frère d'Hamlet, et a-t-il, comme lui, souffert les affres de l'analyse? Était-il, sur la fin de sa vie, devenu pareil au sage Prospéro, et la *Tempête* contient-elle son testament philosophique? Comment le dire, puisque c'est l'essence même du génie dramatique de sortir de soi pour se muer en chacun de ses personnages? Et comment croire que tout, dans ce théâtre, soit de même qualité?

Ce qu'il faut avoir la franchise de dire, c'est que tout n'y peut être également goûté par un spectateur français. Il y a d'un peuple à l'autre des élémens irréductibles. S'agit-il, non pas d'un enthousiasme de convention, mais d'une admiration sincère, d'une émotion directe? Alors, on doit tenir compte de ces différences inhérentes à la race. Quand nous lisons un auteur étranger, nous le tirons forcément à nous. Ainsi faisons-nous pour Shakspeare. Ce qui nous passionne, nous autres Français, et jamais ne nous lasse, c'est la connaissance de l'âme humaine. Donc, nous savons gré à Shakspeare d'avoir dit sur l'amour, sur la jalousie, sur l'ambition, sur l'ingratitude, sur le mal de vivre, des choses d'une profondeur et d'une tristesse infinies. Tel est, dans l'interprétation de Shakspeare, le point de vue français. C'est celui auquel s'est placé Mézières. « Ne cherchons dans ses pièces que la peinture des caractères. Quelles sont les mœurs qu'il a décrites? Quels types a-t-il reproduits ou créés? Ce sont là les seules questions qui intéressent véritablement sa gloire. » Les caractères expliquent les actions, les sentimens produisent

les faits. De même, il y a dans chaque drame une passion dominante dont le poète décrit l'évolution et dont il tire une leçon morale. Roméo et Juliette ont cédé à la passion : la mort est leur châtiment. Desdémone, malgré son innocence, porte la peine de la première faute qu'elle a commise. Et ainsi de suite... Reprochera-t-on à ce Shakspeare d'être trop évidemment revu par un classique, et vu par lui à travers Racine et Molière? Il se peut. Ce n'est pas tout Shakspeare, je l'accorde, mais c'est *notre* Shakspeare, mis à la portée d'un peuple de psychologues et de moralistes.

Chargé d'étudier les « littératures du Nord, » le professeur, en ces âges lointains, avait aussi bien dans son programme les « littératures du Midi. » Mézières n'a écrit sur Dante que quelques pages de circonstance, à propos de son jubilé. Mais son étude sur *Pétrarque* est très fouillée. Il montre d'abord en Pétrarque l'amant de Laure, amant platonique et d'ailleurs platonique malgré lui ; mais Laure était une honnête femme, d'une vertu sévère, inébranlablement attachée à ses devoirs envers son mari et ses neuf enfans. Elle traita le poète avec rigueur. Comment réussit-elle à le retenir si longtemps? Par sa beauté, qui pourtant se fana vite, étant une beauté de blonde épuisée par des couches trop fréquentes? Par une coquetterie vertueuse? Ou par un autre lien, le plus fort de tous? Car il semble bien qu'elle aima Pétrarque, sans le dire, mais non pas sans que Pétrarque en ait jamais rien su. Ce Pétrarque du *Canzoniere* est le plus connu : ce n'est pas le plus vraiment grand. Le vrai Pétrarque n'est pas seulement un faiseur de sonnets et de chansons : c'est la plus haute figure du XIVe siècle, le représentant des idées politiques les plus hardies qui s'y soient agitées. Il est un admirable patriote. Il a le culte non pas de sa petite, mais de sa grande patrie. Exilé de Florence et réfugié à Avignon, il n'est pas Florentin, mais il est Italien. Comme l'autre exilé florentin, il croit à la mission du peuple élu. Il croit au choix de la nation romaine, dès le temps d'Énée et des Troyens, pour gouverner le monde. Comme Dante, il ne reconnaît qu'un siège de l'empire et de la papauté : le sol sacré de Rome. C'est cette conviction qui fait de lui un partisan de Rienzi. Pourquoi donc l'Italie ne joue-t-elle pas encore son rôle providentiel ? Seules, ses divisions sont cause de sa faiblesse. Que l'union se fasse, et l'Italie redeviendra la reine du monde. Ainsi l'idée de l'unité italienne,

avant d'être réalisée par les politiques, a été conçue par les écrivains, et, transmise par eux de génération en génération, est devenue la force qui crée les événemens. Si tel est le service rendu par Pétrarque à l'Italie, non moindre est celui dont l'humanité lui est redevable. Et c'est par celui-là surtout qu'il nous intéresse. On sait quelle était son admiration pour les écrivains de l'antiquité latine et avec quel zèle il faisait rechercher et copier leurs manuscrits. Entre autres, il avait retrouvé celui d'un traité de Cicéron : le *De gloriâ*. Hélas ! il le prêta. Le traité de Cicéron eut le sort de beaucoup de livres prêtés : on ne le revit jamais. Ces œuvres antiques, on les tenait, avant Pétrarque, pour un répertoire de connaissances, un arsenal d'argumens philosophiques, et même théologiques : lui, le premier, les étudie comme œuvres littéraires. Il y découvre le sens de la beauté et le lègue aux siècles à venir. Il restaure les lettres antiques et fonde l'humanisme. Il renoue la chaîne et restitue ses titres à l'esprit humain.

Si attachant que soit ce portrait de Pétrarque, je crois bien que le meilleur des ouvrages consacrés par Alfred Mézières aux littératures étrangères est son étude sur Gœthe. Avec une adresse remarquable, il mêle la biographie et l'analyse des œuvres et éclaire l'une par l'autre. L'équité, comme toujours, y est parfaite. Le cours avait été professé avant 1870; le livre parut après la guerre franco-allemande : Mézières n'eut rien à y changer. Il rendait un juste hommage au génie de Gœthe, à sa puissance et à son universalité. En dessinant la figure de l'homme, il ne pouvait se dispenser d'y souligner ce prodigieux égoïsme qui a toujours déconcerté la cordialité française. Qu'il s'agisse de Marguerite, la petite ouvrière de Francfort, et d'Anne Catherine Schœnkopf, la servante de Leipsig, ou de Frédérique Brion, la fille du pasteur, et de Lili Schœnemann, la fille du banquier, nous avons peine à admettre l'absolue insensibilité qui, chez leur amant, succède à tant de ferveur. Non certes que l'ingratitude en amour nous surprenne; mais, chez Gœthe, elle fait partie d'un système. Il dénoue les liens, quand ils commencent à menacer sa liberté ; amour ou amitié, il s'en dégage quand il en a tiré l'agrément ou le profit qu'il pouvait en attendre; il ignore que l'homme ait des devoirs envers autrui; il ne s'en reconnaît qu'envers lui-même et croit avoir satisfait à toutes les exigences de la loi morale quand il a travaillé à son propre perfectionnement.

Par d'autres côtés encore ce caractère nous choque. On a beau se dire humain, plus qu'humain, quand on a vu le jour à Francfort, on a des chances pour être resté Allemand. Mézières souligne justement le « caporalisme » de Gœthe. C'est lui qui, au théâtre de Weimar, fait mettre des sentinelles à la porte des actrices. Dans la salle, défense de rire, défense de manifester sous peine d'être arrêté par les hussards de garde. C'est dans les *Affinités électives* que se trouve ce programme d'éducation : « Les hommes devraient porter l'uniforme dès leur enfance, parce qu'ils doivent prendre l'habitude d'agir en commun, de se confondre parmi leurs égaux, d'obéir en masse et de travailler pour l'œuvre commune. Toute espèce d'uniforme entretient l'esprit militaire et une discipline plus exacte et plus ferme. Tous les garçons sont nés soldats. » Voilà bien l'Allemand... Mais cet Allemand n'a jamais voulu prendre parti contre la France. Le soir de Valmy, il a salué une ère nouvelle de l'histoire. Sa grande admiration a été pour Napoléon. Il n'a jamais oublié que beaucoup de ses idées lui venaient de chez nous. Il a reconnu ce que la civilisation doit à la culture française : « Comment, disait-il à Eckermann, moi pour qui la civilisation et la barbarie sont des choses d'importance, comment aurais-je pu haïr une nation qui est une des plus civilisées de la terre? » Il rend justice à nos écrivains et à quelques-uns des plus français parmi eux, à Molière et à Voltaire. Il s'intéresse à la magnifique éclosion littéraire qui, au début du XIXe siècle, fut notre revanche après l'invasion. C'est pourquoi, en 1915 comme en 1870, nous séparons sa cause de celle des pangermanistes, et nous refusons aux intellectuels allemands le droit de se recommander de lui.

***

La guerre de 1870 mit une coupure dans la carrière d'Alfred Mézières. Jusqu'alors, les travaux du professorat avaient presque entièrement absorbé son activité. Désormais, il appartiendra surtout au rôle public pour lequel le désignaient, aussi bien que ses origines lorraines, ses opinions connues pour avoir été de tout temps opposées au régime qui venait de sombrer dans nos désastres. Conseiller général, député, sénateur de Meurthe-et-Moselle, jusqu'à sa mort, il ne cessa plus de faire partie de nos assemblées politiques. Il était servi par une remar-

quable faculté d'assimilation, une riche mémoire, une parole abondante et ce don de sympathie qu'il possédait éminemment. Il ne fut pas ministre, et, comme on dit, cela se remarque. C'est qu'il n'avait pas le goût du pouvoir : son ambition était plus haute et plus désintéressée, et il fut assez heureux pour la réaliser. Très vite, il s'était fait apprécier pour sa compétence dans les questions militaires. Il eut l'honneur d'être appelé à la présidence de la Commission de l'armée qu'avait occupée Gambetta. Pendant dix-sept années, il remplit cette fonction d'intérêt national. Au Sénat, il eut la vice-présidence de la même Commission, présidée par M. de Freycinet. Quels services il a rendus à son pays dans un tel poste, quelles ressources il a déployées pour défendre devant le Parlement la cause de notre armée, je n'ai pas qualité pour le dire. Toutefois, j'ai pu m'en faire quelque idée dans une circonstance qu'aucun de mes confrères à l'Académie n'a oubliée. Quand le général Langlois s'y présenta, ce fut Mézières qui soutint ses titres. Je me souviens avec quelle chaleur, mais aussi avec quelle précision impressionnante il fit ressortir le service rendu à la France par celui qui avait doté notre artillerie du canon de soixante-quinze. Bien souvent, au cours de cette guerre, en lisant dans les récits de combats les effets de notre merveilleux canon, j'ai pensé aux termes dans lesquels Mézières les avait annoncés, et ma reconnaissance est allée au général, savant technicien, et à celui qui avait eu la bonne inspiration de le guider vers notre Compagnie.

De professeur, Mézières était devenu journaliste. A vrai dire, il avait débuté dans la presse avant la guerre. Sa collaboration à notre *Revue* remonte à 1864, et, particulièrement active pendant l'Année terrible, elle ne devait plus jamais s'interrompre. Au *Temps*, il était de la fondation ; même, en des jours difficiles, il avait porté ses modestes économies au journal de Nefftzer et de Scherer. Là encore, il ne cessa de donner des articles d'une pensée toujours ferme, d'un style toujours net et châtié. Il a réuni les meilleurs de ces articles sous ces titres : *Morts et Vivans*, — *Silhouettes de soldats*, — *De tout un peu*, — *Ultima verba*. Il y aborde tous les sujets, de littérature ou d'histoire, avec l'unique souci de renseigner le lecteur, sans jamais chercher ni à briller aux dépens de l'auteur, ni à se faire valoir par d'inutiles polémiques. Un de ces fidèles comptes rendus prit le déve-

loppement d'un livre et devint la *Vie de Mirabeau.* Écrit à propos de l'étude magistrale de L. et Ch. de Loménie, ce livre de vulgarisation ne prétend apporter aucune lumière nouvelle, mais seulement préciser le sens des documens qui venaient d'être jetés à profusion dans la circulation. Avec l'honnêteté qu'on lui connaît, Mézières ne pouvait manquer d'être révolté par les vices de l'homme privé ; mais son admiration pour l'homme d'État emporte tout. Il constate la vénalité de Mirabeau ; mais il remarque qu'elle n'a pas modifié sa conduite politique : Mirabeau s'est fait payer pour soutenir les idées qui étaient les siennes. Lui seul était capable de guider la Révolution : sa mort a été une calamité pour la France... Mézières était, en toute occurrence, l'homme juste, mais indulgent.

Il manquerait un trait à sa physionomie, si nous oubliions de dire qu'il fut un causeur charmant et un homme du monde entre les plus aimables. C'est encore une de nos meilleures traditions que la politesse et l'esprit de conversation : sachons gré à ceux qui nous la conservent, aux professeurs qui ne se résignent pas à être des pédans, aux écrivains qui ne se contentent pas d'être des gens de lettres. Mézières a été un assidu des derniers salons où l'on cause, sous le second Empire et la troisième République. Chez le duc Victor de Broglie, où le comte d'Haussonville l'avait introduit, il assistait à des passes d'armes entre Doudan et Cuvillier-Fleury. Quai Malaquais, chez Mme Alexandre Singer, il rencontrait Octave Feuillet et Prévost-Paradol. Il a monté, place de la Madeleine, les cinq étages de Jules Simon. Chez la comtesse d'Agoult, il s'est lié avec Émile Ollivier. Chez Mme Aubernon, il a pris la parole, sous la protection de la fameuse sonnette. « On se sentait alors si à l'aise, si bien soutenu par l'attention de tous, il se dégageait de ce milieu intellectuel une telle quantité de fluide, que des gens d'ordinaire peu communicatifs y devenaient éloquens. Je garde le souvenir d'improvisations merveilleuses qui ne se seraient pas produites ailleurs, qui naissaient sur place du frottement, de l'excitation de tant d'esprits distingués. » Tous ceux qui ont été admis dans cette maison brillamment hospitalière ont les mêmes souvenirs. C'est surtout depuis son entrée à l'Académie que Mézières s'était répandu dans le monde. Comme disait Labiche, « on est nourri. » Il plaisait par sa bienveillance universelle, qui mettait du liant

dans les réunions les plus guindées et dégelait les froideurs les plus glaciales. Cette même cordialité le faisait rechercher dans les associations professionnelles, où son expérience et son esprit de conciliation rendaient de perpétuels services. Il était la serviabilité faite homme.

J'ai mis en réserve, afin de le détacher de l'ensemble, un livre de Mézières qui, relu à la lueur des événemens actuels, prend toute sa tragique signification. Pendant le siège, Mézières s'était enfermé dans Paris : il avait été, à cette *Revue*, avec Gaston Boissier, Émile Beaussire, Caro et quelques autres, l'un des rédacteurs qui en avaient assuré la publication. Il était chargé de tout ce qui concernait la guerre dans l'Est. Ce furent presque simultanément l'invasion en Lorraine et l'invasion en Alsace. L'armée de Metz était intacte et on comptait sur l'énergie de son « intrépide général. » Peu à peu, le jour se faisait sur les véritables conditions dans lesquelles la plus importante de nos places fortes avait été rendue. Cependant, d'héroïques résistances, à Bitche, à Longwy, à Belfort, sauvaient ce qui pouvait être sauvé : l'honneur. Lecture poignante et combien suggestive! A mesure qu'on avance dans ces *Récits de l'invasion*, une impression en ressort et vous prend à la gorge : ces pages, qui datent de quarante-quatre ans, semblent écrites d'hier. Est-ce la guerre de 1870, est-ce la guerre de 1914 dont il est question? Mêmes méthodes de nos ennemis, mêmes atrocités systématiques, dont le retour devait pourtant nous surprendre comme une nouveauté! « La Prusse n'aime pas les guerres longues qui enlèvent à l'agriculture, à l'industrie, aux professions libérales, tous les hommes valides et suspendent la vie dans le pays tout entier. Elle déploie tout de suite des forces écrasantes, elle frappe des coups terribles avec l'espoir de forcer sur-le-champ ses adversaires à la paix. » C'est l' « attaque brusquée. » Et voici les destructions systématiques, les atrocités commises de sang-froid pour terroriser l'adversaire : « Autrefois, les actes de destruction n'étaient qu'un accident; on les attribuait aux emportemens de la lutte, à la brutalité du soldat. En 1870, la destruction est devenue systématique : on a détruit avec méthode, pour semer la terreur et hâter la victoire. » Est-ce au lendemain de l'incendie qui anéantit la bibliothèque de Louvain qu'ont été écrites les lignes suivantes? « En quelques minutes, sans aucune nécessité stratégique, par la main d'un soldat opiniâtre, la

savante et studieuse Allemagne venait d'anéantir le fruit de tant de travaux, ce que, pendant des siècles, avaient rassemblé la science, le goût, l'intelligence d'un grand nombre d'esprits cultivés, une bibliothèque libéralement ouverte aux savans de l'univers entier. La barbarie revient parmi nous, et c'est le peuple le plus instruit, le plus cultivé qui nous la ramène. » Après la bibliothèque de Strasbourg, c'est la cathédrale elle-même qui s'enflamme sous le coup des obus allemands, comme devait le faire, il y a un an, la cathédrale de Reims. Même hypocrisie qui consiste à fusiller les civils « par humanité » pour abréger la guerre. Les villes incendiées, sous couleur de représailles, sous le prétexte de résistances imaginaires, au mépris du droit des gens... Mais à quoi bon multiplier les citations? C'est tout le livre qu'il faudrait citer. Il prouve, si l'on en pouvait douter, que la guerre de 1914 est, sur presque tous les points, la répétition de celle de 1870. Des livres tels que ces *Récits de l'invasion* auraient dû entretenir le pays dans la pensée du danger d'hier, qui n'avait pas cessé d'être le danger de demain.

Aussi en évoquant le souvenir de l'homme excellent qui vient de nous quitter, nous songeons à toutes les rares qualités qui nous le rendaient cher. Nous revoyons le grand vieillard, à la haute taille, aux larges épaules, qui souriait dans sa barbe blanche. Nous aimions la sagesse de ce Nestor et l'aménité des paroles qui se pressaient sur ses lèvres comme les flocons de la neige en hiver. Nous saluions en lui un pur représentant de notre race dont il avait le bon sens, la bonne grâce, la belle humeur et aussi la malice avisée. L'Université se rappellera qu'il fut un de ses plus brillans professeurs et le Parlement un de ses orateurs les plus dignes d'être écoutés. Mais ce qui restera son honneur, et qui est l'enseignement de sa vie, ce qui lui assigne une place, la plus enviable de toutes, dans la reconnaissance que le pays garde à ses bons serviteurs, c'est d'avoir été, pendant quarante-quatre ans, dans une France qui laissait s'effacer la leçon du passé, celui qui n'avait jamais oublié.

René Doumic.

LA MARINE

DANS

LA CAMPAGNE DES BALKANS

Une année s'est écoulée depuis le commencement des hostilités dans le Levant. Les événemens se sont compliqués, la guerre s'est étendue; le rôle des forces navales n'a cessé de grandir, et la responsabilité de ceux qui ont la charge de mettre en jeu ces puissans moyens d'action s'alourdit de plus en plus.

Ces jours derniers, — j'écris au début de décembre, — une *vague de pessimisme* semblait avoir submergé certains esprits qu'on eût pensés plus fermes. N'ai-je pas entendu dire dans certains cercles : « Si les Allemands arrivent à Constantinople, tout est compromis, sinon perdu! »

Je ne sais si les armées des Empires du Centre arriveront jusqu'au Bosphore, encore moins si elles le dépasseront, quoi que prétende la jactance allemande. Ce ne sera point sans dommage, en tout cas, qu'elles parcourront le long couloir accidenté dont l'axe est indiqué par la voie ferrée Belgrade-Sofia-Andrinople. Admettons cependant qu'elles parviennent au terme du voyage et laissons, de sang-froid, l'empereur allemand faire son entrée triomphale à Top Kapou Séraï. Rien ne sera, pour cela, perdu ni compromis. Tout au plus la durée de la guerre en sera-t-elle augmentée, s'il est vrai que les coalisés puissent trouver, dans des contrées dont on exagère singulièrement la richesse actuelle, les ressources

qu'ils s'en promettent ou qu'ils feignent d'en attendre. Soyons assurés, pour ne parler que du coton, par exemple, que la fermeture des docks de Copenhague et de Rotterdam ferait perdre à l'Allemagne beaucoup plus que ne lui donnera l'ouverture des marchés de Constantinople et de Smyrne. Je n'ai cessé de dire, depuis un an, que c'est par le Nord que nos ennemis s'alimentent. On le sait bien, d'ailleurs, là où il convient qu'on le sache. Mais, pour des raisons que je ne discuterai pas ici, on ne croit pas devoir prendre les mesures nécessaires pour compléter le blocus économique, en même temps que l'encerclement militaire de l'Allemagne.

« Compléter le blocus. » C'est qu'en effet le blocus existe déjà et se maintiendra de plus en plus rigoureux du côté du Sud. Toutes les côtes, tous les ports du Levant fermés, depuis l'Isonzo jusqu'à l'Euphrate, depuis Trieste jusqu'à Bassorah et Koweït, que restera-t-il, au bout de quelque temps, de ces ressources dont on nous fait un si pompeux étalage? Aucun pays ne peut se passer d'échanges, et l'on n'est producteur qu'à la condition d'être consommateur.

Ce n'est rien que cela. Il y a la question des voies de communications. Si l'on considère qu'une guerre est un phénomène anormal dont les phases successives ont leurs bornes, dans le temps comme dans l'espace, cette question prend une importance considérable au point de vue qui nous occupe. Or, nous avons barre sur nos ennemis du côté des communications par le seul fait que nous exerçons la maîtrise de la mer, et que, par un coup de fortune dont il serait criminel de ne pas profiter, sa future ligne d'opérations, très voisine du littoral en quelques endroits, sur le littoral de la Syrie, en particulier, reste à la portée de nos entreprises.

Nous sommes donc loin d'être désarmés contre notre adversaire. Et sans escompter des retours d'influence sur certains peuples balkaniques qui nous permettraient de couper la retraite aux audacieuses armées des deux empereurs, nous pouvons contrecarrer à tel point leurs desseins que le merveilleux *drang nach Asien* tourne à la confusion de ses protagonistes.

Ceci dit, entrons dans le détail des opérations et allons d'abord au plus pressé, au secours des Serbes.

Que nous nous y soyons pris bien tard, ce serait une bana-

lité de le constater aujourd'hui. Qu'il y ait eu des tiraillemens, des défauts d'entente, des « incohérences » dans l'action des Alliés que séparent malheureusement, quand ce ne sont pas des conditions géographiques, certaines divergences d'intérêts, c'est un point acquis sur lequel il ne faut pas s'appesantir et une situation à laquelle on vient heureusement de porter remède. Tant y a que les Anglais et nous, *nous agissons;* que nous sommes à Salonique, sur le Vardar, sur la Cserna, tandis que les Italiens cherchent, avec, je pense, la ferme volonté de le trouver, le meilleur point d'application de leur effort et que les Russes organisent leur armée d'opération des Balkans dans la Bessarabie, indécis encore s'ils la transporteront par mer, malgré la menace des sous-marins, ou s'ils pèseront sur le gouvernement roumain pour obtenir passage sur son territoire, comme en 1877.

De toute façon et de tous les côtés, la tâche des flottes est considérable. Je viens de parler des sous-marins allemands de la Mer-Noire. Ceux de la Méditerranée et de la mer Égée inspirent à certaines personnes des appréhensions d'autant plus vives qu'elles s'imaginaient, sur la foi d'on ne sait quels calculs, qu'on les avait tous détruits dans le Nord. Toujours est-il que la protection du long chapelet de paquebots et de transports qui s'égrène dans les deux sens de Salonique à Marseille est la tâche la plus ingrate qui puisse incomber aux marines de guerre. Il paraît, — on l'a affirmé en bon lieu, — que, jusqu'au commencement de novembre, l'organisation de cette protection était restée à l'état rudimentaire. Nous en sommes plus peinés que surpris. Peut-être l'organisme central se reposait-il trop sur le commandant en chef des forces navales, tandis que celui-ci se trouvait fort empêché par l'insuffisance des moyens mis à sa disposition (1). On va pousser vivement, je crois, la construction, l'adaptation, la transformation des bâtimens légers de surface et de plongée. Mieux vaut tard que jamais. Si nous avons, dans quelques mois, d'autres opérations combinées à entreprendre, peut-être le nombre des navires coulés sera-t-il sensiblement diminué. Hâtons-nous de dire que les pertes déjà subies ne dépassent pas ce que l'on devait attendre. Lorsque, à terre, dans la guerre de mouvemens, on se voit enlever des

(1) Voyez dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1915 : « Quelques torpillages : *Léon Gambetta, Lusitania, Goliath.* »

convois de renforts, de munitions, de matériel, on ne croit pas tout perdu : aux « raids » des coureurs ennemis on oppose des moyens appropriés et qui réussissent. Il n'en va pas autrement sur mer.

Dans l'Adriatique, reconnaissons-le, le problème se complique de la possibilité de l'intervention du gros de la flotte autrichienne. Peut-être, cependant, les adversaires immédiats de nos alliés du Sud-Est, peu désireux de compromettre leurs nouveaux *dreadnoughts*, — précieuses et fragiles idoles! — avec la flotte du duc des Abruzzes, jugeront-ils suffisante l'action des sous-marins de Cattaro, combinée avec celle des escadrilles de grands torpilleurs qui rôdent sournoisement dans le dédale des îles Dalmates et des groupes d'avions auxquels on a dû ménager des « centres d'aviation » dans ces parages...

Dans quelle mesure la perspective d'attaques partielles d'un corps expéditionnaire, confié à la douteuse fortune des eaux, peut-elle tenir en suspens les résolutions du gouvernement italien? Nous l'ignorons. Nous savons seulement que le temps presse et que nos habiles Alliés ne craindront pas de courir des risques, d'ailleurs limités, pour obtenir des résultats qui importent tant à la cause commune.

J'écrivais tout à l'heure que les Russes avaient, eux aussi, à considérer l'éventualité du transport de leur armée expéditionnaire par la voie de mer. Pour tout dire, il semble bien qu'ils préféreraient la voie de terre. On s'en assure à ce port danubien de Reni, que le Tsar vient de visiter et où s'accumulent troupes, matériel... et chalands de débarquement, prêts à jeter une forte avant-garde sur la rive de la Dobroutscha. Mais cette rive est roumaine. Il faut négocier. Peut-être ces négociations, qui rappellent singulièrement celles de 1877, auront-elles abouti au moment où ceci paraîtra. Tout arrive, même la conclusion des pourparlers dans les Balkans; seulement, cette conclusion n'est pas toujours à notre avantage.

Supposons qu'il en soit encore ainsi, cette fois, et que la Roumanie se refuse à des complaisances qui l'engageraient trop avant vers la Quadruple-Entente. Il faudra bien se résoudre au transport par mer, en dépit du *Gœben*, du *Breslau*, des restes de la marine turque, des torpilleurs bulgares et des quatre sous-marins allemands déjà installés, dit-on, à Varna. Notons tout de suite que le nombre de ces derniers pourra s'accroître, s'il

est vrai que nos adversaires, aussi prompts dans l'exécution qu'avisés dans la conception, aient la ferme intention de faire du port bulgare un nouveau Zéebrügge.

Cet avantage, qui pourrait avoir de sérieuses conséquences, aurait été longtemps contesté aux Allemands, si l'on s'était mis, à temps, en mesure de disputer le cours inférieur du Danube aux monitors, aux canonnières, aux « Patrouillen-boote (1) » des Autrichiens. C'est à Routschouk, en effet, à peu près à égale distance des Portes de Fer et du delta Danubien, que s'amorce le chemin de fer qui conduit à Varna. C'est encore à Routschouk qu'il faut passer pour aller, par une série de voies capricieusement tracées, à Bourgas, le deuxième port de la Bulgarie (2).

L'intérêt de la possession du cours du Danube n'était donc pas douteux, depuis trois mois, pour les Russes. Il n'y avait pas lieu de s'arrêter à l'interdiction de faire pénétrer des navires de guerre dans cette partie internationalisée du fleuve : les événemens militaires abrogeaient toutes dispositions de ce genre. On ne s'y arrêta pas, en fait, et les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* se souviennent qu'au commencement de novembre des chalands de munitions destinées aux Serbes et *escortés par des canonnières russes* furent arrêtés à Turn Severin par le gouvernement roumain qui, pour éviter des contestations délicates, *acheta* chalands et canonnières au gouvernement russe. Aussitôt après cette singulière opération, les monitors autrichiens prenaient possession du Danube Bulgaro-Roumain, et les premiers arrivages de munitions et de matériel militaire, — destinés cette fois aux Bulgares et aux Turcs, — étaient signalés à Viddin, à Nikopoli, à Routschouk.

J'ajoute que, de l'aveu de nos adversaires communs et aussi des principaux organes de l'opinion publique en Roumanie, le droit des Russes n'était pas contestable. La *Strässburger Post* du 26 novembre le reconnaît nettement : « le Danube, dit ce journal pangermaniste, fait partie du territoire bulgare, au moins jusqu'à son thalweg, qui forme la limite du royaume

(1) Ce sont de fortes « vedettes, » de 36 à 38 tonnes de déplacement, mues par des moteurs à explosion et armées de deux mitrailleuses. Ces petits bâtimens filent 14 nœuds.

(2) A Nikopoli, en amont de Routschouk, s'amorce une voie ferrée qui suit à peu près le Vid et aboutit à Sofia. Mais, avec cette ligne, d'ailleurs très exposée en cas d'offensive d'un adversaire de la Bulgarie venant de l'Ouest, le détour est considérable pour aller à Bourgas.

avec la Roumanie. Les journaux de Bucarest font remarquer que le fleuve est considéré comme une voie libre, à l'égal d'une mer. La Roumanie ne pourra donc pas empêcher les forces russes de se servir de cette voie. *Son gouvernement n'a d'ailleurs pas protesté* quand la Russie a choisi ce moyen de communications pour ravitailler la Serbie. » La feuille allemande ajoute cette information, qui appelle de sérieuses réserves : « Le gouvernement du Tsar bénéficie d'un traité qui lui donne droit de navigation sur le grand fleuve. »

Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que nos Alliés aient eu l'intention de profiter de cette convention, ou, tout simplement, de passer outre à toutes autres considérations que celles de l'intérêt militaire. J'ignore les motifs de cette abstention; je n'ai donc pas à les discuter et me borne à constater que le Danube n'a pas été disputé aux Austro-Allemands et que ceux-ci tirent le plus large parti de cette admirable voie de communications (1). Quel contraste avec ce qui se passa dans cette guerre de 1877-78 à laquelle je faisais allusion tout à l'heure! On se rappelle quels furent, à cette époque, les exploits des marins russes. Ceux-ci, montés sur de frêles canots à vapeur armés d'une hampe à torpille, attaquèrent successivement trois monitors turcs, à Routschouk, à Nikopoli, à Matchin. Deux de ces bâtiments échappèrent à la destruction, grâce à des hasards heureux, mais le *Séifi* fut coulé en quelques minutes. La marine ottomane ne bougea plus.

Revenons au transport par mer de l'armée russe sur le sol bulgare. « Aujourd'hui, nous dit-on, un atterrissage sur une côte hérissée de mines, gardée par des sous-marins, en arrière de laquelle manœuvrent, avec des divisions bulgares, les corps d'armée de von der Goltz, paraît devoir constituer une tentative hasardeuse. » La place me manque pour réfuter ces argumens où je retrouve toutes les répugnances que les opérations combinées inspirent à beaucoup de nos meilleurs officiers. Singulière ironie! Dans le même temps que je recueillais ces fâcheuses réflexions, on lisait dans les journaux ce télégramme : « Londres, 27 novembre : des transports turcs, escortés par le *Gœben* et le

(1) Les Roumains ont annoncé qu'ils barraient le fleuve avec des mines automatiques dans la partie de son cours qui leur appartient exclusivement, de Turtukaï à Galatz. Les monitors autrichiens se préparaient à aller bombarder Reni.

Breslau, appuyés de trois sous-marins, ont débarqué des troupes et des munitions à Varna. »

Il y a cependant une marine russe, et fort puissante, dans la Mer-Noire; cette marine a, outre ses cuirassés, des mines et des sous-marins. Mais nos adversaires ne sont pas gens à s'embarrasser de tant de difficultés. Nous-mêmes (il est vrai avec les Anglais, qui n'ont pas la même mentalité que nous, heureusement! à l'égard des grands débarquemens) n'avons-nous pas parfaitement opéré aux Dardanelles des descentes de vive force dans les conditions les plus délicates? C'est même à peu près les seuls succès sérieux que nous ayons obtenus dans cette expédition si déplorablement conduite. Ces succès, on les a donc oubliés déjà?...

La vérité, c'est que, si le passage du Danube vers Reni et la marche au travers de la Dobroutscha, étaient politiquement impossibles, il n'y aurait pas à hésiter à faire prendre à la grande armée russe la voie de mer. Le trajet de Sébastopol, d'Otchakov et d'Odessa à Varna, Misivria ou Bourgas, est compris entre 240 ou 270 milles marins. C'est l'affaire de vingt-quatre heures. On peut même abréger le trajet final en concentrant une grande partie de la flotte dans la baie de Bjelgorog, au Nord du petit delta particulier que forme la bouche danubienne de Kilia. L'organisation de la défense contre les sous-marins ne laisse pas, évidemment, d'être délicate. Nos Alliés ont, heureusement, un bon nombre de bâtimens légers, croiseurs, « destroyers, » torpilleurs, canonnières, avisos, auxquels sont venus s'ajouter, depuis quinze mois, beaucoup de navires auxiliaires. Ils sont fort bien outillés au point de vue du dragage comme du mouillage des mines automatiques. Celles-ci ne sont, d'ailleurs, vraiment redoutables que dans les passes étroites battues par l'artillerie.

Les divisions turques ou bulgares qui observent la côte? Il est aisé de les tromper, par des feintes classiques, sur le lieu réellement choisi pour l'opération. Il y a une certaine bataille de l'Alma très démonstrative à cet égard. Au reste, j'ai la parfaite conviction que nos vaillans amis d'aujourd'hui feront aussi bien, quand ils le voudront, que les alliés de 1854. Les souvenirs de cette époque sont, de part et d'autre, assez glorieux, — c'était encore le temps des guerres chevaleresques! — pour qu'on n'hésite pas à en tirer exemple. Or, le 12 septembre 1854,

le maréchal de Saint-Arnaud et lord Raglan ne craignirent pas de partir de Varna pour Oldfort de Crimée avec 350 navires, *la plupart à voiles,* portant plus de 60 000 hommes (30 000 Français, 28 000 Anglais, 7000 Turcs). La mer était libre, dira-t-on... Non pas! L'escadre russe ne fut coulée dans le goulet de Sébastopol qu'après la bataille de l'Alma. Toutes dispositions étaient donc prises à bord des vaisseaux de guerre des alliés pour la recevoir. Il est vrai que si l'on avait eu, à cette époque, des mines de blocus, on les eût semées à l'entrée du grand port russe et disposé, derrière ce barrage, des navires légers bien armés pour repousser les dragueurs. Qu'est-ce qui empêche de le faire pour le Bosphore, dès maintenant? C'est d'autant plus aisé qu'on l'a fait déjà; et c'est, paraît-il, en heurtant l'un des engins de ce champ de mines que le *Gœben* a reçu les très graves avaries qui l'ont si longtemps paralysé.

Bref, là encore, il n'est que de *vouloir* et d'accepter résolument les risques inhérens à toute opération de guerre. Mais il y a, à ce sujet, chez beaucoup de militaires, un état d'esprit singulier : tel qui n'hésitera pas à engager sur terre une action qui coûtera 20 000 hommes, recule devant la chance d'en perdre un millier sur l'eau. J'entends bien que ce n'est pas seulement des pertes en personnel que l'on se préoccupe. Tel transport est chargé d'engins et d'objets de matériel (avec le personnel spécialisé) d'un intérêt tellement capital que l'on penserait tout compromis si ce bâtiment disparaissait. Le remède est facile à trouver dans la répartition desdits engins sur le plus grand nombre possible d'unités. On pourra même, en beaucoup de cas, confier un précieux outillage à des navires de guerre ou des croiseurs auxiliaires susceptibles de se défendre efficacement contre les sous-marins. D'ailleurs, les routes de mer, dans le cas qui nous occupe, ne sont-elles pas assez courtes pour que des pertes de ce genre, si pertes il y a, puissent être promptement réparées par un appel aux magasins centraux? Enfin, les routes de terre sont-elles donc aujourd'hui si sûres, même pour les services à l'arrière, alors qu'aux coureurs de l'ennemi qui, en tout temps, surent faire de fructueuses incursions sur les lignes de communications, sont venus se joindre dirigeables, aéroplanes et hydravions? Quelle est donc l'armée qui, en plein continent, peut aujourd'hui se flatter de ne rien perdre d'essentiel à 20 ou 30 kilomètres de son front?...

N'insistons pas. Aussi bien est-ce là la question de mentalité. Ne laissons pas croire, pas plus sur mer que sur terre, que nous ayons perdu la *mentalité offensive*, sans laquelle on n'obtient rien à la guerre; et qu'il me soit permis de terminer sur ce sujet par un emprunt au très distingué écrivain militaire des *Débats* (numéro du 29 novembre) :

« Les Allemands, dit M. H. B..., pour prévenir et décourager les offensives qu'ils redoutent..., feront des opérations de plus en plus hardies. Leurs doctrines de guerre sont unanimes sur ce point. La hardiesse y est conseillée, recommandée, ordonnée, non pas seulement pour masquer la faiblesse, mais comme étant par elle-même une source de force, un coefficient qui multiplie les effectifs. Enfin, tous les écrivains allemands enseignent que les grandes victoires ne se gagnent que dangereusement et souvent par le parti le plus périlleux..., etc. »

« La hardiesse, source de force!... » « Les grandes victoires qui ne se gagnent que dangereusement et souvent par le parti le plus périlleux!... » Ah! je l'avoue, ces fortes et justes paroles sont péniblement revenues à mon souvenir lorsque j'ai su que l'opération décisive du *forcement des Dardanelles* par les flottes alliées avait été écartée sans discussion comme trop téméraire.

Il ne m'est pas possible d'entrer ici dans le détail des raisons de tenter ce coup d'audace, encore moins dans celui des procédés particuliers que j'estimais possible de mettre en jeu pour arriver à un résultat qui eût évidemment changé la face des choses. Je ne puis qu'esquisser à grands traits la physionomie d'ensemble de l'opération et répondre aux objections essentielles qui sont parvenues à ma connaissance.

Peut-être les lecteurs de la *Revue* se rappellent-ils que, le 1er mai (1), au sujet de la malheureuse entreprise du 18 mars, j'essayais de bien marquer *les essentielles différences qui séparent le passage de vive force de l'attaque méthodique*. Je ne cachais d'ailleurs pas ma préférence pour la première de ces deux méthodes, celle qui, en d'autres temps où la « mentalité offensive » était particulièrement en honneur aussi bien chez les nations anglo-saxonnes que chez certain peuple latin, avait si bien réussi aux Nelson, aux Roussin, aux Farragut, aux Porter, aux Courbet... Je reconnaissais d'ailleurs que l'attaque

(1) *Revue des Deux Mondes* du 1er mai : « Dans le Levant. »

méthodique, *le bombardement successif des ouvrages*, tel qu'on l'avait essayé le 18 mars, avait des chances de succès, si cette opération était entreprise en connexion étroite avec l'action d'une force armée prenant à revers les forts et batteries du détroit. Encore exprimais-je le vif regret que l'attaque combinée ne se fût pas produite dès le début de novembre, alors que la défense du côté de terre n'existait pour ainsi dire pas.

Quoi qu'il en soit, les troupes alliées ne débarquèrent que le 25 avril.

Mais il semblait qu'une Fortune ironique se plût à faire commettre successivement aux assaillans toutes les fautes possibles. Outre que les forces de terre mises en jeu étaient manifestement insuffisantes, ce qui révélait de la part des gouvernemens intéressés une surprenante ignorance, le point d'application de ces forces, — peut-être, à la vérité, et tout justement parce qu'elles étaient insuffisantes, car les fautes s'enchaînent,.. — était choisi d'une manière opposée à tout ce que pouvait indiquer le raisonnement militaire le plus simple. Je m'excuse de rappeler encore les indications que je donnais discrètement en faveur du choix de l'isthme de Boulaïr, et aussi celles qu'il y a trois ans (n° du 1er janvier 1913 : « Ce qu'on peut faire avec une marine ») je fournissais pour inciter les Grecs à opérer leur descente juste derrière les ouvrages des « Narrows, » c'est-à-dire dans la baie de Suvla, et non à l'extrême pointe de la presqu'île. Tant y a que l'opération combinée a virtuellement échoué, comme le bombardement méthodique effectué par les flottes seules. Cela bien constaté, était-il possible, il y a quelques jours encore, de recourir à la méthode du *forcement de la passe* de Tchanak-Nagara, défendue assurément par tous les moyens qu'une connaissance parfaite de l'art de la guerre et des circonstances particulières de l'opération met entre les mains des Germano-Ottomans?

Oui ; j'en ai toujours été et j'en demeure convaincu. Encore une fois, qu'on ne me demande pas de donner ici mes argumens, d'indiquer les moyens d'action que je proposerais. Il suffit qu'il existe encore une chance sur mille pour qu'on se décide à cette entreprise hardie, dont les résultats seraient décisifs, *car Constantinople est « indéfendable, »* quoi qu'on fasse, comme toute capitale en façade sur la mer ; il suffit, dis-je, que je n'aie pas le droit de « désespérer » qu'on y vienne,

pour que j'observe le silence et cela d'autant mieux que les procédés auxquels je fais allusion pourront servir ailleurs, à l'autre bout du vaste théâtre de la guerre actuelle. Je me bornerai donc à une observation que j'ai déjà eu l'occasion de soumettre à un homme d'État, qui me faisait l'honneur de me questionner à ce propos : si cette opération était jugée impraticable par les organismes dirigeans des marines alliées, comment se fait-il non seulement qu'on ait créé, avec, d'ailleurs, une remarquable promptitude, des types de bâtimens tout à fait nouveaux et fort bien appropriés aux circonstances, mais encore qu'on ait exécuté sur les unités de types anciens, cuirassés et grands croiseurs, des travaux longs et coûteux en vue de leur assurer une invulnérabilité relative à l'égard des armes sous-marines ou, tout au moins, de leur donner ce qui leur manquait essentiellement, la *stabilité après avarie des œuvres vives ?* On ne dira pas que ces modifications et additions ont été faites pour la navigation et le combat en haute mer, car elles entraînent nécessairement une diminution sensible de la vitesse. D'ailleurs aucun doute ne peut exister sur l'objet final de celles de ces mesures qui ont pour but d'arrêter les mines dérivantes et pour empêcher d'arriver au contact de la carène les mines mouillées à demeure.

Il y a donc eu un mement où l'opération du forcement apparaissait comme praticable et où l'on s'y préparait activement. « Peut-être, m'a-t-on dit encore. Mais, à supposer que cette tentative puisse réussir, reste la difficulté du ravitaillement de la flotte d'opérations dans la mer de Marmara... »

Cette difficulté n'est qu'apparente.

S'il s'agit du combustible, on sait que tous les bâtimens de guerre peuvent prendre du charbon « en surcharge. » La consommation exigée par l'opération elle-même sera faible : il ne s'agit après tout que de 40 milles à faire à la vitesse réduite que permettront les dispositifs spéciaux auxquels je faisais allusion tout à l'heure. La dépense à prévoir pour le séjour dans la mer de Marmara sera peu de chose, puisque les parcours, dans ce lac d'eau salée, sont nécessairement d'une très faible étendue. Il y a d'ailleurs du charbon sur ses rives et à bord des vapeurs qui les desservent. Enfin, les dispositifs essentiels de l'opération de forcement supposent justement l'emploi de navires auxiliaires en nombre assez considérable et qui ne sau-

raient être tous détruits. Ces bâtimens seront avantageusement chargés de combustibles divers.

Ils pourront l'être aussi de munitions, moyennant l'emploi de précautions spéciales. D'ailleurs, là encore, les unités de combat peuvent porter elles-mêmes une bonne part de leur ravitaillement. Pour les grosses pièces, notamment, il s'en faut bien que toute la capacité des soutes soit utilisée. J'observe, pour en finir avec ce sujet (car de parler des vivres, c'est assez inutile : les navires de guerre en prennent pour trois, quatre, six mois même), que *l'opération* qui nous occupe *peut fort bien ne pas comporter de dépense de munitions de combat*. Il ne s'agit pas, encore une fois, de lutter à coups de canon contre les forts : il ne s'agit que de passer, non sans dommages, mais avec le moins de dommages possible.

Voilà ce que j'avais à dire. Je garde la conviction que ceux qui viendront après nous jugeront que l'entreprise était réalisable, qu'elle valait d'être tentée, et donc *qu'il fallait la tenter...*

Tandis que les nouveaux monitors anglais réussissent à envoyer des projectiles sur Gallipoli, — ce qui prouve d'ailleurs que l'on peut aller fort avant dans le détroit avec quelque impunité, — les bâtimens de combat de types ordinaires bombardent Dédéagatch et Porto Lagos dans la mer Égée, Bourgas et Varna dans la Mer-Noire. J'ai déjà eu l'occasion de dire à ce sujet quelles limites étroites avait l'efficacité de ces bruyantes tireries. Il y a eu, toutefois, de grands dégâts locaux. Il serait intéressant de savoir si, à Varna, les installations du nouveau poste de sous-marins ont été atteintes. A Dédéagatch, paraît-il, un grand nombre de soldats bulgares auraient été ensevelis sous les ruines de leurs casernes. Il faut avouer que ces Bulgares étaient bien imprudens.

Deux questions autrement importantes et d'ailleurs étroitement conjuguées s'imposent à notre attention. Il s'agit de l'attitude de la Grèce et des secrets desseins de ses gouvernans; il s'agit par conséquent de la sécurité et de la liberté des mouvemens de notre armée expéditionnaire de Salonique.

En ce moment, premiers jours de décembre, la satisfaction qu'avaient procurée d'abord les négociations entamées avec le Cabinet d'Athènes est fort atténuée. On s'aperçoit qu'aucune

précision ne nous a été donnée en ce qui touche les « garanties; » qu'il sera difficile d'obtenir celles-ci en temps utile; que, d'ailleurs, on n'a pas assez demandé, ni peut-être d'un ton assez ferme; enfin que les Grecs sont bien les Grecs et resteront les Grecs. « Au demeurant, les meilleurs fils du monde » et qui aiment passionnément la France...

Laissons ce sujet qui sera traité par une plume plus autorisée que la mienne. Je me demande seulement si, dans cette période décisive de deux ou trois semaines, l'action des flottes alliées, cette action dont le roi Constantin Ier invoque quelquefois lui-même la haute valeur, s'est montrée assez pressante pour peser réellement sur les résolutions du gouvernement hellène. Je crains que non. On a parlé de champs de mines qui auraient été créés aux bons endroits par nos incertains amis. S'il y a du vrai dans ces informations, on ne peut s'empêcher de penser qu'il aurait suffi pour arrêter, dès le début, cette opération de mouillage, d'une invitation courtoise, mais ferme, du commandant d'une unité de combat anglaise ou française.

M'objectera-t-on qu'il aurait donc fallu disperser sur une multitude de points d'une côte si découpée les élémens constitutifs de notre force navale méditerranéenne et qu'une telle dissémination n'allait pas sans inconvéniens? Lesquels, au juste? Les positions stratégiques que les marins grecs, — s'ils eussent vraiment obéi aux suggestions allemandes, — auraient pu vouloir se réserver en les défendant par des mines automatiques sont, en réalité, peu nombreuses, et les flottes alliées ont des effectifs suffisans pour qu'à chacune de ces positions correspondit un groupe de navires de force convenable. Des instructions eussent d'ailleurs été données pour que le commandant en chef pût obtenir au moment voulu des concentrations que la brièveté des trajets eût toujours rendues faciles.

Quant aux sous-marins allemands dont on fait si grand bruit après avoir imprudemment affirmé qu'il n'en existait plus, je ne puis que répéter ce que j'ai dit déjà souvent : si, il y a six ou huit mois, un absolu défaut de *précautions extérieures* nous a coûté la perte du *Léon-Gambetta* et l'immobilisation pour quelques semaines du *Jean-Bart*, on ne saurait, aujourd'hui que sont entrées en vigueur les mesures tactiques de préservation les plus judicieuses, arguer du « péril sous-marin » pour réserver indéfiniment l'action des grandes unités. Un

instrument de guerre est créé pour faire la guerre ; un engin de combat doit être prêt à combattre en toute circonstance. Il ne faut pas, en présence d'une opinion publique déjà nettement hostile aux « mastodontes, » rendre trop difficile la tâche de ceux qui, après cette guerre, s'efforceront de sauver au moins le grand croiseur cuirassé, le « dreadnought » très rapide, très marin, très bien approvisionné, qui restera quelque temps encore l'instrument le mieux approprié à la guerre du large.

Au reste, il y a tout lieu de supposer que les gouvernemens alliés admettent l'intervention très prochaine des unités dont le déplacement, — et le prix de revient, — pèsent si lourdement sur les plans des chefs des grandes flottes, puisqu'une des « garanties » qu'ils demandent à la Grèce consiste dans l'autorisation d'organiser dans ses eaux territoriales la chasse aux sous-marins ennemis. Cette autorisation était-elle, en fait, si nécessaire? On marchandait beaucoup moins, en 1827 et même en 1854, à poursuivre jusqu'à la côte les pirates d'alors, qui étaient justement des Grecs, d'origine au moins. Ceux d'aujourd'hui sont des Allemands que leurs procédés ont mis hors la loi et qui trouvent, malheureusement, sur le littoral ou sur certains navires hellènes, les plus compromettantes complicités. Avouons que si les positions étaient renversées et que nos ennemis fussent à notre place, un tel état de choses aurait depuis longtemps cessé. Il semble que, tout en répudiant les procédé cruels de nos adversaires, nous pourrions nous inspirer de leur énergie. Il y a des scrupules qui apparaissent vraiment hors de saison, aujourd'hui, et ce ne serait point *faire la guerre*, — une guerre où l'existence de la nation est en jeu! — que de la faire avec des préoccupations qui relèvent du dangereux « pacifisme » d'antan.

La situation de l'armée expéditionnaire franco-anglaise de Macédoine n'est pas sans causer quelques appréhensions. J'ai cru pouvoir exprimer, il y a quelque temps déjà, le vœu que l'occupation temporaire de la presqu'île de la Chalcidique fît partie des « garanties » que les Puissances alliées avaient l'intention de demander à la Grèce. Je ne crois pas que cette suggestion ait été suivie d'effet. Deux mots seulement sur ce sujet : Salonique n'est une bonne base d'opérations qu'à l'expresse condition qu'on n'y soit pas renfermé et pressé par

l'ennemi en forces supérieures. Le danger de n'avoir pour *base* qu'un *point*, au lieu d'une *ligne* et, mieux encore, qu'une région fortifiée, est d'autant plus marqué, dans le cas qui nous occupe, que l'adversaire, descendant le long du Vardar et de la voie ferrée, ou débouchant de la région de Monastir par Vodena, occupera la rive droite du petit delta du fleuve macédonien et maîtrisera avec des pièces lourdes la passe étroite qui conduit du golfe de Salonique dans la baie intérieure et qu'obstruent déjà, en même temps que les bancs de vase du Vardar, des mines et des filets. Nous connaissons le « chenal de sécurité » de la passe. Mais la complication sera grande, et grand aussi le danger pour notre *unique voie de communications maritimes* actuelle, celle du golfe de Salonique, lorsque dans cette passe tomberont les obus allemands et flotteront entre deux eaux les mines dérivantes que l'ennemi laissera descendre au courant du fleuve. Si l'on veut bien jeter les yeux sur une carte un peu détaillée de la région, on découvrira aisément que la construction de batteries de canons de marine sur le cap Kara-Bournou de Chalcidique serait, *non pas le seul moyen*, , mais un des bons moyens de parer à ce grave inconvénient d'une situation qui en a d'ailleurs quelques autres. Je n'en dis pas plus. Il faut toujours veiller sur ses derrières. La marine se chargera, quand on le voudra, de tenir dégagé le défilé maritime de la baie de Salonique. Et, si l'on obtenait la libre disposition de la grande presqu'île tridentée, les marins seraient bien plus assurés de pouvoir recueillir, le cas échéant, les troupes de pied de l'armée expéditionnaire, tandis que les chevaux ou, au moins, l'immense matériel roulant useraient des quais et des apparaux du port de Salonique.

CONTRE-AMIRAL DEGOUY.

REVUES ÉTRANGÈRES

LES SOUVENIRS DE GUERRE D'UN ATTACHÉ D'AMBASSADE AMÉRICAIN

The Note Book of an Attaché, Seven Months in the War-Zone, par Eric Fisher Wood, 1 vol. in-18, illustré, New-York, Century Co, 1915.

On sait que, dès le début de la présente guerre, l'Allemagne et l'Autriche ont prié l'ambassadeur des États-Unis à Paris, M. Myron T. Herrick, de prendre en mains les intérêts des innombrables sujets de ces deux empires qui, — moins renseignés ou plus lents à se mouvoir qu'une foule de leurs compatriotes déjà « rapatriés, » — se trouvaient encore à ce moment sur notre sol français. Il est résulté de là, pour l'éminent diplomate américain, un énorme surcroît de besogne tout à fait imprévu : de telle manière que force a été à M. Herrick d'adjoindre brusquement à ses collaborateurs habituels une demi-douzaine de nouveaux « attachés, » choisis de préférence parmi les jeunes « hommes d'université » américains qu'avait attirés chez nous le désir de compléter leurs études professionnelles. C'est ainsi qu'un élève de notre École des Beaux-Arts, M. Eric Fisher Wood, s'est vu momentanément détourné de ses savantes recherches architecturales, pour ne devoir plus s'occuper désormais, pendant plusieurs mois, qu'à écouter et à essayer d'apaiser les doléances, plus ou moins légitimes, de milliers d'Allemands et d'Autrichiens de toute condition, surpris par la guerre au milieu de nous.

Occupation qui, par soi-même, déjà, ne pouvait manquer d'offrir

maints spectacles curieux à l'observatenr pénétrant et sagace qu'était, de nature, M. Eric F. Wood : mais il est arrivé en outre que le chef de celui-ci, M. Herrick, frappé probablement de ce sens inné d'observation qui était en lui, l'a chargé d'une série de tâches supplémentaires les mieux faites du monde pour nous valoir, aujourd'hui, de très vivantes et instructives peintures de quelques-uns des principaux événemens politiques, sociaux, ou même militaires, des derniers mois de l'année 1914. Du 11 au 14 septembre, notamment, notre jeune diplomate improvisé a été envoyé, en compagnie de deux officiers de l'armée de son pays, pour étudier d'aussi près que possible les diverses péripéties de la tragique et glorieuse bataille engagée par nos troupes sur les bords de la Marne, — M. Herrick ayant estimé qu'une relation détaillée de cette bataille aurait chance de fournir ses compatriotes, militaires et civils, de plus d'une leçon infiniment précieuse. Un peu plus tard, durant tout le cours du mois d'octobre, différentes autres missions non moins délicates qu'a eu à remplir M. Wood, — et au premier rang desquelles figurait le soin de relier directement avec nos « fronts » anglais et français du Nord l'Ambulance Américaine magnifiquement installée dans les locaux d'un lycée de Neuilly, — lui ont permis d'observer de la même façon les débuts meurtriers de l'immense lutte, encore inachevée, que les historiens à venir continueront sans doute d'appeler la « bataille de l'Aisne. » Et puis, vers la fin de novembre, lorsque le sort des sujets allemands et autrichiens de chez nous s'est trouvé décidément réglé pour toute la durée de la guerre, c'est à M. Wood que M. Herrick a demandé d'aller transmettre à ses collègues de Berlin et de Vienne de lourds ballots de documens diplomatiques, — dont la livraison lui a été, d'ailleurs, mille fois plus facile que celle d'un tout petit paquet de lettres « confidentielles » qu'il a dû pareillement, vers le 15 décembre, porter de l'ambassade américaine de Berlin à celle de Londres. Tout cela raconté maintenant dans un pittoresque volume que viennent de publier simultanément des éditeurs de New-York et de Londres, avec une vingtaine de photographies « inédites » d'une remarquable portée historique, la plupart exécutées par l'auteur lui-même au cours de ses « missions ; » et tout cela raconté, surtout, d'un style si vif et précis et limpide que, malgré l'effort trop visible du jeune « attaché » américain à contenir, — diplomatiquement, — l'expression de ses propres sympathies personnelles à l'endroit des Alliés, il n'y a peut-être pas d'autre livre étranger qui, depuis tantôt dix-huit mois, m'ait tout ensemble renseigné et diverti plus que celui-là.

Le récit de M. Wood nous est présenté sous la forme d'un « journal » écrit au jour le jour depuis le 4 août 1914, et dont je vais tenter de suivre ici l'ordre chronologique, — tout en devant me borner à n'en extraire, un peu au hasard, qu'un petit nombre d'anecdotes et de menus tableaux caractéristiques. Voici d'abord, à la date du 5 août, un incident assez singulier, et dont je ne me souviens pas d'avoir rencontré la moindre mention dans nos journaux d'alors. Toujours est-il que, le 4 août, un « invidu trop entreprenant » s'est avisé de louer l'un de ces gentils « bateaux-mouches, » qui, d'ordinaire, allaient et venaient sur la Seine entre le quai du Louvre et le pont de Saint-Cloud. Après quoi, cet ingénieux et hardi spéculateur a fait savoir, dans tous les grands hôtels de Paris, que, « puisqu'il n'était plus possible de se rendre à Londres par le Havre en chemin de fer et en paquebot, lui-même se chargeait de transporter directement jusqu'à Londres les voyageurs américains, » — moyennant que ceux-ci lui remissent d'avance une somme que M. Wood ne craint pas de qualifier d'« extravagante. » A quoi les portiers des susdits hôtels étaient encore priés d'ajouter, confidentiellement, que ce transport de riches voyageurs américains sur un bateau-mouche, le long de la Seine et à travers la Manche, avait obtenu la pleine approbation de l'ambassade des États-Unis. Mais en réalité, au contraire, aucun membre de l'ambassade n'en avait été prévenu; et sans doute même l'intrépide organisateur de l'expédition avait naïvement espéré que l'annonce de son projet ne parviendrait pas jusqu'à M. Herrick avant qu'il fût trop tard pour y mettre obstacle. Il ignorait évidemment, entre autres choses, l'obligation pour les Américains de faire viser leurs passeports au départ de Paris, — formalité qui eut bientôt pour effet, comme l'on peut penser, de révéler à M. Herrick l'aventureux projet. Ce fut précisément à M. Wood que l'ambassadeur confia le soin de s'enquérir des conditions du voyage. « Je les trouvai, nous dit l'auteur américain, absolument folles. Le bateau était beaucoup trop petit, et très mal aménagé pour une traversée aussi longue, sans compter l'impossibilité à peu près complète de nourrir les voyageurs, et maintes autres difficultés résultant de l'état de guerre. » Si bien que le projet de l'« individu trop entreprenant » fut tout de suite empêché par notre police française, et certes bien à propos pour les imprudens voyageurs : mais je ne saurais me défendre de songer à l'intérêt passionnant qu'aurait eu, pour nous, la relation d'une aventure telle que celle-là par l'un de ses héros, si seulement quelqu'un de ceux-ci y avait survécu !

Continuons de feuilleter le « journal » du jeune architecte-diplomate américain :

Dimanche, 9 août 1914. — J'ai entendu bien souvent chanter *la Marseillaise* au milieu de circonstances pacifiques; je me suis levé lorsqu'on l'a jouée dans des théâtres parisiens; j'ai moi-même ardemment contribué à la chanter en chœur dans des dîners d'étudians; et j'ai pu en apprécier la valeur esthétique. En temps de paix, on sent déjà que c'est là, de beaucoup, le plus grand des chants nationaux : mais l'on ne réussit pas à se représenter que ce chant est, avant tout, un hymne de combat. C'est ce matin que, pour la première fois, j'ai pu en apprécier la signification véritable, et telle que jamais plus je ne saurais l'oublier. Je suivais la rue de Sèvres du côté du boulevard Montparnasse, avec le faible espoir de rencontrer un taximètre de loisir qui voudrait me conduire jusqu'à l'ambassade. Soudain, je me trouvai arrêté net par la vague d'нn chant sonore et rythmé. Et puis les vagues se succédèrent, émises à l'unisson en un puissant volume de voix masculines. Il y avait dans la qualité de ce flot de rythmes quelque chose de si étrange, de si saisissant et de si terrible, que, sans comprendre d'abord ce qui allait venir, un frisson me courut le long de l'épine dorsale. Et la clameur s'enflait et se rapprochait, jusqu'à ce que, tout d'un coup, la tête d'une colonne d'infanterie se montrât droit devant moi, au coin d'une rue, mêlant au flot des voix le frappement, non moins rythmé à l'unisson, de plusieurs centaines de pieds. Ce que j'entendais, c'était la vraie *Marseillaise, la Marseillaise* de la guerre. La colonne s'apprêtait à rejoindre le « front, » et allait dans quelques jours prendre part à la bataille. Les baïonnettes des soldats se penchaient en arrière, comme un fourré mouvant tourné vers le soleil du matin. Leur chant ne contenait, pour ainsi dire, aucune musique, mais seulement une suite vibrante et découpée de paroles, dont chacune était une menace, une imprécation, toute chargée d'une colère de feu. L'intonation me prouvait que ces hommes comprenaient à la lettre chacune de ces paroles passionnées qu'ils proféraient : j'y découvrais clairement leur dessein d'attaquer les Allemands, de foncer sur eux, de les transpercer de leur baïonnette. De telle sorte que moi-même, toute cette journée d'aujourd'hui, perdant l'équilibre habituel de mon jugement, je me suis enivré de la certitude joyeuse que les Français allaient anéantir les armées allemandes.

... *Lundi, 24 août.* — Hier et ce matin, j'ai observé un phénomène psychologique des plus singuliers. Ni hier, ni aujourd'hui, les autorités ne nous ont révélé aucune nouvelle militaire un peu importante, et les journaux ont été aussi muets que par le passé : mais, avec tout cela, Paris entier a l'idée que les Alliés ont subi quelque part, en Belgique, une grande et terrible défaite. Toute la ville est comme épouvantée, et pas un visage qui ne revête une expression d'abattement désolante à voir. J'ai entendu parler souvent de pareilles propagations mystérieuses de mauvaises nouvelles, mais jamais auparavant je n'avais encore eu l'occasion d'en être témoin par moi-même. Il y a là un fait assurément très curieux, soit que le bruit se trouve ou non justifié.

Hélas ! le « bruit » fatal ainsi répandu au milieu de nous par un porte-voix invisible n'allait être, en fait, que trop pleinement « justifié, » puisque nous savons tous aujourd'hui la « grande et terrible défaite » subie par les troupes alliées à Charleroi, les 22 et 23 août 1914 ! — Mais qu'on me laisse encore citer ce court extrait du « journal » de M. Eric F. Wood :

Jeudi, 10 septembre. — Ce matin, je me suis entretenu avec mon compatriote, le poète et romancier Richard Harding Davis. Il vient d'arriver à Paris de Belgique, et s'efforce maintenant d'obtenir des « permis » pour pouvoir suivre les opérations militaires de France. Il m'a dit que jamais, dans aucune des guerres où il a précédemment assisté, il n'a vu rien de pareil aux atrocités, tout à fait impossibles à décrire, qui ont été commises par les armées allemandes en Belgique. Il parle de ces atrocités avec autant de véhémence que le fait le docteur Louis Seaman ; et ce qu'il m'en rapporte me frappe d'autant plus qu il lui a été donné d'être, lui-même, témoin des abominables détails de la violation par l'Allemagne du territoire belge !

Cet entretien de M. Wood avec M. Davis a eu lieu au retour d'un premier voyage que venait de faire le jeune « attaché » sur les bords de la Marne, afin d'essayer de se renseigner par ses propres yeux, — comme aussi afin de renseigner son chef, M. Herrick, — sur des événemens militaires dont les « communiqués » officiels continuaient à ne parler qu'avec un laconisme inquiétant. A Lagny, à Villeneuve-le-Comte, dans tous les endroits où il était passé, une foule d'indices lui avaient révélé l'imminence, désormais inévitable, d'une grande bataille ; de telle sorte qu'en rentrant à Paris il s'était hâté de communiquer à M. Herrick son impression de la gravité décisive de ce choc, tout prochain, entre les deux armées. Il avait ajouté que « les troupes allemandes formaient un angle droit ayant son sommet près de Meaux, et dont l'un des côtés s'étendait au Nord en passant par Senlis, tandis que l'autre s'allongeait presque en ligne droite vers l'Est ; qu'entre cette ligne allemande et Paris se trouvaient campées les troupes anglo-françaises ; et que celles-ci, bien résolues à ne pas reculer davantage, s'attendaient à ouvrir l'attaque dès le lendemain. » C'est alors que l'ambassadeur des États-Unis lui avait demandé, comme je l'ai dit, de se rendre aussitôt sur le « front » français, en compagnie du colonel Allen et du capitaine Parker, de manière à pouvoir rédiger ensuite une relation authentique et « directe » des phases principales d'un combat évidemment destiné à prendre place parmi les dates les plus mémorables de l'histoire des peuples.

Sur tout son chemin jusqu'à Lagny, le vendredi 11 septembre, M. Wood s'est étonné de la disparition des innombrables obstacles qu'il y avait rencontrés deux jours auparavant. Au lieu d'être de nouveau arrêté à chaque pas, d'avoir sans cesse à franchir des barrières improvisées ou à subir l'interrogatoire minutieux d'officiers postés sur la route avec leurs hommes, notre voyageur n'apercevait plus absolument aucune trace d'occupation militaire. « D'où je déduisis, avec un frémissement de plaisir, que la bataille devait avoir pris une tournure favorable pour les Alliés. » Mais, au contraire, le spectacle qui attendait M. Wood un peu plus loin, au delà de Crécy, avait de quoi lui manifester déjà bien nettement les plus tragiques réalités de la guerre. Au sortir du village de Rebais, un champ se trouvait tout couvert de cadavres, allemands et français. Sur l'un des côtés du champ se voyait un amas de bâtisses écroulées où, la veille, un détachement d'infanterie allemande, assisté de deux batteries, avait eu à soutenir l'assaut d'un bataillon de notre 17[e] régiment de ligne. Un habitant du village racontait que, dans cette affaire, les Français avaient perdu la moitié de leurs hommes, mais qu'ils avaient poursuivi l'attaque avec une obstination indomptable, chargeant l'ennemi à la baïonnette jusqu'à ce qu'enfin ils se fussent emparés de la position et y eussent fait de nombreux prisonniers. « Nous nous avancions, en silence, parmi les morts, — continue l'écrivain américain. — A l'endroit où la mêlée avait été la plus chaude, nous avons compté dix-sept cadavres dans un espace circulaire de trente pas de diamètre. Chacun des hommes du groupe était tombé en avant, la baïonnette pointée droit devant lui. Quelques-uns avaient couru avec un tel élan qu'en tombant leurs épaules avaient creusé un trou dans la terre malléable. Presque tous avaient été tués par des éclats d'obus. »

A Boissy, à Montmirail, hommes et choses attestaient la violence meurtrière de batailles semblablement terminées par la retraite des troupes allemandes. Mais toujours M. Wood et ses compagnons avaient l'impression que le véritable centre et « foyer » de la bataille ne pouvait pas être là, et que, malgré l'énormité de leurs pertes, les Allemands ne s'étaient ainsi retirés qu'en raison d'une grave défaite subie quelque autre part. Il s'agissait donc, pour les voyageurs américains, de découvrir ce « foyer » principal d'une défaite allemande qui, dorénavant, ne laissait plus aucun doute. Après une longue, — et d'ailleurs infiniment instructive, — série de recherches, ils l'ont enfin découvert aux environs de la Fère-Champenoise, sur un plateau où, d'abord, les troupes allemandes avaient attaqué les nôtres, avec

au moins 250 000 hommes. Une lutte terrible s'y était prolongée sans interruption pendant trente-six heures ; et déjà les Allemands s'étaient crus victorieux, lorsqu'un dernier assaut du 9e corps français, sous les ordres du général Foch, avait changé leur triomphe en une déroute complète.

Je ne puis songer, malheureusement, à reproduire ici l'émouvante peinture que nous offre M. Wood de ce combat de la Fère-Champenoise, dont les moindres incidens, — en raison même de l'importance exceptionnelle qu'il leur attribue, — nous sont décrits avec un relief et une précision inoubliables. Qu'il me suffise de noter que, dans cette partie de la bataille de la Marne comme aussi dans toutes celles de ses autres parties qu'il a eu l'occasion d'étudier, l'écrivain américain explique notre victoire par la supériorité de notre artillerie de campagne et, plus encore, par la supériorité personnelle de nos soldats, en regard des soldats allemands. « Ayant mis sur un seul coup de dés le sort de leur familles et de leur bien-aimée patrie, les Français ont gagné l'une des batailles les plus désespérées de l'histoire du monde par le sang-froid résolu de leurs chefs et par la sublime ténacité, l'esprit de sacrifice héroïque de leurs hommes. Ceux-ci ont vraiment dépassé les plus belles traditions de leur race. Sur le désir de leurs chefs, ils ont rejeté leurs vies comme l'on rejette un papier inutile ; et, en présence de conditions nouvelles, ils ont soudain développé en soi des qualités nouvelles, des qualités de résistance acharnée, et quasi scientifique, dont personne jusqu'alors ne les avait crus capables. Ils se sont montrés plus allemands que les Allemands dans la manière dont leur organisation a soutenu le choc le plus forcené de la lutte, à tel point que c'est la machine de guerre allemande qui a fini par céder pied. Sur ces plateaux et ces plaines de la Marne, une victoire a été remportée, dont tout l'honneur ne revient qu'à la France. Par où je n'entends certes pas déprécier le mérite militaire des Belges, ni des Anglais : le peu d'importance relative de leur rôle dans cette bataille a tenu simplement à leur petit nombre. A Liège et à Namur, à Mons et à Saint-Quentin, ils ont noblement préparé le triomphe décisif des Français sur les bords de la Marne. »

Vingt fois, au cours de son récit, M. Wood évoque devant nous des exemples significatifs de ces étonnantes vertus que lui a révélées le contact familier du soldat français. A côté de l'intrépide bravoure du « poilu, » il nous montre sa tranquille et souriante sagesse, la lumière

transparente de sa pensée et la profonde bonté de son cœur. « Ah! — s'écrie-t-il un jour à ce propos, — que les Allemands ne viennent plus nous représenter les Français comme une race dégénérée ! » Et tout son livre est semé de vivantes esquisses comme celle-ci :

Le soldat français est fermement résolu à poursuivre la guerre jusqu'au bout, et à ne pas s'arrêter de combattre ni de souffrir avant le jour de la victoire complète : mais, en même temps, il comprend fort bien que ce massacre réciproque est, en vérité, une triste besogne. Je n'oublierai jamais le visage sérieux et recueilli d'un soldat français de la Territoriale, un homme d'une quarantaine d'années, avec qui j'ai causé tout à l'heure. Il faisait partie d'une escouade chargée d'enterrer les morts, aux environs de Soizy-aux-Bois. Il y avait là 300 cadavres que l'on a dû réunir en un seul énorme tombeau; au moment où j'arrivais pour assister au lugubre travail, mon Territorial et l'un de ses camarades s'apprêtaient à relever le corps d'un fantassin allemand qui gisait sur le ventre, dans un sol boueux, les deux bras étendus. J'offris des cigarettes aux deux soldats; et c'est après avoir pris la cigarette dans mon étui que le Territorial, en désignant du bras le champ d'alentour, me dit tristement : « Si Guillaume avait pu prévoir tout cela, croyez-vous que ce Kaiser, qui est tout de même un homme ainsi que nous, croyez-vous qu'il aurait eu le courage d'entamer cette guerre ? » Et il regardait, avec une expression de pitié fraternelle, le cadavre lamentable de l'Allemand étendu à ses pieds.

Quant aux Allemands, M. Wood n'en a point rencontré sur sa route, pendant sa visite d'un pays où, la veille encore, ils s'étaient crus installés en pleine possession. Mais, à chaque instant, le voyageur américain a observé sur son passage des traces suffisamment éloquentes de ce qu'avait été cette domination éphémère des futurs vaincus de la Marne. Un soir, par exemple, que ses compagnons et lui revenaient à la Fère, où toutes les maisons survivantes étaient déjà pleines de soldats, une passante leur a conseillé de demander asile à l'un des notables du lieu, un vieux fabricant de champagne qui se trouvait être, en même temps, « un exemplaire admirable de la bravoure et de la courtoisie françaises. » Aussi bien M. Achille G... était-il, justement, en train de traverser la rue.

Nous échangeâmes des poignées de main dans les ténèbres, et M. G..., avec la plus exquise politesse, nous dit qu'il serait enchanté de nous accueillir sous son toit. Il s'excusa seulement de n'avoir guère à nous offrir qu'un toit, attendu que « les Allemands avaient tout bouleversé, » durant le séjour qu'ils avaient fait chez lui. Il nous proposa timidement de souper avec lui avant de nous coucher; mais, cette fois encore, il s'excusa de l'extrême indigence de son garde-manger, en disant : « Les Allemands ont tout pris! » Nous lui apprîmes que nous avions, dans notre

voiture, un petit tas de pommes de terre ramassées dans un champ: cette nouvelle le ravit, en l'allégeant de son inquiétude sur le menu du souper proposé.

Nous le suivîmes dans sa demeure, qui se trouva être une grande maison entre deux jardins. Dès notre entrée dans la maison, la faible lueur d'une lanterne nous révéla un spectacle extraordinaire. On nous avait bien dit déjà, dans la petite ville, que les officiers allemands logés chez M. G... avaient emporté, en s'en allant, un énorme butin : mais le fait est que, en outre, l'intérieur de la maison ressemblait beaucoup plus à une étable de porcs qu'à une habitation humaine. Les Allemands avaient brisé toutes les serrures et vidé sur le plancher le contenu de tous les meubles, armoires, commodes, bureaux, afin de pouvoir ainsi, plus à l'aise, choisir et emporter ce qui leur plairait. Toute la maison était tapissée de reliques des générations successives des ancêtres de M. G..., et l'on voyait là, pêle-mêle, depuis des robes de bal mangées aux mites jusqu'à de vieilles photographies. M. G... avait dû pratiquer des passages à travers ces monceaux de débris, comme l'on ouvre des sentiers à travers une neige nouvellement tombée.

La vue d'un tel déballage nous remplissait d'une véritable stupeur : mais nulle part, peut-être, les Allemands n'avaient procédé avec autant d'entrain à leur dévastation que dans la salle à manger. Pour chacun des repas servis par les « brosseurs » à la demi-douzaine d'officiers qui logeaient dans la maison, ceux-ci avaient fait mettre sur la table le linge le plus fin de M. G... et la plus riche porcelaine; et puis, chaque fois, le repas fini, les convives avaient pris la nappe par ses quatre bords et l'avaient jetée à terre, dans un coin de la vaste pièce, avec la vaisselle, les bouteilles de cristal, les serviettes, comme aussi le restant des mets. De repas en repas, l'opération s'était reproduite, avec une nouvelle destruction de tout ce qu'il y avait d'impossible à emporter parmi les choses précieuses que renfermait la maison...

M. G... nous ayant présentés à trois aviateurs français qui demeuraient chez lui, ces messieurs voulurent bien nous emmener dans le jardin, pour nous montrer un autre vestige bien significatif du passage récent de leurs collègues d'outre-Rhin : c'était un amoncellement de bouteilles cassées, qui, elles-mêmes, ne formaient qu'une petite partie des 15000 bouteilles de champagne volées par les officiers allemands aux caves de notre hôte. Nous apprîmes en même temps que ces caves avaient été entièrement vidées, et M. G... nous avoua que sa fortune personnelle aurait peine à se remettre d'une catastrophe aussi radicale.

Mais c'est surtout en Allemagne, dans leur propre pays, que M. Wood a pu connaître et apprécier les compatriotes de ces aimables hôtes de M. Achille G.., lorsque, au mois de décembre 1914, comme on l'a vu, il est allé porter à Berlin plusieurs ballots de documens diplomatiques. La discrétion « professionnelle » du jeune « attaché » l'empêche, nous le sentons bien, de s'exprimer en toute

franchise sur le compte des dignitaires allemands de toute catégorie avec lesquels il a eu l'occasion de s'entretenir : mais le peu qu'il nous en dit suffit à nous montrer ces personnages, — sans doute en exécution d'une « consigne » préalable, — s'ingéniant unanimement à le mystifier. Ils prennent soin de « truquer » aussi bien les choses qu'il désirera visiter, — comme, par exemple, le régime habituel des prisonniers anglais et français, — que les affirmations dont ils l'accableront. L'un des plus considérables d'entre eux a l'aplomb de lui jurer que l'Allemagne n'a jamais songé à employer des espions « civils, » que l'Allemagne n'a jamais imité la « barbarie » des Alliés en procédant à l'« internement » de « civils, » français, anglais, ou russes, qui se trouvaient chez elle au début de la guerre, et d'autres mensonges d'une taille si énorme que M. Wood avoue en être demeuré stupéfait. Et puis, avec cela, par-dessous ces égards apparens pour un diplomate américain qui pendant des mois, à Paris, n'avait point cessé de s'employer de toutes ses forces au profit de nombreux milliers de sujets allemands, M. Wood reconnaît, à des signes trop certains, que le moindre de ses mouvemens est épié, noté, rapporté aussitôt à la police impériale. Ah ! certes, — et bien qu'il évite de nous l'avouer trop ouvertement, — ce séjour à Berlin doit avoir encore fortement contribué à rehausser dans son cœur, par comparaison, le respect et l'amour de notre âme française !

Sans compter qu'il y a eu un moment où l'Allemagne, s'interrompant de jouer devant lui l'odieuse comédie de cette politesse entremêlée de mensonges, s'est soudain révélée à lui sous son jour véritable. M. Wood avait été prié par l'ambassadeur des États-Unis à Berlin de se rendre à Londres, afin d'y remettre au collègue du susdit ambassadeur un petit portefeuille contenant certains papiers d'une nature particulièrement « confidentielle; » et l'autorité allemande, instruite sur-le-champ de cela comme de toutes choses, a résolu de réussir par tous les moyens à prendre connaissance de ces pièces secrètes. Dès son départ de Berlin, M. Wood a été entouré dans son wagon par quatre policiers qui, d'abord, ont essayé de lier conversation avec lui, puis de lui chercher querelle, et puis enfin de le faire arrêter par un employé du chemin de fer, — sous prétexte d'une irrégularité dans son passeport. Impossible d'imaginer l'obstination, ni l'audace éhontée de ces ruses inventées tour à tour, afin de contraindre l'agent attitré des États-Unis à se dessaisir, quelques instans, de son précieux portefeuille; et que M. Wood y ait, jusqu'au bout, habilement et courageusement résisté ainsi qu'il l'a fait, cela seul

aurait de quoi nous prouver, chez lui, la présence d'un vrai talent inné pour la diplomatie.

Devant l'insuccès de leurs premières tentatives, les policiers allemands seraient allés volontiers jusqu'à faire dérailler le train qui l'emmenait. Du moins, à défaut de ce moyen trop « héroïque, » n'ont-ils rien négligé pour retarder sa sortie d'Allemagne. Ils l'ont forcé, malgré ses protestations, à changer de train en cours de route, pour prendre une voie qui allait, en effet, l'éloigner de la frontière hollandaise. Ils l'ont retenu presque de gare en gare, en obtenant de dociles employés qu'ils feignissent de le soupçonner d'avoir un faux passeport. Enfin voici que, dans la gare d'Essen, où la malice de ses adversaires lui avait imposé un nouvel arrêt, voici qu'il s'est vu aborder par un Anglais infiniment authentique, un Anglais blond, rasé, à la mâchoire osseuse, qui, sans l'ombre d'accent, l'a supplié d'avoir pitié de lui! Ce malheureux, ayant absolument besoin de rentrer dans son pays, était parvenu à se procurer un passeport américain : mais il sentait que la police se méfiait de lui, et combien il aurait de reconnaissance à M. Wood si celui-ci, — qui ne pouvait manquer d'être un Américain bien en règle, — consentait à le reconnaître pour son compatriote! Sous l'effet d'une nouvelle inspiration de son génie de diplomate, M. Wood trouva le courage d'endurcir son cœur. Il s'excusa de ne pouvoir pas obliger l'inconnu, ce qui lui valut, de la part de celui-ci, un regard plein de haine; et sur tout son chemin, depuis lors, il ne devait plus cesser d'avoir auprès de soi ce prétendu Anglais, qui, d'ailleurs, s'était bien abusé sur les sentimens de la police allemande à son endroit, car, même à la frontière, c'est à peine si l'on allait faire semblant de regarder ses papiers! De telle sorte que M. Wood tendrait plutôt désormais à deviner en lui un dernier représentant de la police allemande, attaché à ses pas pour le cas où quelque hasard permettrait encore de jeter un coup d'œil sur le contenu de son portefeuille. Mais, en tout cas, M. Wood, toujours très réservé dans ses affirmations, n'hésite pas à nous garantir que ce soi-disant Anglais muni d'un passeport américain, — et qu'il a vu débarquer sans encombre au port de Folkestone, — était très certainement « un espion au service de l'Allemagne. »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Par décret en date du 2 décembre, le général Joffre a été nommé commandant en chef des armées françaises : il ne commandait jusqu'ici que celles du Nord et du Nord-Est. On a beaucoup discuté sur le caractère véritable de cette décision, qui nous paraît très simple. Sir Édouard Grey a dit un jour, avec infiniment de raison, que tous les fronts où s'exerce l'activité militaire des Alliés étaient solidaires. Que l'un d'eux soit le plus important de tous et qu'il doive être le principal objet de nos préoccupations, personne ne le contestera. Le jour où l'ennemi reculera sur notre frontière du Nord et du Nord-Est, la guerre sera près de son dénouement. Mais, en attendant, ce qui se passera ailleurs, et même à une distance considérable, aura une influence rapide et profonde sur cette frontière même dont nos cœurs et nos yeux ne sauraient se détacher. Voilà pourquoi les pouvoirs du général Joffre devaient recevoir une extension nouvelle. On ne saurait trop approuver les termes du rapport que M. le ministre de la Guerre a adressé à ce propos à M. le Président de la République. « L'expérience, y lisons-nous, des faits actuels, qui se déroulent sur plusieurs théâtres d'opérations, prouve que l'unité de direction, indispensable à la conduite de la guerre, ne peut être assurée que par la présence, à la tête de toutes nos armées, d'un seul chef, responsable des opérations militaires proprement dites. » Ce chef ne pouvait être que le général Joffre : c'est donc lui qui a été désigné, et l'on ne pouvait mieux résoudre la première question qui se posait. Mais il en reste une seconde, à savoir comment et par qui, sous la direction supérieure du général Joffre, sera exercé le commandement de nos armées du Nord-Est. Il est fâcheux que les deux questions n'aient pas été résolues en même temps. Ces retards laissent l'opinion incertaine, ce qui ne va pas sans inconvénient :

et l'inconvénient augmente à mesure que l'indécision se prolonge.

La nomination du général Joffre comme commandant en chef de toutes nos armées a été une première et importante satisfaction à ce besoin d'unité dans la direction des affaires militaires. Une comparaison s'établissait inévitablement dans les esprits. On voyait d'un côté l'empereur d'Allemagne commander souverainement à ses alliés devenus ses vassaux et donner une impulsion unique et puissante aux événemens qu'il paraissait diriger : de l'autre, les Alliés agissant dans des sens divers, sans entente préalable, ou avec une entente insuffisante dont les lacunes s'apercevaient trop tard. Certes, aucun de nous ne voudrait se soumettre au régime que l'Allemagne impose et que l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie subissent docilement; mais on est obligé de lui reconnaître, au point de vue militaire, quelques avantages. Ces avantages, n'est-il pas possible de se les assurer par d'autres procédés ? La question s'est posée parmi les Alliés et tous ont compris qu'elle devait être résolue promptement. Qui aurait pu contester la nécessité d'une entente? Qui n'avait pas éprouvé les inconvéniens d'une action isolée? La cause était donc gagnée d'avance, mais il fallait passer à l'exécution, et on sait qu'entre les deux opérations il y a parfois quelque intervalle. Les ministres anglais ont donné les premiers le bon exemple. Déjà quelques-uns des nôtres, M. Viviani, M. Millerand, le général Joffre étaient allés successivement à Londres. Mais les ministres anglais sont venus en groupe à Paris. M. Asquith, M. Balfour, sir Ed. Grey, M. Lloyd George, c'est-à-dire les membres les plus importans du Cabinet, ont annoncé un jour qu'ils y arriveraient le soir même, et ils ont passé le lendemain au milieu de nous. L'élément civil cette fois était seul représenté : lord Kitchener, ministre de la Guerre, était encore en Orient. Depuis cette première visite, d'autres ont suivi; la dernière s'est faite, à Calais, et lord Kitchener y assistait. Ces réunions n'ont pas tardé à prendre un autre caractère : elles ont eu lieu entre militaires, à Chantilly. Tous les gouvernemens alliés, y compris la Belgique et la Serbie, ont été représentés. La Russie avait envoyé à Paris le général Gylinski, l'Italie, le général Porro, sous-chef d'état-major, l'Angleterre, sir Archibald Murray, chef d'état-major général. Cet aréopage militaire, composé d'officiers de la plus haute distinction, mérite confiance et le seul regret que nous ayons à exprimer est qu'il ne se soit pas formé plus tôt. Mais ce qu'ont décidé les gouvernemens et quelles mesures d'exécution pratique les militaires ont arrêtées, nous ne le savons pas encore. Nous ne pouvons

parler des choses en cours qu'avec nos seules lumières, et cela même, nous ne le ferons qu'en termes discrets.

La question de Salonique est celle qui occupe et préoccupe le plus les esprits. Quoi de plus naturel? Nous avons là un corps expéditionnaire dont le chiffre d'hommes ne nous est pas exactement connu, mais qui doit s'élever à 70000. Les Anglais s'étaient engagés à en envoyer 95000, et ils avaient laissé entendre qu'ils en enverraient encore davantage, si les événemens le comportaient. Nous ne saurions dire avec certitude ce qu'ils en ont fait et si leur corps expéditionnaire est actuellement inférieur ou supérieur au nôtre. Mais en admettant qu'il y ait aujourd'hui à Salonique le chiffre d'hommes promis, il n'y était pas encore lorsque l'armée serbe, que nous étions venus secourir, s'est trouvée aux prises avec les armées austro-allemande et bulgare. Le général Sarrail a certainement fait ce qu'il a pu, mais ce qu'il a pu a été insuffisant pour sauver nos alliés, qui sont aujourd'hui en pleine retraite sur l'Albanie et le Montenegro. Cette première partie de la campagne n'a donc pas atteint son but, et alors une question nouvelle se pose : Que devons-nous faire à Salonique? Y rester? En sortir? Question délicate dont la solution ne dépend pas de nous seuls : il faut encore se demander ce que font, ce que feront nos Alliés.

Quoi qu'il arrive par la suite, nous ne devrons jamais nous repentir du premier mouvement auquel nous avons cédé en allant au secours de la Serbie, qu'il aurait été ignominieux d'abandonner purement et simplement à son malheureux sort. On ne pourrait nous adresser un reproche fondé que si nous avions compromis la solidité de notre front principal : tel n'a pas été l'avis du général Joffre, qui a donné son approbation à l'expédition dans les bornes où elle a été restreinte. Qu'il y eût d'ailleurs un intérêt politique et militaire de premier ordre à aller à Salonique, c'est l'évidence : ceux mêmes qui sont contraires à l'entreprise, n'en contestent pas le principe et font seulement tomber leurs critiques sur l'impossibilité de la mener à bonne fin. Nous continuons de croire que les Allemands ont commis une imprudence, en étendant démesurément leur ligne dans les Balkans. Notre présence à Salonique est pour eux une menace et, si nous la maintenons, leurs mouvemens ultérieurs en seront sensiblement gênés. Qui peut savoir ce qu'il se passera dans quelques mois? Qui peut calculer les forces convergentes qui se mettront en mouvement au printemps prochain? Renoncer à une base d'opérations qui nous permettra de profiter des chances éventuelles serait une

faute. Avons-nous besoin de dire quel en serait l'effet sur les pays balkaniques qui, spectateurs timorés des événemens, hésitans, perplexes, ne savent pas encore de quel côté ils doivent se tourner. Notre départ de Salonique serait le dernier coup : ils s'orienteraient définitivement vers les empires du Centre, et nous n'aurions aucun reproche à leur en faire, car nous nous serions abandonnés et trahis les premiers. L'effet produit sur les neutres, sur tous les neutres, serait décisif. Leurs tendances avouées les portent vers le plus fort; nous ne leur donnerions pas l'impression de l'être; on ne la donne pas lorsque, après avoir occupé une position forte, on la déserte et on s'en va. Aussi voyons-nous très bien ce que nous avons à faire; mais les partisans de l'évacuation nous demandent, avec un air sceptique, si nous en avons les moyens. Il faut ici répondre très nettement qu'à nous seuls, nous ne les avons pas. La question est donc de savoir si nous pouvons compter sur le concours de nos alliés.

Les Anglais ! Ce sont les seuls qui nous aient accompagnés à Salonique, mais avec combien d'hésitations, de restrictions et de réserves ! Les discours de leurs ministres ont été plus d'une fois déconcertans. Un jour, ils disaient sans ambages qu'il était trop tard, que nos efforts pour secourir les Serbes seraient inefficaces, que le mal était déjà fait et qu'il était irréparable. Nous aurions compris ce langage à Berlin, mais à Londres ! Il est vrai que, le lendemain, les ministres anglais en tenaient un autre; ils parlaient de la Serbie avec la sympathie la plus vive et déclaraient très haut que le rétablissement de ses affaires, de son intégrité territoriale, de son indépendance, de sa souveraineté, était un des buts essentiels de la guerre. C'était se donner beaucoup de devoirs dans l'avenir, quand il aurait été plus court et plus sûr de les remplir dans le présent. Le gouvernement anglais a continué ainsi de faire un pas en avant et deux en arrière, ou quelquefois le contraire, sans jamais adopter une marche ferme et continue. On l'a vu, par moment, sur le point de tout lâcher. Il fallait alors agir sur lui pour le ramener, et nous agissions sur lui, et nous le ramenions : mais c'était toujours à recommencer. Pour sortir de ces hésitations, lord Kitchener est allé faire une enquête sur place. Quel en a été le résultat, on ne le sait pas, ou du moins on ne le dit pas encore, mais certainement il en a été question à Calais. Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne, et la presse anglaise le dit assez haut, que la principale préoccupation du gouvernement britannique est en ce moment l'Égypte. C'est un grand

intérêt pour l'Angleterre; on comprend très bien qu'elle s'en préoccupe, et même qu'elle le fasse d'autant plus qu'elle s'en est moins occupée jusqu'ici ; mais l'Égypte est facile à défendre. Elle n'est attachée à l'Asie que par une bande de terre de petite longueur et, comme elle ne peut pas être attaquée par mer, une immense armée n'est pas indispensable pour en assurer la protection. Assurément, il faut mettre l'Égypte hors de danger, mais on peut le faire en restant à Salonique, dont les circonstances en ont fait aujourd'hui le premier contrefort. Les Anglais estiment qu'ils immobilisent 200 000 Turcs dans les Dardanelles : croient-ils donc qu'ils ne les immobiliseraient pas aussi bien, et même mieux, à Salonique ? S'il y avait là un corps expéditionnaire sérieux, on pourrait y combattre, non seulement pour la Serbie, mais pour l'Égypte, mais pour l'Inde. Sur quelque point du monde où on battra les Allemands, tuteurs de la Turquie, la victoire profitera à l'Empire britannique. On est ému à Londres, un peu inquiet même en ce moment. Une expédition, poursuivie en Mésopotamie avec des forces insuffisantes, a rencontré sur sa route un échec infiniment regrettable, mais heureusement très réparable. On le réparera sur place, mais on pourrait le réparer aussi quelque peu à Salonique. Le fera-t-on ? Se prépare-t-on à le faire ? Nous le souhaitons bien vivement. Comment l'Angleterre ne comprendrait-elle pas que l'impression produite par l'évacuation de Salonique, si elle venait à s'ajouter à celle qu'a causée l'échec de Ctésiphon, ne pourrait que l'aggraver. Elle serait bien différente si, faisant face à toutes les difficultés, nous montrions partout de la résolution et de la fermeté.

Les Italiens ! Ils ne sont pas à Salonique et, si nous évacuons, ils n'auront pas à le faire avec nous : leur situation n'est donc pas la même que la nôtre. Elle n'est pas non plus la même que celle des Anglais, et nous n'avons pas à attendre d'eux le même genre de concours; mais ils peuvent agir très utilement dans l'intérêt de l'œuvre commune, et nous sommes convaincus qu'ils le feront. Leur attitude est pour leurs alliés une cause de confiance et d'espérance. Nous parlions, il y a quinze jours, du discours prononcé à Palerme par M. Orlando, ministre de la Justice Ce discours a résonné comme un coup de clairon. Depuis, nous avons entendu un langage dont le caractère officiel a été encore plus marqué, puisqu'il a été tenu devant le parlement par le ministre des Affaires étrangères, M. Sonnino. S'il a été moins vibrant, il n'a pas été moins net. M. Sonnino a rappelé par suite de quelles circonstances l'Italie avait été obligée de déclarer

la guerre à l'Autriche, à la Porte et à la Bulgarie. Tout le monde a remarqué une lacune : pourquoi pas à l'Allemagne ? Nous savons bien ce qu'on répond à Rome : — Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle pas déclaré elle-même la guerre à l'Italie? Elle le devait la première. — Laissons cette question : il semble qu'elle ne saurait plus rester longtemps en suspens, puisque l'Italie a adhéré à la Déclaration de Londres, et que cette adhésion comporte une solidarité complète et sur tous les points avec les Alliés. L'annonce qui en a été faite a été le passage le plus saillant, le plus important du discours de M. Sonnino; il a été applaudi avec enthousiasme. En voici le texte :

« Cette action en plein accord (avec les Alliés), qui a été poursuivie pendant plusieurs mois, dans la guerre aussi bien que dans les négociations, nous a persuadés de la nécessité de donner un témoignage public et solennel de la solidarité qui existe entre les Alliés par une Déclaration commune des cinq Puissances, qui renouvelle celle qui est intervenue entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie le 5 septembre 1914, à laquelle dans la suite le Japon a adhéré : cet acte formel de notre adhésion a été signé à Londres. »

On connaît le document : les Puissances s'y engagent à ne pas faire de paix séparée et à en présenter les conditions en commun, après accord établi entre elles. C'est la solidarité politique ; il faut remercier l'Italie, non seulement d'y avoir adhéré, mais d'avoir choisi le moment actuel pour l'annoncer publiquement : elle ne pouvait pas donner une preuve plus manifeste de sa confiance dans la victoire finale, et cette confiance aussi est une force. L'Italie s'est rarement trompée dans ses prévisions politiques; sa perspicacité est bien connue; sa foi dans la victoire sera communicative. Nous sommes particulièrement heureux qu'elle se soit exprimée à propos des Balkans, qui semblent être devenus le pays de l'incertitude. Cela nous ramène au point qui nous occupe en ce moment : Que fera l'Italie dans les Balkans? Peut-on compter sur elle à Salonique? Son action s'exercera-t-elle ailleurs ? A ces questions, il est difficile de faire une réponse tout à fait précise : cependant l'Italie a déclaré trop résolument qu'elle viendrait au secours de la Serbie à son heure et à sa manière, et que cette heure serait opportune, et que cette manière serait efficace, elle a trop multiplié ces assurances pour que nous n'y croyions pas très fermement. Déjà elle a débarqué des troupes en Albanie : elle s'y occupe du ravitaillement de l'armée serbe, qui doit être dans une grande détresse matérielle, et elle l'y aidera à se reformer. Ce sont là, sans nul doute, de grands services :

sont-ce les seuls sur lesquels on puisse compter de la part de l'Italie? Nous ne saurions le dire. Remarquons toutefois que, pour le moment, la question urgente est de savoir si nous resterons à Salonique et que nous ne pouvons le faire que si nos alliés nous donnent un appui direct et immédiat. La rentrée en scène de l'armée serbe est une question de demain: celle de notre maintien à Salonique est une question d'aujourd'hui, et nous devons la résoudre non pas avec les possibilités ou même les probabilités de demain, mais avec les réalités et les certitudes d'aujourd'hui.

Quant aux Russes, leur bonne volonté ne saurait faire l'objet du moindre doute. Chacun des Alliés a un intérêt spécial dans la guerre actuelle : le nôtre n'est pas dans les Balkans, mais celui de la Russie y est. C'est pour ne pas laisser écraser la Serbie et, d'une manière plus générale, pour assurer la liberté et l'efficacité de sa politique balkanique qu'elle a tiré l'épée au mois d'août 1914. Nous avons tiré la nôtre parce que nous étions ses alliés, et qu'à nos yeux, les traités sont sacrés. Ce qui se passe en Orient nous intéresse sans doute, mais l'intéresse encore bien davantage, et nous n'hésiterions pas à dire que son devoir serait d'être à Salonique, si elle avait un chemin libre pour y arriver. Malheureusement, elle n'en a pas. Nous ignorons si elle peut débarquer des troupes à Varna et à Bourgas: il y a là un problème technique qui échappe à notre compétence. Les autres chemins lui sont fermés par la Roumanie, qui ne l'y laisserait pas passer en ce moment: peut-être le fera-t-elle plus tard, elle le fera même certainement le jour où la Russie en lui demandant poliment de lui ouvrir la porte, lui donnera l'impression qu'il lui serait facile de l'enfoncer. Telle est présentement toute la politique des Roumains : nous ne pouvons pas en douter, car c'est eux qui nous le disent. Bien qu'ils soient d'authentiques Latins et qu'ils s'en fassent gloire, ce n'est pas dans le *Conciones* qu'ils ont trouvé ces principes de conduite. Ils ont de grands ancêtres, mais ils sont plus près de leurs voisins d'aujourd'hui et Trajan ne les reconnaîtrait plus. Il ne faut donc pas compter que les Russes puissent dès maintenant trouver accès à travers la Roumanie et, dès lors, toutes les voies leur sont fermées. Ils ont pris le meilleur parti. Après une campagne où ils ont été malheureux, mais où ils se sont couverts de gloire, ils se sont rendu compte de ce qui leur a manqué et ils travaillent à se le procurer; leurs alliés les y aident et, d'ici à quelques mois, ils disposeront enfin de ce matériel de guerre dont l'absence a été la principale et même la seule cause de leurs échecs. Ils pourront alors

prendre leur revanche et reconquérir le terrain perdu. L'avenir leur réserve de grandes réparations. Mais il s'agit du présent et de Salonique où la question est de savoir si nous pouvons rester : les Russes, avouons-le, ne peuvent guère nous aider à la résoudre. Si nous sommes à Salonique au printemps prochain, nous profiterons de leur activité militaire, de même qu'ils profiteront de notre présence sur un point bien choisi des Balkans. Mais y serons-nous encore ? Nous avons passé en revue tous nos Alliés : quelle sera notre conclusion ? Les Russes, actuellement, ne sont qu'une espérance. Nous ne saurions trop dire ce que peuvent les Italiens, mais certainement ils peuvent quelque chose d'important. Quant aux Anglais, ils peuvent beaucoup, s'ils le veulent : la solution est entre leurs seules mains. Nous ne demandons qu'à rester à Salonique, et nous le ferons certainement s'ils y restent aussi. Mais, à parler en toute franchise, notre inquiétude vient de ce qu'ils ont promis, ou qu'ils ont paru promettre d'y rester au moins deux ou trois fois, ce qui est beaucoup. S'ils s'y engagent une fois de plus, sera-ce la bonne, et nous sera-t-il enfin permis d'y compter d'une manière absolue ?

Alors, nous pourrons parler plus nettement au roi de Grèce. Il vient de nous parler lui aussi, et même abondamment, car nous avons de lui deux interviews qui se sont succédé à vingt-quatre heures d'intervalle, l'une avec un rédacteur du *Times*, l'autre avec un représentant de l'*Associated Press* de New-York : celui-ci ne lui a pas ménagé les questions et il ne lui a pas ménagé les réponses. Nos journaux ont dit qu'il y avait une différence sensible entre ces deux interviews ; nous avouons n'en avoir pas été frappé. La seconde continue logiquement la première ; elle va plus loin, elle précise davantage ; mais l'une et l'autre sont très claires. Avant tout, le Roi ne veut pas se battre. Il a, comme M. Rhallys, — bien qu'il le dise avec plus de mesure et de tact, — l'imagination hantée par l'image sanglante de la Belgique et il repousse avec horreur et terreur le même sort pour la Grèce. Il semble, vraiment, que le roi Constantin n'ait appris qu'à une date récente les atrocités commises par les Allemands en Belgique ; elles étaient pourtant déjà accomplies et connues lorsque, après la première chute de M. Venizelos, son ministre, M. Gounaris, nous a fait part des conditions dans lesquelles il marcherait avec nous ; et comme cette ignorance du Roi à ce moment n'est pas vraisemblable, il faut bien croire que son attitude actuelle a d'autres causes que celles qu'il avoue. Mais enfin il est neutre et veut rester neutre ; c'est son droit, nous l'avons toujours reconnu : nous ne lui demandons que la

liberté et la sécurité de nos mouvemens à Salonique, où nous ne saurions trop répéter que nous ne sommes pas venus sans son aveu.

Il le conteste aujourd'hui; il affirme n'avoir jamais donné son consentement à la politique de M. Venizelos : il y a certainement là une équivoque qu'il serait facile de dissiper si le fait en valait la peine. Mais qu'importe? Nous sommes à Salonique et, bien que notre présence y soit peu agréable au Roi, il ne s'oppose pas à ce qu'elle s'y prolonge, et il a pris l'engagement d'honneur que nous ne courrions de sa part aucun risque. Nous sommes convaincu de sa sincérité, et il faut que ce point soit mis tout à fait hors de cause : en aucun cas, nous n'avons à craindre une attaque de sa part. Nous en avons pour garant, non seulement sa parole, qui suffirait, mais encore le sentiment du peuple grec, qui s'est manifesté autour de M. Denys Cochin avec un incomparable éclat. Quand même la mission de M. Cochin n'aurait pas eu d'autres résultats, — et elle en a eu d'autres, — il faudrait se féliciter qu'elle ait eu celui-là. Il n'y a pas de gouvernement qui ne tienne compte du sentiment de tout un peuple. Mais l'embarras du Roi est grand parce que, dans sa volonté actuelle de conserver une neutralité dont, à deux reprises, il nous a offert de sortir, il se trouve placé entre des exigences en sens contraires, les nôtres et celles de l'Allemagne, et qu'il est difficile de les concilier. L'Allemagne ne manque pas de dire que, si les troupes alliées sont battues et si elles se réfugient sur le territoire hellénique, où elles ne seront pas désarmées, ses propres troupes les y suivront et y porteront la guerre. Et, alors, voilà la Grèce devenue une seconde Belgique ! Que faire? Le roi Constantin a fait part de son désir au journaliste américain : il voudrait que, si les troupes alliées sont refoulées sur le territoire hellénique, elles considèrent la campagne comme finie et se rembarquent, auquel cas il répondrait de leur sécurité et l'assurerait au besoin par l'intervention de toute son armée. C'est malheureusement une promesse que nous ne pouvons pas lui faire, un engagement que nous ne pouvons pas contracter. Le journaliste américain l'a bien senti, car il a demandé au Roi ce qu'il ferait si, ces déclarations ne les satisfaisant pas, les Puissances alliées employaient la force. — « Alors, a répondu le Roi, je protesterai auprès de tout l'univers contre cette violation de nos droits souverains. Nous résisterons passivement aussi longtemps qu'il sera humainement possible contre toute mesure, quelle qu'elle soit, tendant à nous contraindre à suivre une ligne de conduite que nous savons devoir porter préjudice à la liberté et au bonheur de notre peuple. » — « Et lorsque vous

ne pourrez plus résister, a demandé finalement le correspondant de l'*Associated Press*, que ferez-vous? » — « Nous démobiliserons l'armée, a répondu le Roi, et nous n'aurons qu'à attendre la marche des événemens. Que pouvons-nous faire d'autre? » Il faut convenir que cela n'est pas pour nous bien effrayant.

Nous espérons d'ailleurs que, ni d'un côté ni de l'autre, on n'en viendra à des extrémités que le roi Constantin n'avait pas entrevues lorsqu'il causait plus posément avec le correspondant du *Times*. Il avait eu alors l'accent moins tragique et ne s'était pas privé d'y mettre quelque ironie. Faisant allusion aux demandes des Alliés : « Nous avons répondu, avait-il dit, en donnant les assurances les plus formelles, qu'ils ne devaient craindre, de notre part, aucun acte malveillant. Mais avant que nous puissions nous lier à un programme fixe et irrévocable, nous sommes désireux de connaître celui que les Alliés ont tracé pour eux-mêmes. On nous répond que l'Angleterre et les Alliés délibèrent en ce moment, mais que, jusqu'à présent, aucun programme définitif n'a été établi. La Grèce peut-elle, en toute justice, être poussée à prendre des mesures de l'importance politique et stratégique la plus haute, dans ces conditions? Peut-elle, en toute justice, être obligée à transférer ses troupes dans un autre district, tant que les Alliés ne seront pas arrivés à une décision sur le point de savoir s'ils occuperont et tiendront la région évacuée par nous? » Ceci nous ramène à la question que nous n'avons pas perdue de vue depuis le commencement de notre chronique, et pourquoi ne pas avouer que le Roi ne la pose pas autrement que nous? S'il est vrai, comme il le dit, que l'Angleterre et ses alliés ne savent pas encore s'ils resteront à Salonique, s'ils n'en sont pas tout à fait sûrs, s'ils n'y sont pas absolument décidés, que signifie cette négociation décevante, où nous manifestons aujourd'hui des exigences dont nous n'aurons peut-être rien à faire demain? Le moment est venu de prendre une décision définitive, au sujet de laquelle l'Angleterre et ses alliés prononceront ce : Jusqu'au bout! qui est notre règle ailleurs. Le roi Constantin ne pourra plus alors nous opposer son scepticisme sur nos intentions. Mais pas de demi-mesures, qui seraient ici pires que tout! Nous comprenons les partisans de l'occupation, nous ne comprenons pas moins les partisans de l'évacuation. Si les uns ont raison et si les autres se trompent, leurs systèmes sont du moins également logiques; toutes les parties se tiennent et ils ont eux-mêmes l'avantage, qui paraît devenir de plus en plus rare, de savoir exactement ce qu'ils veulent. Mais il y a une solution intermédiaire

que nous repoussons de toutes nos forces : celle qui consiste à rester à Salonique avec une poignée d'hommes et sans avoir la certitude d'y tenir. Si c'est à celle-là qu'on s'arrête, nous protestons par avance. Il vaut mieux s'en aller que de se montrer impuissans et s'embarquer de plein gré, que d'être un jour obligés à le faire.

Le roi Constantin a dit qu'il fallait aux Alliés 400 000 hommes pour faire quelque chose dans les Balkans ; le chiffre est sans doute exagéré ; mais, même pour soutenir une situation d'attente, il faut plus de forces que nous n'en avons. La responsabilité du général Joffre s'étend aujourd'hui à nos armées d'Orient comme à nos armées d'Occident : c'est pour nous une garantie. Les représentans militaires des Alliés l'entourent : qu'il fixe avec eux le contingent nécessaire et qu'on l'envoie. Alors nous pourrons faire connaître au roi Constantin nos résolutions dernières et lui demander d'en tenir compte : et il le fera s'il nous sent forts. Les argumens ne servent à rien dans les Balkans : nous l'avons déjà suffisamment éprouvé. On en aura toujours à Athènes, car les Grecs sont subtils et éloquens. Que faut-il donc leur montrer ? Une menace ? Non, une volonté suffira.

Nous avons sous les yeux un livre que nous recommandons à nos lecteurs. Il est intitulé : *L'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne*, et a été publié sous la direction de Mgr Baudrillart, qui en a écrit la préface. D'après cette indication, on croira peut-être connaître déjà ce volume, car il en a paru un dans les mêmes conditions et il a eu un grand retentissement ; mais celui-ci en est un nouveau et il ne produira certainement pas moins d'impression que le premier. Il est en effet une réponse faite point par point, non pas aux objections, le mot ne serait pas exact, mais aux contradictions tranchantes des docteurs allemands, qui se sont réunis au nombre de 77 pour combiner cette prétendue réfutation. Ils ont chargé spécialement l'un d'eux, le chanoine Rosenberg, de la rédiger. Mgr Baudrillart et ses collaborateurs avaient voulu prouver par des faits probans et par des textes abondans que, dans la terrible guerre qui se poursuit, les intérêts catholiques étaient du côté des Alliés et non pas de l'Allemagne. Cette vérité, qui nous paraît très simple, avait été niée par les docteurs allemands sur le ton pédant et hautain qui leur est propre. Il faut avouer que leur propagande avait produit quelque impression parmi les pays neutres, en Espagne par exemple. C'est pourquoi Mgr Baudrillart et ses collaborateurs ont pris un à

un les argumens allemands et les ont réfutés avec une grande force. « Mais l'Allemand, qui ne reconnaît qu'à lui-même le droit de commander, voudrait se réserver celui de parler tout seul. » Aussi l'indignation a-t-elle été véhémente et violente de l'autre côté du Rhin, et des torrens d'encre ont été répandus, pendant que des torrens de sang coulaient ailleurs. Pour donner une idée de ce déchaînement, il suffit de lire les télégrammes échangés entre les cardinaux-archevêques de Cologne et de Munich d'une part et l'empereur Guillaume de l'autre. Les deux cardinaux, après avoir dénoncé le livre comme calomnieux, annonçaient qu'ils ne manqueraient pas de « déposer une plainte devant le chef suprême de l'Église. » Mais ils commençaient par en déposer une devant l'Empereur comme de juste. Nous n'avons pas appris que le « chef suprême de l'Église » ait donné la moindre suite à leur dénonciation, et Mgr Baudrillart a l'audace de récidiver, ce dont il faut le féliciter. Chacune des allégations germaniques a été prise à partie par Mgr Chapon, évêque de Nice, M. Lanzac de Laborie, M. Denys Cochin, le R. P. Janvier, Mgr Batiffol, M. le baron d'Anthouard, ministre plénipotentiaire, M. Edmond Bloud, M. François Veuillot, qui se sont partagé le travail et l'ont exécuté avec une extrême modération dans les termes, mais beaucoup de science et de vigueur dans le fond.

Ce livre ne peut pas s'analyser, il faut le lire. Nous dirions que c'est une œuvre française, si ce n'était pas encore davantage une œuvre humaine. La préoccupation religieuse y domine, comme il convenait, étant donné le but que ses auteurs poursuivent; mais il résulte de leurs consciencieuses études que l'intérêt de la religion s'allie admirablement avec celui de la civilisation et du droit contre le déchaînement de la force et de la barbarie, qui ne se recommande d'elle que pour en fusiller les prêtres, en bombarder les temples, en violer et en déshonorer l'esprit.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXV[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1[er] Novembre.

Pages.

JEUNE FILLE, quatrième partie, par GÉRARD D'HOUVILLE. 5

RENÉ BÉRENGER, par M. HENRI JOLY, de l'Academie des Sciences morales et politiques 43

COMMENT S'EST FAITE L'INVASION DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, par M. le comte F. DE JEHAY. 75

LA JURIDICTION DES PRISES, par M. RENÉ WORMS. 90

LE FILS DU RÉGENT, par M. G. DU BOSCQ DE BEAUMONT et M. BERNOS. 116

LA CAMPAGNE COLONIALE DES ALLIÉS EN 1914 ET 1915. — I. LE TOGO, par M. CHARLES STIENON. 151

LA QUERELLE DE STRAUSS ET RENAN (1870-1871). — LETTRES INÉDITES, par M. MAURICE MURET. 186

REVUE LITTÉRAIRE. — RÉMY DE GOURMONT, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 206

REVUE SCIENTIFIQUE. — LES MÉTAUX DE GUERRE, par M. CHARLES NORDMANN. 218

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 229

Livraison du 15 Novembre.

SOUVENIRS D'APRÈS LA GUERRE DE 1877-1878, par M. A. NÉLIDOW 241

JEUNE FILLE, dernière partie, par GÉRARD D'HOUVILLE. 271

LES DERNIÈRES ANNÉES DE LA DICTATURE DE BISMARCK (NOTES ET SOUVENIRS), 1887-1890. — III. LA CHUTE, par M. ERNEST DAUDET. 316

LA VARIÉTÉ DES TYPES DE SOUS-MARINS, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. . 347

LA REINE HORTENSE ET LE PRINCE LOUIS. — VIII. LA PRINCESSE MATHILDE ET LE PRINCE LOUIS (Avril 1836-Mai 1837). — Extraits du *Journal* de M[lle] VALÉRIE MASUYER. 366

Pages.

La Campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915. — II. Le Cameroun, par M. Charles STIÉNON 405

Paul Hervieu, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 437

Revues étrangères. — La « germanisation » d'une grande cité belge, par M. T. DE WYZEWA 457

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 469

Livraison du 1er Décembre.

Le Pangermanisme et la philosophie de l'histoire. — Lettre a M. Henri Bergson, par M. IMBART DE LA TOUR, de l'Académie des Sciences morales et politiques 481

Vers la Gloire, première partie, par JEAN BERTHEROY 521

En cantonnement. — Un deuxième chapitre de l'histoire des fusiliers marins, par M. Charles LE GOFFIC 566

La Crise des subsistances sous la Révolution, par M. Daniel ZOLLA . . . 600

Un an d'hôpital. — Août 1914-Août 1915, par M. Camille BELLAIGUE . . . 627

La Campagne coloniale des Alliés en 1914 et 1915. — III. Le Sud-Ouest africain allemand. — L'Est africain allemand. — La Nouvelle-Guinée. — Les Iles Marshall et Samoa. — Tsing-Tao, par M. Charles STIÉNON . . 641

L'Emprunt national 5 0/0 de 1915, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques 677

Revue littéraire. — La Science française, par M. André BEAUNIER 686

Revue scientifique. — Science et guerre, par M. Charles NORDMANN . . . 698

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 709

Livraison du 15 Décembre.

Vers la Gloire, deuxième partie, par Jean BERTHEROY 721

Les dernières années de la dictature de Bismarck (Notes et souvenirs), 1890-1898. — IV. Après la chute, par M. Ernest DAUDET 760

Un empereur de Byzance a Paris et a Londres, par M. Gustave SCHLUMBERGER, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres 786

Le Rapprochement russo-japonais et la question chinoise, par M. Fernand FARJENEL 818

L'Éternelle Allemagne, d'après le livre du prince de Bülow. — V. De l'apogée a la faillite, par M. Victor BÉRARD 848

Les Chemins de fer balkaniques, par M. Henri LORIN 886

Alfred Mézières, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 906

La Marine dans la guerre des Balkans, par M. le Contre-Amiral DEGOUY . 921

Revues étrangères. — Les Souvenirs de guerre d'un attaché d'ambassade américain, par M. T. DE WYZEWA 936

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 947

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53157.

es.
05
37
57
69
81
21
66
00
27
41
77
86
98
09
21
60
786
818
848
886
906
921
936
947